

## Rupture à l'espagnole

La « famille » socialiste espagnole est au bord de la décomposition. La source de la rupture se trouve dans le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et le « syndicat-frère » UGT (Union générale des travailleurs) vient en effet de déboucher sur une crise ouverte : le secrétaire général de la centrale, M. Nicolas Redondo et son numéro deux, M. Anton Sarracibar, ont annoncé, le mardi 20 octobre, qu'ils abandonnaient leurs sièges de députés socialistes.

MM. Redondo et Sarracibar estiment qu'ils ne sont plus à même de respecter la discipline de vote du groupe parlementaire et d'approuver le projet de budget 1988, contre lequel l'UGT n'a cessé de livrer bataille. La centrale considère que la relance de l'économie aurait dû permettre, l'an prochain, une politique plus sociale que celle prévue par le gouvernement. M. Redondo avait notamment demandé des augmentations substantielles pour les fonctionnaires, les retraités, les chômeurs.

Cette crise couvait depuis juillet dernier. Consécutif au recul du PSOE aux élections de juin, elle avait tout d'abord été alimentée par la multiplication des conflits sociaux, le gouvernement avait alors tenté de conclure avec les syndicats et le patronat un contrat social valable pour le reste de la législature. Les divergences entre le ministère de l'économie et les syndicats avaient rapidement conduit les négociations dans l'impasse. Pour M. Redondo, le gouvernement venait d'aller « trop vite », dans la réévaluation des salaires, les équilibres financiers de l'État devaient être révisés en un an de 5 à 3 % ; malgré le coût social d'une telle politique.

Les désaccords entre le gouvernement et l'UGT venaient, en fait, de plus loin. Ils n'ont cessé de s'aggraver depuis l'arrivée du PSOE au pouvoir en décembre 1982. Souvent considérée comme un simple appendice du parti, soumise à la surcharge des Commissions ouvrières - la centrale syndicale communiste - l'UGT se devait de démontrer rapidement son autonomie par rapport au gouvernement socialiste. La centrale avait critiqué de plus en plus ouvertement la politique de reconversion industrielle qui s'est traduite par la perte de plusieurs dizaines de milliers d'emplois et par l'augmentation du chômage. Elle accusait M. Gonzalez d'avoir oublié ses promesses électorales en procédant à une distribution du revenu jugée inéquitable.

Un syndicat socialiste doit-il appuyer un gouvernement socialiste menant une politique d'austérité ? Telle est en fait la question qui n'a cessé d'opposer M. Felipe Gonzalez et M. Nicolas Redondo. Le président du gouvernement estime primordiale, dans les moments difficiles, la solidarité entre les différentes composantes de la « famille socialiste », et rappelle que l'attitude radicale du « syndicat-frère » a déjà fait tomber, en Europe, plus d'un gouvernement de gauche. L'UGT, de son côté, accuse le gouvernement d'avoir une vision « léniniste » du rôle du syndicat, considéré comme une simple courroie de transmission du pouvoir exécutif.

Le débat est sans doute loin d'être clos, alors que le PSOE s'apprête à tenir, en janvier, un congrès qui s'annonce d'ores et déjà des plus animés. Le jour même où M. Redondo et Sarracibar annonçaient leur retrait du Parlement, le PSOE décidait de suspendre de ses fonctions M. Pablo Castellano, le turbulent leader de la tendance gauche socialiste, version espagnole de l'ancien CERES français. Depuis cinq ans le gouvernement fait passer le pragmatisme avant l'idéologie : c'est toute sa politique que la polémique actuelle met en cause.

## L'apaisement sur les marchés financiers

### ● La privatisation de Matra reportée ● Le montant des emprunts d'Etat réduit

M. Edouard Balladur a annoncé, le mercredi 21 octobre, que le gouvernement avait décidé, pour faire baisser les taux d'intérêt à long terme, de ramener le montant des emprunts d'Etat à 90 milliards de francs pour 1987, au lieu des 100 à 120 milliards prévus. Le ministre a annoncé que la privatisation de

Matra était retardée, de quelques jours à quelques semaines. (Lire page 34.)

Les marchés financiers paraissent nettement soulagés après la stabilisation de la Bourse de New-York et le raffermissement du dollar. Les cours des valeurs françaises remontaient à Paris dans la matinée de mercredi. (Lire page 28.)

## Un avertissement majeur

par François Simon

Crise, effondrement, krach, boursique ? Au soir du « lundi noir » de Wall Street, dans les états-majors des établissements financiers, on discutait des termes appropriés, mais chacun avait conscience que les dangers depuis longtemps pressentis de la « bulle financière » venaient de se concrétiser. On avait pensé que l'explosion pouvait survenir à Tokyo, le maillon faible des places financières selon l'avis même du gouverneur de la Banque centrale japonaise.

C'est, plus normalement, à Wall Street que le feu s'est déclaré, parce que la Bourse de New-York est la caisse de résonance d'un pays qui réalise à lui seul 45 % du produit intérieur brut des pays industrialisés et dont les comportements pèsent sur les économies du monde entier. Les « journées noires » de

Wall Street apparaissent à certains comme un désastre de la politique du président américain. « Les marchés ont attendu trois ans pour découvrir le miracle Reagan et trois ans pour découvrir qu'il n'existait pas », disent les humoristes new-yorkais.

Le problème est connu. Il tient aux énormes déficits budgétaires et commerciaux qu'entretiennent les Etats-Unis. Pour rééquilibrer leurs comptes, les Américains disposent de trois moyens. Ils ont le loisir, comme ils l'ont déjà fait à plusieurs reprises, de relever leurs taux d'intérêt pour continuer d'attirer les capitaux étrangers. Mais pourront-ils longtemps vivre au-dessus de leurs moyens, en profitant de l'épargne japonaise ? Cette solution implique que, à l'inverse, l'Allemagne et le Japon fassent une partie du chemin et baissent leurs propres taux. (Lire la suite page 32.)



Pages 28 à 32, 34 et 36

■ Le reflux des taux d'intérêt a contribué à enrayer la chute des marchés. ■ Les négociations internationales, entre la concertation et l'incantation. ■ D'une place financière à l'autre : New-York, Tokyo, Londres et Paris. ■ L'argent moins facile pour les entreprises. ■ Les réactions à l'Assemblée nationale.

## La dissuasion nucléaire française et la République fédérale d'Allemagne

### Les tentations stratégiques de M. Mitterrand

M. Mitterrand, qui devait se rendre le mercredi 21 octobre à Düsseldorf et à Hanovre, termine sa visite officielle en RFA jeudi matin par une conférence de presse. Il devrait préciser ses déclarations, concernant la révision de l'emploi des armes stratégiques et la coopération militaire franco-allemande.

par Jacques Amalric

Depuis deux jours, M. Mitterrand est sans doute un homme politique particulièrement heureux. A coups de discours émaillés de formules soigneusement préméditées, il ne cesse de surprendre son monde et de susciter des interrogations. Lundi soir, à Bonn, soucieux de rassurer les Allemands, qui craignent par-dessus tout les armes pré-stratégiques, y compris les missiles français Pluton (120 kilomètres de portée) et Hadès (350 kilomètres), il a précisé que « rien ne permet d'affirmer que l'ultime avertissement de

la France à l'agresseur serait délivré sur le territoire allemand. (...) La stratégie nucléaire de la France s'adresse à l'agresseur et à lui seul et, pour le dissuader, n'oublions jamais cela ». Le président de la République a récidivé mardi, à Aix-la-Chapelle, demandant notamment : « Qui a inventé que la destination des armes françaises serait le sol de l'Allemagne ? (...) Puisque la dissuasion française a pour objet d'empêcher une agression, c'est donc vers cet agresseur, s'il existe, que doit se diriger la menace française, la menace atlantique. (...) Pourquoi, au passage, égrener des destructions en choisissant d'abord d'atteindre ses alliés et de meurtrir ses amis. »

Le message de M. Mitterrand est très clair, même si le président de la République entend maintenir une certaine zone d'ambiguïté. Il ne sert à rien, pour lui, de parler de défense européenne si le

concept de dissuasion, sur lequel est basée la défense française, est « vomi » par les opinions publiques européennes en général, allemandes en particulier. Il faut donc en finir avec l'idée que les Pluton et les Hadès pourraient être utilisés pour compenser un déséquilibre conventionnel. Pour le président de la République, en effet, il ne peut pas y avoir de guerre nucléaire limitée. A Buenos Aires, il y a moins de deux semaines, il répétait encore lors d'une conférence de presse : « L'ensemble des forces nucléaires françaises forme un bloc, elles ne sont pas comme une sorte d'ajout aux forces conventionnelles. Aucune force nucléaire française ne peut être considérée comme une rallonge des armes classiques. C'est une conception qui, aujourd'hui comme hier, tente beaucoup d'esprits, et à laquelle je m'oppose. »

Que faire des Pluton et des Hadès dans ce cas ? Même s'il en parle très rarement en public, la position de M. Mitterrand est connue : il n'a jamais caché qu'à son avis le développement de ces armes avait été une erreur. Ira-t-il jusqu'à prôner leur disparition ? Ce serait surprenant dans le contexte actuel, mais il est clair qu'une troisième option zéro, concernant les armes à très courte portée, ne choquerait pas outre mesure le président de la République.

(Lire la suite page 4.)

## « Débats »

Euromissiles : le gambit européen par Dominique David  
Pour une « Ostpolitik » franco-allemande par Alfred Grosser  
PAGE 2

## L'ENQUÊTE : la place des femmes dans les communautés chrétiennes

### Les mal-aimées de l'Eglise

Réunis jusqu'au 30 octobre à Rome, deux cent trente évêques et soixante auditeurs laïcs du monde entier examinent la place des laïcs dans l'Eglise catholique, notamment celle des femmes, sous-représentées dans les instances de décision. Aux Etats-Unis récemment, le pape avait dû affronter cette contestation féminine, alors qu'un projet d'ordination des femmes menaçait d'éclatement l'Eglise anglicane d'Angleterre.

Il s'en passe de drôles de choses à Saint-Hippolyte, cette petite église comprimée entre deux grands immeubles de l'avenue de Choisy, dans le treizième arrondissement de Paris, au cœur de quartiers asiatiques et maghrébins. Comme tous les dimanches, le micro circule en pleine messe dans les rangées des fidèles. En

décembre dernier, une femme de soixante et un ans, douze fois grand-mère, s'en empare et s'écrit : « Samedi, à Paris, on a tué un jeune brun. Assassinat non enfantin n'est pas acceptable. Prions pour Malik et pour ceux qui l'ont tué ! »

Ce que la foule alors ignorait, c'est que le propre fils de cette femme, Régine Verny, adoptée en Afrique où elle avait été pendant vingt ans sociologue et économiste, faisait partie du commando des policiers qui, toute la nuit, avaient circulé dans les rues de la capitale embrasée par les manifestations étudiantes.

Elles ont bien changé les « bigotes » de Jacques Brel. Elles parlent dans les églises, haut et fort. Régine Verny fait depuis partie de l'« équipe sacerdotale », qui, prêtres et laïcs confondus,

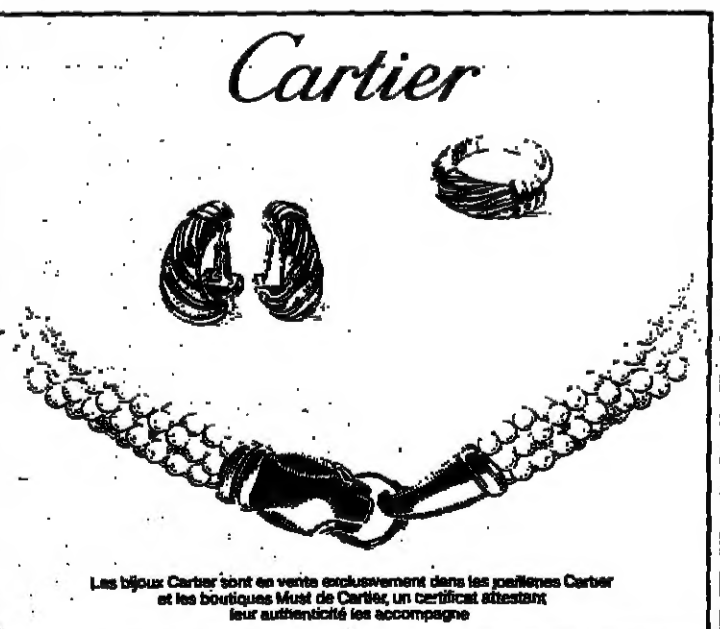
gère toutes les affaires de cette paroisse Saint-Hippolyte - 40 000 habitants - et assure même en alternance le sermon du dimanche.

Les sept laïcs sont élus par les fidèles inscrits sur des listes. Les candidatures sont proposées par les paroissiens et plus nombreuses que les postes à pourvoir. Des professions de foi circulent. L'équipe élue reçoit de l'archevêque de Paris une lettre de reconnaissance. « Il n'y a plus de domaine réservé aux prêtres et aux laïcs, aux hommes et aux femmes. C'est la première fois, dit Régine Verny, que je rencontre la démocratie dans l'Eglise ».

Est-ce l'Eglise de demain ? Rien n'est moins sûr. Des contre-exemples obligent à déchanter.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 12.)



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne

23 PLACE VENDÔME, PARIS  
40 15 03.51

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 3 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 000 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 11,50 sk. ; Suisse, 1,50 f. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزاملال



سكزا من الامم

# Débats

## Euromissiles : le gambit européen

Répudier l'ignorance et transformer l'inquiétude en une chance

par DOMINIQUE DAVID (\*)

LES peuples, comme les hommes, apprennent : certaines périodes sont propices à l'étude. L'accord prochain Moscou-Washington sur le retrait de missiles déployés en Europe peut apprendre nombre de choses, sur leur présent, sur leur avenir, à tous les pays de notre continent.

La liaison est de plus en plus évidente entre la France et ses partenaires européens. Qu'ils s'en rendent compte ou non, nos alliés savent que, dans une perspective de réduction des déploiements nucléaires en Europe, la France, puissance nucléaire résidente, joue un rôle croissant dans la dissuasion globale qui les maintient en paix. Quant à la France, quel que soit son statut, elle sait que l'environnement européen ne lui est pas neutre ; que seule une action concertée avec ses alliés lui permettrait de jouer au mieux toutes les cartes que lui offre son orgueil cerné d'adversaires, et d'indifférents ?

Leurs intérêts, leur solidarité d'esprit avec notre rive de l'Atlantique, leur statut même de superpuissance — qui croit à une superpuissance isolationniste ? — interdisent aux États-Unis de « lâcher » l'Europe. Pourtant, ils souhaitent limiter au maximum le risque qu'ils prendraient, eux, Américains, à nous défendre, nous Européens. Il n'est pas sûr qu'on ne force à comprendre : les Européens jouent les naïfs depuis trente ans — on a fini par leur dire.

L'option « double zéro » en elle-même ne bouleverse pas la donne militaire en Europe. Les Européens ne sont pas nus ; comment oublier qu'ils abritent toujours chez eux la plus extravagante concentration militaire (en hommes, en armes classiques, en armes nucléaires) de la planète ?

S'il a peu d'effet militaire immédiat, l'accord soviéto-américain peut être politiquement négatif. Même si l'on peut s'interroger sur le « couplage » Europe-Amérique ajouté par le déploiement des Pershing-II, leur retrait pourrait, au moins pour quelques esprits, découpler.

Les Européens sont ici pris à leur propre piège : l'attention quasi exclusive portée, dans certains milieux, à la couverture américaine implique qu'on taise d'abandon chacun de ses changements. Convinçus de la hussarde que la sécurité de l'Europe commençaient avec les Pershing, certaines franges de l'opinion pourraient penser qu'elle finit avec eux. La peur n'est pas toujours raisonnable — mais qui raisonne le sentiment ?

### Quatre niveaux

L'accord prochain peut donc être la meilleure ou la pire des choses, « produire », ou non, de la sécurité, selon son interprétation et son traitement par les Européens. Au moins, chemin faisant, auront-ils appris la complexité et la diversité des niveaux auxquels s'appréhende leur sécurité : un niveau politique (l'Europe a-t-elle conscience et volonté de former une communauté solidaire ?) ; un niveau stratégique (au-delà de projets différents dans l'usage des forces, l'Europe a-t-elle un but stratégique — dissuasif — commun ?) ; un niveau militaire (l'Europe peut-elle organiser et combiner la manœuvre de ses forces militaires ?) ; un niveau psychologique (les opinions savent-elles vraiment ce qui fonde leur paix, ont-elles un langage commun suffisant pour pouvoir en parler ?).

A aucun de ces niveaux n'existe une solution immédiate aux problèmes européens. Ni la France ni la Grande-Bretagne ne peuvent aujourd'hui assurer seules la dissuasion en Europe — ce qu'au demeurant ne demandent pas leurs alliés. Une défense antimissiles est au mieux une vue d'avenir lointain, posant à l'Europe des problèmes spécifiques et très complexes. Une dissuasion classique poserait d'énormes problèmes aux appareils militaires et aux budgets de défense ; et les Européens n'ont-ils vraiment le choix qu'entre une dévastation classique et une vitrification nucléaire ?

Posés le décor, les niveaux des problèmes et les limites du débat, que dire pour l'immédiat ?

a) Au niveau stratégique, réaffirmer une chose simple : il n'est de sécurité européenne, aujourd'hui, que fondée sur le binôme classique-nucléaire, permettant d'affirmer une capacité de dissuasion et de gestion active de crise pour tous les membres de l'alliance. Ce binôme est matérialisé par des déploiements, en Europe, d'armes classiques et nucléaires. Ces déploiements peuvent être modifiés, redéfinis ; mais seule cette combinaison d'armes interdit à tout stratège l'usage de la force en Europe, parce que trop dangereux, au-delà de toute raison.

b) Au niveau militaire, et le premier point étant acquis, les diversités des appareils de défense n'interdisent pas la coopération ; on vient de le voir entre la France et la RFA, et cela devrait être encore plus vrai, avec tous les Européens, concernant les matériels futurs.

c) Au niveau psychologique : les opinions publiques doivent savoir que ces deux premiers élé-

ments (maintien du binôme classique-nucléaire, coopération militaire) constituent des garanties suffisantes pour le présent, même si les interrogations d'avenir se font pressantes. Il est urgent de contrebalancer tout sentiment d'insécurité, qui ne pourrait conduire qu'à la dispersion des pays d'Europe.

d) Au niveau politique, l'avenir : on peut à la fois se savoir en sécurité et penser que la situation présente ne durera pas éternellement. Ce qui implique : 1) de fixer le cadre d'une consultation sur les différents concepts stratégiques européens ; 2) de préciser le domaine des coopérations concrètes ; en ce qui concerne les armes classiques, ou les armes nucléaires pour les partenaires concernés, ou, et c'est déterminant, la coopération sur les technologies d'avenir — en particulier l'espace ; 3) de fixer en commun, et entre Européens, le cadre des négociations futures sur les armements en Europe de manière à préserver l'essentiel : le binôme classique-nucléaire qui définit notre sécurité.

Le tout ne vaut, certes, que si se développe le sens d'une communauté d'intérêts, de valeurs, d'attitudes. Le lent progrès vers une prise en main par les Européens de leur propre défense est possible, s'il s'appuie sur l'exacte mesure du présent. Répudier à la fois les discours d'ignorance et de réduction préserve les chances d'un avenir ne ressemblant pas aux modèles contraignants que nous connaissons.

Si le gambit fonctionne, le retrait d'une pièce améliore la position sur l'échiquier ; à ce prix, l'inquiétude européenne peut être une chance.

(\*) Secrétaire général de la Fondation pour les études de Défense nationale.

## Pour une « Ostpolitik » franco-allemande

par ALFRED GROSSER

LES rapports franco-allemands sont supposés exemplaires. La France et la République fédérale veulent constituer non pas le gouvernement, mais le moteur du vaisseau européen. Or l'acte unique marque une différence nette et décevante entre l'économie, avec l'engagement de réaliser le marché unifié d'ici 1992, et la politique étrangère européenne, que les signataires « s'efforcent de formaliser et de mettre en œuvre en commun » par une simple coopération. Peut-être y a-t-il dans ce domaine une exemplarité franco-allemande ?

Les blocages sont évidents et tiennent à la spécificité de chacun des deux pays. La France veut exercer une influence mondiale en tant que nation, notamment à l'aide de sa présence particulière en Afrique. D'où par exemple le refus peu fécond d'une attitude commune pour l'élection du directeur général de l'UNESCO. La République fédérale, en partie parce qu'elle a Hitler dans son passé, ne veut participer à aucune action d'ordre militaire hors du continent européen. D'où par exemple l'absence de soldats allemands dans la force d'interposition au Liban et, aujourd'hui, pour le déminage des eaux du Golfe, l'envoi de trois bateaux pour remplacer des unités américaines en Méditerranée provoquant déjà des remous dans l'opinion allemande.

En matière de défense, Bonn et Paris font de gros efforts pour aboutir à des conceptions communes. Mais, d'une part, il ne peut s'agir d'une politique véritablement indépendante, puisqu'elle demeure partiellement soumise aux stratégies américaines, tous les présidents français admettant qu'il n'y a pas de sécurité face à l'URSS sans le poids de l'autre seul vrai Grand. D'autre part, la politique française n'est toujours pas pleinement clarifiée : au nom d'une défense européenne, on se réfère volontiers à l'Union de l'Europe occidentale, mais on se refuse à tirer pleinement les conséquences de l'unité fondatrice de l'UEO obligent les signataires à se porter « aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres » : il ne s'agit pas de promettre ce qu'on

ne fait déjà pas pour soi, à savoir la certitude d'un recours au nucléaire à un moment précis, mais de proclamer que toute atteinte au territoire de l'allié déclencherait le même type d'escalade, avec un risque d'aboutir au nucléaire, que s'il s'agissait du territoire national.

De façon en apparence paradoxale, c'est la politique vers l'Est, l'Ostpolitik, qui offre aujourd'hui un excellent champ pour la pratique d'une attitude commune et d'une action coordonnée. En partie parce que les méfiances qui subsistent contraignent à la transparence mutuelle. Plus largement, parce que les convergences sont fortes.

A Bonn, le débat d'orientation générale qui vient de se dérouler au Bundestag a marqué un accord remarquable entre les deux grands partis. Au nom de SPD, M. Vogel s'est réclamé de la fidélité à l'alliance occidentale et a rejeté toute idée d'une voie allemande particulière, tout en se félicitant à bon droit de la conversion complète de la CDU à l'Ostpolitik de Willy Brandt ; commencer par reconnaître la frontière occidentale de la Pologne et l'existence durable de l'autre Etat allemand pour obtenir la multiplication des contacts de part et d'autre du rideau de fer symbolisé par le Mur de Berlin.

### Perméabilité

Du côté français, voici longtemps qu'on affirme souhaiter que la reconnaissance des frontières en Europe aboutisse à leur perméabilité, à la Durchlässigkeit que Helmut Kohl donne pour but à sa politique. Une perméabilité qui profiterait aux Polonais et aux Tchèques aussi bien qu'aux Allemands de la RDA. Et même aux citoyens de l'Union soviétique, si M. Gorbatchev veut vraiment atteindre les buts qu'il proclame. Certes, il y a des divergences en République fédérale dans l'appréhension de la sincérité du patron actuel de l'URSS, mais il n'y a pas de désaccord franco-allemand sur la double idée de la prudence nécessaire et de la nécessité de le prendre au mot.

Au prix d'une autre prudence plus difficile à accepter sur le plan moral : dans son discours d'accueil à Erich Honecker, le président de la République fédérale, M. von Weizsäcker, dit qu'il ne fallait pas chercher à ébranler les loyautés internes au sein du camp d'en face. C'était à la fois un avertissement à l'URSS et la triste acceptation de la politique définitivement acceptée à Helsinki en 1975 et pratiquée par le général de Gaulle dans les années 60 : l'Occident s'interdit de mettre en cause les régimes de l'Europe de l'Est, donc d'y demander l'application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'amélioration des relations Est-Ouest et celle de la situation personnelle des Polonais, des Tchèques, des Allemands de l'Est est à ce prix.

Une Ostpolitik commune ? Malgré bien des apparences, il pourrait s'agir d'un pas important vers une politique franco-allemande ayant un effet d'entraînement sur une politique extérieure de l'Europe communautaire.

## Au Courrier du Monde

### INDIGNATION

#### Exécutions en Tunisie

Le président Bourguiba, cédant à l'orgueil et à la colère, vient de faire exécuter par pendaison, le 8 octobre, deux jeunes musulmans tunisiens, membres du Mouvement de la tendance islamique (MTI). Aucun d'eux n'avait tué personne : les attentats contre des hôtels de tourisme avaient fait douze blessés légers. La peine de mort a donc été appliquée pour des activités relevant essentiellement du délit d'opinion. Plus qu'une faute, c'est un crime. Les « terroristes » d'aujourd'hui seront les héros de demain.

Quant à moi, ami de la Tunisie depuis plus de quarante ans, j'exprime ici mon indignation contre l'injustice et le meurtre légal, et ma solidarité avec les martyrs. Je ne puis, hélas, réparer l'irréparable. Je veux, au moins, rendre publique ma révolte, en renvoyant au président Bourguiba les insignes de commandeur de l'Ordre national de la République tunisienne, qu'il m'avait personnellement remis, à Dakar, il y a vingt ans.

VINCENT MANSOUR MONTEIL (Paris).

### INNOCENTS

#### L'« Achille-Lauro » et le reste

J'ai lu avec attention le témoignage de Marek Halter sur le détournement de l'Achille-Lauro dans le Monde du 9 octobre. Comme lui et avec lui, je condamne, bien entendu, le racisme, sous toutes ses formes, et le terrorisme, dont sont victimes tant d'innocents. L'un d'eux fut Léon Klinghoffer, un Américain, paralytique, d'origine juive, qui fut assassiné dans des conditions particulièrement odieuses. Mais il y a, hélas ! beaucoup d'autres victimes, trop oubliées, et,

parmi elles, les hommes, les femmes, les enfants, les vieillards qui, ces derniers mois encore, sont morts dans les camps de réfugiés palestiniens, sous les bombardements.

Comme l'a dit souvent Jean-Paul II, nous devons condamner la répression et l'oppression, autant que le terrorisme, et il n'y aura pas de paix véritable et durable au Proche-Orient tant que n'auront pas été reconnus les droits de tous, y compris le droit du peuple palestinien à avoir une patrie.

PÈRE MICHEL LELONG (Maison-Alfort, Val-de-Marne).

#### Tous les noyaux sont durs

Je n'ai vu personne relever l'absurdité du terme « noyau dur » dont on parle tant. Y a-t-il jamais eu de « noyaux mous » ? C'est un pléonasme évident qui vient d'une traduction de l'anglais mal comprise « hard core » = « core » ne veut pas dire « noyau » (= stone) mais « centre », « cœur » d'un fruit (par exemple d'une pomme).

Quant au ridicule « look », qui n'est ni anglais ni français, ne pourrait-on pas inviter les Anglais qui disent « image ».

R. GILLET (Montgeron, Essonne).

### PRÉCÉDENTS

#### Caillaux et la Haute Cour

A propos de l'article de Thierry Bréhier dans le Monde du 9 octobre à propos de la Haute Cour et ses « précédents », j'ai constaté un oubli : Joseph Caillaux, ancien président du conseil, qui comparut devant cette juridiction le 17 février 1920 sous l'accusation de haute trahison et fut condamné le 23 avril 1920 à trois ans d'emprisonnement

(couverts par la détention préventive) et dix ans d'interdiction de droit de vote, d'éligibilité et d'aptitude à diverses fonctions publiques.

PIERRE JUANCHIC (Paris).

Joseph Caillaux fut effectivement jugé et condamné par le Sénat, constitué en Cour de justice, laquelle était sous la III<sup>e</sup> République l'équivalent de la Haute Cour. Mais les faits qui lui étaient reprochés — au moins officiellement — n'avaient pas été commis du temps où il était membre d'un gouvernement. Joseph Caillaux avait en effet quitté son poste de ministre des finances au lendemain de l'assassinat du directeur du Figaro par sa femme, le 16 mars 1914, et il n'a occupé aucune fonction ministérielle tout au long de la guerre. Or il fut accusé d'avoir « tenu l'ennemi » au cours de celle-ci.

Si la Cour de justice ont à juger son cas, c'est qu'elle avait compétence non seulement pour le président de la République

et les membres du gouvernement, mais aussi pour toutes affaires relevant de la sécurité de l'Etat : c'est le gouvernement qui, dans ce cas, décide de saisir cette juridiction « politique », plutôt que la justice ordinaire, sans devoir passer par un vote de la Chambre des députés. Celle-ci est à l'origine de l'affaire Caillaux, parce qu'il était député ; elle devait donc autoriser les poursuites et la levée de son immunité parlementaire. L'affaire Caillaux n'est donc en rien un précédent juridictionnel comparable à ce qui arrive à M. Christian Nucci. — Th. B.

« Psychanalyse contre occultation » : précision. — C'est soixante-dix personnes, psychanalystes et praticiens d'autres disciplines, ont soutenu de leur signature la lettre d'Anne-Marie Houdebine-Gravaud, publiée dans le Monde, du 9 octobre.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDOPAR 860572 F

Téléscripteur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montcaumon, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-65-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDOPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by the Monde c/o Speedprint, 45-45 39th Street, L.I.C., NY 11104. Second class postage paid at L.I.C. and additional offices. NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint USA, INC., 45-45 39th Street, L.I.C., NY 11104.

**B**  
P&F

Depuis 1931  
**BOUCHARD PÈRE & FILS**

**BEAUNE DU CHATEAU**

produit  
exclusivement  
des vins  
cultivés dans  
les DOMAINES  
DU CHATEAU  
DE BEAUNE

Basé au  
Bourg de Beaune  
Les Aigles  
Les Perrières  
Les Arènes  
Les Tournelles  
Les Brionnais  
Les Serris  
Les Rivières  
Clos du Roi  
Les Cuvés  
En Grise  
Les Brionnais  
Les Tournelles  
Les Grèves  
Les Tournelles  
Champ Pommé  
A l'Écu

Documentaire  
L.M. sur demande  
à M. Bouchard Père & Fils  
1222 Route de Beaune  
21220 Beaune-Coteaux  
Tél. 03.76.14.41  
Tél. Bouchard 194000  
Département exclusif  
de la Bourgogne  
et de la Région  
de la Côte d'Or  
de la Côte de Beaune



# Etranger

La visite de M. Shultz à Moscou et les nouvelles « ouvertures » soviétiques

## Washington souhaite engager au plus vite la discussion sur les armements stratégiques

Commentant les pourparlers que M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, aura à Moscou à partir du jeudi 22 octobre, M. Gerasimov, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré, mardi 20 octobre, que Moscou « ne voit pas d'obstacles majeurs » à la conclusion d'un accord sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI) et qu'il y avait donc « toutes les raisons d'être optimiste » à ce sujet. Il a toutefois fait valoir que les FNI « ne sont pas le seul sujet » des entretiens qui s'inscrivent dans « un large ordre du jour ».

WASHINGTON  
de notre correspondant

Ranger rapidement l'accord sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires (FNI) et passer aux choses sérieuses — la négociation sur les armes stratégiques et les conflits régionaux. Voilà à quoi le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, voudrait pouvoir utiliser ses deux jours d'entretiens à Moscou. Pourtant, même si M. Shultz répète à l'envi qu'il « commence à être fatigué » de s'occuper des FNI et souhaiterait parler d'autre chose avec les Soviétiques, il sait bien que cette première étape est nécessaire. L'accord de principe conclu à Washington à la mi-septembre, lors de la visite de M. Chevardnadze, doit être transformé en texte en bonne et due forme, les dernières divergences doivent être surmontées. Sans quoi la dynamique des négociations soviéto-américaines paraîtrait compromise.

Il est d'ailleurs entendu dans l'esprit des Soviétiques comme des Américains que la date du sommet Reagan-Gorbatchev ne pourra être fixée tant que les deux dirigeants ne seront pas certains d'avoir, le jour de leur rencontre, quelque chose à signer.

Le malheur est que cet accord, simple dans son principe (double option zéro, plus de missiles nucléaires de courte ou moyenne portée basés à terre dans un délai de quelques années), est fort compliqué à mettre au point dans les détails. Diverses responsabilités américaines avaient déjà annoncé que, malgré les rudes travaux des experts à Genève, le texte définitif ne pourrait être prêt d'ici à la rencontre de Moscou. M. Shultz et Chevardnadze seront donc fatalement amenés à évoquer les points de désaccord qui subsistent, même s'ils semblent mineurs.

Une négociation qui met en jeu tant d'éléments à la fois politiques et techniques — délai de retrait et de destruction des lanceurs et des ogives, procédure de vérification, etc. — est forcément longue et minutieuse, expliquait récemment un responsable du département d'Etat. Une concession sur un point peut remettre en question un autre point et, pour compliquer le tout, les Etats-Unis, en matière de missiles intermédiaires, doivent consulter leurs alliés de l'OTAN sur le territoire desquels se trouvent actuellement ces missiles. Tout cela demande du temps, même si, de part et d'autre, on y met de la bonne volonté.

Reste aussi l'éventualité d'obstacles plus sérieux. Ainsi les responsables américains sont-ils intrigués par ce qui ressemble à de nouvelles exigences soviétiques à propos des fusées Pershing-1. A dénomer par l'Allemagne de l'Ouest. Le problème avait apparemment été réglé lors des entretiens de Washington, mais des négociateurs ont paru le remettre sur le tapis. Malentendu de nature technique ou manœuvre tactique ? La même question s'était posée dans les jours qui ont précédé la venue de M. Chevardnadze à Washington et la difficulté avait alors été surmontée. Mais, en guise d'avertissement, M. Shultz a pris soin de souligner que, si les Soviétiques créaient tout à coup des problèmes inattendus, il n'y aurait ni accord ni sommet.

De part et d'autre pourtant, et avec semble-t-il plus d'ardeur encore du côté soviétique, on fait état de rapides progrès à Genève et l'on n'envisage pas sérieusement l'hypothèse d'un échec. M. Shultz devrait donc pouvoir aborder les autres questions qui lui tiennent à cœur, laissant à quelques-uns des cent fonctionnaires qui l'accompagnent le soin d'entrer dans les détails de l'accord FNI. Comme il l'avait fait lors de son précédent séjour à Moscou en avril dernier, M. Shultz devrait ainsi presser une nouvelle fois les Soviétiques de mettre un terme à la guerre qu'ils livrent en Afghanistan. A l'époque, M. Chevardnadze avait accepté une longue discussion (deux heures) sur ce sujet, et ce simple fait avait été considéré comme encourageant par les Américains. Extrême, rien n'a vraiment changé sur le terrain.

### Des progrès sur les droits de l'homme

Les très maigres résultats de la tournée que vient de faire le secrétaire d'Etat à Moscou ont en fait constitué une position d'équilibre. Ce problème de manière un tant soit peu nouvelle avec ses interlocuteurs soviétiques. Mais il ne manquera pas de leur demander de poursuivre leurs efforts de libéralisation de l'émigration des juifs soviétiques (de nos progrès ont déjà été accueillis au chapitre des droits de l'homme, selon M. Shultz). Il sera aussi fortement question du Golfe. Sans le dire ouvertement, les Américains reprochent aux Soviétiques de jouer le jeu de l'Iran en s'opposant à ce que le Conseil de sécurité envisage sérieusement des sanctions et un embargo sur les ventes d'armes. Si l'Iran persiste à refuser le cessez-le-feu théoriquement imposé par les Nations unies.

Restera le plat de résistance : faire progresser la négociation sur la réduction des armements stratégiques. Soviétiques et Américains ont multiplié les déclarations encourageantes à ce sujet et se disent pressés d'aboutir. Mais c'est surtout

à l'administration Reagan que le temps manque. La date limite pour la conclusion d'un accord susceptible d'être ratifié par le Congrès avant que M. Reagan ne cède la place à son successeur est très rapprochée : mars prochain au plus tard, estime-t-on au département d'Etat. Pour corser la difficulté, l'administration traîne un boulet de plus en plus gênant : le Congrès, plus désireux que jamais de diriger la politique étrangère.

### Le boulet du Congrès

Le handicap n'échappe évidemment pas à l'attention des Soviétiques. Selon un haut responsable du département d'Etat, ceux-ci paraissent actuellement moduler leur position concernant l'IDS (la guerre des étoiles) de manière à la faire coïncider avec celle du Congrès (ce dernier veut imposer à l'exécutif une interprétation étroite de l'accord de 1972 sur les missiles antibalistiques, afin de limiter très strictement le champ d'expérimentation de l'IDS). C'est donc pour M. Shultz et son équipe une négociation serrée qui s'engage.

En toute logique, des progrès devraient être enregistrés et annoncés à l'issue des entretiens de Moscou. Les dirigeants des deux pays ont l'un et l'autre besoin d'un succès en matière de désarmement, et un tel succès ne peut plus aller désormais sans un accord qui définitif sur les forces nucléaires intermédiaires. Ensuite commencera une phase plus délicate : certains responsables du département d'Etat craignent que M. Gorbatchev, sur la lancée de ce premier accord, n'avance de nouvelles propositions alléchantes, qui, sous couvert de désarmement nucléaire, placeraient l'Europe occidentale, et à travers elle les Etats-Unis, en position de faiblesse.

Tel qu'il est engagé, ajoute-t-on au département d'Etat, le processus de désarmement peut être contrôlé, sans danger pour l'Europe, et le jeu en vaut la chandelle. Mais à condition de faire preuve de la plus grande vigilance des deux côtés de l'Atlantique.

JAN KRAUZE.

## En annonçant le remboursement de ses dettes L'URSS confirme son attitude plus positive envers l'ONU

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

En annonçant, le jeudi 15 octobre, que l'URSS allait rembourser « bientôt » les 197 millions de dollars qu'elle doit à l'ONU en titre de ses arriérés de cotisations accumulés depuis 1945, M. Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, avait provoqué l'incrédulité de son auditoire. Comment interpréter, en effet, un tel « geste » de la part d'un pays qui, depuis l'intervention américaine en Corée, sous le drapeau de l'ONU en 1950, rejetait le rôle de « gendarme » devant à l'Organisation, estimant qu'elle favorisait les intérêts de l'Occident ? Selon des responsables soviétiques, l'idée que l'URSS pourrait participer à la revitalisation de l'ONU traduit « un changement majeur (...) qui est en train de se produire dans la diplomatie soviétique, plus particulièrement en ce qui concerne le rôle de l'ONU ».

Les mêmes ont d'ailleurs regretté que l'article de M. Gorbatchev, paru dans la Pravda du 17 septembre, et qui annonçait cette évolution, ait été sous-estimé ; ils rappellent que Moscou avait, en avril 1986, payé sa cotisation à la FINUL pour la première fois. Parmi les propositions du secrétaire général figurait, par ailleurs, celle concernant la création d'une force navale internationale dans le golfe Persique, qui avait éveillé l'intérêt des milieux spécialisés.

Or, en estimant que les pouvoirs du Conseil de sécurité « devraient être pleinement utilisés », M. Gorbatchev ne demande rien d'autre que l'application scrupuleuse de la charte de l'Organisation. En même temps, les dirigeants soviétiques profitent de cette occasion pour rappeler que les 197 millions dus par Moscou restent largement inférieurs aux 414 millions de dollars de la dette américaine. Ce qui a permis à M. Petrovski de rappeler, durant son intervention, que « toute tentative de créer des difficultés financières et d'utiliser celles-ci à des fins politiques partisans est contraire à l'esprit de réalisme et de responsabilité en diplomatie ».

La dette américaine constitue actuellement près de 50 % des

impayés de l'ONU ; après le remboursement soviétique, cette part devrait atteindre 65 %, alors que les 120 millions de dollars dus pour cette année, au titre du budget ordinaire de 1987.

### Une approche plus pragmatique

Il n'est point nécessaire d'être un diplomate chevronné pour comprendre l'extrême avantage que Moscou tirera de son geste financier. Embourbé dans une politique de moins en moins compréhensible, Washington ne donne pas l'impression d'envisager un changement radical de son attitude négative à l'égard de l'ONU, toujours accusée d'être dominée par les faucons anti-américains du tiers-monde. Or l'indubitable modification idéologique des soviétiques, conséquence inévitable des menaces américaines, risque de disparaître si Washington ne montre pas rapidement sa reconnaissance à ceux qui ont conçu, adopté et déjà partiellement appliqué la réforme des structures et du fonctionnement de l'Organisation. Habilement, l'Union soviétique joue les pompiers au moment où le feu menace. Son avantage durera peut-être deux ans, le temps que les futurs changements politiques à Washington viennent à se concrétiser.

Il serait cependant erroné de ne voir dans la nouvelle attitude soviétique qu'une simple démarche tactique. De nombreux observateurs affirment décoder chez M. Gorbatchev une approche plus pragmatique des problèmes mondiaux et une volonté d'élargir l'audience, y compris commerciale, de Moscou à des régions traditionnellement hostiles à l'idéologie socialiste. Alors que M. Chevardnadze assurait, lors de son récent voyage en Amérique latine, que son but n'était pas d'interférer dans les relations traditionnelles entre ce continent et les Etats-Unis, M. Gorbatchev omettait, dans son article, toute référence à l'avenir socialiste de l'humanité. Encore une révélation de la « perestroïka » ?

CHARLES LESCAUT.

## Un plénum du comité central s'est tenu mercredi

MOSCOU  
de notre envoyé spécial

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Gerasimov, a révélé, le mardi 20 octobre, qu'un plénum du comité central devait se tenir, le mercredi 21 octobre, à Moscou.

De sources soviétiques, on indique que, si le comité central ne s'est pas réuni avant la session du Soviet suprême consacré au plan et au budget — comme cela était antérieurement l'usage —, c'est parce que les tâches du parti et celles de l'Etat doivent être désormais mieux séparées. Ainsi on avait-il déjà été d'ailleurs au mois de novembre 1986. Les projets du plan et du budget avaient, il est vrai, été approuvés par le bureau politique du parti, lors de sa réunion ordinaire du jeudi 8 octobre, avant d'être adoptés formellement, le mardi, par le Soviet suprême.

Réunir, mercredi, le comité central, ajoute-t-on de mêmes sources, est d'autant plus opportun que tous ses membres sont actuellement à Moscou, alors que certains d'entre eux doivent regagner dans quelques jours leur poste en province ou à l'étranger. (Les ambassadeurs par exemple) pour y assister localement aux célébrations du soixante-dixième anniversaire de la révolution d'Octobre.

Quant à l'ordre du jour de ce plénum, deux sujets principaux sont cités par les mêmes sources soviétiques. L'approbation d'abord du rapport que M. Mikhaïl Gorbatchev doit présenter, le 2 novembre, à l'occasion de cet anniversaire, devant une assemblée réunissant les membres présents du comité central, ceux des Soviets suprêmes de l'URSS et de la Fédération de Russie et les membres du gouvernement. Ce rapport, confirme-t-on par ailleurs, doit porter en particulier

sur les questions de l'histoire nationale et évoquer par conséquent aussi bien l'époque du stalinisme que celle du brejnevisme, entre autres.

Le plénum examinera par ailleurs les perspectives du sommet Gorbatchev-Reagan, dont la mise au point doit faire l'objet de nombreux débats, les jeudi 22 et vendredi 23 à Moscou, entre le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, et son homologue soviétique, M. Chevardnadze.

ALAIN JACOB.

● HONGRIE. — La présidence du Syndicat des écrivains démissionne. — M<sup>re</sup> Erzsébet Gálpoczi a annoncé, l'hebdomadaire *Élet és Irodalom* (Vie et Littérature), qu'elle renoncera à sa fonction de présidente du Syndicat des écrivains, qu'elle assumait depuis sa création en février dernier, parce que son organisation « ne représente pas les écrivains, mais les expose à différents organes de l'Etat ». — (A.F.P.)

### Algérie

#### Opération de police « contre le marché noir »

Des centaines de personnes ont été interpellées et un certain nombre placées en détention préventive à la suite d'une opération de lutte contre le marché noir déclenchée par les services de sécurité algériens, indique le quotidien *El Massoud*, dans son édition du lundi 19 octobre. L'opération a été menée dans le quartier de Goria, dans la périphérie d'Alger, contre les marchands de pièces détachées pour véhicules, qui sont cotés à plus de vingt fois leur prix officiel. Selon *El Massoud*, de nombreux fonctionnaires de sociétés nationales figuraient parmi les personnes interpellées. Certains ont été remis en liberté provisoire et d'autres libérés après paiement de fortes amendes.

Existent aussi, dans les quartiers de Bab-el-Oued, les marchands de vêtements importés frauduleusement, qui dépassent cinq fois leur prix d'achat, ainsi que les marchands du noir de tabac, qui ont réussi à accaparer l'ensemble du commerce de cigarettes d'importation et du tabac à chiquer. — (A.F.P.)

### Panama

#### Arrestation d'une vingtaine d'opposants

La police panaméenne a arrêté, le mardi 20 octobre, seize membres du Parti d'action populaire (PAPO, opposition), en les accusant de préparer des attentats. Quatre autres opposants, membres du Parti démocratique — chrétien (PDC), ont également été arrêtés parce qu'ils étaient, selon la police, les « meneurs d'un plan subversif ». Ces arrestations sont apparemment destinées à empêcher la manifestation prévue, jeudi prochain, par la Croisade civique, qui rassemblera les principales organisations de l'opposition panaméenne. Le gouvernement du président Erick Delvalle a interdit ce rassemblement en indiquant qu'il avait « un caractère illégal au regard des normes constitutionnelles ».

Depuis plus de quatre mois, la Croisade civique a organisé plusieurs manifestations pour réclamer le départ du général Noriega, l'homme fort du régime, accusé au mois de juin dernier, par son ancien adjoint,

### A TRAVERS LE MONDE

d'être impliqué dans le trafic de drogue et d'être responsable de violations des droits de l'homme. Un porte-parole de la Croisade civique a indiqué que, malgré ces pressions, la manifestation aurait lieu, comme prévu et qu'elle marquerait « le début de la fin » du régime. — (A.F.P., Reuters.)

### Pologne

#### Libération sous caution de deux Danois accusés d'espionnage

Deux ressortissants danois, qui avaient été condamnés en septembre dernier, en Pologne, à des peines de prison pour espionnage, pourront être prochainement libérés sous caution, a annoncé, le mardi 20 octobre, à Varsovie, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban. La caution pour la libération des deux hommes a été fixée à 500 000 dollars par la Cour suprême de Pologne.

MM. Ellekær et Hemmingsen, âgés respectivement de trente-six et vingt-deux ans, avaient été arrêtés au mois d'avril près de Koszalin, dans le nord de la Pologne, alors qu'ils photographiaient un aéroport militaire. Les autorités avaient, par la suite, affirmé que les deux hommes avaient été envoyés en mission sur le sol polonais par les services de renseignement danois. MM. Ellekær et Hemmingsen, qui avaient plaidé coupables, ont été condamnés, le 5 septembre, à neuf ans et sept ans de prison par le tribunal militaire de Koszalin. — (A.F.P.)

### Yugoslavie

#### Un ancien vice-président exclu de la Ligue des communistes

M. Fadil Hoxha, vice-président de la Yougoslavie en 1976-1979, dont les déclarations sur le problème du viol au Kosovo avaient provoqué ces derniers jours des manifestations de femmes dans cette région, a été exclu, mardi 20 octobre, du Parti communiste et du Conseil de la fédération yougoslaves.

La présidence du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) a jugé que M. Hoxha était « responsable des erreurs commises dans l'application de la politique du parti au Kosovo », une province autonome dépendant de la

Serbie et peuplée à plus de 80 % d'Albanais. La sanction intervient à la suite de la publication, par la presse de Belgrade, de déclarations de l'ancien vice-président concernant le problème des viols et crimes sexuels au Kosovo. Selon ces informations, M. Hoxha aurait suggéré, au cours d'un déjeuner officiel en novembre dernier, que les cartes privées de la province enbauchées des femmes, notamment serbes, disposées à satisfaire les appétits de violeurs potentiels.

Le comité central de la LCY a accusé l'ancien vice-président d'avoir « négligé » la lutte contre l'émigration des nationaux « grand-albanais » au Kosovo et d'avoir ainsi « largement contribué » à la création d'un climat « nationaliste ». Ce climat avait débouché, en avril 1981, sur de violentes manifestations des militants albanais qui réclamaient pour le Kosovo un statut de république, au sein de la fédération yougoslave. Il lui est également reproché d'avoir « contracté » les mesures prévues par le parti pour mettre un terme à l'exode massif de Serbes et de Monténégrins du Kosovo. M. Hoxha fut un proche collaborateur du maréchal Tito qui lui confia, en 1942, le commandement des unités de partisans du Kosovo. — (A.F.P.)

### EN BREF

● AFGHANISTAN : les projets politiques de la résistance. — Après avoir porté à sa tête M. Younis Khalis (le Monde du 21 octobre), l'Alliance des sept partis, qui regroupe les principaux mouvements de la résistance, a annoncé la création d'un conseil consultatif, d'une chambre (conseil consultatif), laquelle sera chargée, à son tour, de nommer un « gouvernement des moudjahiddins ». Cette décision a fait l'objet d'un communiqué diffusé à Islamabad (Pakistan), mardi 20 octobre. — (A.F.P.)

● INDE : tueries à New-Delhi, huit morts. — Des inconnus ont ouvert le feu, le mardi 20 octobre, dans un quartier périphérique de New-Delhi, tuant huit personnes. Un des quatre tueurs a, ensuite, été abattu par la police. L'agence de presse PTI a rapporté que les meurtriers avaient scandé des slogans séparatistes althas. D'autre part, la police a procédé, mercredi, à une nouvelle fouille dans l'enceinte du Temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, à la veille d'un grand rassemblement séparatiste, qui a été interdit. — (A.F.P., Reuters.)



### LA VIE POLITIQUE SOUS LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

Par Jacques Chapsal

La nouvelle édition de ce manuel, devenu un classique, retrace l'évolution récente de la politique française : les querelles de l'école, du référendum, de la loi électorale et l'expérience de la « cohabitation ».

Collection « Thémis » dirigée par Maurice Duverger, 3<sup>e</sup> édition 1987. Tome 1 : 1958-1974 - Tome 2 : 1974-1987.

PUF

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

حکومت الامل



## Diplomatie

La visite du président de la République en RFA

### Le chef de l'Etat confirme son intention de réviser la doctrine sur l'emploi des armes préstratégiques françaises

Le président Mitterrand a entamé, le mercredi 21 octobre, la deuxième partie de sa visite en RFA, qui devait le conduire à Düsseldorf et à Hanovre, où il tiendra, jeudi matin, une conférence de presse pour présenter le bilan de son voyage. Après avoir quitté Bonn, il s'est rendu, mercredi matin, au Centre d'études et de recherches aéronautiques et spatiales de Cologne. La veille, dans un discours prononcé à Aix-la-Chapelle, le chef de l'Etat avait implicitement

confirmé son intention de réviser la doctrine d'emploi des armes préstratégiques françaises. A l'issue de l'entretien qu'il avait eu avec le chancelier Kohl, le porte-parole du gouvernement ouest-allemand a indiqué que « de premiers pas concrets » seraient annoncés à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée, en janvier prochain, concernant le conseil de défense franco-allemand et la brigade intégrée.

« Qui a inventé que la destination des armes françaises serait l'Allemagne ? », a demandé le président. « C'est la technique qui nous l'a imposée, me répondra-t-on, mais notre dissuasion ne repose pas sur ces armes-là. » En s'exprimant ainsi, M. Mitterrand procède à une clarification d'une doctrine française de la dissuasion — celle du faible au fort par la menace de représailles massives — quelque peu pervertie par l'apparition des Plutons, type d'arme adaptée à la doctrine américaine de la « réponse flexible », qui n'exclut pas l'usage d'armes nucléaires tactiques dans le cadre d'un conflit conventionnel.

Pour le président de la République, il y a une différence de « nature » dans un conflit des qu'on emploie l'arme nucléaire, et non pas une différence d'« intensité ». Dès que l'on sort de l'affrontement conventionnel, on entre dans le domaine du « stratégique ».

#### Un retour aux sources

Paradoxe : c'est par un retour aux sources de la doctrine de la dissuasion que le président français, au



M. François Mitterrand a suffisamment insisté sur cette approche depuis qu'il séjourne en RFA pour être entendu. Du chancelier Kohl et de son ministre des affaires étrangères, M. Genscher bien sûr, mais aussi d'une large partie de l'opinion publique qui découvre avec intérêt que la conception française de la dissuasion est susceptible de « mouvement », comme le notent certains éditorialistes. « Plus étroite est la coopération franco-allemande dans le domaine de la défense, plus grande peut être l'influence de Bonn sur les missiles français », note par exemple le quotidien conservateur Die Welt.

Toutes les inquiétudes ne sont pas levées : si M. Mitterrand affirme que « l'ultime avertissement » adressé à l'agresseur ne doit pas nécessairement se traduire par l'utilisation sur le sol allemand de mis-

grand soulagement des Allemands, introduit une nouvelle pensée en matière de sécurité européenne. Celle-ci pourtant ne manque pas de susciter des interrogations : A quoi servent les Plutons (portés 120 kilomètres) ou les futures Hades (portés 350 kilomètres) ? De quelle nature serait cet « ultime avertissement » qui précède le feu nucléaire stratégique ?

Nombreux étaient ceux qui, mardi soir, lors de la réception offerte par le président français à ses hôtes allemands à la résidence de l'ambassadeur de France, voulaient en savoir plus. Les ministres français présents : MM. Jean-Bernard Raimond, André Giraud, Bernard Bosson, ont après tout concernés. A la prudence du ministre des affaires étrangères faisait pendant l'enthousiasme inattendu du ministre de la défense, et quelques réticences du ministre des affaires européennes.

M. Mitterrand a-t-il « testé » cette idée auprès du chancelier Kohl et de son ministre des affaires étrangères, M. Genscher ? On l'ignore à ce stade de sa visite en RFA, mais c'est fort probable. La formule aurait l'avantage de déboucher la coopération franco-allemande hypothéquée par le facteur nucléaire. Elle aurait comme inconvénient d'entraîner à n'en pas douter les plus vives protestations de Moscou, qui accuserait M. Mitterrand de « tricherie » sur la véritable nature de l'arme à neutrons.

L'URSS, il est vrai, a déjà de quoi protester contre les propos du président de la République la désignant et par deux fois comme le seul ennemi potentiel de la France, et dont la conclusion logique ne peut être qu'un renforcement, dans la panoplie de la dissuasion française, des seules armes pouvant atteindre son territoire.

JACQUES AMALRIC.

### Les tentations de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand se sépare ainsi de MM. Chirac et Giraud, qui ont déjà dénoncé dans cette hypothèse la dénucléarisation unilatérale de l'Europe occidentale. Le différend apparaît-il au grand jour ? C'est peu probable puisque l'ensemble de la force de dissuasion ne doit pas être concernée, à ce stade, par les négociations américano-soviétiques. Il n'en demeure pas moins qu'existe ici en germe une profonde divergence entre l'Elysée et Matignon. Cette divergence pourrait être gommée si le président de la République se décidait à dire tout haut ce qu'il pense tout bas, mais qu'il n'a encore jamais proféré en public : il est de plus en plus favorable à la production de l'arme à neutrons, une arme qu'il ne range pas dans la panoplie de la dissuasion et qu'il assemble au conventionnel, même si son utilisation exige « un grand contrôle politique ». Va-t-il faire connaître ses vues sur la question ? Nul ne le sait : dans son entourage, on reconnaît que le contexte international n'est guère favorable à une telle initiative. Rien ne garantit, d'autre part, que l'arme nucléaire, destinée essentiellement à bloquer des offensives de blindés et dont les effets immédiats ne

## Proche-Orient

Le conflit du Golfe

### Les Etats-Unis et l'Iran échangent... des menaces

Menaces, injures : l'épreuve de force engagée dans le Golfe entre Américains et Iraniens s'est poursuivie verbalement, le mardi 20 octobre, sous les yeux attentifs des riverains arabes qui se sont placés en position de spectateurs prudents cherchant à s'éloigner du centre de l'arène, tandis que les Irakiens en profitaient pour reprendre leurs attaques contre des pétroliers iraniens.

D'un côté du Golfe, c'est le déchaînement de Téhéran contre « l'initiative stupide » du « pauvre vieillard qui semble gravement atteint », autrement dit contre la destruction, lundi, d'une plate-forme iranienne par la marine américaine sur ordre du président Reagan. Le président Khamenei, auteur de ces propos peu amènes, a, en outre, renouvelé ses menaces de représailles, affirmant que la « riposte » iranienne « aggravera les problèmes que connaissent les Etats-Unis ». Reprenant presque mot pour mot les déclarations de Washington avant le raid de lundi, le premier ministre iranien, M. Mousavi, a déclaré pour sa part : « Nous avons prévenu les Américains que nous répondrions à toute attaque de leur part ».

De son côté, le secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger, a déjà pris les devants et indiqué que les Etats-Unis étaient prêts à faire face à toute réplique

iranienne à l'opération de lundi. Les deux pays se sont, en outre, défendus de toute intention belliqueuse. Téhéran affirmant ne pas mener « une politique agressive » et Washington déclarant ne pas chercher de nouvel affrontement.

#### Inquiétude au Koweït

Le ministre iranien du pétrole, M. Aghazadeh, s'est, quant à lui, placé sur un terrain concret en chiffrant les destructions opérées par la marine iranienne à 500 millions de dollars et en précisant que l'Iran allait demander des compensations. Il a également indiqué que deux personnes avaient été blessées dans l'attaque américaine.

Côté arabe, il a fallu plus de vingt heures de réflexion au Koweït pour, finalement, exprimer son « inquiétude » devant la recrudescence de la tension dans la région. Après avoir, du bout des lèvres, qualifié l'initiative américaine de lundi d'« action militaire limitée en réaction à la poursuite des agissements iraniens », un porte-parole koweïtien a estimé que son pays n'était « pas partie prenante dans la guerre du Golfe ».

Tout aussi prudent, l'Arabie saoudite s'est contentée d'apporter « son appui total aux propositions » du porte-parole du Koweït. Celui-ci a ajouté que son gouvernement avait « suivi les informa-

tions » relatant l'attaque américaine, alors que M. Weinberger avait déclaré que Koweït et Ryad avaient été avertis du plan américain. Le porte-parole koweïtien s'est bien gardé de rappeler la cause de l'« action limitée » des Etats-Unis, à savoir le tir d'un missile iranien contre l'un des onze pétroliers koweïtiens passés sous pavillon américain, touché alors qu'il se trouvait dans les eaux territoriales du Koweït.

Les déclarations du porte-parole koweïtien ne paraissent pas avoir eu beaucoup d'effets sur les Irakiens et les Iraniens qui ont fait « déborder », mardi, un duel d'artillerie sur le Koweït, gratifié de quelques obus qui n'ont pas fait de victimes.

Alors que chacun attend ainsi de voir quelle sera la prochaine étape du duel Etats-Unis-Iran — les deux parties ayant jusqu'ici pris soin de ne faire mouche que sur des objectifs extrêmement limités — les Irakiens ont annoncé, mercredi, avoir repris leurs attaques contre des pétroliers iraniens ou affrétés par l'Iran. L'un d'eux avait, selon Bagdad, été touché dans la nuit de mardi à mercredi. Le dernier raid aérien irakien, confirmé de source indépendante, remonte au 12 octobre. Parallèlement, la marine américaine a entrepris d'escorter son douzième convoi de pétroliers koweïtiens américains dans le Golfe, de Koweït au détroit d'Ormuz.

Y. H.

Au terme de sa tournée au Proche-Orient

### M. Shultz prend ses distances à l'égard du projet de conférence internationale de paix

Helsinki (AFP). — Le secrétaire d'Etat George Shultz a reconnu, le mardi 20 octobre, que sa tournée au Proche-Orient n'avait guère permis de progresser dans le processus de paix et a paru prendre ses distances à l'égard d'une conférence internationale de paix.

M. Shultz, qui était arrivé dans la soirée à Helsinki pour une escale de trente-six heures avant de se rendre à Moscou en vue de tenter de mettre la dernière main à un accord sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire (FNI), a déclaré : « Je ne peux d'une manière réaliste parler de quoi que ce soit qui ait fait avancer les choses ».

Dans des remarques dont le ton a été rendu public plus tard par son entourage, le chef de la diplomatie américaine a, d'autre part, déclaré être d'accord avec certaines objections israéliennes à propos de la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, et notamment en ce qui concerne une

participation de l'URSS à un tel forum. Notant que dans l'esprit de Moscou une telle conférence devrait jouer un rôle « substantiel » dans les négociations entre Israël et ses voisins, M. Shultz a déclaré : « Le genre de conférence que veulent les Soviétiques est exactement celui que les Israéliens souhaitent éviter et je suis d'accord avec eux là-dessus ».

On avait prêté à M. Shultz l'intention de presser le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, d'atténuer son opposition à une conférence internationale.

M. Shultz a également estimé qu'il fallait consacrer moins d'attention aux « modalités » de la réunion d'une conférence, qu'à la « substance », c'est-à-dire à la forme que pourrait prendre un règlement du conflit israélo-arabe. « S'il y a un message dans tout cela, c'est que ce n'est probablement pas la bonne voie à suivre que de se concentrer trop sur les modalités », a-t-il dit.

#### LIBAN

### M. Hussein Husseini a été reconduit dans ses fonctions de président du Parlement

BEYROUTH de notre correspondant

L'élection du président de l'Assemblée nationale libanaise a été, cette année, l'occasion de manœuvres s'inscrivant dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle prévue pour septembre 1988.

Le président sortant, M. Hussein Husseini, a été réélu au premier tour par une majorité confortable (51 voix sur 67 députés-présents) malgré la campagne virulente menée contre lui par les Forces libanaises (milice chrétienne), qui l'accusent d'être l'« homme du boycott » et le « valet de Damas ». Ces deux éléments se sont sciemment réunis pour paralyser ainsi sciemment les institutions étatiques et accuser une inappétence du résultat le plus évident serait, dans l'immédiat, la crise socio-économique qui frappe le pays.

Coup d'épée dans l'eau ? Pas nécessairement. La manœuvre aura rendu possible une manifestation de « libéralisme » politique à la libanaise dans le réduit chrétien, la milice ayant finalement laissé les députés de son secteur voter comme ils l'entendaient et n'ayant pas tenté de torpiller la séance parlementaire par quelques obus bien placés. Ces temps seraient-ils révolus ?

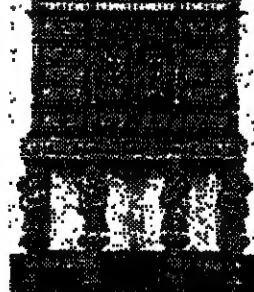
Le chef des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a expliqué que son but était de briser la politique de boycottage du président de la République par les ministres pro-syriens. Mais, malgré une phrase sibylline du président de l'Assemblée dans son discours, après sa réélection, et malgré l'appel de M. Frangé, grand allié chrétien de la Syrie, en faveur d'un nouveau gouvernement, c'est plutôt la position officieuse de M. Husseini qui doit être prise en compte : « Les causes qui ont mené la politique du boycottage, a-t-il dit, n'ont pas disparu, bien au contraire elles ont augmenté... »

LUCIEN GEORGE.

(Publicité)

#### Salle MARNIX

Direction : Rudi de Palmaecker  
Terninckstreet 10 - 2000 Anvers - Belgique - Tél. 19-32-3-232-48-18



Vente aux enchères publiques d'antiquités et d'objets d'art  
Les 26-27-28 octobre à 14 heures  
Tableaux anciens et romantiques e.a. P.P. Rubens - Jan Steen - L. Brunin - S. Del - R. Jaspers - D. Teniers - F. Picasso - E. Van Aelst - E.J. Bol - C. Koppelman - P. Neefs - Bouwmeester - E. Linig - Jan II Brueghel.  
Meubles - Tapis - Porcelaine - Bijoux - Cristal - Livres - Sculptures.

Exposition : le 23 octobre de 14 h à 17 h.  
Les 24 et 25 octobre de 10 h à 17 h.

## Bon voyage les petits malins.



#### Le TWAIRPASS TWA: 1.200 F\*

Vous êtes un petit malin : vous avez bien lu : pour les USA au tarif basse saison. Profitez-en pour acheter aussi votre TWAIRPASS TWA. Le TWAIRPASS est un billet vous donnant droit à 3 escales TWA aux USA pour 1.200 F seulement. Quand on sait que TWA dessert 100 villes à l'intérieur des USA, vous avez du choix.

#### Une voiture de location Hertz: gratuite\*

Ne vous frottez pas les yeux, vous avez bien lu : pour que les petits malins que vous êtes puissiez visiter les USA de long en large, nous mettons à leur disposition, et gratuitement, une voiture Hertz pendant une semaine ou un week-end prolongé. Il suffit, pour profiter de cette offre, que vous partiez à 2 personnes et que vous achetiez votre billet TWA à Promenade.

#### Americaine, Wingate, Travel Geo: tous ou partie

Pour être encore plus malin, participez à nos concours de voyage et gagnez un voyage TWA ou 2.000 \$.

TWA ouvre la voie vers les USA.

\* Achat du billet : 7 jours à l'avance, valable jusqu'au 31.03.88. Sans réserve d'approbation gouvernementale. \*\* A partir du 01.11.87 et jusqu'au 30.03.88. Conditions particulières s'appliquent aux voyages TWA.

Damas est rede...

Publicité pour TWA, incluant des images et du texte promotionnel.

Publicité pour TWA, incluant des images et du texte promotionnel.



# Proche-Orient

Crise libanaise, guerre du Golfe, conflit israélo-arabe

## Damas est redevenue l'étape indispensable dans la recherche d'un règlement régional

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Une visite du ministre des affaires étrangères français, la réception d'une délégation proche de l'Olp par le vice-président, M. Khaddam, un entretien du secrétaire général de la Ligue arabe avec le président Assad, le voyage du vice-premier ministre irakien, M. Muayyid, venu sans doute, entre autres choses, préparer la visite de son premier ministre, arrivés dimanche à Damas, la venue de M. Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, le tout en une semaine, et peut-être dans les jours qui viennent un voyage de M. Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient : Damas est bien redevenue l'étape incontournable de toute recherche d'un règlement dans la région.

La visite du premier ministre irakien, M. Muayyid Moussavi - la première de cette stature - illustre la bonne santé actuelle des relations syro-irakiennes. A trois semaines du sommet arabe, extraordinaire d'Amman, la Syrie continue, en effet, à maintenir avec succès le cap entre son imprévisible allié irakien et les pays arabes. Le voyage, déjà prévu en juin, du premier ministre irakien avait dû être reporté officiellement en raison de la maladie du premier ministre syrien, M. Abdel Raouf Al Kassim. Aujourd'hui, Téhéran ne peut qu'être satisfait des positions de Damas, qui a empêché jusqu'à maintenant toute condamnation de l'Irak par les pays arabes et qui a obtenu que le sommet d'Amman ne soit pas uniquement consacré au conflit irakien-iranien.

Damas continue, d'autre part, comme les dirigeants syriens l'ont répété à M. Raimond, à plaider dans toutes les instances pour la nécessité d'un dialogue avec l'Irak (le Monde du 13 octobre) et aurait obtenu l'assurance que le sommet d'Amman n'adopterait pas des positions trop dures contre Téhéran. On indique à ce sujet de bonne source qu'un appui des pays arabes aux efforts du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à la guerre serait un résultat substantiel.

Plus important sans doute, Damas aurait réussi « jusqu'à un certain point » - et comme le dit avec pré-

dence un observateur, « nouvel ordre dans la conception irakienne » - à stabiliser les relations entre Téhéran et Ryad, c'est-à-dire à obtenir que l'Arabie saoudite soit une « ligne rouge » pour l'armée iranienne. Il est vrai que, pour la Syrie, Téhéran et Ryad sont deux alliés aussi indispensables l'un que l'autre.

Cette phase ascendante dans les relations syro-irakiennes va de pair avec une réaffirmation permanente dans le discours de la solidarité arabe. Le président Assad a déjà fait savoir qu'il se rendrait au sommet d'Amman, où la Syrie entend manifestement défendre son point de vue sur toutes les questions intéressant la région. Elle pourra le faire avec d'autant plus de poids que Damas a repris langue avec toutes les parties intéressées, y compris Washington.

### Le terrorisme en veilleuse

En effet, malgré les attaques quotidiennes et multipliées dont les Etats-Unis sont l'objet dans la presse syrienne, le dialogue syro-américain ne marche pas si mal que cela, au contraire. D'autant que ce sont les Etats-Unis qui ont fait le premier pas. Comme l'affirme le porte-parole de la présidence syrienne : « Les Etats-Unis ont pris des sanctions contre nous, nous n'avons rien fait contre eux. Si les Américains reviennent à la normale dans leurs rapports avec nous, nous sommes prêts à établir des relations normales avec Washington. »

Quelques sanctions subsistent encore et, surtout, la Syrie est toujours inscrite en compagnie de l'Irak et de la Libye sur la liste des Etats soutenant le terrorisme. Mais, poursuit le porte-parole, « le dialogue a commencé et nous sommes prêts à discuter toutes les questions avec eux ». Le Liban, la conférence internationale, la guerre du Golfe : les sujets ne manquent pas à propos desquels Américains et Syriens ont des choses à se dire ou à échanger.

En attendant, l'arme du terrorisme, qui avait abouti à une brève mise à l'index de Damas par l'Occident, est à l'évidence en veilleuse. Présente invoqué par Washington pour la reprise du dialogue avec Damas, la fermeture des bureaux d'Abou Nidal est une réalité, et l'expulsion de l'organisation se serait faite en vingt-quatre heures, les familles comprises. Il est vrai que Damas avait quelques raisons de marquer son mécontentement à l'égard d'Abou Nidal.

Entre Washington et Moscou, entre des alliances régionales souvent contradictoires, le président Assad manœuvre à merveille...

Celui-ci n'a-t-il pas combattu, contre l'avis des Syriens, aux côtés de toutes les organisations palestiniennes dans la guerre des camps du Liban qui oppose les Palestiniens à l'allié privilégié de la Syrie, la milice chiite d'Amal ? De plus, ne s'était-il pas entretenu pendant quatre heures à Alger avec M. Yasser Arafat, le chef de l'Olp, lors des débats préparatoires du Conseil national palestinien en avril ? Aujourd'hui, ses hommes se répartissent entre les camps de la Bekaa libanaise sous contrôle syrien, les camps du Liban assiégés par Amal et Tripoli (Libye) pour les commandos des « opérations spéciales ». Lui-même partage son temps entre la capitale libyenne et Alger.

Au Liban même, où la Syrie garde un œil sur tous les camps de la Bekaa et du nord du pays, les frères Abdallah ont reçu de fermes consignes de silence, et l'ASALA n'a plus pignon sur rue.

De même, les hommes dont les noms avaient été le plus souvent cités dans l'affaire Hindawi, du nom du responsable de la tentative d'attentat contre un Boeing d'El Al à Londres, ont été plus ou moins mis à l'ombre. Le général Khali, premier d'entre eux, qui a toujours le titre de chef des services de renseignements de l'armée de l'air, ne serait plus, dit-on, aussi souvent reçu par le président et se montrerait discret. Depuis plusieurs mois, on parle de sa nomination à un poste d'ambassadeur. La capitale grecque est le dernier choix évoqué, mais rien n'est fait pour l'instant. Comme le dit avec humour un bon connaissance de la Syrie, M. Thatcher est le meilleur avocat du général.

« A chaque fois qu'elle fait dire discrètement que la Grande-Bretagne pourrait revoir sa position - Londres a rompu ses relations diplomatiques avec Damas à la suite de l'affaire Hindawi - s'il était écarté, elle conforterait son statut, le président Assad ne voudrait surtout pas donner le sentiment d'agir sous

plus grande difficulté pour Damas à acquiescer tous les systèmes d'armes demandés. Lors du voyage à Moscou en avril dernier du président Assad, M. Gorbatchev a clairement laissé entendre que la force n'était pas la bonne voie pour résoudre la question du Moyen-Orient.

La dette totale syrienne envers l'Union soviétique atteindrait quand même près de 10 milliards de dollars. Sur le plan économique en tout cas, si Moscou a rééchelonné le passif syrien, il exige désormais pour tout nouvel engagement sur les projets économiques des compensations en nature et ne veut plus de paiement en livres syriennes.

Sur le plan politique, M. Vorontsov aura sans doute eu le loisir d'obtenir quelques précisions sur le rapprochement qui s'esquisse entre la Syrie et l'Olp. Mais comment ne pas observer que celui-ci s'effectue à travers une délégation d'hommes connus pour avoir de bonnes relations avec les Etats-Unis ? Au lendemain du Conseil national palestinien, pour la tenue duquel Moscou avait beaucoup œuvré, Damas n'a pas fait de cadeaux aux participants. Seul M. Georges Habbache, chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), a pu revenir à Damas en rétro d'Alger. Pour tant allié privilégié de Moscou, M. Nayeh Hawatmah, dirigeant du

Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), n'a pu regagner la capitale syrienne. Le seul membre du bureau politique du FDLP encore en Syrie, M. Ihsan Abdel Latif, est en prison depuis plusieurs mois sans que l'on sache quoi que ce soit de son sort.

De même, la rencontre voulue par l'Union soviétique entre les président Hafez Al Assad et Saddam Hussein, tous deux alliés de Moscou, n'a pas eu de suite. En revanche, le rapprochement entre l'Union soviétique et Israël n'est pas commenté à Damas, où l'on se contente de dire que la décision éventuelle de renouer avec Jérusalem appartient aux dirigeants soviétiques.

La partie pour Damas, qui a toujours su jouer à merveille entre les Deux Grands et ses alliances contradictoires, n'est pas obligatoirement facile. Mais force est de constater que le président Assad a retrouvé des moyens de manœuvre plus à l'aise.

FRANÇOISE CHIPAUX.

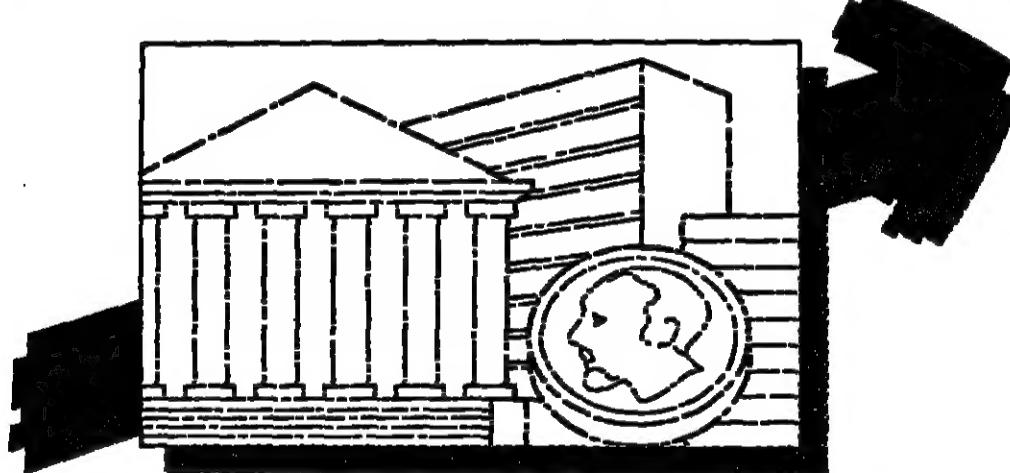
## Le Monde sur minitel

### BOURSE :

Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE

## SALON DE L'ÉPARGNE



TOUS LES PLACEMENTS (BOURSE, OR, IMMOBILIER...)

Ouverture vendredi du 8<sup>ème</sup> SALON DE L'ÉPARGNE - FORUM DE L'INVESTISSEMENT où pendant trois jours vous pourrez bénéficier de conseils auprès des 150 exposants pour mieux placer votre argent et défendre votre patrimoine. 50.000 visiteurs sont attendus au Palais des Congrès Porte Maillot.

Les nombreux stands (Banques, Immobilier, Assurance, Agents de Change, Or...) vous renseigneront ainsi que des grands débats publics avec les plus grands spécialistes français et internationaux.

De nombreux "Booth" des jeux, le lot de l'investissement, la coulée du lingot d'or, vous y attendent avec des conférences animées par L'Express et les journaux financiers. Votre Bilan Retraite sur ordinateur par la CNP et votre profil financier "Fortunoscope" de Mieux Vivre vous étonneront-ils ?

150 STANDS (Conseils gratuits) Banques, Agents de Change, Assurances, La Poste, Or, Fiscalité, SCI, Conseillers Financiers, Coisés d'Épargne.

GRAND AUDITORIUM :

• Vendredi 23 octobre, 10 h 00 à 12 h 00 LA BOURSE EN 1988

• Vendredi 23 octobre, 14 h 00 à 15 h 30 SIX BONNES IDÉES POUR VOTRE ARGENT

• Vendredi 23 octobre, 17 h 15 à 18 h 45 LES PLACEMENTS BÉNÉFICIAIRES À L'ÉCHÉANCE DES INNOVATIONS

• Samedi 24 octobre, 10 h 00 à 12 h 00 LES PRIVATISATIONS : BILAN ET OPPORTUNITÉS EN 1988

• Samedi 24 octobre, 10 h 30 à 12 h 00 QUELLES VALEURS POUR VOTRE PORTFEUILLE ?

Samedi 24 octobre à 19 h 00 : Informations personnalisées de l'Agence pour l'Épargne

Forum de l'Investissement

SALON DE L'ÉPARGNE

23-24-25 OCTOBRE

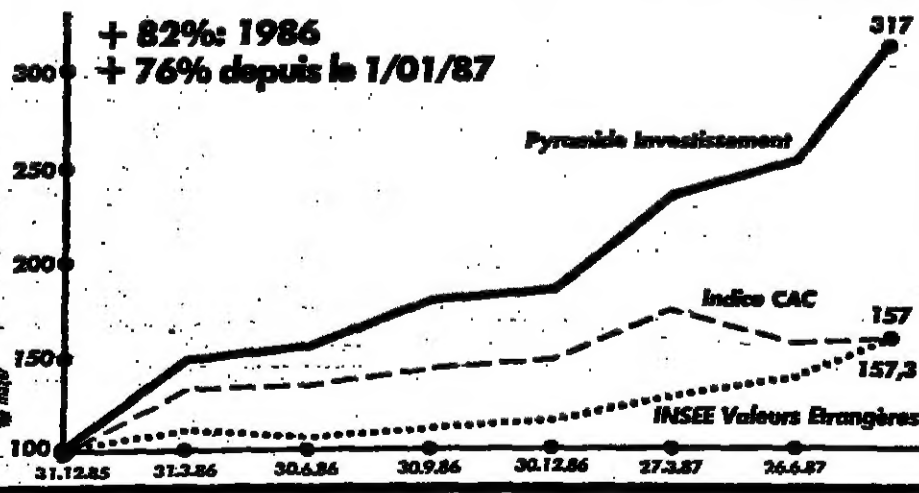
PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS - PORTE MAILOT - 4<sup>ème</sup> NIVEAU - 10 h-19 h

LE MONDE • BANQUE • PÉPÉRIE • Cote Desbordes • Mieux Vivre ÉCONOMIE • VAL

ORGANISÉ PAR WIN - 46, RUE SAINT-ANNE 75002 PARIS - TEL. (1) 42.96.44.50

## OFFREZ-VOUS UNE MEILLEURE PERFORMANCE

PYRAMIDE INVESTISSEMENT  
Fonds Commun de Placement Diversifié



Note d'information disponible sur demande  
HAMANT, CARMIGNAC SA 19 rue Le Peletier 75009 Paris Tél. 48.24.58.00

حکومت الامم المتحدة



## Asie

CHINE : plénum préparatoire au treizième congrès du PC

## Deux slogans : « réforme politique » et « place aux jeunes »

Francis Deron a été nommé correspondant à Pékin, où il succède à Patrice de Beer, resté à Paris.

PÉKIN  
de notre correspondant

Les carillons annonçant la grande messe quinquennale du communisme chinois — le congrès national du parti — ont commencé à sonner avec un plénum préparatoire du comité central tenu mardi 20 octobre et dominé par deux incantations : « réforme politique » et « place aux jeunes ». Les festivités coûteuses et les pétards qui saluent jadis un tel événement sont énergiquement déconseillés — le *Quotidien du peuple* a appelé mercredi à l'effort dans le travail. Mais, signe des temps dans la Chine de la consommation, le congrès est devenu pour certains un argument publicitaire : une entreprise textile n'a pas hésité à lancer une quinzaine de la promotion, spots télévisés à l'appui, « en l'honneur du treizième congrès ».

A en juger par le ton laconique du communiqué officiel, la grande réunion qui s'ouvrira dimanche 25 octobre, pour une dizaine de jours probablement, sera, une nouvelle fois, un congrès de compromis. M. Deng Xiaoping, qui comptait faire entendre par les 1936 délégués une refonte complète du pouvoir, devra composer avec les orthodoxes à coloration stalinienne. Bref, reculer à nouveau d'un pas après avoir avancé de deux.

« Place aux jeunes » : le personnel de ce parti pléthorique de quarante-six millions de membres, aux organes supérieurs verrouillés par des vieillards, doit changer. M. Deng (âgé de quatre-vingt-trois ans) n'a cessé de réclamer, avec une insistance particulière ces dernières semaines, le départ de la vieille garde qu'il incarne. Il n'a guère caché que c'était le seul moyen de garantir que son audacieux projet politique, laissant libre cours à l'initiative privée à condition qu'elle ne contrecarre pas les intérêts de l'Etat, ne sera pas remise en cause, après sa disparition, par ses propres frères d'armes. Aucun dirigeant de la Chine moderne n'a réussi cet exploit.

Si M. Deng parvient à emmener avec lui dans la retraite les gérants qui l'entourent au comité permanent du bureau politique — le chef de l'Etat, M. Li Xiannian (soixante-

dix-huit ans), et l'économiste Chen Yun (quatre-vingt-deux ans) — il demeurera le patron de facto du régime par le jeu des mentalités, traditionnellement respectueuses des aînés. Simplement, il aura alors laissé les commandes à des hommes plus proches de lui-même que des tenants du marxisme traditionnel, qui seront chargés de mener à bien les réformes. C'est ce deuxième volet du congrès qui fait le plus problème.

Officiellement, il s'agit de distendre, sans le couper radicalement, le cordon ombilical qui lie le PC à toutes les instances de pouvoir depuis le sommet de l'appareil jusqu'au village. C'est ce que M. Zhao Ziyang, l'homme qui dirige nominativement le parti pour le compte de M. Deng en sa qualité de représentant de la « jeune » génération (il n'a que « soixante-neuf ans »), a appelé récemment la « réforme de la structure politique ». Dans le principe, c'est plutôt une réforme de l'administration, destinée à lever un obstacle majeur, dans la gestion quotidienne des affaires à tous les niveaux : la présence, aux côtés des technocrates, d'appareils du parti souvent incompétents, soucieux de préserver leur influence et les avantages qui en découlent. C'est évidemment là que le bât blesse.

## Le poids de la crise au Tibet

Les tenants de la fidélité au dogme font valoir à mots couverts que la situation économique ne milite guère en faveur d'aventures plus poussées vers l'économie de marché, même si le niveau de vie moyen a considérablement augmenté depuis le douzième congrès de 1982. La Chine est notamment confrontée à une inflation qui menace de battre tous les records.

M. Deng avait réussi à contenir la poussée des orthodoxes après les manifestations estudiantines de fin 1986 en sacrifiant M. Hu Yaobang, trop libéral aux yeux de beaucoup, et dont le comité central a entériné mardi l'éviction du poste de secrétaire général. M. Hu, présent au plénum en tant que membre du comité permanent, figure, bien évidemment, sur les photos de « une » des journaux officiels mercredi, témoignage de la volonté du régime d'apparaître uni.

Cependant, les plus tièdes envers l'ouverture ont accueilli comme pain

béni, à l'appui de leurs conseils de prudence, le nouvel incident de parcoures qu'ont constitué les émeutes autonomistes au Tibet il y a trois semaines. M. Deng a assuré que cet accroissement n'affecterait pas sa politique, mais les autorités n'en ont pas moins fermé la région aux étrangers, en accusant une cinquantaine de visiteurs d'avoir soutenu les manifestants. C'est la première fois qu'une telle mesure est prise depuis l'ouverture graduelle aux touristes des provinces peuplées d'ethnies non chinoises.

Indication des compromis qui se dessinent, le plénum n'a admis qu'en termes vagues l'inscription à l'ordre du jour du congrès des « principaux points » — seulement — de la « réforme politique ». Des amendements encore non précisés aux statuts du parti seront également débattus après le rapport politique. Rien d'étonnant, dans ce contexte, que le Congrès se prépare dans la quasi-certitude que M. Deng conservera au moins son poste-clé de président de la commission militaire du parti. Ce sera un gage à une armée méfiante à l'égard des innovations.

La seule victime désignée par le plénum à la vindicte des réformateurs aura été l'ancien directeur de la Compagnie aérienne nationale (CAAC), M. Shen Tu. Celui-ci, par l'incrimination de son entreprise à ossature militaire, soumise aux appels à l'efficacité, était devenu en Chine comme à l'étranger un symbole de la résistance aux réformes. Le comité central l'a renvoyé à la base, pour l'exemple.

Quant aux autres départs et nominations, ils sont encore l'objet de spéculations. M. Deng cherchera vraisemblablement à jouer les arbitres, de façon que les cinq ou six sièges du comité permanent du bureau politique — qui composent la direction effective du régime — soient occupés par un assortiment d'hommes reflétant les rapports de forces dans l'appareil. S'il est tenté dans son ambition de réformer le régime, M. Deng est aussi soucieux de ne pas provoquer de nouvelle cascade dix ans après son retour au pouvoir dans les décombres de la révolution culturelle. Ce qui laisse à penser que, s'il le juge nécessaire pour sauvegarder la future équipe dirigeante, il restera à son siège du comité permanent. Agir autrement ne constituerait sans doute qu'une victoire à la Pyrrhus.

FRANCIS DERON.

CAMBODGE : la recherche d'un règlement

## Le prince Sihanouk devrait rencontrer prochainement le premier ministre de Phnom-Penh

Confirmant son projet de rencontre avec le prince Sihanouk, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, a déclaré à l'AAP, le mardi 20 octobre, que la publication de l'entrevue — condition émise par M. Sihanouk — ne constituerait pas un problème sérieux. « Nous pourrions nous mettre d'accord [sur ce point-là] quand nous nous verrons », a-t-il dit.

BANGKOK  
de notre envoyé spécial

La négociation concernant le conflit cambodgien semble, enfin, s'amorcer. Différentes sources indiquent, en effet, dans la capitale thaïlandaise, qu'à moins d'un revirement de dernière heure de la part de Hanoi, le prince Sihanouk devrait rencontrer, en France, M. Hun Sen, le jeune premier ministre de Phnom-Penh. Ces entretiens pourraient avoir lieu dès le mois prochain, et, de toute façon, avant la fin de l'année. Ils pourraient même être accompagnés de contacts directs entre le prince et des émissaires vietnamiens.

Les initiatives diplomatiques prises par le prince, depuis sa « mise en congé » en mai, ont été confortées, la semaine dernière, lors du vote de l'Assemblée générale des Nations unies — par 117 voix, soit deux de plus que l'an dernier, — en faveur de la résolution demandant le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Intervenant à la veille du neuvième anniversaire de l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge, ce vote ne peut être interprété, en effet, que comme un encouragement aux efforts du prince Sihanouk pour aboutir à un règlement politique.

Entre-temps, si l'on en croit de bonnes sources, les principaux soutiens de la résistance cambodgienne — la Chine et l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) — semblent avoir quelque peu inféchi leur position sur le conflit. Pékin, notamment, aurait renoncé à s'opposer à une rencontre Sihanouk-Hun Sen. Sur le fond, Chinois et Thaïlandais, qui passent pour les plus hostiles à un compromis avec Hanoi et soutiennent les Khmers rouges, la

guérilla la plus active, — paraissent accepter qu'un règlement politique intervienne avant la conclusion d'un repli militaire vietnamien.

Comme il l'avait annoncé, le prince Sihanouk n'a pas pris la parole devant l'Assemblée générale de l'ONU et il a fait savoir que « son » discours, lu par son premier ministre, M. Son Sann, a été rédigé par les Khmers rouges. Mais il a profité de son séjour à New-York, début octobre, pour y rencontrer beaucoup de monde, notamment M. Natwar Singh, ministre d'Etat indien pour les affaires étrangères, qui joue un rôle assez actif d'intermédiaire sur le Cambodge. New-Delhi est le seul gouvernement non communiste qui reconnaisse le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh. Le prince Sihanouk a également tenté de convaincre les Américains, — en l'occurrence M. George Shultz, secrétaire d'Etat, et Vernon Walters, ambassadeur aux Nations unies, — de l'intérêt d'une réunion « informelle » entre Cambodgiens (les trois factions de la résistance et Phnom-Penh).

## Vers un compromis ?

L'évolution de la situation sur le terrain joue également en faveur de la recherche d'un règlement. Depuis qu'elles ont occupé, en 1984-1985, les principales bases de la résistance sur la frontière thaïlandaise, les forces vietnamiennes respirent mieux. Même la guérilla des Khmers rouges — dont les effectifs sont estimés à trente mille hommes — a été contrainte d'opérer quelques replis régionaux. Selon des sources occidentales, les Khmers rouges, bien ravitaillés par les Thaïlandais et les Chinois, sont inexpugnables dans certains secteurs d'accès difficile, notamment la chaîne des Cardamomes. Mais ils n'ont guère marqué de points ces deux dernières années.

L'armée nationale sihanoukiste (ANS), quant à elle, constitue avant tout un atout politique. Dirigée par le fils du prince Sihanouk, le prince Ranariddh, petite mais disciplinée, disposant d'un matériel limité, elle jouerait surtout un rôle en cas de règlement négocié. Déjà, la radio de Phnom-Penh a non seulement cessé toute critique à l'égard du prince Sihanouk, mais a annoncé son projet de rencontre avec Hun Sen. Sur les antennes de Phnom-Penh, le prince a même récupéré son titre de « Samdech » — « Monseigneur », ce qui contribue aussi au manque d'agressivité des troupes de Phnom-Penh à l'égard des « soldats du prince ».

La guérilla du Front de M. Son Sann était devenue pratiquement inexistante — en raison de ses divisions et de son indisciplinisme — les forces vietnamiennes — environ cent quarante mille hommes, selon les Occidentaux — ne semblent donc avoir pas grand-chose à redouter pour l'instant. Mais les Vietnamiens éprouvent toujours autant de mal à mettre sur pied une armée et une administration cambodgiennes susceptibles de prendre leur relève en 1990, date à laquelle ils ont promis de rapatrier leurs propres troupes. En outre, une sécheresse catastrophique cette année provoque déjà une sévère disette dans plusieurs provinces. Enfin, le Vietnam, où la guerre du Cambodge est impopulaire, affirme aujourd'hui que sa priorité est le développement de sa propre économie, qui a pris un retard considérable en raison de graves erreurs commises pendant une bonne dizaine d'années.

Les plus sceptiques à l'égard d'un assouplissement des positions de Hanoi font valoir que la « bonne volonté » ainsi affichée par les Vietnamiens ne signifie pas un revirement d'un Parti communiste qui n'a pas renoncé à ses intérêts stratégiques au Cambodge comme au Laos, où le Vietnam maintient également une garnison évaluée à quelque quarante mille hommes. Après tout, disent-ils, les Vietnamiens acceptent le dialogue avec le prince Sihanouk car ils considèrent l'ancien roi du Cambodge comme le « mailloin faible » de la résistance khmère. Pourquoi, ajoutent-ils, tenir pour acquise la volonté de changement — qu'il

s'agisse des réformes intérieures ou de règlement cambodgien — affichée par Hanoi depuis le début de l'année ?

Mais l'histoire a enseigné aux Vietnamiens, encore récemment, qu'aucun gouvernement cambodgien trop dépendant d'eux ne peut disposer d'une assise locale solide. Une fois aguerri, en 1972-1973, leurs alliés Khmers rouges leur ont demandé de décamper, une rupture qui a suivi, de peu, la visite de M. Nixon à Pékin, alors que les B-52 américains bombardaient encore le nord du Vietnam. Cette rupture a débouché sur des incidents de frontière peu de temps après la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges et celles de Saigon par les communistes vietnamiens. On connaît la suite : en décembre 1978, l'armée vietnamienne est intervenue au Cambodge et y a installé au pouvoir un régime dont le noyau est formé par d'anciens dissidents khmers rouges.

Il est donc possible que, neuf ans plus tard, Hanoi soit prêt à accepter un compromis. Les Vietnamiens savent, notamment, qu'en cas de retour à Phnom-Penh, le prince Sihanouk ne chassera pas les quelques centaines de milliers de civils vietnamiens qui se sont installés, ou réinstallés, ces dernières années dans son pays, s'adonnant au commerce, à la pêche et même à l'agriculture. On dit, d'un autre côté, que Pékin aurait renoncé, dans le cadre d'un règlement, à exiger une place prédominante pour les Khmers rouges, renvoyant dès à dos ses protégés et le régime actuel de Phnom-Penh. Le prince Sihanouk, qui est âgé de soixante-cinq ans, n'a peut-être donc pas tort de juger la situation assez mûre pour une première négociation sérieuse.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

## SRI-LANKA

## Les troupes indiennes occupent Jaffna

Colombo (AFP). — Les troupes indiennes sont entrées à Jaffna, où, après de durs combats, elles se sont emparées des points stratégiques tenus par les rebelles tamouls et ont coupé leurs voies de retraite, a annoncé, le mercredi 21 octobre, un porte-parole de l'ambassade de l'Inde à Colombo. Le diplomate a confirmé que les troupes indiennes avaient « fermement consolidé leurs positions après avoir occupé l'hôtel de ville, la bibliothèque centrale, le dépôt des autobus, le centre des télécommunications et le secteur du marché ».

Mardi, un porte-parole indien à New-Delhi avait annoncé que les huit mille hommes engagés dans l'opération avaient bloqué toutes les issues et s'étaient assurés du contrôle des routes côtières pour empêcher les guérilleros des Tigres de libération de l'Eelam tamoul de s'échapper vers le sud via le lagon de Jaffna. L'Inde refuse toujours de donner une évaluation des pertes civiles depuis le début de son offensive, le 8 octobre. Celles-ci ont été chiffrées à quelque sept cents morts et trois cents blessés pour la ville de Jaffna, selon un groupe indépendant de personnalités tamoules. Du côté des combattants, cent Indiens et cinq cents Tamouls, selon New-Delhi, auraient été tués.

## Les Français en Afrique noire de Richelieu à Mitterrand

Pierre Bismès

En un seul volume, l'ensemble de l'histoire des Français au sud du Sahara. Un véritable ouvrage de synthèse, sans équivalent dans son ambition d'être complet. Un travail de bénédictin. Jean de la Guénière. Le Monde.

ARMAND COLIN

## Afrique

BURKINA-FASO : les répercussions du coup d'Etat

## Le capitaine Compaoré veut « s'expliquer auprès des masses »

Ouagadougou (Reuters). — Les nouveaux dirigeants burkinés ont décidé de marquer une pause dans leur « mouvement correctif » de la révolution, pour entreprendre une vaste campagne d'explications à l'intérieur comme à l'étranger. Dans un nouvel entretien, le mardi 20 octobre, avec l'envoyé spécial de l'agence Reuters, le capitaine Blaise Compaoré a implicitement reconnu que le Front populaire issu du coup d'Etat du 15 octobre tenait le pays, mais que ce dernier ne le suivait pas totalement.

Le nouveau numéro un a indiqué que la formation d'un gouvernement, annoncée dans un premier temps pour la fin de la semaine, « ne constituait plus une priorité du pouvoir dans l'immédiat ». « Le nouveau régime doit d'abord s'expliquer auprès des masses », a-t-il dit. Cette grande campagne d'explications sur les nobles du coup d'Etat et sur les circonstances de la mort de l'ex-président Thomas Sankara comporte l'envoi de délégations officielles en province et à l'étranger. Les observateurs relèvent que les appels à des marches de soutien au Front populaire lancés dès vendredi n'ont eu aucun écho parmi la population, qui semble traîner les pieds. Selon des sources indépendantes, des élèves du lycée Zender de Ouagadougou ont chassé, lundi, à coups de pierres le lieutenant Oumar Touré, un membre de la nouvelle équipe dirigeante venu expliquer les cours des événements.

A l'université, traditionnellement frondeuse, le recteur a demandé lundi aux étudiants de quitter le campus à la suite d'incidents entre la grande majorité des étudiants et une poignée de partisans de Compaoré, ont rapporté des témoins. Le pouvoir a fermé toutes les écoles pour une durée d'une semaine, et

des proches du chef de l'Etat devaient rencontrer des délégués des écoles.

Au cimetière des environs de la capitale où ont été enterrés à la hâte Thomas Sankara et onze de ses compagnons, la tombe de l'ex-président a été reconstruite d'un drapeau national par des fidèles. Des petits bouts de papier ont été accrochés sur la tombe, sur lesquels on peut lire les inscriptions suivantes : « Maman Sankara, ton fils sera vengé » et « Nous serons tous des Sankara ».

Dans son discours radiodiffusé de lundi soir, le capitaine Compaoré avait déclaré que Thomas Sankara, présenté comme un « révolutionnaire dévoyé », et non plus comme un « réformateur et auto-critique », méritait « une sépulture digne de l'espoir qu'il a suscité à un moment de sa vie ».

Le nouvel homme fort a également révélé que quatre personnalités politiques craignaient — à tort dit-il — pour leur vie se cachaient actuellement à Ouagadougou. Il

s'agit de Valère Somé et de Basile Guissou, dirigeants de l'Union des luttes communistes révolutionnaires (ULCR), groupuscule d'extrême gauche qui s'était opposé au projet de Thomas Sankara de créer un parti unique ; de Fidèle Toa, un temps ministre de la Sécurité sociale, et d'Adama Touré, syndicaliste de la Confédération syndicale burkinabé (CSB) et membre de la LIPAD (marxiste-léniniste prosoviétique).

Une première délégation conduite par le commandant Jean-Baptiste Lingani, membre du triumvirat au pouvoir, a entamé une tournée d'explication en Afrique de l'Ouest. Elle a déjà visité le Ghana, où elle a été reçue par le chef d'Etat-major des forces armées, et était attendue au Togo et au Bénin. Interrogé par Reuters, le capitaine Compaoré a, en revanche, assuré ne pas avoir encore eu de contact avec le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny.

Enfin, des témoins ont fait état de l'arrivée dans la nuit de lundi à mardi sur l'aéroport de Ouagadougou, en principe fermé à tout trafic international, d'un avion militaire ghanéen. Le président Jerry Rawlings entretenait d'étroites relations avec Thomas Sankara. Un deuil d'une semaine a été déclaré à Accra après l'annonce de la mort de l'ex-président.

## ZAIRE

## Apatride malgré lui

La lutte contre les opposants au régime du président Mobutu revêt des formes multiples, pas nécessairement sanglantes mais toujours éditantes. Philippe Kabongo-Mbaya, un pasteur de l'Eglise évangélique luthérienne résidant en France mais revendiquant sa nationalité zairoise, vient d'en faire l'expérience. En avril, lui-même et sa femme sont dépossédés de leur passeport par l'ambassade du Zaïre en France. Ils voulaient remplacer ces documents arrivés à expiration, mais on reproche au pasteur d'avoir conservé son prénom occidental au lieu d'en avoir changé dans le cadre de la politique d'« authenticité » africaine. Autre grief : son titre de séjour français porte une photographie de lui en cravate, alors que la tenue au Zaïre est un costume à col Mao...

Du moins est-ce la raison invoquée par le fonctionnaire de service. En fait, en haut lieu on ne lui pardonne pas son appartenance à l'Union pour la démocratie et le progrès social, un parti interdit au Zaïre.

Néanmoins, le pasteur fait comme s'il ne comprenait pas. Il écrit très respectueusement à de hautes responsabilités zairoises, notamment à un commissaire d'Etat au « département des droits de l'homme et des citoyens ». En vain. Alors il vient de saisir plusieurs organisations internationales pour protester contre cet abus de pouvoir qui en fait un apatride malgré lui.

Par nationalisme, le pasteur se refuse à solliciter de la France le statut de réfugié politique. Il faut bien pourtant qu'il en arrive là si sa situation se prolonge. « Nous avons l'impression d'être abandonnés aux manœuvres de pourrissement, nous écrit-il. Mais l'enjeu décisif, pour l'opinion française, est de constater, par notre cas, comment certains régimes africains contribuent sciemment à l'afflux d'exilés politiques en France. »

(Publicité)  
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE  
APPRENEZ LE CHINOIS  
dans une grande université :  
Pékin, Shanghai, Canton...  
PLACES LIMITÉES.  
A partir de février 88. UN SEMESTRE 15.500 F + droits inscription. Logement compris.  
CEPES - 57, rue Châteauneuf-Lafitte, 92200 Neuilly - 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.



# 1<sup>er</sup> BANQUIER DES COLLECTIVITES LOCALES, LA CAECL CHANGE DE STATUT ET DEVIENT LE CREDIT LOCAL DE FRANCE.

Servir le mieux possible les collectivités locales, tel est le métier de la CAECL depuis plus de 20 ans au sein du groupe financier de la Caisse des dépôts. Sa vocation : l'intérêt général.

Pour répondre avec encore plus de souplesse et d'efficacité à l'ampleur et à la variété des besoins de ses clients et tirer parti au mieux des profondes mutations du marché financier, la CAECL, établissement public administratif, change de statut et devient société anonyme à majorité publique. Avec un nouveau nom : Crédit Local de France.

Hier CAECL, aujourd'hui Crédit Local de France, le premier banquier des collectivités locales est aussi après l'Etat le premier émetteur sur les marchés financiers.

Des emprunteurs sûrs, des liens étroits avec la Caisse des dépôts et consignations : deux garanties essentielles de la qualité de sa signature en France et à l'étranger.

## CREDIT LOCAL DE FRANCE

Le financier des ambitions locales.

Groupe financier Caisse des dépôts.

australia LUXEMBOURG

هكذا من الاجل



# Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

## JUSTICE : les prisons d'abord

L'Assemblée nationale, le mardi 20 octobre, a approuvé le budget du ministère de la justice. D'un montant de 14 722 millions de francs, il est en augmentation de 10,27 % sur l'an passé et représente 1,22 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat (le Monde du 17 septembre). Les députés du RPR, de l'UDF et du FN ont voté pour, alors que ceux du PS et du PC votaient contre.

Au milieu de ses tracas, M. Alain Chalon, peut avoir quelques réconforts : « En deux ans, la part de la justice dans le budget de la nation sera passée de 1,17 % à 1,35 %, a-t-il calculé. Qui a fait mieux ? » Cette importante augmentation ne résulte pourtant pas toutes ses difficultés ministérielles. D'abord, parce qu'elle est pratiquement consacrée à une seule opération, la construction de nouvelles prisons ; ensuite, parce que la justice continue à mal se porter, notamment par manque d'argent. Tous les praticiens du droit qui sont intervenus dans la discussion budgétaire lui ont dit, même si ceux de la majorité se sont félicités de la priorité accordée aux prisons, alors que ceux de l'opposition la critiquaient sévèrement une fois encore.

« C'est davantage le budget de l'administration pénitentiaire que celui de la justice... » En citant dans l'hémicycle cette phrase prononcée en commission par M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), M. Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse), rapporteur de la commission des lois, allait au-devant des contestations socialistes. M. Gilbert Bonnemaison (PS, Seine-Saint-Denis), rapporteur de la commission pour l'administration pénitentiaire, les a détaillées : « Vous faites un choix exclusif pour la pire des solutions, le tout carcéral. Voilà qui annonce des lendemains douloureux. Sur l'application même de ce programme de construction de quinze mille places de prison nouvelles, il conteste les choix faits : retards des terrains en « zone campagne », sous prétexte qu'ils sont offerts par les communes, c'est faire une économie immédiate qui « sera annulée par les surcoûts de fonctionnement ». Le député socialiste regrette aussi que cela empêche « toute amélioration du parc actuel » de prisons, à l'opposé du ministre qui assure : il faut mettre fin à l'engorgement des prisons.

La majorité ne le conteste pas : elle approuve donc cette priorité, mais elle souligne que cela ne résoudra pas tout. Ainsi M. Raymond Marcellin (UDF, Morbihan) rapporteur de la commission des

finances, a souligné que, pour mettre fin à la surpopulation pénale, « un développement rapide des solutions alternatives à la détention est indispensable ». Surtout, il a rappelé qu'il n'y avait guère de moyens financiers, dans ce budget, pour régler un autre engorgement, celui des tribunaux. Tous les orateurs de la droite ont insisté sur cet aspect des choses. « Les mêmes magistrats doivent traiter deux fois plus d'affaires qu'il y a trente ans », a remarqué M. Pasquini. Quant à M<sup>me</sup> Christine Bouthin (UDF, Yvelines), elle a déclaré : « Je m'efforce, pour le regretter, que ce projet de budget ne marque pas une volonté plus forte de remédier au manque de magistrats ».

### L'espoir d'une rallonge

Même M. Georges-Paul Wagnier (FN, Yvelines) a remarqué, après avoir parlé de sa satisfaction « relative » devant ce budget, que le retard pris par la justice mettait en cause « le premier des droits de l'homme, qui est son droit à la justice trop abstraite, mais celui d'avoir un juge ». M. Chalon ne nie pas, bien au contraire, cette difficulté. Mais il a expliqué qu'il avait établi un « plan de cinq ans » dont « l'objectif est de réduire de moitié les délais de justice » ; c'est donc « dans le

budget de 1989 qu'il faudra donner la priorité à l'amélioration de la justice ».

Un point toutefois devrait, de l'avis de tous, être amélioré dans l'immédiat : la revalorisation des indemnités des magistrats de l'ordre judiciaire, qui est inférieure à ce qui est octroyé aux membres des tribunaux administratifs et des chambres régionales des comptes. Pour ce faire, il faudrait 180 millions de francs ; il n'y a dans le budget que 22 millions de francs ; mais toute la majorité espère obtenir une rallonge d'ici à la fin de la discussion budgétaire, notamment pour les magistrats chargés des affaires de terrorisme. Seulement, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) craint que cette revalorisation ne profite qu'au sommet de la hiérarchie : « Vous vous préparez à créer des privilèges en oubliant ceux qui font tourner la machine ».

Pour que celle-ci tourne correctement, il faut aussi revoir la procédure d'instruction. Là aussi, toute la majorité est d'accord. Mais comment ? La question n'est pas tranchée. Il y a plus que des nuances entre M. Emmanuel Aubert (RPR, Alpes-Maritimes), qui souhaite « une profonde réforme de la procédure pénale », c'est-à-dire « rien n'est pire pour les libertés que l'abus de la détention préventive », et M. Albert Manzy (UDF, Tarn) qui demande que l'on

« touche le moins possible à l'institution (des juges d'instruction) elle-même ».

Que la justice fonctionne, oui, mais pour faire quoi ? M. Guy Descaud (PC, Hauts-de-Seine) a posé clairement la question après de récentes décisions condamnant lourdement des grévistes et des responsables syndicaux. Citant des cas précis, il s'est étonné que « certains tribunaux considèrent certaines formes de grève comme illicites » et que le juge « se croit en droit d'apprécier si les revendications syndicales sont raisonnables ou non », alors que « cette détestable jurisprudence n'autorise pas le juge à exiger de l'employeur de satisfaire des revendications jugées raisonnables ».

Pour lui, cela « dénote d'un jour en la notion de justice de classe », et il a demandé au garde des sceaux : « Ne laissez pas s'ouvrir une cassure entre la magistrature et le corps social ».

Il faut respecter l'indépendance de la justice et ne pas mettre en cause ses décisions, a simplement répondu M. Chalon. Il avait pourtant déclaré précédemment : « La confiance dans la justice est l'un des fondements de la paix sociale ; il faut que ses décisions ne soient pas discordantes ». N'est-ce pas reconnaître que les difficultés actuelles de la justice ne sont pas que matérielles ?

THÉRIER BRÉNIER.

## Un nouveau croquis pour l'instruction

POUR M. Albin Chalon, « la confiance dans la justice est l'un des fondements de la paix sociale ». Cette confiance est-elle ébranlée ? La paix sociale menacée ? Sans doute, estime le ministre de la justice, qui aimerait que « l'on ne puisse plus parler de l'ordre judiciaire ». Le croquis, pour partie, est de toute évidence, selon le ministre, le juge d'instruction, celui qui prend « la plus grave décision de justice, celle qui consiste à placer un inculpé, présumé innocent, en détention provisoire ».

S'abritant derrière la loi de M. Robert Badinter, instituant une collégialité de l'instruction, et qui aurait dû entrer en vigueur au début de 1989, M. Chalon, à peu près, annonce donc, une fois de plus, l'esquisse d'une réforme qu'il ne cesse de retoucher. Fort pressé par le temps — il doit rendre sa copie à la session d'automne, — le garde des sceaux envisage, outre le renforcement de la chambre d'accusation et un réaménagement des

modalités de désignation des juges uniques par voie réglementaire (cela concernerait, outre le juge d'instruction, le juge de l'application des peines, le juge aux affaires matrimoniales, le juge des enfants...), la possibilité pour l'inculpé de choisir, d'un juge d'instruction ou d'une chambre de la détention — composée de trois magistrats, — déciderait de l'opportunité de son placement en détention.

La mesure est astucieuse : elle se veut moins coûteuse que la réforme Badinter qui aurait nécessité des créations de postes et donc des crédits, que le garde des sceaux réserve de préférence à la construction de prisons et permet de garder le terme de « collégialité », qui a belle allure, même si c'est ici vidé de son sens. Si Robert Badinter voulait que trois juges d'instruction puissent supporter ensemble le poids des décisions, tout au long de l'information judiciaire, la collégialité, version Chalon, exclut, on

le sait, le juge d'instruction, ne s'intéresse qu'au mandat de dépôt et devient, en plus, facultatif. Dans les petits tribunaux, cela évitera bien des sursis froids lorsqu'il s'agit de réunir trois magistrats à seule fin d'envoyer un inculpé en prison.

Cette réforme aurait sans doute des résultats cocasses. Il faut imaginer, au cours d'un information judiciaire, les relations entre un inculpé et « son » juge d'instruction, qu'il aura recueilli au profit de trois autres magistrats...

Meis encore faudrait-il que cette idée fût retenue. Les récentes vagues hétéroclites de la chancellerie, dans le plupart des dossiers qu'elle a traités, incitent à la prudence. Pourtant, de retouches en retouches, de croquis en esquisses, il faudra bien que M. Albin Chalon fasse rédiger un projet définitif. Et qu'il s'y tienne.

AGATHE LOGEART.

## MER : priorité aux ports autonomes

Les députés ont adopté, le mardi 20 octobre, le budget de la mer, la majorité et le Front national votant pour, la gauche contre. Pour 1988, les crédits s'élèvent à 5 445,6 millions de francs. Ces crédits englobent cette année un recel de deux points. Le budget de la mer, présenté par M. Ambroise Guellec, représente 0,45 % du budget général de la nation.

« Il s'agit d'un budget de cohésion », a affirmé le rapporteur, M. Antoine Rufenschacht (RPR, Seine-Maritime). Le député RPR a expliqué que les crédits de la mer s'inscrivent « qu'apparemment » une évolution négative. Cette diminution réelle, a-t-il précisé, de la baisse de 4,4 % des subventions destinées au régime social des marins (Etablissement national des invalides de la marine) (1).

En effet, l'application des mécanismes de compensation entre les régimes sociaux prend en charge une partie de la subvention de l'Etat à l'ENIM (le Monde du 31 juillet). Hors subvention à l'ENIM, « le budget progresse de 3 % (...). L'investissement de 16,3 % pour les crédits de paiement et de 10,2 % pour les autorisations de programmes », a expliqué M. Rufenschacht.

Le secrétaire d'Etat, M. Ambroise Guellec, a insisté, pour sa part, sur le volet de son budget consacré à la filière portuaire. L'apport d'une dotation en capital de 1,4 milliard de francs, « réservée sur le compte des privatisations » au profit des six ports autonomes, traduit, a-t-il affirmé, cette priorité, soulignée par le premier ministre, M. Jacques Chirac, au port du Havre le 21 septembre dernier. M. Guellec a précisé que les crédits d'investissements 1988 sont destinés à l'ensemble des ports pouvant bénéficier d'une subvention de l'Etat, notamment les ports d'intérêt national. « La consolidation de la structure financière des ports autonomes (...) doit leur permettre d'engager ou de poursuivre ainsi les actions structurales indispensables à leur compétitivité et à la conquête du trafic », a-t-il ajouté.

« Cette dotation en capital ne sera significative que si elle produit un allègement sensible des charges financières des grands ports », a souligné M. Rufenschacht, qui a,

d'autre part, jugé souhaitable d'impliquer davantage les régions dans la gestion des grands ports.

L'ancien secrétaire d'Etat à la mer, M. Guy Lemaire (PS, Pas-de-Calais) est revenu sur ce soutien financier aux ports autonomes. « C'est une bonne mesure », a-t-il dit. « Mais qu'est-il prévu pour les autres, les ports nationaux non autonomes ? » s'est-il interrogé. Le député socialiste a regretté qu'en favorisant les uns, le gouvernement affaiblisse les autres. « Vous risquez de désertifier des régions entières », a-t-il prévenu, avant de demander ironiquement à M. Guellec avec quelles privatisations il comptait financer le 1,4 milliard annoncé par M. Chirac.

### Les effectifs navignants

Le député communiste Robert Leroy a critiqué l'attitude du gouvernement, qui, selon lui, pérorerait « la faiblesse de sa participation financière au fonctionnement des ports autonomes ».

M. Guellec a répondu qu'il était « logique » d'aider les ports autonomes. « Si on avait voulu aider les ports d'intérêt national, on aurait eu de grosses difficultés d'attribution ». Le secrétaire d'Etat a également rappelé que les ports d'intérêt national avaient bénéficié ces dernières années d'aides ponctuelles, en fonction de leurs difficultés. D'autre part, M. Guellec a précisé que la subvention prévoie cette année pour la Société générale des secours en mer (SGSEM) se situant « au niveau le plus élevé auquel l'ont portée l'an dernier les assemblées parlementaires » (3,1 millions de francs de subventions de fonctionnement, 8,5 millions de francs d'investissements).

Rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, M. Louis Le Penec (PS, Finistère) s'est, pour sa part, appuyé sur la situation de la flotte de commerce. Il s'est inquiété de la disparition, en dix-huit mois, du quart des effectifs navignants. Il a estimé que cette profession était « sinistrée ».

P. S.

(1) Le budget, très en déficit de cet organisme, représente, avec 3,58 milliards de subventions, les deux tiers des crédits de fonctionnement de l'Etat à la mer.

## Au Palais du Luxembourg

### L'opposition s'inquiète d'une remise en cause de la décentralisation

Le Sénat a commencé, le mardi 20 octobre, l'examen du projet de loi d'amélioration de la décentralisation. Le texte aménage les règles de répartition de la DGE (dotation globale d'équipement) pour les communes et les départements. Il supprime pour les communes le régime dérogatoire d'octroi des aides aux entreprises en difficulté, mais le maintient pour les régions et départements. Il encadre plus rigoureusement les garanties accordées par les collectivités locales aux entreprises. Il introduit plus de souplesse dans la procédure budgétaire et rend aux

TPG (trésoriers-payeurs généraux) la fonction d'apurer les comptes des communes de moins de deux mille habitants. Cette responsabilité incombait aux chambres régionales des comptes depuis la loi de décentralisation du 2 mars 1982. Le texte prévoit également un allègement des règles de fonctionnement des syndicats de commune et modifie le système de financement des collectivités locales à vocation touristique.

### Une solidarité de pénurie

Ce projet n'est pas un texte « fourre-tout », affirme son auteur, M. Yves Galland. Le ministre délégué chargé des collectivités locales lui fixe comme premier objectif celui de renforcer la solidarité au bénéfice des communes et des départements les plus démunis. Les modifications des règles de répartition de la DGE s'accroissent plus qu'il vingt-cinq départements (au lieu de quatre-vingt-un aujourd'hui) le bénéfice d'un réajustement effectué au titre de départements les moins défavorisés.

Cette solidarité n'est guère contestée par les sénateurs. Il n'empêche que socialistes et communistes estiment qu'il s'agit là d'une solidarité de pénurie. Pour les élus, au-delà des règles d'affectation des ressources, l'important est bel et bien le montant des dotations de l'Etat. Or ils regrettent, comme M. Pierre Salvi (Un. cent., Val-d'Oise), que de nouvelles ressources ne soient pas dégagées alors que, selon eux, les transferts des charges dégradent les finances des collectivités.

Si les socialistes, comme M. René Regnault (PS, Côtes-du-Nord), ne contestent pas que sur certains points les lois de décentralisation méritent d'être améliorées, en revan-

che ils se montrent hostiles à une diminution des pouvoirs des collectivités en matière d'interventionisme économique et à un retour à la tutelle financière exercée par les TPG sur les petites communes. Pour eux, de telles dispositions remettent en cause la décentralisation. M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, avait d'emblée refusé de telles accusations : depuis mars 1986, le gouvernement s'est attaché, a-t-il affirmé, à mettre les collectivités à l'abri des conséquences de lois de décentralisation, « un peu hâtivement élaborées et votées ».

Avant de commencer la discussion générale, communistes et socialistes, en proposant les premiers une motion d'irréversibilité, les seconds une question préalable, ont tenté — sans succès — de s'opposer à l'examen du projet.

A. Ch.

● L'action du gouvernement vue par les Français. — L'action du gouvernement de M. Jacques Chirac est jugée globalement négative, mais moins qu'avant l'été, selon un sondage réalisé par la SÖPES et publié, le mercredi 21 octobre, par un groupe de journaux de province (1). 48 % des personnes interrogées (dont 79 % des électeurs de gauche) ont une mauvaise opinion de la politique du premier ministre et 35 % (dont 74 % de sympathisants de droite) expriment un avis opposé. En juin, 53 % des sondés portaient un jugement défavorable sur le bilan du gouvernement tandis que 31 % soutenaient le contraire. Si 50 % des sondés approuvent la politique sécuritaire, une majorité de Français expriment un avis négatif sur l'emploi (56 %) et l'action sociale (50 %).

(1) Sondage effectué du 8 au 12 octobre, donc avant la crise boursière, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

### Les sénateurs « ne se bousculent pas » pour mettre M. Christian Nucci en accusation

La commission chargée d'examiner la proposition de résolution adoptée par l'Assemblée nationale, portant mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, a désigné, le mardi 20 octobre, un bureau qui est ainsi composé : M. Joseph de Roban (RPR, Morbihan), président, M. Charles Follorin (adm. gén., Maine-et-Loire), M. André Mérie (PS, Haute-Garonne) et Louis Vinpoulié (Un. cent., La Réunion), vice-présidents ; M<sup>me</sup> Marie-Claude Beaudou (PC, Val-d'Oise), M<sup>me</sup> Jacques Habert (non inscr., Français de l'étranger) et Paul Robert (Gauche dém., Cantal), secrétaires.

Ainsi M. Michel Durafour (UDF-rad.), élu de la Loire, a prévenu qu'il ne participera pas au vote d'une telle résolution car, estime-t-il,

dans une interview à l'« Evénement du jeudi », « les droits de la défense » sont refusés à M. Nucci, notamment la vérité sur l'affaire du « vrai-faux » passeport délivré à M. Yves Challer. L'ancien ministre, proche de M. Raymond Barre, prévoit que des amendements pourraient être votés ce qui renverserait le texte modifié à l'Assemblée nationale et permettrait, dit-il, d'attendre une période moins trouble ».

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

**MBA** Master of Business Administration

Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplôme de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

**2<sup>e</sup> CYCLE** Intensif : Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sections : European University of America 17-25, rue de Chaillot (92000 Nanterre), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71 Communiqué par European University of America • San Francisco • California

### DOSSIERS STATISTIQUES DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI (D.S.T.E.)

Supplément au B.M.S.T. Abonnement 230 F N° DSTE 52 F N° BMST 24 F

Des études d'actualité : • Politique de l'emploi • Travail temporaire • Formation professionnelle...

Des enquêtes nationales : • ACEMO • Structures des emplois • Participation • Elections aux comités d'entreprise.

Chaque année : Le bilan de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Diffusion MASSON / SPPE B.P. 22-41353 VINEUIL

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS

REPORTS ET DÉBATS



# Politique

Le FN à la recherche de cinq cents signatures

## La majorité ne veut plus mettre d'obstacles législatifs à la candidature de M. Jean-Marie Le Pen

### PROPOS ET DÉBATS

M. Balladur : l'ardeur

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, lors d'une réunion à Royan, le mardi 20 octobre, a appelé l'ensemble de la majorité à « défendre le bilan du gouvernement avec le même ardeur ». M. Balladur a fait allusion aux barrières pour préciser que ce bilan n'est pas seulement celui du gouvernement, mais aussi celui de la majorité tout entière. Pour lui, « la campagne doit se préparer dès aujourd'hui et il faut faire l'union avant le premier tour de l'élection de 1988. Le ministre a précisé qu'aucun des deux candidats de la majorité au premier tour ne pourra l'emporter au second « sans le plein appui de ceux qui auront soutenu l'autre », ce qui « suppose que l'on renonce de temps en temps à dire un bon mot ». « De toute façon, a-t-il ajouté, le résultat de l'élection, nous devons le gouverner ensemble, et il ne faut rien dire qui laisse l'avenir ».

M. Madelin : la tendance

M. Alain Madelin, ministre PR de l'Industrie, s'est étonné, le mardi 20 octobre, lors d'un déjeuner avec la presse anglo-saxonne, que « le débat politique sur les présidentielles tourne autour de M. Le Pen », et a regretté « de voir à quel point la majorité se laisse enfermer dans le débat avec Le Pen ». Le rôle du président du FN dans la campagne le laisse « étonné et inquiet », mais il estime qu'il y a eu tout dans l'élection de Jean-Marie Le Pen et qu'il ne souhaite pas que ce soit des voix gâchées.

M. Madelin a reconnu que l'addition des voix de droite, dans l'actuelle majorité, est de plus en plus difficile à faire. « La droite », a-t-il continué, « a une incontestable tendance à se diviser : les frontières idéologiques sont un peu bousculées (...). Tout le monde se dit aujourd'hui que les socialistes de 1988 ne sont pas tout à fait ceux de 1971 et du programme d'Epinal ».

M. Le Pen : la punition

M. Jean-Marie Le Pen, président du FN, a commenté, le lundi 19 octobre à Avignon, l'élection du candidat socialiste lors de l'élection cantonale partielle de Tournon. C'est, a-t-il estimé, « la punition d'une manœuvre déloyale du gouvernement ». M. Le Pen a déclaré : « Quand on veut marginaliser des élections, on ne peut pas faire de la propagande contre le FN en présentant, à l'insu du ministre de l'Intérieur, des candidats « bidons », les électeurs vous donnent un gigantesque coup de pied dans le derrière ». Cette déclaration a été portée sur les pages de la presse de la région. Elle ne pas croire qu'il suffit de casser le thermomètre pour n'avoir pas de température ».

A Carpentras, lors d'une réunion publique, le député de Paris a parlé, à propos de la classe politique de l'hexagone, de l'univers néo-fasciste qui fonctionne comme une machine à faire de la barbe-à-papa.

M. Laignel : l'espace

M. André Laignel, membre du secrétariat national du PS, a ironisé, le lundi 19 octobre, lors du « Point de presse » hebdomadaire du PS, sur le post-séisme majoritaire et la rencontre Chirac-Léotard de Fréjus. Il a souligné « la dérive d'un faux suspense », car « tout le monde sait que M. Léotard et le PR s'entendent ». M. Raymond Barre.

M. Laignel a jugé que « plus le temps passe, plus l'espace de M. Barre se rétrécit ». « Faut-il souligner, d'avoir eu, ou pu, se différencier, il est aujourd'hui conduit soit à approuver, soit à se taire ». Selon le député de l'Indre, celui qui apparaît à la droite comme son meilleur représentant est M. Chirac, « qui a pris les risques et qui agit », et non M. Barre, qui a préféré « le calme feutré de la préférence antichambrière ».

Machine avant, machine arrière : le comportement du gouvernement et de la majorité face au Front national ressemble de plus en plus à de la navigation à vue. Il y a un mois, au « Club de la presse » d'Europe 1 du 20 septembre, le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, laissait entendre que le Parlement n'aurait sans doute pas le temps d'adopter définitivement la proposition de loi organique visant à étendre aux cent trente et un membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger et aux mille huit cents conseillers régionaux le droit de participer « au paratage » des candidats à la présidence de la République.

Adopté sans problème par le Sénat, le 19 mai dernier, ce texte, admettait inspiré d'une proposition de loi déposée en 1983 par M. Pasqua, alors président du groupe RPR au Sénat, était destiné à être voté avant le terme de la session parlementaire d'automne. M. Jean-Marie Le Pen, qui réclama aussitôt la Haute Cour pour le ministre de l'Intérieur, n'est pas besoin de dessin : cette déclaration de M. Pasqua relevait d'une forme intention de contraindre le président du Front national dans sa collecte des cinq

cents signatures. Le renvoi aux calendes grecques de l'adoption de cette proposition de loi pouvait priver M. Le Pen de cent trente-cinq signatures de conseillers régionaux (1). Cette phase de glaciation entre la majorité et l'extrême droite semble aujourd'hui évoluer : mardi 20 octobre, au cours du déjeuner hebdomadaire à Matignon avec les responsables de la majorité, M. Jacques Chirac a décidé de corriger le tir. Sauf événement exceptionnel d'ici là, a indiqué en substance le premier ministre, la proposition de loi viendra donc en discussion devant l'Assemblée nationale avant le fin de la session si le bureau de l'Assemblée décide d'organiser cette « navette ». Il appartient donc aux présidents des groupes RPR et UDF de se mettre d'accord. Le seul problème restant à trancher consiste à étudier la possibilité de relever le seuil obligatoire des cinq cents signatures.

Malgré certaines réticences de MM. André Rossinot et François Léotard, un accord, « sans enthousiasme », précède les participants, s'est finalement fait autour de la thèse que M. Michel Noir avait

développée le 18 octobre, à savoir qu'il vaut mieux « l'urne que la rue », sauf à vouloir consolider la stèle de martyr de M. Le Pen et le conforter dans son combat « contre la bande des quatre », mieux vaut donc l'exposer à « la sanction des électeurs », plutôt qu'à la « sanction des élus ».

### Des raisons concrètes

Des raisons plus concrètes peuvent aussi expliquer ce nouveau revirement. Sans doute n'est-ce pas tout à fait un hasard si cette décision de M. Chirac intervient au lendemain de la défaite-avertissement de la majorité à l'élection cantonale de Tournon et à l'élection cantonale partielle de Marseille (dont le ministre de l'Intérieur tente aujourd'hui de repousser la date). Directement concerné, M. Jean-Claude Gaudin a été l'un des plus actifs à convaincre Matignon de l'utilité de cette marche arrière. Un autre homme a joué un rôle prépondérant dans cette affaire : M. Jacques Chaban-Delmas. Le président de l'Assemblée nationale est manifestement soucieux d'achever tranquillement la session parlementaire. M. Chaban-Delmas a fait passer le message à M. Le Pen : que vos amis se tiennent tranquilles et je me fais fort de convaincre Matignon de ne rien entreprendre pour contraindre votre marche présidentielle. Ce contrat semble donc devoir être maintenant respecté. Enfin et surtout, il y a le poids des sondages. En tout état de cause et malgré les secousses des dernières semaines, le nœud électoral de M. Le Pen conserve une certaine élasticité. Son absence au premier tour profiterait davantage à M. Raymond Barre qu'à M. Chirac. CQFD.

De toute façon, a expliqué mardi le député FN des Bouches-du-Rhône, M. Pascal Arrighi, si l'un et l'autre veulent nos voix au second tour, il faudra que la majorité « soit gentille et nous fasse des mamours ». M. Arrighi ne pensait sans doute pas être aussi vite entendu.

DANIEL CARTON.

(1) De cent trente-sept, le chiffre des conseillers régionaux du FN est passé à cent trente-cinq, après la démission des instances dirigeantes du FN, des conseillers régionaux de Languedoc-Roussillon, MM. Jean-Pierre Armangol et Alain Champ.

### La procédure

Les dispositions législatives relatives au paratage des candidats à l'élection présidentielle par cinq cents élus locaux sont inscrites dans la loi organique du 18 juin 1976 qui renforce les conditions contenues dans la révision constitutionnelle de 1962 relative à l'élection au suffrage universel du président de la République.

Sont habilités à présenter un candidat à ce scrutin les citoyens membres du Parlement, des conseils généraux, du conseil de Paris, des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer ou détenteurs d'un mandat de maire. Ces cinq cents élus doivent appartenir à trente départements (ou TOM) différents, sans que plus d'un cinquième d'entre eux soient issus du même département.

Pour être valables, ces présentations sont établies sur des formulaires officiels adressés aux seuls élus concernés, plus de quinze jours avant la publication

au Journal officiel du décret de convocation des électeurs à ce scrutin, la date de cet envoi étant fixée par décret. En 1981, ces formulaires avaient été adressés le 5 mars, le décret de convocation n'étant publié au Journal officiel que le 22 mars. Les élus peuvent renvoyer leur formulaire au Conseil constitutionnel à partir de la date de publication de ce décret de convocation jusqu'au dixième jour précédant le premier tour de l'élection, soit le 5 avril 1988, si les dates des 24 avril et 8 mai sont retenues pour le scrutin de 1988. Le Conseil constitutionnel doit tirer son sort, après avoir vérifié la régularité des présentations, les cinq cents élus retenus pour chaque candidat, et leur ordre de présentation. La liste définitive est ensuite publiée au Journal officiel plus de huit jours avant le premier tour, soit le 15 avril 1988 au plus tard.

### PCF : de l'exclusion au schisme

Née depuis des mois par la direction, la crise intérieure du PCF est arrivée à son point d'éclosion, mais on se demande bien ce que les intéressés pourraient en faire puisqu'ils sont implicitement conviés à plier bagages s'ils ne sont pas contents de M. Marchais. Une ligne à bien des égards gauchiste, au sens de l'action immémoriale : une ligne qui passe par pertes et profits le souci d'unité, dans la relative diversité d'opinions, qui caractérisait auparavant le parti ; une ligne qui porte en elle-même la scission. Il ne faut pas s'y tromper : le schisme n'est pas le fait de ceux que la direction baptise « liquidateurs » mais de ceux qui, en tout état de cause, dépassent le seul PCF. Il ne s'agit pas d'écrire, comme le font certains dirigeants du parti, que « Pierre Juquin n'est plus communiste » pour évacuer le problème. A bien comprendre la démarche, parfois obscure, des « rénovateurs », le but de leur action n'est pas de créer un PCF-bis, s'efforçant dans des querelles intestines à ne pas finir et dénuées de toute perspective politique. Au-delà de leur identité communiste propre, qui dépasse la simple cotisation à une cellule, les « rénovateurs » sont à la recherche d'un « ailleurs » pour une nouvelle gauche.

C'est sans doute pour cette raison que cette scission est dangereuse pour le PCF, par les dégâts qu'elle provoque, mais potentiellement salvatrice pour la gauche, par les espoirs qu'elle soulève chez ceux que le PS n'a jamais convaincus, ou qu'il a déçus.

OLIVIER BIFFAUD.

### La bombe de M. Parfait Jans

Dans la tribune de discussion préparatoire au vingt-sixième congrès du PCF, l'humanité a publié, le 20 octobre, une contribution de M. Parfait Jans, très critique sur la politique de défense préconisée par la direction dans son projet de résolution du congrès. L'ancien maire de Levallois et ex-député des Hauts-de-Seine, personnalité écoutée dans le parti, s'étonne que le PCF appelle de ses vœux en même temps un « monde fraternel sans armes et sans guerre » tout en approuvant « la stricte maintenance de l'arme nucléaire, reposant essentiellement sur les sous-marins lance-engins ». « Quelle contradiction ! », écrit-il.

Il estime qu'une telle attitude « est loin de contribuer à la campagne de clarification des positions de chacun » et alimente involontairement la rumeur du « consensus national » sur la force de frappe.

Citant Frédéric Joliot-Curie et Maurice Thorez, il critique le « choix profondément regrettable » du ralliement du PCF à l'arme nucléaire, choix effectué « du temps du programme commun, du temps où nous régions les affaires d'un haut, par-dessus la tête des masses (...) pour donner de nous l'image d'un parti de gouvernement ». M. Jans souligne une rupture claire entre ce « consensus ». Son texte — une petite bombe — est curieusement intitulé « Pas de modification ».

### Un colloque du Cercle Pierre-Mendes-France

## De l'importance des concours de boules dans la riposte au Front national

Les associations de joueurs de boules sont essentielles à la vie politique. Pour les avoir négligées entre 1981 et 1986, la gauche a vu son message s'affaiblir face à un discours extrémiste bien relayé et trouvant un écho de plus en plus large. Le témoignage d'Anne Tristram sur la vie quotidienne d'une section du Front national à Marseille (1) était donc largement présent dans les esprits des participants du séminaire organisé, dimanche 18 octobre à Chartres (Eure-et-Loir), par le Cercle Pierre-Mendes-France (2). Plusieurs personnalités politiques, juristes, journalistes ont tenté de définir des stratégies pour contenir la poussée de l'extrême droite en France depuis 1983.

La résurgence du Front national résulte de « la conjugaison d'un antisémitisme latent, de l'antiparlementarisme, du racisme et du mécontentement de certaines catégories sociales », exaspérées par l'impuissance de la gauche à résoudre la crise, a résumé M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre de l'économie et des finances.

M. Jean-Marie Le Pen a révisé son ascension en exploitant le seul thème de l'immigration, tenant sur le reste un discours de droite classique, a estimé M. Henri Leclerc, vice-président de la Ligue des droits de l'homme. Poids de la guerre d'Algérie, selon M. Maurice Benassay, conseiller d'Etat, démission de l'Etat dans sa « fonction pédagogique », selon M. Leclerc, les discours simplificateurs de l'extrême droite se diffusent dans la société, sans recevoir de la gauche des « réponses adéquates ». Ainsi, M. Michel Pezet, ancien président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, souligne que lors des élections municipales de 1983, le discours socialiste a « dérapé » sur la sécurité, tandis que les débats internes du PS ont « flotté » sur l'immigration. Sans compter, poursuit-il, que « le langage politique compliqué de la gauche voulant tout expliquer passe difficilement ».

La gauche doit donc « parler clair, sans la moindre ambiguïté », et en étant « totalement elle-même », affirme M. Bérégovoy. Et même être « exemplaire dans la démocratie », rappelle M. François Hollande, dirigeant du club Démocratie 2000, car « tout coup de canif, même léger », à cette dernière « constitue la meilleure des armes offertes au FN pour démontrer que c'est un système mineur ».

Victime de son « parler vrai », la gauche a publié « les lois du phantôme et de l'imaginaire », laissant au Front national « le monopole des phantasmes négatifs », a expliqué M. André Bercoff. « Fibre d'opole », les affaires du pays, elle a abandonné « la fonction tribunaire », qui, selon M. Henri Flébin, député (app. PS) des Alpes-Maritimes, était la sienne avant 1981. Enfin, M. Bercoff enfonce le clou en accusant la gauche d'une « extraordinaire démission intellectuelle », tandis que M. Benassay reproche à une élite politico-intellectuelle d'avoir tenu un discours sur le déclin de la France, renforçant celui de M. Le Pen.

La gauche doit donc se montrer plus incisive dans la défense de ses valeurs et ne pas se contenter d'un discours moralisateur, car « ce n'est pas en culpabilisant les électeurs de M. Le Pen » qu'on les détournera de leur vote, a expliqué M. François Gaspard, député (PS) d'Eure-et-Loir. Mais la gauche a-t-elle les moyens de faire passer son message ? M. Benassay constate que le Parti socialiste « sociologiquement homogène, ne sait pas parler aux autres », et que son discours s'adresse « essentiellement aux producteurs » alors que « les inactifs sont majoritaires dans le corps électoral ».

M. Hollande a essentiellement constaté « l'épuisement de la vie associative, ces structures-relais et autres lieux de convivialité que le Front national a eu la capacité de construire des réseaux » où les individus issus d'une « société éclatée » sont « encastrés ».

Tandis que différents intervenants ont déploré cette disparition de la gauche de la sphère associative, que M. Flébin attribue au parti au déclin du Parti communiste français, M. Leclerc s'est demandé s'il n'y a pas eu plutôt « une rupture entre les élites politiques, y compris de gauche, et la vie associative ».

V.D.

(1) Le Monde du 13 octobre.  
(2) Le Cercle Pierre-Mendes-France a été créé en 1986 par d'anciens élèves de l'ENA.

## UN DOCUMENT POUR L'HISTOIRE

JACQUES TESSIER

La CFTC

Comment fut maintenu le syndicalisme chrétien

Préface d'Henri Guillemin

Fayard

276 pages 85 F

Les péripéties du conflit CFTC/CFDT

FAYARD

CAPEL habille en long comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>
- 13, rue de la République 69001 LYON

L'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

- 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>
- 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>
- Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>
- 13, rue de la République 69001 LYON

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

MBA

3 CYCLE

3 CYCLE

حکومت اسلامی



سكز من الاجل

# Société

## JUSTICE

L'affaire Chaumet et le rôle de M. Chalandon

### Comment l'administrateur judiciaire a informé « le Monde » des modifications subies par son communiqué

M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire de Chaumet, parle beaucoup et il se contredit. Le lundi 19 octobre, alors qu'il nous recevait dans ses bureaux de la rue Godot-de-Mauroy à Paris, il affirmait que le communiqué favorable à M. Albin Chalandon et diffusé par son cabinet, le mardi 13 octobre, avait été rédigé, à son insu, à la demande, ajoutait-il, de la chancellerie. Ce communiqué visait à laver de tout soupçon le ministre de la justice, dont le Monde avait indiqué, la veille, qu'il possédait un compte courant, produit d'intérêts, chez Chaumet, ce que, au demeurant, le garde des sceaux devait reconnaître, dès le lendemain, dans diverses interviews.

Se ravissant bien tardivement, M. Lafont a publié, mardi 20 octobre en fin de soirée, une déclaration dans laquelle il affirme : « Une polémique s'est engagée sur les termes du communiqué que j'ai rendu public le 13 octobre dernier. Je précise que c'est bien mon communiqué qui a été publié, qu'il n'a pas été rédigé par la chancellerie, et que j'en assume la responsabilité ».

Autrement dit, ce communiqué tend à faire passer pour mensongères les informations que nous avons publiées dans nos éditions du 21 octobre. Mardi, également, mais en début d'après-midi, l'administrateur judiciaire avait été beaucoup plus prudent, se bornant à déclarer à l'Agence France-Presse : « Je laisse au Monde toutes ses responsabilités, faisant toutes les réserves qui s'imposent ».

Nous expliquions qu'une phrase essentielle avait été ajoutée au communiqué dicté le 12 octobre de Suède par M. Lafont, phrase qui affirmait : « En tout état de cause, les constatations faites en ce qui concerne M. Albin Chalandon sont contraires aux affirmations contenues dans l'article du Monde ». Nous écrivions que cette phrase ne figurait pas dans le texte rédigé initialement par l'administrateur judiciaire et affirmions que cet ajout avait été introduit dans le communiqué original de M. Lafont « sans que son auteur en soit averti ».

« La chancellerie, écrivions nous encore, est intervenue auprès du cabinet de l'administrateur judiciaire pour faire avaliser une version plus conforme aux vœux du ministre ».

Le nouveau communiqué de M. Lafont, publié mardi 20 dans la soirée, doit être lu avec attention.

L'administrateur judiciaire affirme que « c'est bien [son] communiqué qui a été publié » le 13 octobre et qu'il « en assume la responsabilité ». M. Lafont ne peut évidemment qu'assumer cette responsabilité puisque, comme nous l'avons indiqué dans le Monde du 21 octobre, ce communiqué litigieux a été rendu public en son absence par son cabinet sur papier à en-tête : « Hubert Lafont, administrateur judiciaire ».

#### Les confidences de M. Lafont

Là où M. Lafont se contredit, c'est quand il ajoute que ce communiqué « n'a bien évidemment pas été rédigé [son] insu ». Lundi 19 octobre à 18 heures, dans son cabinet — après un premier rendez-vous dans la matinée, et une conversation téléphonique, à la mi-journée, — l'administrateur judiciaire nous déclarait exactement le contraire, ne cachant pas son embarras devant la situation dans laquelle l'avait placé la chancellerie.

On peut s'interroger sur les « amicales pressions » dont M. Lafont a probablement été l'objet entre-temps. Mercredi, joint au téléphone, M. Lafont n'a évidemment pas nié nos conversations de lundi, tentant même de nous convaincre que son communiqué de mardi soir « ne dément pas le Monde ». Mais, il ajouta, quand nous lui avons souligné son revirement : « Je suis bien obligé de le faire ».

D'autres déclarations de M. Lafont, faites au cours de la journée de mardi, confirment l'existence des informations publiées dans le Monde du 21 octobre. Cité par l'Agence France-Presse, l'administrateur judiciaire a admis mardi, dans la soirée, que « plusieurs projets de communiqués [ont] été rédigés avant la publication du texte final », ajoutant, à propos de ces diverses versions : « Mon cabinet a travaillé avec le service de presse de la chancellerie ». M. Lafont dément aujourd'hui avoir fait de telles déclarations à l'AFP, mais celle-ci maintient les termes de sa dépêche.

En d'autres termes, l'administrateur judiciaire admet que la chancellerie est intervenue dans la rédaction de son texte. Voilà qui diffère de la déclaration de M. Chalandon mardi à l'Assemblée nationale (lire ci-dessous) : « M. Lafont a eu la courtoisie de me faire prévenir lundi soir

[12 octobre] qu'il avait l'intention de rédiger un communiqué pour répondre aux allégations du Monde ». Il ressort au contraire des déclarations de M. Lafont au Monde et à l'AFP que la chancellerie est intervenue auprès de lui et de ses collaborateurs. Est-ce le rôle d'un administrateur judiciaire de se prêter à un tel jeu ? N'est-il pas tenu, comme l'a déclaré M. Chalandon lui-même, dans l'hémicycle, « par ses fonctions, à l'obligation de réserve » ?

Pourquoi M. Lafont devrait-il faire retirer sa copie par la chancellerie, alors qu'il est nommé par le tribunal de commerce et que son indépendance est l'une des conditions d'un exercice impartial de sa mission d'auxiliaire de justice ? Pourquoi devrait-il se prononcer publiquement sur un dossier judiciaire confié à un juge d'instruction alors qu'il est l'un des rouages de la procédure et que ses constatations, toujours en cours, servent à alimenter le dossier instruit contre les frères Chaumet ? N'y a-t-il pas là une entorse à l'indépendance de sa mission qui peut légitimement ébranler les parties civiles, dont il est censé également préserver les intérêts ?

#### L'aveu de la chancellerie

Sous le titre : « Chaumet-Chalandon, les fables du Monde », le Figaro de mercredi affirme que la phrase de M. Lafont tendant à lever

de tout soupçon M. Chalandon figurait bien dans « deux documents officiels » en-tête de l'étude de M. Lafont, documents datés tous deux du 13 octobre et dont le quotidien publie la photocopie.

Le Figaro laisse ainsi entendre que le texte initial de l'administrateur judiciaire que nous avons publié dans le Monde du 21 octobre serait un faux. La vérité est tout autre, comme nous l'avons confirmé, mardi, M. Paul-André Sadon, directeur du cabinet du garde des sceaux. Alors que nous lui disions : « Nous avons eu le communiqué initial » de M. Lafont, il nous a répondu : « Vous avez eu une première version ». Autrement dit, même la chancellerie ne conteste pas l'existence du premier communiqué de M. Lafont dont nous avons fait état.

Pour résumer le sens de ce feuilleton à rebondissements : M. Lafont contredit ses propres déclarations au Monde lorsqu'il affirme que son communiqué du 13 octobre « n'a pas été rédigé à son insu ». Il reconnaît, de plus, que ce communiqué a été « travaillé avec le service de presse de la chancellerie ». Quant au ministre de la justice, il confirme l'existence d'un communiqué initial de M. Lafont, communiqué où ne figurait pas la phrase visant à lever M. Chalandon de tout soupçon.

BERTRAND LE GENDRE, GÉRARD MARION et EDWY FLENI.

## A l'Assemblée nationale

### « M. Lafont n'est pas un irresponsable » déclare le garde des sceaux

L'affaire Chaumet et la position de M. Chalandon ont été évoquées à l'Assemblée nationale, le 20 octobre, à l'après-midi, avant que ne reprenne la discussion consacrée au budget de la justice. M. Philippe Marchand, député PS de Charente-Maritime, profitant d'un rappel au règlement, a interpellé M. Chalandon pour lui demander confirmation

ou infirmation des informations publiées le même jour par le Monde au sujet des communiqués de M. Lafont. « Je comprends que le Monde soit irrité que l'administrateur judiciaire ait publié un communiqué qui met par terre toutes les allégations qui a publiées contre moi il y a huit jours », a répliqué le garde des sceaux. Mais de là à conclure que M. Lafont est irresponsable, qu'il a apposé sa signature au bas d'un communiqué qu'il n'a pas rédigé, ou qu'il a signé dans des conditions telles qu'il n'est pas engagé, vous mettez ainsi en cause sa responsabilité et sa conscience.

M. Chalandon a ajouté : « Tout ce que je peux dire, c'est que M. Lafont a eu la courtoisie de me faire prévenir, lundi soir, qu'il avait l'intention de rédiger un communiqué pour répondre aux allégations du Monde dans la mesure où il considérait que rien de ce qui figurait dans ses dossiers ne permettait à ce journal d'avancer ce qu'il avan-

çait. Je n'ai rien à ajouter. M. Lafont est tenu, de par ses fonctions, à l'obligation de réserve (...). Il ne le pas écrit car il n'a rien écrit sur le fond. Il a seulement voulu indiquer que, en l'état du dossier dont il a la responsabilité, rien ne confirmait les allégations du Monde en ce qui me concernait (1) ».

Ce même mardi, quelques heures auparavant, au cours de la discussion générale du budget de la justice, M. Jean-Pierre Michel, député PS de Haute-Saône, avait évoqué les positions contradictoires de M. Chalandon, à la fois victime de la faillite Chaumet et chef du parquet (nos dernières éditions datées du 21 octobre). M. Chalandon avait répliqué : « Vous reprenez une campagne politique menée contre moi et visant à me déstabiliser. On a d'abord mis en cause mon honneur en soutenant que j'avais commis des illégalités, puis l'on m'a attaqué sur le fait que je ne pourrais être juge et partie dans une affaire grave qui a pris un tour pénal et où je suis du côté des créanciers hypothécaires. Nous avons cherché à la chancellerie s'il y avait eu des précédents : c'est le cas et je me suis conformé à l'attitude de mes prédécesseurs. J'ai donc donné toute liberté au parquet général pour agir en son âme et conscience (...). Dans une affaire comme celle-ci, je ne serais donc de toute façon pas intervenu ».

(1) Le Monde avait affirmé que M. Chalandon possédait chez les Chaumet un compte courant rémunéré. M. Chalandon, qui n'en avait jusqu'alors rien dit, a, dès le lendemain, déclaré à l'Assemblée nationale qu'il n'avait rien de tel. Interrogé par Libération le 13 octobre, il a notamment déclaré : « Out, j'ai effectivement un compte courant chez les Chaumet, mais il ne me servait qu'à des opérations commerciales ».

## RELIGIONS

### La mort du Père Jacques Vallery disciple de Charles de Foucauld

Attaqué par des pillards, qui leur ont pris bagages et réserves, deux jeunes ingénieurs de Meurthe-et-Moselle, Olivier Drouot et Michel Comte, et deux missionnaires rédemptoristes, Jacques Vallery, un Belge, et Lucien Bidault, un Normand, sont morts dans le désert, au sud de Tamarassac. Ils se rendaient au Burkina-Faso pour une mission humanitaire (le Monde du 21 octobre).

Jacques Vallery était disciple de Charles de Foucauld, faisait partie de sa « sodalité ». Il est mort, comme lui, dans le désert, victime d'une agression.

Peu connu en France, Jacques Vallery avait un grand rayonnement en Belgique et en Allemagne. Ce prêtre de quarante ans était un excellent théologien. Son audace, alliée à la rigueur, avait indisposé le

## La fusillade de Viry

### L'enquête s'oriente vers le milieu du grand banditisme italien

Après la fusillade du péage de Viry (Haute-Savoie), au cours de laquelle un douanier et un gendarme ont été tués et un autre douanier blessé gravement, le dimanche après-midi 18 octobre (le Monde du 20 octobre), l'enquête s'oriente désormais vers le milieu du grand banditisme, et plus précisément en direction de malfaiteurs appartenant à la bande dite « des Bergamasques » parce que originaire de la région de Bergame en Italie.

Cette hypothèse fait suite à différents éléments réunis par les enquêteurs de la gendarmerie, mardi 20 octobre. D'abord la découverte d'un des véhicules utilisés par les agresseurs, une Mercedes immatriculée en Italie, à Côme qui a été retrouvée, incendiée, à une quinzaine de kilomètres du lieu de l'agression. A côté de cette voiture, les malfaiteurs ont abandonné un sac plastique contenant des éléments permettant de faire le lien avec une attaque à main armée commise le 26 juillet dernier à Genève contre un employé d'une compagnie suisse de sécurité. Le portrait de l'agresseur de Genève correspondrait à celui établi selon les témoins de la fusillade de Viry, il s'agirait du signalé du chef de la bande « des Bergamasques », Pierluigi Facchinetti, trente et un ans, un malfaiteur italien considéré comme « extrêmement dangereux » par la police suisse. L'autre homme qui l'accompagnait aurait été également identifié comme étant Moro Nicoli, un de ses lieutenants.

Cette thèse est d'autant plus plausible que Pierluigi Facchinetti n'a pas, dans le passé, hésité à ouvrir le feu à plusieurs reprises contre les forces de l'ordre. Condamné à huit ans de prison le 9 avril à Zurich, il avait tué un gardien et blessé une autre personne au cours d'une tentative d'évasion ratée. Condamné pour ces faits à une peine de dix-sept années de prison supplémentaires, il avait réussi à s'évader, le 24 octobre 1984, lors d'une audience au tribunal de Bochny (Suisse). Arrêté à Paris en 1985, il s'évadait une nouvelle fois de la prison de Fresnes, quelques mois plus tard, avec la complicité d'un de ses frères.

Depuis, Facchinetti avait multiplié les agressions à main armée. Le 25 janvier 1987, à Bes dans le canton de Vaud (Suisse), il n'avait pas hésité, avec des complices, à tirer à la mitrailleuse sur deux gendarmes, avant de poursuivre les représentants de l'ordre pour tenter, vainement, de les achever. De même, le 19 mai dernier, il avait ouvert le feu sur des douaniers à La Rippe.

Enfin, selon d'autres témoignages, Pierluigi Facchinetti aurait pu être l'un des quatre auteurs d'une attaque à main armée commise vendredi dernier à Carouge, dans la banlieue de Genève. Les quatre malfaiteurs s'étaient, ce jour-là, emparés d'une somme d'environ 2 millions de francs français en devises de plusieurs pays. Or, le surlendemain, dans la matinée, après dans le coffre de la Mercedes par le douanier blessé se trouvait une importante somme d'argent en multiples devises.

## De l'humiliation au meurtre

### L'assassinat de Fanny Lazare

Le mari de Fanny Lazare, cette femme de quarante-neuf ans, PDG d'une entreprise de transports de La Réunion (Gironde), assassinée l'été dernier, a avoué, le mardi 20 octobre, qu'il était l'auteur du crime. André Lazare, cinquante-deux ans, a été inculpé d'assassinat par M. Dominique Piot, juge d'instruction à Bordeaux, et écroué.

À la suite du 12 août dernier, Fanny Lazare avait été découverte le crâne fracassé à son domicile, au lieu-dit Le Limousin, par une de ses belles-filles. Elle était en vêtements de nuit dans la chambre du premier étage de sa maison, un peu à l'écart des hangars abritant les camions de son entreprise.

Rapidement, les enquêteurs avaient concentré leurs recherches sur l'entourage de la victime, et les soupçons se sont vite portés sur André, le mari de Fanny Lazare. Invalide civil à 100 %, celui-ci avait quitté le domicile conjugal une dizaine de jours avant le crime pour s'installer à Marmande, à une vingtaine de kilomètres de La Réunion.

Maîtresse femme, Fanny Lazare dirigeait l'entreprise de transports

d'une main de fer. Il lui arrivait de frapper son mari lorsque celui-ci lui reprochait ses incohérences conjugales. C'est après avoir reçu un vase de fleurs sur la tête qu'André Lazare était parti pour Marmande. Son épouse avait alors chargé un détective bordelais de faire une enquête sur lui.

Malgré ses démêlés avec son mari, Fanny Lazare refusait le divorce : l'entreprise de transports avait été créée, en grande partie, avec les capitaux de son époux. Celui-ci était en outre propriétaire en bien propre de la maison d'habitation et de nombreux bâtiments qui étaient loués, à la société.

Incapable de maîtriser son exaspération et les humiliations subies, André Lazare en est alors arrivé à haïr sa femme au point de décider de la tuer. Le 11 août, sachant que Fanny Lazare serait seule chez elle, il quitta Marmande vers 23 heures avec sa voiture. Arrivé à La Réunion, une vingtaine de minutes plus tard, il s'arma sur place d'un outil, qui n'a pas été retrouvé, entra dans la maison et tira un seul coup porté à la tête.

Placé en garde à vue lundi soir, il a avoué mardi matin.

### Mesure d'expulsion contre un chercheur d'origine roumaine résidant à Grenoble

GRENOBLE de notre correspondant

Enseignant d'origine roumaine, M. Traian Muntean, âgé de trente-huit ans, qui réside en France depuis dix-neuf ans, sera expulsé le 25 octobre prochain. Le préfet de l'Isère lui

a accordé dix jours pour trouver un pays d'accueil, faute de quoi, il sera reconduit vers son pays d'origine. C'est la seconde fois qu'une telle mesure est notifiée à ce chercheur, qui, le 9 février 1983, avait pu y échapper. Deux jours auparavant, il était sorti de prison après avoir purgé une peine de deux ans — prononcée le 11 janvier 1983 par le conseil d'assises de Paris — pour « intelligence avec une puissance étrangère susceptible de porter atteinte à la sécurité nationale ». La mesure d'expulsion était la conséquence de cette condamnation.

La communauté scientifique et universitaire grenobloise, qui s'était mobilisée pour « sauver » le jeune chercheur, obtint que celui-ci demeure sur le territoire national. Assigné à résidence depuis février 1983, M. Muntean a obtenu, en 1985, du tribunal administratif de Grenoble, l'annulation de l'arrêt d'expulsion qui le frappait. Mais cette décision fut réformée en février 1987 par le Conseil d'Etat. Entre-temps, le chercheur en informatique qui anime un laboratoire d'une dizaine de personnes spécialisées dans la conception de superordinateurs avait été congédié, sans explication, de son poste d'enseignant associé à l'université grenobloise.

Ses collègues dénoncent aujourd'hui « l'acharnement de l'administration » à son encontre et ont « comité de soutien » entend s'opposer à son expulsion.

JEAN-FRANÇOIS SIX.

CLAUDE FRANCHILLON.

### Le directeur de l'éducation surveillée de Paris est suspendu

M. Jacques Levacher, directeur départemental de l'éducation surveillée à Paris, est suspendu de ses fonctions depuis le 20 octobre. Dans un délai d'un à quatre mois, il devra comparaître devant une commission paritaire de discipline.

Après avoir relevé de ses fonctions M. Yves Douchin, délégué régional de l'Ile-de-France, le 15 septembre, la directrice de l'éducation surveillée au ministère de la justice, M<sup>me</sup> Michèle Giannotti, qui

reproche à ce service d'être une « pétaudière », continue à mettre de l'ordre dans la maison.

Déjà secouée par deux cent sept suppressions de postes en 1987, à nouveau amputée de soixante-sept postes dans le nouveau budget, l'éducation surveillée vit à l'heure d'une rude reprise en main. M. Levacher n'a toujours pas eu connaissance des griefs précis qu'on lui fait. Officiellement, on lui reproche son « incompétence ». « Il s'agit de choses graves », a déclaré M<sup>me</sup> Giannotti. D'un manque de gestion et d'autorité sur Paris et aussi de dysfonctionnements administratifs. Il était impensable que cela dure.

M. Levacher avait témoigné, le 2 octobre dernier, en faveur d'un éducateur, M. Arnaud Nicoladze, poursuivi devant la commission de discipline pour avoir pris des libertés dans la rédaction de notes de frais dont le montant n'était pas, par ailleurs, contesté. L'éducateur, qui risquait la révocation, n'avait fait l'objet que d'un blâme. A la direction de l'éducation surveillée, on semble considérer que M. Levacher couvrirait ces pratiques. Agé de cinquante-cinq ans, il avait débuté en 1956 dans les services de l'éducation surveillée.

Ag. L.

## EN BREF

● Suicide à la maison d'arrêt de Nice. — Une détenue de la maison d'arrêt de Nice, Pierrette Sapiana, trente-sept ans, s'est donnée la mort, le dimanche 18 octobre, en se pendant dans sa cellule, à l'aide d'un drap. La désespérée, mère de cinq enfants, avait été écrouée après avoir été inculpée pour le meurtre, le 1<sup>er</sup> mai dernier à Nice, de son compagnon.

● Un sympathisant du FLNC condamné à six ans de prison. — Maurice Galarin, trente-sept ans, sympathisant du FLNC, qui avait participé le 30 août, puis le 15 novembre 1986, à deux attentats par explosifs commis à Ajaccio, a été condamné, le lundi 19 octobre, à six ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par la seizième cham-

bre du tribunal de Paris. Galarin avait été inculpé par M. Jean-Claude Villain, juge d'instruction, en application des dispositions de la loi de septembre 1986 sur la répression des entreprises de terrorisme.

● Nominations de magistrats. — Par décrets publiés au Journal officiel des 15 et 20 octobre, est nommé président du tribunal de grande instance de Nice : M. Renaud Chazal de Maurel, premier vice-président au tribunal de grande instance de Rouen. Sont nommés procureurs généraux : à la cour d'appel d'Angers, M. Jacques Moret, procureur de la République au tribunal de grande instance d'Angers ; à la cour d'appel de Besançon, M. Jacques Blanc-Jourvan, avocat général à la cour d'appel de Besançon.

### Devant le groupe RPR M. Chirac maintient sa confiance au garde des sceaux

M. Albin Chalandon avait été convoqué, le mardi 20 octobre, à exposer, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, le projet portant réforme de l'instruction judiciaire. Le garde des sceaux, avant d'aborder cette question, a fait part aux députés de « ses sentiments et de ses certitudes en ce qui concerne l'affaire Chaumet, à laquelle son nom a été mêlé ».

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR, rendant compte de cette réunion, a précisé que M. Chalandon n'avait pas apporté d'éléments nouveaux et qu'il avait pratiquement paraphrasé l'interview qu'il avait accordée au Point (le Monde du 20 octobre). Le ministre n'a pas évoqué la controverse portant sur le communiqué de M. Hubert Lafont, administrateur judiciaire de la joaillerie Chaumet (le Monde du 21 octobre). Sa déclaration n'a donné lieu à aucune question de la part des députés du groupe RPR.

Toutefois, au cours de son exposé, M. Chalandon, ayant indiqué que lorsque l'affaire avait éclaté au début de l'été, il avait proposé au premier ministre de lui remettre sa démission, M. Chirac l'interrompu pour dire : « Cela est exact et cela a duré trente secondes », et il a expliqué qu'il avait maintenu et qu'il maintenait sa confiance au garde des sceaux.



# Société

## MÉDECINE

Après le licenciement du directeur du centre de transfusion de l'Indre

### Les donneurs gardent leur sang

Le docteur Jean Klein exerce ses fonctions de directeur du centre départemental de transfusion sanguine (CTS) de l'Indre. La cour d'appel de Bourges, en effet, le 6 octobre, annule le jugement du tribunal de grande instance de Châteauroux qui avait ordonné la réintégration du docteur Klein, licencié en juillet (le Monde du 24 juillet). Cet arrêt de la cour d'appel a immédiatement provoqué un mouvement de grève des donneurs de sang du département, et l'on assiste actuellement à un début de pénurie.

LIMOGES  
de notre correspondant

La « guerre du sang » s'est rallumée dans l'Indre. Une affaire sans précédent, qui a au moins le mérite de poser clairement un problème important : le rôle que doit jouer un établissement de transfusion sanguine.

En 1983, le docteur Jean Klein prend la direction du CTS de Châteauroux. Rapidement il entre en conflit avec le directeur adjoint du centre, le docteur Jean-François

Cazals, par ailleurs président de l'union départementale des donneurs de sang, propriétaire de l'un des principaux laboratoires privés d'analyses biologiques du département. Considérant qu'il y a là un « mélange des genres » difficilement acceptable, le docteur Klein licencie son adjoint en 1986 pour « perte de confiance ». Hostile au docteur Klein, le conseil d'administration du centre, présidé par le docteur Patrick Serpeau, chirurgien à la clinique Saint-François de Châteauroux, engage, en juillet, une procédure de licenciement contre le directeur du CTS, remplacé provisoirement par le docteur Cazals, jusqu'à ce que le tribunal de Châteauroux ordonne la réintégration du docteur Klein.

Association régie par la loi de 1901 gérée par des notables au centre de transfusion « à la page » ayant recours aux techniques les plus modernes, quel doit être le rôle d'un CTS ? Les donneurs de sang du département — ils sont quinze mille, fédérés en cent deux associations — ont, pour leur part, choisi : déjà, en juillet dernier, ils s'étaient mis en grève une première fois. Cette fois-ci, ils sont à nouveau mobilisés en faveur du docteur Klein : reconnaissance de la grève des dons collectifs, non-réponse aux convocations, en cas d'urgence, du directeur du centre de transfusion sanguine. On

constate actuellement une chute de 30 % de la collecte de sang, qui est notamment à l'origine du déficit du CTS de Tours, et une manifestation des donneurs « dans le calme et la sérénité » est prévue pour le 24 octobre.

Dans l'intervalle, les donneurs de sang ont changé de président départemental. Ils ont préféré au président sortant, le docteur Jean-François Cazals, un donateur de sang âgé de trente-huit ans, M. Jean-Paul Drien, boulanger à Levroux. Lequel a pris aussitôt la tête du mouvement en faveur du docteur Klein et a été réélu à l'unanimité de la dernière session du comité de gestion du centre de transfusion sanguine. « De sorte, dit-il, que les donneurs de sang ne sont même plus représentés dans un organisme qui vit pourtant de leurs dons et de leur bénévolat. »

Aussi le nouveau président des donneurs demande-t-il la dissolution du comité de gestion et un nouveau comité plus efficace comprenant moins de notables. L'union départementale des donneurs de sang a, d'autre part, saisi le procureur de la République : elle a cru, dit-elle, déceler des « anomalies très graves » dans la gestion passée du centre de transfusion sanguine. Enfin, elle a demandé à M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé, une enquête de l'inspection générale des services de santé. Réponses négatives jusqu'à présent. Peut-être l'enquête d'audit confiée au docteur Chasseigne (Tours), responsable de la transfusion sanguine pour la région Centre, permettra-t-elle d'y voir plus clair.

#### Cascade de procédures

En attendant, on confie à successivement une cascade de procédures. L'association nationale pour le développement de la transfusion sanguine a déposé une plainte contre le comité de gestion. De même pour le syndicat CGC du personnel d'encadrement des centres de transfusion, dont le docteur Klein est le vice-président national. Le conseil départemental de l'ordre des médecins a, de son côté, assigné le préfet de l'Indre devant le tribunal

administratif de Limoges. Motif : le conseil a été mal pris de ne pas avoir été informé dès le début d'un conflit médical de cette importance. Or son correspondant au sein du comité de gestion était le docteur Patrick Serpeau, président du comité, qui, à ce titre, a licencié le docteur Klein. Le conseil départemental de l'ordre a décidé de retirer sa dérogation au docteur Serpeau. Mais l'autorité de tutelle, en l'occurrence le préfet, refuse de nommer un autre représentant.

Crise aiguë donc, « qui nous inquiète beaucoup », dit M. Jean-Paul Drien, car il y a des donneurs de sang bénévoles qui commencent à s'énerver, à renouer leur carte. Il est indispensable, ajoute-t-il, de crever l'abcès.

GEORGES CHATAIN

La mission d'audit confiée le 6 octobre au docteur Chasseigne par le préfet de l'Indre doit en particulier comporter une « analyse critique du partage des compétences entre le directeur du CTS de Châteauroux et le président du conseil d'administration du centre ». L'objectif, ce dernier avait le droit de licencier le docteur Klein. Si ce n'est pas personnel, dit le préfet de l'Indre au directeur général de la santé, qu'il s'agisse de publicité et que cela leur était interdit.

Un autre sommet d'hypocrisie est atteint quand nous apprenons par cette circulaire qu'il « a la différence de la publicité, qui vise à faire connaître des produits et à inciter le public à les acheter, le parrainage a essentiellement pour but de promouvoir l'image ou d'accroître la renommée d'une firme, en associant celle-ci à autre chose qu'à la vente de ses produits ». Les firmes dépensent des millions pour promouvoir leur image et non leurs produits. Ce n'est qu'une coïncidence, bien sûr, si, dans le domaine de l'alcool, la firme et le produit ont habituellement le même nom et si promouvoir la firme, c'est promouvoir le produit.

## L'alcool et le parrainage sportif

Une circulaire, précisant les modalités des opérations de parrainage des manifestations sportives, vient de paraître au Journal officiel (le Monde du 20 octobre). Ce texte doit calmer les grands producteurs d'alcool, décidés à suspendre leurs investissements dans le domaine sportif après le vote de la loi du 30 juillet sur la publicité. Le professeur Claude Got, ancien membre du haut comité d'études et d'information sur l'alcoolisme, considère ce texte comme « un sommet d'hypocrisie ».

### POINT DE VUE

#### Un sommet d'hypocrisie

par le professeur  
Claude Got

L'ORGANISATION de la promotion de l'alcool par le parrainage du sport va réintroduire une publicité déguisée pour l'alcool à la télévision.

La loi du 30 juillet 1987 indique que les éléments caractéristiques des boissons alcooliques ne peuvent être utilisés dans des activités de parrainage que si elles respectent les règles de la publicité pour l'alcool, dont l'interdiction sur les stades.

En contradiction avec ces dispositions, la récente circulaire de M<sup>me</sup> Michèle Barzach, MM. Christian Bergelin, Charles Pasqua et Philippe Séguin (le Monde du 20 octobre), nous explique que la présence du nom d'un parrain sur un stade n'est pas de la publicité. Quel dommage que les alcooliers ne l'aient pas apprise plus tôt ; ils croyaient depuis des dizaines d'années, avec les tribunaux, qu'il s'agissait de publicité et que cela leur était interdit !

Un autre sommet d'hypocrisie est atteint quand nous apprenons par cette circulaire qu'il « a la différence de la publicité, qui vise à faire connaître des produits et à inciter le public à les acheter, le parrainage a essentiellement pour but de promouvoir l'image ou d'accroître la renommée d'une firme, en associant celle-ci à autre chose qu'à la vente de ses produits ». Les firmes dépensent des millions pour promouvoir leur image et non leurs produits. Ce n'est qu'une coïncidence, bien sûr, si, dans le domaine de l'alcool, la firme et le produit ont habituellement le même nom et si promouvoir la firme, c'est promouvoir le produit.

Cette circulaire ne constitue qu'une manœuvre pour éviter le décret en Conseil d'Etat, prévu par la

loi et sans lequel il aurait été impossible d'introduire des dispositions aussi manifestement contraires à l'esprit et à la lettre de la loi. C'est également pour cette raison que le gouvernement s'est refusé de soumettre pour avis la circulaire au Conseil d'Etat.

Le temps que la circulaire soit attaquée et la décision du Conseil d'Etat rendue, les élections seront passées. Il sera toujours temps ensuite de faire le décret prévu ou de modifier la loi pour légaliser la promotion de l'alcool par le sport. Entre-temps, nous aurons des discours sur la nécessité de limiter les conséquences de l'alcoolisme. Dans notre civilisation d'apparences, l'important est de dire les choses, pas de les faire.

Une dernière constatation : la passivité des milieux sportifs. Le parrainage du sport par l'alcool représente moins de 1 % des dépenses des Français pour le sport. Ce dernier n'était donc pas en péril. Le sport est à la fois en plein développement et en train de mourir. Les enjeux financiers le détruisent en assurant la promotion du dopage et des truccages. Le sport fait partie du patrimoine culturel d'un pays, ce n'est pas aux ministères qui ont en charge la santé et le sport de le vendre comme un support publicitaire.

Si le but du gouvernement était de protéger le sport, un texte sur l'alcool pouvait alimenter le Fonds national de développement du sport. En permettant d'associer le sport à l'alcool, sous la bannière du parrainage, il montre que son objectif est de satisfaire le lobby alcoolier. En faisant par là même une manœuvre qui contourne la loi et nos institutions, il ne peut qu'accroître la mépris de l'opinion publique pour la malhonnêteté intellectuelle du monde politique.

### La mort du docteur Philip Levine inventeur du facteur rhésus

Le docteur Philip Levine est mort, le dimanche 18 octobre, à New-York, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Le docteur Levine avait non seulement découvert en 1939 un groupe de facteurs sanguins dits rhésus, mais démonté qu'une affection qui frappe chaque année à leur naissance cinq mille à six mille enfants en France, l'ictère grave familial, n'est pas, comme on le croyait jusqu'alors, une maladie héréditaire, mais le signe d'une réaction de rejet de la mère contre son enfant, rejet dû précisément à l'incompati-

bilité entre le groupe de la mère (rhésus négatif) et celui du père — et du fœtus — rhésus positif.

De cette découverte du sous-groupe sanguin rhésus devait découler d'abord un progrès supplémentaire pour la tolérance des transfusions sanguines. Mais aussi, mais surtout, et pour soixante-dix mille femmes chaque année en France, le fin d'un cauchemar. En effet, on les « vaccinait » contre les globules rhésus positifs. Il devient possible d'empêcher la réaction par laquelle la mère réagit son enfant.

## DÉFENSE

### La France achète à l'Espagne des avions-cargos

La France va acheter à l'Espagne cinq avions à décollage court CASA-212 pour les besoins de ses centres d'essais en vol. Cette transaction fait partie d'un échange aux termes duquel les Espagnols commandent, en contrepartie, dix-huit hélicoptères militaires Super-Puma. Mais l'Espagne avait anticipé sur le contrat, en signant pour les hélicoptères, quand la France, de son côté, avait tergiversé pour les avions CASA-212.

L'accord conclu récemment entre Paris et Madrid est, donc, la commercialisation d'un échange commercial.

● Achat d'avions britanniques par la Suisse. — British Aerospace a signé, le mardi 20 octobre, à Bern, un contrat de 150 millions de francs (environ 1,5 milliard de francs) pour la livraison à l'armée de l'air helvétique de vingt avions d'entraînement Hawk. Livrables à partir de 1990, les Hawk britanniques seront assemblés dans une usine suisse. Ils remplaceront de vieux Vampire britanniques. Ce contrat est, en réalité, la confirmation d'une annonce précédente, par les Suisses, que le Hawk avait été choisi, par eux, de préférence à l'Alpha-jet franco-allemand. — (AFP.)

précédent. Il ne concerne pas la possible commande à l'Espagne, par la France, d'un autre modèle d'avion hispano-indonésien, le CASA-Nurtanio-215, qui pourrait être choisi par l'armée de l'air française pour remplacer les Noratlas vieillissants. Contre le CASA-Nurtanio-215, l'Aérospatiale française propose une version militaire de son avion de transport civil, l'ATR-42, qui reste à concevoir.

Avion à décollage court, le CASA-212-Aviator peut transporter jusqu'à vingt-cinq personnes ou lar-

guer des charges de 1 tonne à 2 tonnes, sur des distances de 1 000 kilomètres à 2 000 kilomètres, à une vitesse moyenne de 350 kilomètres à l'heure. La société française Dassault-Breguet est associée à la promotion et à la vente de cet avion pour la France et l'Afrique.

Dans le même temps, la France et l'Espagne tentent de mettre sur pied une coopération à plus long terme dans un domaine essentiel, celui de la sécurité en Méditerranée. On sait déjà que l'Espagne envisage de s'associer à la conception d'un réseau de satellites Hélias d'observation militaire (pour couvrir 9 % du programme) avec la France et avec l'Italie (15 %).

Mais, dans ce secteur, le projet franco-espagnol le plus important demeure celui d'une coopération pour la défense aérienne et la détection aéromaritime. Il s'agit notamment d'examiner dans quelles conditions les stations-radar des deux pays pourraient être coordonnées par les avions-radar AWACS que la France a achetés aux Etats-Unis et qui seront opérationnels à partir de 1991. Au besoin, les Espagnols pourraient acquérir en France des missiles sol-air Roland. Ce projet intéresse également l'Italie.

## Tempête

### Cent mille foyers bretons toujours privés d'électricité

Cinq jours après la tempête qui a ravagé l'ouest de la France, cent mille foyers étaient toujours privés d'électricité en Bretagne et en Basse-Normandie, le mercredi matin 21 octobre. Des dizaines de centres téléphoniques ne pouvaient fonctionner. Pour rétablir les lignes endommagées, deux trains-ateliers ont été envoyés en Bretagne. Néanmoins, seize mille abonnés au moins ne peuvent utiliser leur téléphone. Par ailleurs, la chambre d'agriculture du Finistère a lancé un appel aux exploitants des régions voisines pour qu'ils mettent leurs machines à la disposition des agriculteurs bretons. Il s'agit de rentrer d'urgence les maïs que la tempête a couchés. Enfin deux personnes ont été les victimes indirectes du mauvais temps. Un électricien de trente-trois ans, qui travaillait à la réparation des lignes, a été mortellement électrocuté, et un habitant de Plouvenec-Lochrist (Finistère) a été intoxiqué par les émanations d'un groupe électrogène de secours. Ces décès, portant à quatre le nombre des victimes directes ou indirectes, de la tempête.

## REPÈRES

### Une aubaine pour les ébénistes britanniques

Alors que les Britanniques se remettaient à peine de l'ouragan de la semaine dernière, des pluies diluviennes se sont abattues sur leur pays, le mardi 20 octobre. Il pleuvait dans des milliers de maisons dont les toitures n'avaient pas encore été réparées. Les pompiers ont été assaillis d'appels. Dans le quartier de Knightsbridge à Londres, les voitures roulaient dans 30 centimètres d'eau. La police signalait mercredi matin des glissements de terrain à proximité des voies de chemin de fer. Des centaines d'arbres exotiques, parfois fort rares, ont été déracinés dans les parcs de Kew Gardens, de Chelsea et de Wakehurst Place, au sud de Londres. Si les botanistes sont au désespoir, les ébénistes se bousculent pour acquérir ces bois précieux. La direction de Kew Gardens, par exemple, reçoit de nombreux appels de fabricants de meubles et de menuisiers qui désirent acheter, même à prix d'or, les boisiers noirs d'Amérique, les arbres de Paradis (Chine) et les Ovangkops d'Afrique qui jonchent les allées.

## EN BREF

● Saïale record en Thaïlande. — La police thaïlandaise a saisi, le mardi 20 octobre, à bord d'un chalutier ancré dans le golfe de Thaïlande, à environ 450 kilomètres de Bangkok, 680 kilos d'héroïne. Après un échange de coups de feu, trois des cinq occupants du bateau ont été arrêtés, deux autres se sont enfuis à la nage. C'est l'une des plus grosses saïes d'héroïne jamais effectuées dans le monde.

● BASKET-BALL : coupes d'Europe. — Le CSP Limoges et le Racing Club de France se sont qualifiés, le mardi 20 octobre, pour le troisième tour de la Coupe européenne des vainqueurs de coupes et de la Coupe Korać. Vainqueurs au match aller des Finlandais d'Uusikaupunki, Limoges s'est à nouveau imposé dans sa salle, 108-104. Après avoir obtenu le nul à Varsoie, le RCF a pris le meilleur sur les Italiens, 98-83.

● GYMNASTIQUE : championnats du monde. — L'équipe de France, qui joue sa sélection pour les Jeux olympiques de Séoul, a pris un mauvais départ, le mardi 20 octobre, à Rotterdam, lors des imposés des championnats du monde. Avec un total de 282,6 points, Barbieri, Calron, Chevalier, Def, Carmona et Mattioni sont en quatorzième place avant les Italiens.

6450



GUY THOMAS

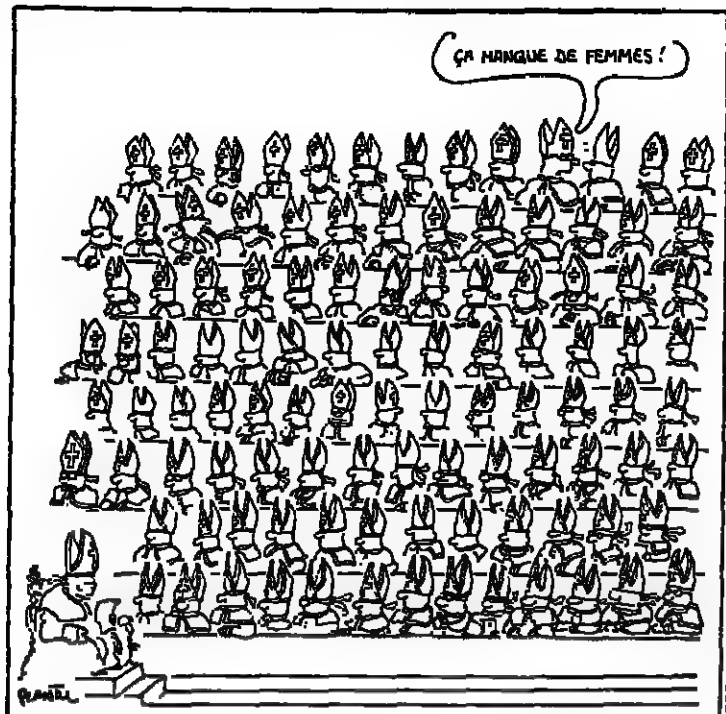
EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

هكذا من الاجل



صكنا من الاجل



À la synode extraordinaire des évêques vingt ans après Vatican-II (25 novembre-8 décembre 1985). Le Monde du 28 novembre 1985.

## Une redistribution silencieuse du pouvoir

EN 1975, aux États-Unis, 600 femmes catholiques (dont 90 % de religieuses) fondent à Detroit la *Women's Ordination Conference*, organisation nationale dont l'objectif est de promouvoir l'admission des femmes au sacerdoce.

Huit ans après, diverses organisations féminines catholiques (dont la WOC) fédérées dans la *Women of the Church Coalition* mobilisent, à Chicago, une assemblée de 10 000 femmes (60 % de laïques et 40 % de religieuses). Elle encourage la constitution d'un réseau de communautés liturgiques, nettement inspirées par le modèle des communautés de base latino-américaines.

Cette évolution des féministes catholiques américaines, de la revendication « démocratique » de l'égalité des baptisés devant le sacerdoce, à la recherche d'une alternative communautaire à la pratique liturgique officielle, correspond, pour partie, à l'affirmation d'un mouvement durablement confronté au renouveau des autorités romaines sur toutes les questions engageant la place des femmes dans l'espace liturgique.

Cela va plus loin que la question du ministère sacerdotal, et l'opposition de Jean-Paul II à ce que des petites filles servent la messe lors de ses voyages a ici valeur d'ambassade : l'exclusion de l'élément féminin, son éloignement physique de la proximité de l'autel, est bien au centre de la logique de séparation qui fait le caractère « sacré » de l'activité liturgique.

Il faut bien voir, d'ailleurs, que l'exclusion liturgique des femmes n'est pas d'abord fonction du sexisme plus ou moins accentué d'un pape en particulier : elle fait partie de la vision théologique proprement romaine d'un ordre de la nature, dont la « différence » féminine est une dimension majeure, et dans laquelle est supposé s'inscrire l'ordre même de la Création, expression du vouloir divin.

### Le monopole clérical menacé

Les femmes américaines les plus impliquées dans l'innovation liturgique de petits groupes ne demandent à partager le pouvoir de l'Eglise qu'à la condition de changer celle-ci d'abord. Elles entendent élargir à la fois une nouvelle sociabilité communautaire et une nouvelle culture religieuse, désolidarisée de cette théologie naturelle et de ses implications doctrinales et disciplinaires multiples, mais qui ferait sa place à l'expérience des femmes dans ce qu'elle a de spécifique.

Quoi qu'il en soit des oscillations stratégiques du mouvement féministe catholique aux États-Unis, celui-ci tire son unité et sa vigueur de la protestation socio-religieuse dont il est porteur : c'est un mouvement de femmes culturellement dotées, théologiquement formées, conscientes que la nouvelle répartition du savoir religieux en train de s'effectuer à travers elles peut et doit être le levier d'une redistribution du pouvoir dans l'Eglise, au lieu même — le culte — où ce pouvoir s'affirme dans toute sa plénitude.

Qu'en est-il en France ? Il est vraisemblable que l'absence de la théologie des universités

d'Etat (à l'exception des départements concordataires), absence qui limite considérablement l'accès des laïcs, et des femmes en particulier, à une culture religieuse savante, ailleurs largement disponible, n'est pas pour rien dans le faible dynamisme du mouvement féministe catholique. Mais cette situation s'inscrit, plus généralement, dans le climat d'atonie religieuse qui caractérise un pays de vieille, mais délaissée, mémoire chrétienne.

Effondrement des pratiques, désamplification des croyances, amenuisement catastrophique du clergé, éclatement d'une culture catholique traditionnelle transmise dans le cadre familial : ces tendances lourdes du champ catholique français opposent leur inertie à l'émergence des contestations aussi bien qu'à l'éclosion des innovations.

Paradoxalement, c'est de l'institution que surgissent les mises en question pratiques les plus décisives du monopole clérical. Un seul exemple : celui de la catéchèse, assurée aujourd'hui par un corps de 220 000 catéchistes, des femmes pour la plupart. Venues avec leur seule bonne volonté, pour aider un clergé trop peu nombreux, elles ont aujourd'hui en main la socialisation des jeunes catholiques en France.

De moins en moins relayées par les familles, elles sont obligées, par l'évolution de la pédagogie catéchétique, à un investissement de plus en plus personnel dans cette tâche : celle-ci ne consiste plus à faire réviser à des enfants dociles la leçon présentée par M. le curé, mais à offrir à des jeunes nourries de télévision le seul témoignage direct de la foi chrétienne auquel il leur sera peut-être donné d'être confrontées, dans leur enfance et leur adolescence...

En charge d'une mission difficile, elles réclament une formation (qui, souvent d'ailleurs, leur est offerte), en même temps qu'une « coresponsabilité » à laquelle elles entendent donner un contenu concret. Progressivement, par avancées presque insensibles, elles sont associées à l'élaboration des orientations pastorales, à la gestion administrative et financière des paroisses, à l'encadrement des candidats aux sacrements (baptêmes, mariages, etc.), à l'animation liturgique.

Positions subalternes certes... Il reste que cette association de fait des femmes à des activités jusque-là maîtrisées entièrement par les clercs est en train de modifier subtilement les équilibres institutionnels et contribue à déstabiliser, dans l'opinion, les images traditionnelles du prêtre.

Le féminisme théologique met en cause les fondements théologiques du privilège sacerdotal mâle. D'effets larges mais dilués, l'avancée de la présence active des femmes dans la régulation de la religion quotidienne en sapes souterraines l'exercice. Sans doute y a-t-il peu à attendre, dans un avenir proche, de chacun de ces mouvements pris séparément, du point de vue de la libération des femmes dans l'Eglise. Mais on peut penser que la jonction des deux pourrait bien être explosive...

DANIELE HERVIEU-LÉGER  
(Groupe de sociologie des religions, CNRS).

## Enquête

### La place des femmes dans Les mal-aimées

(Suite de la première page.)  
Celui de Christine Fontaine, trente-neuf ans, par exemple, dont les grands yeux cernés dévorent un visage révolté. Elle a une maîtrise de théologie et prépare une thèse sur l'Apocalypse ! Elle a fait le tour des évêchés de la région parisienne pour offrir ses services. Un seul l'a reçue, Mgr Delarue à Nanterre, aujourd'hui disparu, qui l'envoie à Sainte-Bathilde, paroisse limitrophe de Châtenay-Malabry, Fontenay-aux-Roses, Sceaux et Le Plessis-Robinson dans les Hauts-de-Seine.

Sa présence réveille des énergies. Une communauté active se tisse autour d'elle. L'évêque lui-même assiste un jour à son homélie. On vient des environs pour suivre son catéchisme. « Avec les enfants, on dansait dans l'église », raconte-t-elle. Après douze ans d'attente parfaite avec le curé, celui-ci est muté en août 1986. Son successeur ne tient pas deux mois, et s'ensuit une année de crise. La communauté chrétienne de Sainte-Bathilde s'effiloche. Christine Fontaine s'éclipse. « Ce n'est pas une guerre pour le pouvoir, dit-elle. Au contraire, j'ai passé un an avec l'évêque à tenter de concilier nos deux visions d'Eglise. C'est précisément parce qu'elles ne revendiquent plus un pouvoir que les femmes aujourd'hui sont devenues plus subversives. »

L'agressivité des militantes féministes dans leur Eglise, tout au moins en France, s'est en effet atténuée. Il y a dix ou quinze ans, elles revendiquaient comme un droit l'ordination à la prêtrise, qui en bonne théologie est d'abord un appel. Elles réclamaient la « masculinisation » du vocabulaire liturgique. Elles se heurtaient aux prêtres, aux évêques. Elles quittaient l'Eglise, sur la pointe des pieds, ou le plus souvent, en claquant la porte. « Elles en ont eu marre de se battre contre des moulins à vent. Aujourd'hui les femmes ne partent plus et même reviennent », dit Monique Hébrard (1). Elles ne baissent pas pour autant la tête. Elles affirment sans complexe leur identité de femmes et vont jusqu'au bout de l'option choisie.

#### « M= le curé »

Le résultat est là. Les femmes exercent aujourd'hui dans l'Eglise catholique un véritable pouvoir de fait. Elles sont encore et de loin les plus nombreuses dans les églises, dans les monastères, dans les ordres religieux, dans les lieux de retraite et de formation, dans les écoles catholiques, les aumôneries de lycée ou de collège.

Sur plus de 220 000 personnes qui enseignent le catéchisme aux enfants, 84 % sont des femmes. Dans les aumôneries de l'enseignement public, elles représentent la moitié des 20 000 animateurs, beaucoup plus si on compte les religieuses. Elles préparent aux sacrements et célèbrent des funérailles. Elles prêchent même des retraites à des prêtres. Elles président au moins les deux tiers des assemblées dominicales sans prêtre qui, en raison de la chute du clergé, se répandent très vite.

L'Eglise catholique en France emploie environ 2 500 « permanents » laïcs, dont une très nette majorité de femmes. Leur mission est officiellement reconnue par l'évêque. Elles sont formées et rémunérées. Certaines vivent au presbytère et on les appelle parfois « M= le curé ». Elles ne disent pas la messe, ne baptisent, ne confessent ni ne marient, mais hormis cela font tout le travail d'un prêtre.

Le diocèse de Lyon comptait, à la fin 1985, 210 laïcs permanents, dont 190 femmes. Le vice-recteur de l'université catholique est une femme, M<sup>me</sup> Claude Blond, une scientifique. Sur 58 laïcs engagés à plein temps et à mi-temps à Lille, 55 sont des femmes. Elles

sont 32 sur 37 à Dijon, 29 sur 30 en Savoie, etc.

Elles commencent à prendre des responsabilités dans les évêchés, y compris dans les services nationaux de l'épiscopat. L'une d'elles, au Centre national de pastorale liturgique, Monique Brulin, économiste doublée d'une théologienne, assure à travers la France la formation permanente des prêtres sur les ministères et les sacrements, comme la pénitence et l'eucharistie, dont elle n'ignore aucune des finesses théologiques, mais que l'Eglise lui interdit de célébrer.

#### Le « noyau dur » du sacré

Car si elles exercent un pouvoir de fait dans les églises, les femmes n'ont en fait aucun pouvoir dans l'Eglise. Leur mandat est toujours temporaire. Elles n'ont, selon le code de droit canon, aucun pouvoir de juridiction, et sont toujours coiffées par un prêtre « modérateur de la charge pastorale » (article 517). Elles sont écartées des instances de décision. Ce sont elles qui font le catéchisme aux enfants, mais aucune n'a été invitée à Lourdes quand les évêques réunis en assemblée plénière ont romanié à la demande du Vatican, en 1984 et 1985, les manuels catéchétiques.

Elles n'ont pas voix au chapitre dans l'élaboration des orientations et des textes normatifs de l'Eglise, y compris dans des matières comme la procréation, la contraception, le divorce, la morale sexuelle, familiale, où elles sont au premier chef intéressées. Elles assurent des tâches de préparation aux sacrements — baptême, mariage, onction des malades — mais ceux-ci ne peuvent être célébrés que par un prêtre qui, au demeurant, supporte de moins en moins de se voir réduit à une fonction rituelle.

Quand elles n'entraient pas au couvent, les femmes autrichiennes étaient dames d'œuvre, aides aux prêtres ou permanentes de sacristie. Avec le temps, elles sont devenues enseignantes ou soignantes dans les hôpitaux. Elles se sont mises à faire de l'action catholique. Puis de la théologie, mais, avant 1970, elles n'avaient pas le droit de passer des examens. De plus en plus, elles ont été associées à la catéchèse et à la liturgie. Mais plus elles s'approchaient du « noyau dur » du sacré, plus elles se heurtaient à la méfiance des clercs. Malgré tous ces déplacements, le statut de la femme dans l'Eglise reste immuable.

Avec des conséquences parfois pénibles. Licenciée en théologie, Christine de Béjary, quarante-six ans, aumônière d'hôpital à Saint-Quentin-en-Yvelines, accompagne des malades et des mourants. « Je prépare le terrain, j'appelle un prêtre pour le dernier moment, mais le mourant interprète cela comme un abandon de ma part », dit-elle. Ajoutant même ce propos d'un malade : « Le prêtre est passé. Il m'a fait sa petite affaire. Ça a duré un quart d'heure. »

Le contraste entre la situation de la femme dans la société civile, à qui en théorie tous les postes de responsabilité sont accessibles, et celle de l'Eglise, est de moins en moins compris et supporté. La vague contestataire n'a jamais été

très forte en France, en Italie, en Espagne, en raison sans doute du cléricalisme qui a fortement imprégné l'histoire de ces pays et de l'offensive plus modeste du protestantisme. Mais elle est restée puissante aux États-Unis, au Canada, en Allemagne fédérale, aux Pays-Bas, en Autriche ou en Suisse, où les militantes, qui ont des statuts apparemment plus avantageux d'« assistantes pastorales », en ont assez, disent-elles dans tous leurs congrès, de jouer les bouche-trous.

« Les femmes tiennent la maison, mais seuls les hommes la dirigent », s'est écrit à Rome un évêque canadien, Mgr Jean-Guy Hamelin, estimant à cet égard que la « crédibilité » de l'Eglise était en jeu. Au Vatican, dans la salle un peu cosquée du synode des évêques — sièges bruns et boîtes vernies — on n'avait jamais entendu une telle autocritique collective. Les prélaus ont mis en cause le manque à gagner résultant de la situation d'injustice faite aux femmes et la contradiction entre le discours sociétal sur l'égalité de l'homme et de la femme, et le comportement quotidien des clercs. Contradiction, également, ont relevé les plus théologiens d'entre eux, entre la propre attitude du Christ à l'égard des femmes et celle des pasteurs aujourd'hui.

Ultimatoires il y a encore dix ans, venant surtout d'Amérique du Nord, les évêques féministes seraient en mesure aujourd'hui de constituer un véritable groupe de pression. On ne peut même plus prétendre à leur sujet un décalage culturel : non seulement les Européens les ont rejointes — et on a entendu à Rome les cardinaux Hume (Westminster), Decourtray (Lyon), Danneels (Bruxelles) — mais les évêques du tiers-monde eux-mêmes se joignent désormais à la revendication des Eglises riches où, mieux formées et organisées, les femmes ont plus de moyens de se faire entendre.

#### Retour des femmes-diacres ?

Faut-il chercher la solution dans un réaménagement des ministères ? Les uns le souhaitent. D'autres le redoutent. Il existe en gros dans l'Eglise catholique trois types de ministères : les ministères « reconnus », sous la forme déjà évoquée d'une délégation accordée par l'évêque à un laïc, homme et femme, pour un service donné ; les ministères « institués », restaurés par Paul VI en 1972, relativement mineurs, ceux du lecteur et de l'acolyte, auxiliaires du prêtre célébrant, qui ne sont pas accessibles aux femmes, sans doute jugées indignes d'approcher l'autel ; les trois ministères « ordonnés » — diaconat, presbytérat, épiscopat — interdits aux femmes, et à part le diaconat permanent, aux hommes mariés.

On attend du synode en cours à Rome qu'il encourage — ce serait le moins — la « reconnaissance » des ministères masculins et féminins. L'ouverture aux femmes des ministères institués a été explicitement réclamée par plusieurs évêques, comme le cardinal britannique Hume. S'agissant des ministères « ordonnés », la ques-

7H45

ALAIN DUHAMEL

**EUROPE 1**

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



## Enquête

### les communautés chrétiennes de l'Eglise

tion du rétablissement du diaconat féminin, après dix siècles d'abandon, revient à l'ordre du jour.

Pour certains, l'exclusion des femmes du diaconat n'a plus de raison d'être, ni logique, ni théologique. En autorisant des hommes mariés à devenir diacres permanents — il y en a 10 000 dans le monde — le concile Vatican II a rompu le lien entre le diaconat et le presbytérat, réservé aux seuls hommes célibataires. Si le diaconat n'est plus une marche vers le sacerdoce, pourquoi l'interdire aux femmes ?

Pour Marie-Joséph Aubert, la reconnaissance d'un statut juridique et sacramental, comme l'est le diaconat, peut être pour les femmes une planche de salut (2). Cette psychologue auprès du tribunal de Nancy, docteur en théologie, sait de quoi elle parle. Pendant dix-huit mois, elle a été « curé » de paroisse en Ombrie (Italie). Un jour, l'évêque lui a demandé de partir : « J'étais en Italie la première et la seule femme, non mariée et non religieuse, à habiter un presbytère.

statut intermédiaire et frustrées par l'interdiction d'un sacerdoce auquel aspirent généralement les hommes diacres célibataires.

N'est-il donc pas préférable, estiment les défenseurs du statu quo, qu'elles demeurent dans une situation de laïques, mais avec des responsabilités plus étendues, reconnues et jouissant d'une considération supérieure ? Mais n'est-ce pas alors leur tendre un nouveau piège ?

Personne n'ignore l'hostilité du pape à l'égard des femmes au ministère ordonné, quel qu'il soit.

« Je n'ai jamais rencontré de femme en Pologne souhaitant devenir prêtre », dit un intellec-

tuai polonais, grand ami de Jean-Paul II, observateur en synode. Les évêques pourraient-ils se séparer sans avoir exprimé leur avis sur cette question ? Il en va du visage de l'Eglise catholique pour cette fin de siècle.

HENRI TINCQ.

(1) Monique Hébrard est l'auteur de *Les Femmes dans l'Eglise*, Le Cerf, 1984, 415 p., 128 F.

(2) *Des femmes diacres* est un ouvrage écrit pour l'Eglise, de Marie-Joséph Aubert, Beauchêne, avril 1987, 216 p., 120 F.

(3) Il faut distinguer les femmes diacres des diacesses, qui sont des ordres religieux protestants, comme en France les diacesses de Reilly.

### Pasteurs au féminin

LES Eglises protestantes sont, en général, égarées par les assauts des féministes. Elles sont, en effet, créatrices d'une image positive. Les pays protestants (Amérique et Europe du Nord) pratiquent

(instance exécutive) du CKE. A ce titre, elle a accueilli le pape Paul VI dans les locaux du CKE à Genève. Il n'est pas rare, en Europe et en Amérique du Nord, de voir des conseils de paroisse présidés par des femmes laïques

Christ et à être « ministres » (du latin *ministerium* = service), c'est-à-dire serviteurs et servantes. Il résulte de cette conviction une manière d'envisager la nature de l'Eglise et son organisation. Ce sont tous les fidèles qui forment le peuple de Dieu : femmes et hommes assumant les différents ministères nécessaires à la vie et au témoignage de l'Eglise dans le monde, le ministère pastoral n'étant qu'un des services rendus, à côté du ministère de docteur, de catéchiste, de bibliste, d'informateur, d'aumônier de prisons ou d'hôpitaux, etc.

#### Un choix éthique

Cette participation des femmes s'explique enfin par un choix éthique. Il concerne la sexualité. Les protestants la jugent positive en elle-même, en dehors de sa visée procréatrice. Ainsi est valorisée la femme qui n'est plus définie seulement comme mère, mais comme partenaire. C'est pourquoi beaucoup de protestants se sont engagés en faveur du contrôle des naissances, autre manière de parler de la libération des femmes, par maîtrise de leur corps. Il faut ajouter à toutes ces raisons le fait que les Eglises protestantes n'ont jamais été dominées par un clergé d'hommes célibataires.

Faut-il conclure que tout va pour le mieux dans les meilleures des Eglises ? En dépit d'une doctrine qui proclame l'égalité en droit hommes et femmes, la réalité n'est pas partout idyllique. Des Eglises réformées ou luthériennes, dans les pays du tiers-monde notamment, ont de la peine à accueillir les femmes dans les instances de décisions *a fortiori* au presbytère. En Europe, en Amérique, on assiste à un retour des forces conservatrices et, comme toujours, ce sont les femmes qui les premières en font les frais.

Mais, parce qu'elles ont la théologie pour elles, les femmes protestantes gardent la possibilité de se faire entendre et reconnaître. Non pour arracher un morceau de pouvoir, mais pour permettre aux Eglises de mieux assumer leur vocation : manifester qu'en Jésus-Christ « il n'y a plus ni hommes ni femmes ». Ainsi toute exclusion d'une fonction, dans l'Eglise comme dans la société, fondée sur le sexe constitue-t-elle un accroc à l'Evangile.

CLAUDETTE MARQUET.  
(Pasteur.)



Une femme-prêtre officiant à Sainte Claire dans une église luthérienne de Norvège.

explique-t-elle. Dans la conception patriarcale de l'Eglise, les femmes célibataires, non consacrées, sont toujours suspectes.

Qui plus est, les diacres sont, dans la tradition chrétienne, les ministres de la « diaconie », c'est-à-dire du service des plus pauvres (marginaux, malades, migrants, handicapés) où les femmes ont toujours excellé. Peu de femmes catholiques manifestent aujourd'hui, il est vrai, le souhait de devenir diacres, mais la seule levée de l'interdiction signifierait la fin d'une discrimination (3).

Mais attention de ne pas en faire une « sucette », avertit Monique Hébrard. Un contre-courant s'organise en effet qui pense que, sans révision de la théologie et de l'anthropologie de la femme dans l'Eglise, rompre avec la mentalité patriarcale, le retour des femmes diacres serait prématuré. A l'heure où l'on veut décentraliser l'Eglise, on créerait une catégorie de femmes clercs, encore plus insatisfaites par un

moins que d'autres la discrimination sexuelle.

Depuis le siècle dernier pour les presbytériens (réformés) des Etats-Unis, depuis les années 20 pour les luthériens d'Allemagne et les réformés de Suisse, et depuis plusieurs décennies pour les luthériens de Suède et les réformés de France, les femmes peuvent devenir pasteurs.

Aujourd'hui, près de cent cinquante Eglises protestantes et anglicanes, sur les trois cents que compte le Conseil oecuménique des Eglises, à Genève, reconnaissent le ministère pastoral des femmes.

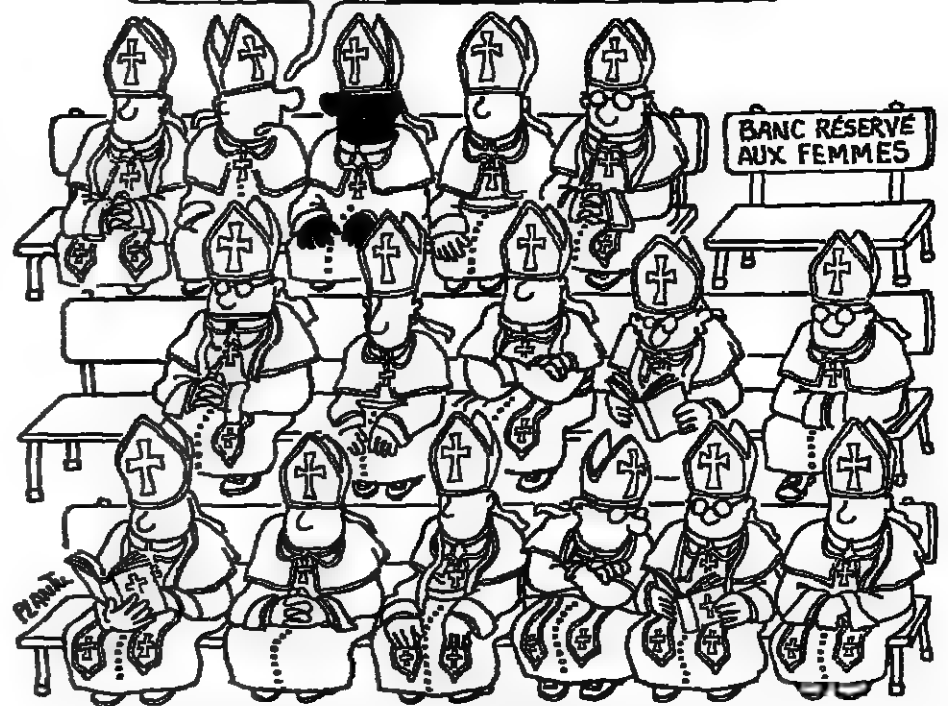
Mais la présence de pasteurs féminins n'épuise pas la réalité de la participation des femmes à la vie institutionnelle de la plupart des Eglises issues de la Réforme. D'abord par une conviction théologique qui porte le nom de « sacerdoce universel de tous les baptisés ». Cela signifie qu'homme et femme sont ensemble porteurs de la parole de Dieu, également appelés à témoigner de

et des conseils régionaux et nationaux investis par des femmes, pasteurs et laïcs.

Comme dans la plupart des autres Eglises, elles assurent en grande partie la catéchèse des enfants et des adolescents et participent fidèlement au ministère diaconal : accueil, visites et secours des pauvres. Dans les facultés de théologie, elles peuvent désormais être aussi bien étudiantes qu'enseignantes, contribuant ainsi à la formation des futurs ministres.

Comment s'explique cette participation ancienne et apparemment sans problème des femmes à la vie institutionnelle de la plupart des Eglises issues de la Réforme ? D'abord par une conviction théologique qui porte le nom de « sacerdoce universel de tous les baptisés ». Cela signifie qu'homme et femme sont ensemble porteurs de la parole de Dieu, également appelés à témoigner de

ALORS, L'AFRIQUE DU SUD ? TOUJOURS PAREIL ?



Un synode des évêques sur les bords (1-30 octobre 1987), paru dans le Monde des 4-5 octobre.

### Les « messes sauvages » de Londres

LONDRES. Saint-Benoît est le nom de l'aumônerie du collège Queen Mary dans l'East End. L'entrée ayant été interdite par Mgr Graham Leonard, évêque anglican de Londres, c'est sous le porche, devant quatre-vingts fidèles, que, le jour de Pâques dernier, une « messe sauvage » a été célébrée par une Américaine, Suzanne Faguel, ordonnée prêtre à Chicago en 1978. D'autres ont suivi, présidés par des femmes prêtres, étrangères ou d'origine britannique, de passage à Londres, toujours à l'initiative de la communauté Sainte-Hilda, le groupe le plus radical du Mouvement pour l'ordination des femmes (MOW).

L'Eglise d'Angleterre est malade de ses femmes et un schisme larvé la déchire. En mai dernier, une Britannique, Susan Cole-King, cinquante-trois ans, a été ordonnée prêtre à New-York. Un évêque de Londres, auxiliaire de Mgr Leonard, adversaire numéro un de l'ordination des femmes, avait tenu à assister à la cérémonie. « Les messes sauvages rappellent le XVI<sup>e</sup> siècle, dit Clifford Longley, chroniqueur religieux du Times. L'enjeu n'est plus celui des femmes prêtres, mais bien de la division et de la survie de l'Eglise anglicane. »

Il y a deux légendes auxquelles l'Angleterre des années 80 a décidé de rendre le cou : l'Eglise dite « établie » n'est plus « le parti conservateur en prières ». Elle même volontiers bataille contre Mme Thatcher, dont « la théologie, dit un responsable anglican, se résume à Adam Smith » (1). La deuxième légende est celle du « Dieu gentleman ». En 1975, le synode général de l'Eglise d'Angleterre a estimé qu'il n'y avait pas d'obstacle théologique à l'ordination des femmes. Depuis février dernier, 800 femmes diacres outre-Manche portent déjà le col ecclésiastique et se font appeler « Révérend ».

Les Eglises de la Communion anglicane sont autonomes. Six premières femmes prêtres ont été ordonnées en novembre 1978 dans l'Eglise du Canada. Le mouvement a suivi dans l'Eglise épiscopale (anglicane) des Etats-Unis, à Hong Kong, en Nouvelle-Zélande, au Kenya, au Brésil. Les femmes prêtres sont déjà un millier dans ces pays, qui comptent dix millions de fidèles, sur un total de 80 millions d'anglicans dans le monde.

La situation mûrit en Angleterre même, notamment depuis le synode de novembre 1984 qui a décidé d'engager une procé-

dure législative en faveur de l'accès des femmes au sacerdoce. Le projet est à l'examen dans les synodes diocésains, avant de revenir au synode général, puis de passer devant les Chambres du Parlement. A chaque fois, une majorité des deux tiers est requise. Le collège des évêques est le plus favorable au projet, celui des prêtres le plus réticent, celui des laïcs le plus divisé.

Mais plus on approche du but, fixé à 1991, plus les résistances s'élevaient. Certains adversaires des femmes prêtres menacent de voter une « Eglise d'Angleterre en exil ». Mgr Graham Leonard évoque un ralliement au catholicisme. « Chantage », s'entend-il répondre. L'Eglise catholique n'acceptera jamais un évêque marié depuis quarante-trois ans ! Prêtres et évêques anglicans ont en effet le droit de se marier et l'Eglise catholique vient d'accueillir deux prêtres mariés, récemment convertis à Rome.

#### « Du bluff »

Les adversaires du projet d'ordination des femmes invoquent des raisons théologiques et oecuméniques. Ils s'inspirent de la Genèse et de saint Paul pour rappeler que l'homme est naturellement détenteur de l'autorité. Ordonner des femmes, ajoutent-ils, serait un cas de rupture avec l'Eglise catholique, celle dont les anglicans sont le plus proches et avec laquelle les discussions sont le plus avancées.

« L'humanité de Jésus dépasse sa masculinité », répondent les femmes britanniques qui aspirent au sacerdoce. Elles réclament un changement radical du vocabulaire liturgique et du modèle de la femme dans l'Eglise. Elles estiment que les menaces de Rome sont « du bluff ». Archevêque de Canterbury et primat de l'Eglise d'Angleterre, Mgr Robert Runcie s'efforce de sauver son Eglise du schisme.

La conférence de Lambeth qui, tous les dix ans, réunit à Londres les évêques de toutes les Eglises anglicanes risque l'an prochain d'être apaisée. Le primat du Canada a déjà prévenu qu'il ne célébrerait pas de service « tant que l'ensemble de ses prêtres ne seront pas autorisés à célébrer en Angleterre » !

H. T.

(1) Adam Smith (1723-1790), l'un des théoriciens du libéralisme économique.

# 7H50

PHILIPPE AUBERT  
"LE KIOSQUE"

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

هكذا من الاصل



## Le Monde EDUCATION

### Samba en Limousin

Samba de la nuit est le héros d'un conte africain. Grâce à un écrivain congolais, des écoliers du Limousin ont lu et joué son histoire.

« MÈRE, accouche de moi ! » Et comment accoucher de toi ? Tu n'es pas encore à terme ! » Au bout de sept jours et de sept nuits de ce dialogue avec Koumba sa mère, l'enfant à naître décide d'agir seul. Il vint au monde, coupa le cordon ombilical, fit sa toilette et accueillit les matrones accourues aux cris de la pauvre mère avec ces mots : « Je suis ». Ainsi naquit Samba de la nuit, un drôle de petit garçon qui se mit à grandir à vue d'œil. Samba de la nuit, c'est aussi le titre d'un conte africain que se racontent les enfants de Bessines, Eymoutiers et Saint-Junien, trois communes de Haute-Vienne participant au Festival international des francophones qui vient de se tenir à Limoges et dans le Limousin.

Dès la création, en 1984, de ce Festival axé sur le dialogue des cultures, des municipalités de la région se sont associées à l'entreprise, avec l'espoir que leurs habitants se sentiraient immédiatement en communication avec les spectacles présentés, puisqu'ils « parlaient français ». Mais, très vite, il a fallu se rendre compte que malgré la langue commune, la réception n'était pas aussi implicite, car chaque œuvre — surtout celles venues d'Afrique et des Antilles — fait référence à une réalité, un imaginaire, un mode de récit et une esthétique propres.

Pour faciliter la découverte de ces autres expressions, le Festival a entrepris cette année dans ces trois communes une action pédagogique qui a commencé en mai et se poursuivra après le Festival (1). Cette

action, confiée à un écrivain et homme de théâtre congolais, Maxime N'Debeka (2), se propose de préparer les enfants des écoles à mieux recevoir les spectacles invités et, au-delà, de les initier à la culture africaine par le conte.

Maxime N'Debeka lit et surtout fait lire et jouer des contes à des élèves de CM 1, CM 2 et de sixième pendant les heures de français. Dès qu'il arrive dans une classe, les enfants repoussent tables et bancs et dégagent un espace en rond, le cercle où va évoluer le conteur.

#### Comme le Petit Poucet

« J'ai observé, dit l'animateur, que quand un élève lit, il ne s'adresse à personne. La lecture est un exercice. Comme sur une langue morte. Avec Samba de la nuit (3) et la Vache de Dieu (4), j'essaie de faire découvrir aux enfants l'art du conte et le savoir du mot, mais plus encore, je veux les faire travailler sur l'expression, sur ce que le conteur apporte au conte. Raconter, c'est réinventer le conte avec sa voix, avec ses yeux, avec ses gestes, avec son corps. Pour que celui qui lit aille plus loin, je demande à l'auditoire d'exprimer son plaisir ou son ennui. La lecture ne doit pas se faire dans le vide. Il faut un rapport d'acteur à public. »

A Saint-Junien, les écoliers entrent dans le jeu avec enthousiasme. Presque tous arrivent à « bien lire », à lire vivant en tout cas. Ils comprennent et appliquent rapidement les indications de l'ani-

mateur. Mais pour certains, surtout parmi les grands, les choses semblent moins faciles quand il s'agit de bouger, de s'exprimer avec son corps et plus seulement avec sa voix.

Avec ses élèves du collège Paul Langevin, M<sup>me</sup> Boulan, qui souhaitait travailler autrement en français, a comparé les contes africains aux contes de Limousin et à ceux de Grimm. Les enfants ont relevé des points communs. Samba de la nuit, qui sauve de bien des embûches ses sept frères aînés partis chercher femme, n'est pas si loin du Petit Poucet. Ainsi apparaît une certaine « ressemblance » des cultures. Différentes versions de mythes, d'images et de rêves communs à tous les hommes ont pris forme en fonction des civilisations, de l'environnement, du climat.

M<sup>me</sup> Boulan observe que certaines réalités s'expriment beaucoup plus concrètement dans le conte africain. « On y vit en harmonie avec son corps, remarque-t-elle. La sensualité y a sa place, alors qu'ici c'est plutôt masqué, comme si le corps n'était pas ce qu'il y a de plus naturel. Cela pourrait être pour nous l'occasion de revenir à une préhension du monde plus naturelle et plus harmonieuse. »

A l'école Jobot-Curie, dans la classe de M. Bobet qui, lui aussi, estime qu'un enseignant doit donner à ses élèves des ouvertures sur l'extérieur, un épisode du conte la Vache de Dieu a suscité de vives réactions. Dieu éprouve une grande amitié pour Kacou, l'araignée qui aime faire des farces. Les portes du paradis lui sont donc ouvertes et elle peut importer Dieu à tout moment. Elle ne s'en prive guère et va même jusqu'à jouer un mauvais tour à Dieu. Ce type de relation avec Dieu, cette proximité ont surpris les enfants plus habitués à l'idée qu'il faut s'élever pour s'approcher du créateur.

M<sup>me</sup> Boulan et sa classe sont allées voir la Torue qui chante,

l'un des spectacles africains du Festival. Cette pièce du Togolais Senouvo Agbota Zinsou (5) s'inspire d'un conte de la tradition orale. Après trois jours et trois nuits d'attente dans la forêt, un chasseur très vaniteux rentre au village avec pour seule prise une tortue. Mais c'est une tortue qui chante. Elle a son franc-parler et n'épargne pas ceux qui veulent l'utiliser. A partir de cette trame, l'auteur a écrit une fable très contemporaine sur l'avidité, le goût du pouvoir et des honneurs, le mensonge et la vérité.

Tout en jugeant que c'était « très différent de ce qu'on voit à la télé », les enfants se sont sentis parfaitement à l'aise dans cette allégorie. Ils ont aimé l'histoire, les personnages et l'utilisation des chants. Ce la danse et des marionnettes. Le lendemain, ils se sont souvenus du chant de la tortue et chacun a rédigé sa propre version du spectacle.

Maxime N'Debeka affirme que « le conte est un genre qui permet d'ouvrir rapidement la fenêtre sur une culture ». Ses partenaires — enseignants et élèves — ont effectivement le sentiment que leur horizon s'est élargi et que la découverte s'est faite dans le plaisir. Bref, ils en redemandent.

Thérèse-Marie DEFFONTAINES.

(1) Le concours financier est assuré pour moitié par les villes d'accueil et pour moitié par le conseil général de la Haute-Vienne.

(2) Trois pièces de M. N'Debeka ont été publiées : *Le Président* (éd. l'Harmattan), *Les Lendemain qui chantent* et *Equatorium* (Présence africaine).

(3) In : *Les Contes d'Amadou Koumba*, de Birago Diop, éd. Présence africaine.

(4) In : *Le Pagne noir*, de Bernard Dadié, éd. Présence africaine.

(5) *Histoires/Monde Noir*, Foche a écrit la Torue qui chante, avec deux autres pièces de Senouvo A. Zinsou.



« La Tortue qui chante » par la Troupe nationale du Togo.

### Cent vingt instits manquent à l'appel

CENT VINGT à cent trente postes offerts aux concours de recrutement d'instituteurs risquent de ne pas trouver preneur, selon le Syndicat national des instituteurs (SNI), sur les 5535 postes offerts cette année. Ce déficit, limité à quatre départements de la couronne parisienne, est moindre qu'en 1986, où 750 postes n'avaient pu être attribués, faute de candidats de qualité.

Cette amélioration est à rapprocher de la publicité faite par le ministère sur le recrutement d'instituteurs. Le SNI note une « meilleure organisation des concours » cette année, mais rappelle le peu d'attrait, pour les jeunes diplômés, d'une profession où l'on débute à 5 800 F par mois. L'amélioration relative des résultats des concours s'explique aussi par le report de trente à quarante ans de la limite d'âge pour s'y présenter, et par les nouvelles facilités accordées aux femmes ayant élevé des enfants, notamment la dispense de tout diplôme pour les mères de famille de trois enfants.

L'article publié à ce sujet dans le Monde du 1<sup>er</sup> octobre a suscité des

réactions de lecteurs. Pour M<sup>me</sup> Carpentier, directrice honoraire de l'école normale des Batignolles, « le recrutement des mères de famille (...) pour compenser l'insuffisance des candidatures au métier d'instituteur rappelle l'engagement des officiers en 1946 pour enseigner les mathématiques (...). Rien de plus dangereux que la fausse certitude « je connais les enfants », poursuit M<sup>me</sup> Carpentier (...). Les vôtres, peut-être, mais ceux-là ? Il s'agit d'un métier et d'un apprentissage qui veut qu'on soit humble devant la tâche. »

« Je souhaite que ces mères de famille deviennent de bonnes pédagogues », écrit pour sa part M. Raymond Margaron, instituteur en retraite de Séméac (Hautes-Pyrénées). J'ai peur toutefois que leur vision de l'enfance ne soit faussée par la seule réalité d'aujourd'hui, qu'elles connaissent bien, celle de l'école maternelle, l'âge d'or de l'enfance sur laquelle elles fantasment (...). Se doutent-elles qu'il faut dix ans pour faire une bonne « maîtresse d'école » polyvalente ? (...) »

### M. Monory et sa lunette futuroscopique...

Un séminaire franco-allemand a réfléchi pendant deux jours à l'école du vingt et unième siècle au Futuroscope de Poitiers. Une image encore un peu brouillée...

« POUR bien parler du futur, il faut être dans le cadre du futur. » Appliquant ce principe à la lettre, M. Monory a réuni le premier séminaire franco-allemand sur « Le futur en éducation » dans le décor futuriste de l'Institut international de l'innovation et de la prospective, dernier des bâtiments de son Futuroscope de Poitiers. Pendant deux jours, l'état-major de son ministère, sous la houlette de M. Jean-Pierre Boisvion, directeur de l'évaluation et de la prospective, a rencontré une délégation d'une vingtaine de responsables occidentaux de l'éducation, manifestement éberlés de se trouver ainsi transplantés dans une bulle d'architecture avant-gardiste, en plein cœur de la France profonde.

Ces deux jours de discussion, appuyés par un solide accompagnement gastronomique, ont-ils réussi à projeter des interlocuteurs un peu méfiants dans le vingt et unième siècle éducatif ? Ce serait, hélas, aller un peu vite en besogne. Du moins cette rencontre informelle, décidée lors du précédent sommet franco-allemand de Francfort en octobre 1986, a-t-elle permis de mesurer le chemin à parcourir pour construire l'Europe de l'éducation. Par exemple, il était curieux de constater que la France se demandait comment accueillir davantage d'élèves et embaucher plus de professeurs alors que l'Allemagne est obsédée par l'effondrement de ses effectifs et la mise au chômage de ses enseignants. Et piquant d'entendre les

Allemands, dont le système « dual » de formation en entreprise apparaît à beaucoup comme un modèle, se faire les chantres de la culture traditionnelle et des valeurs morales et religieuses, tandis que les Français entonnaient des hymnes lyriques aux technologies nouvelles, à la modernité et au rapprochement avec l'économie.

Faut-il à l'avenir s'appuyer sur la formation générale classique ou chercher à inventer un nouvel « humanisme technique » ? Mettre l'accent sur l'individu ou sur l'environnement ? Faire le pari de l'évolution ou adopter une démarche plus progressive et circospecte ? Ces interrogations, qui reflétaient des attitudes assez divergentes face au « progrès », ont été au cœur des réflexions.

Les uns et les autres sont toutefois convenus qu'il fallait utiliser les nouveaux outils (audiovisuel, informatique...) pour faire évoluer les méthodes et les contenus de l'enseignement. Aménager pour les élèves des « espaces de liberté » leur permettant de faire l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilité. Donner aux jeunes l'habitude de travailler dans une dimension internationale

et interculturelle. Trouver de nouveaux modes d'administration, pour gérer la complexité et la flexibilité.

Un groupe de travail mixte sera chargé de méditer sur ces questions, pour préparer le deuxième séminaire, qui aura lieu en Allemagne. Bousculant le scepticisme de certains, M. Monory a tenu à lui fixer des objectifs ambitieux. « Nous devons réfléchir sur les conséquences sociologiques de l'accélération de nos sociétés. Comment l'homme maîtrisera-t-il les nouvelles techniques ? Que fera-t-il du temps qu'elles lui font gagner ? Comment transformeront-elles la transmission du savoir ? Comment les Européens sauront-ils utiliser leur principal atout — leur culture — pour gagner le défi de l'avenir et pour redevenir les meilleurs ? »

Contemplant, du haut de son Futuroscope, le soleil couchant qui perçait les nubes du ciel poitevin, M. Monory pouvait rêver tout haut aux suites grandioses de ce premier séminaire. Heureux de laisser à ses successeurs le message du futur...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

7H55

## RENE TENDRON

# EUROPE 1

## DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

## L

### Départ du « pro »

### INSTITUT DES RELATIONS INT

ILEN

2 rue des Saints-Pères

Tél. : 42-84

### CARRIÈRES INTE



# Le Monde CAMPUS

## Les écoles de gestion s'entrouvrent aux littéraires

EN annonçant officiellement la réforme de leur concours d'admission, les seize ESCAE de province (Ecole supérieure de commerce et d'administration des entreprises) ont donné le sentiment d'avoir échappé au pas. Il est vrai que leur « réseau », appuyé depuis des années sur un concours commun, a bien failli ne pas passer l'été (le Monde du 17 septembre).

A l'origine de ce traumatisme, la décision, en juin dernier, des deux écoles consulaires de Reims et de Rouen de quitter ce réseau et de constituer avec l'EDHEC de Lille (privée) et l'Institut commercial de Nancy (universitaire) un groupe autonome, doté d'une base de concours d'admission commune. Leur objectif est d'apparaître comme des écoles de niveau intermédiaire entre les « quatre grandes » (HEC, ESSEC, Sup de Co de Paris et de Lyon) et les autres ESCAE. Dans le monde très concurrentiel des écoles de commerce, une telle volonté d'émancipation a immédiatement déclenché des convoitises. Au point que l'on était, au début de l'été, au bord de l'écroulement.

Les seize écoles demeurant dans le « réseau » ont pourtant réussi à ressouder leurs rangs, au prix d'un

assouplissement et d'une diversification sensible de leurs règles d'admission. C'est l'objet de la réforme de leur concours, qui entre en vigueur dès maintenant et sera donc applicable aux candidats au printemps prochain.

A côté des options E (économique) et T (technologique) qui restent inchangées, l'innovation consiste à créer, pour l'option générale, deux filières distinctes : le concours G, avec des épreuves de mathématiques de haut niveau, sera ouvert aux élèves ayant suivi en classe préparatoire le programme de maths d'HEC ; le concours G' reposera sur le programme de maths, moins difficile, des ESCAE, mais il renforcera le niveau des épreuves de langues et de synthèse de texte, favorisant ainsi des élèves de formation plus littéraire.

Autre innovation : chaque école fixera dans les semaines qui viennent, et pourra moduler chaque année, le nombre de places qu'elle offrira dans chacune des options. Comme le dit M. Henri Verdier, directeur de l'école de Clermont-Ferrand et président de la commission des directeurs d'ESCAE, « la réforme du concours poursuit deux objectifs essentiels : permet-

La réforme du concours des écoles de gestion donne plus de place aux lettres et aux langues. Mais déjà les maths contre-attaquent.

tre à chaque école de doser son recrutement et d'exprimer ses spécificités. Il serait donc schématiser et discutable de vouloir hiérarchiser les écoles selon les places qu'elles mettraient au concours de telle ou telle filière. Bien que toutes les écoles forment des généralistes, une école à orientation internationale peut vouloir privilégier un recrutement à fort niveau linguistique ; une école à orientation logistique ou technologique, un contingent plus élevé à fort niveau mathématique. Une troisième peut vouloir équilibrer son recrutement ».

Face au séparatisme de Reims et de Rouen, la contre-attaque des Sup de Co a donc été rapidement lancée, et les seize ESCAE viennent d'établir une « charte » qui affirme clairement leur solidarité au sein de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. Il est cependant manifeste que la guerre de positionnement est loin d'être termi-

née. Tout d'abord vis-à-vis du groupe des quatre (EDHEC, ICN, Reims et Rouen). Leur concours commun, estime M. Verdier, « ne peut être considéré a priori comme un concours intermédiaire entre celui des « quatre grandes » et celui des Sup de Co. En effet les programmes et les difficultés du nouveau concours des ESCAE seront comparables aux leurs. On ne peut donc préjuger d'une hiérarchie entre les concours. Il faudra quelques années d'expérience pour que les jugements du marché aient les élèves de classes préparatoires et ceux du marché aval (les entreprises) déterminent d'éventuelles hiérarchies ».

Mais les manœuvres ne sont pas

non plus terminées au sein même du réseau des ESCAE. La réforme du concours est à peine mise en place et déjà, cinq des seize Sup de Co (Nantes, Toulouse, Bordeaux, Nice et Grenoble) annoncent leur volonté de se regrouper et d'affirmer leur différence à l'intérieur du réseau. Pour l'essentiel, il s'agit de mettre en commun les moyens de recherche et de formation et d'intensifier la circulation des enseignants. Mais il est révélateur que l'un des critères d'appartenance à ce nouveau club soit le nombre de places (50 % minimum) offertes au concours G : autrement dit, que le critère des mathématiques résiste à la volonté d'ouverture vers d'autres profils affichée par la réforme du concours.

Aussi symptomatique est l'abandon (pour cette année) du projet de réforme des classes préparatoires au haut enseignement commercial. Le « chapitre » des écoles de gestion (1) souhaitait en effet obtenir l'égalité sur deux

années au lieu d'une de ces préparations. Or si cette revendication a fait l'objet, officiellement, d'un accord de toutes les Sup de Co, certaines d'entre elles ont discrètement exprimé leurs réserves auprès du ministère de l'Éducation, et ce dernier a préféré pour l'instant renoncer à cette réforme. Sur ce terrain également, l'émulation entre écoles est au moins aussi forte que l'unanimité affichée.

GERARD COURTOIS.

(1) Le « chapitre » regroupe HEC, l'ESSEC, l'EDHEC, l'ICN et les écoles de commerce de Paris, Lyon, Nantes, Toulouse, Bordeaux, Nice, Reims, Rouen, ainsi que celles de Clermont-Ferrand et Dijon.

(Publié)  
Dixième Journées Internationales  
Communication, Éducation et Culture Scientifique et Industrielle : Recherches et Innovations, 20, 27, 28 janvier 1988.  
Comité d'Organisation : André GORDON, Jean-Louis MARILLAND, Université Paris VII, UER de Didactiques, 2, place Jussieu, 75005 Paris. 46-34-62-10 ou CNRS formation 46-70-11-52.  
Actes précédents, Annales et Feuilles de Didactique et Épistémologie des Sciences, en commande.

LES BATTANTS DES LYCÉES TECHNIQUES  
L'ÉDUCATION NUMÉRO D'OCTOBRE  
ES VENTE PARTOUT

## PUBLICATION JUDICIAIRE

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 10 juin 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics) pour avoir à Paris, le 18 septembre 1986, résisté à un établissement soumis aux dispositions du Code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des articles 1, II, III du titre III du Code du travail (livre II) en faisant travailler au chantier sur un échafaudage dont le plancher n'était pas jointif.

LORENTZ Alain Eugène, né le 12 août 1958 à Paris (12<sup>e</sup>), gérant de la société Cometal, demeurant 4, rue Pierre-Leroux à Allouville (94) - à la peine de 2 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 26 mai 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour VENTE OU DÉTENTION DE MARCHANDISES AVEC DES SIGNES D'IDENTIFICATION FALSIFIÉS - pour avoir à Paris, le 22 janvier 1987, achetés et revendus des marchandises contrefaisant les prémisses des dates limites de consommation portées sur les étiquettes et modifiées par surcharge au stylo à bille.

OLIVIER Evelyne, épouse ROSIER née le 4 janvier 1960 à Argenteuil (95) commerçante, demeurant 22, rue de Bagnelet à Paris (20<sup>e</sup>), à la peine de 10 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 1<sup>er</sup> juillet 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - possession d'écritures incriminées, à la peine de 2 000 F d'amende.

PLANTE Jacques, né le 14 août 1921 à Paris 17<sup>e</sup>, auteur compositeur, demeurant 25, rue de Fally à Montigny, Valais - Suisse, à la peine de 10 mois d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel, dans le Monde et le Quotidien de Paris.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 19 juin 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre, 2<sup>e</sup> section du Tribunal correctionnel de Paris, a condamné pour fraude fiscale - omission de passer d'écritures - à la peine de 10 mois d'emprisonnement avec sursis.

PAUL Stéphanie Lucie, née le 10 avril 1945 à Saint-Ségat (Finistère), actrice de presse, demeurant 135, rue de l'Université à Paris (7<sup>e</sup>).

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde et France-Soir.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 7 juillet 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passer d'écritures.

SIMARD Jean-Charles Robert, né le 9 juillet 1950 à Paris (8<sup>e</sup>), conseiller d'entreprise, demeurant 60, avenue Raymond-Poincaré à Paris (16<sup>e</sup>), à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis et à 15 000 F d'amende.

JAMET Bernard Roger, né le 24 février 1944 à Montluçon (Allier), conseil d'entreprise, demeurant 21, boulevard Beauséjour à Paris (16<sup>e</sup>), à la peine de 3 mois d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal officiel et dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Audience publique du Tribunal correctionnel de Nanterre (15<sup>e</sup> Chambre), en date du 21 novembre 1985. A la requête du Procureur de la République, LACOUR Roger, né le 12 mars 1922, à Aurat (23), demeurant à Vancresson (92), 7-15, rue Victor-Pauchet, a été condamné à la peine de 4 mois d'emprisonnement avec sursis et à 10 000 F d'amende.

Pour avoir : - à Sèvres, le 3 mars 1982, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription ; - par négligence ou inobservation des règlements, commis involontairement un homicide sur la personne de Amamou JAATI ; - contrevenu aux dispositions de l'article 31 A, alinéa 1, 2 et 4 du décret du 23 août 1947 qui réprime le défaut d'inspection d'un accessoire tel que câble ou chaîne après sa modification, le défaut d'inspection annuelle de ces câbles et chaînes et le défaut de l'appareil lui-même. Le Tribunal a ordonné l'affichage du JUGEMENT, par extrait à la porte principale de l'Agence de Rueil-Malmaison, et sa PUBLICATION par extraits également, dans les quotidiens le Monde et le Parisien Libéré.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

LE GREFFIER.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) rendu le 26 juin 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ - pour avoir à Paris, le 16 juillet 1986, émis des chèques de 5 000 F d'endossement sans avoir obtenu l'autorisation de la Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné : 1) la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Monde et le Parisien Libéré ; 2) l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Bagnolet et sur la porte extérieure de l'immeuble sis au 37 de la rue d'Hautecloque à Paris (10<sup>e</sup>) où M. PRUNIER Jean-Marie exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 26 mars 1987, PRUNIER Jean-Marie né le 25 juin 1946 à Chagny (Deux-Sèvres) demeurant à Bagnolet (93), 1-13, rue de la Noüe, bât. 7, a été condamné à UN AN d'emprisonnement avec sursis et à 5 000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné : 1) la publication de cet arrêt, par extrait, dans le Journal officiel, le Monde et le Parisien Libéré ; 2) l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Bagnolet et sur la porte extérieure de l'immeuble sis au 37 de la rue d'Hautecloque à Paris (10<sup>e</sup>) où M. PRUNIER Jean-Marie exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition.

LE GREFFIER EN CHEF.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 17 juin 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale - omission de passer d'écritures, à la peine de 30 000 F d'amende.

NAMER Michel, né le 13 septembre 1958 à Beja (Tunisie), gérant de la société MICROSYS GESTION, demeurant 2, rue Albert-Camus à Paris (10<sup>e</sup>).

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Par jugement (contradictoire) en date du 14 mai 1987, la 11<sup>e</sup> Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EXERCICE ILLEGAL DE LA PROFESSION DE COMPTABLE AGRÉÉ OU D'EXPERT COMPTABLE - pour avoir à LIEU, courant 1983, 1984, 1985 et début 1986, exercé les activités de comptable agréé sans être inscrit à l'ordre des comptables agréés, et avoir fait usage du titre de comptable tendant à créer une confusion avec celui de comptable agréé - à la peine de 20 000 F d'amende, le sieur PUIG Henri, né le 6 août 1918 à Mataro (Espagne), retraité, demeurant 22, rue d'Edimbourg à Paris (8<sup>e</sup>).

Le Tribunal a en outre ordonné au frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde.

Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

## Le départ du « président » Bauer...

Le gradat de l'université parisienne était là pour saluer le départ du vice-président de Paris-I l'étudiant Alain Bauer.

MME le recteur de Paris, plusieurs présidents d'université, des professeurs hors classe, un ancien recteur et une brochette de notables étudiants... Le cadre feutré de l'appartement d'été de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne a été, il y a quelques jours, le théâtre d'une cérémonie universelle inhabituelle : cascade de discours, fleurs de rhétorique, M. Alain Bauer quittait officiellement ses fonctions de vice-président étudiant de Paris-I. On l'a vu, sage, son habituel, son effacement. On lui décerna la médaille de la Sorbonne - une première sans doute pour un étudiant. Pour un peu, on lui eût offert l'harmoise.

A vingt-cinq ans, Alain Bauer a réussi une sortie bien dans sa manière. « Je suis anarchiste et me porte très bien comme ça ». Sourire suave et tranchant, rondouilleux, franc-maçon par conviction et joueur d'échecs par plaisir, il a trébuché sur Paris-I avec toute la défiance qu'il devait à son président M. Soppelsa, et toute la liberté d'action que celui-ci, très vite, lui a accordée. Elu au conseil en 1981, il est pleinement responsable, dès 1983, du budget alors catastrophique de l'établissement et, à ce titre, grand architecte de son redressement financier.

Il constate, au jour le jour, que ses cours de finances publiques (il vient de terminer son troisième cycle) n'ont qu'un lointain rapport avec la gestion d'une université. Mais il apprend très vite à jongler avec les normes

GARACES et les millions. Socialement, d'abord au CERES, puis, dès le congrès de Metz, dans le courant recordien, il découvre rapidement l'écart entre « les militants qui y croient et les dirigeants qui font autre chose ». Et se classe délibérément dans la seconde catégorie. Moins par cynisme que par refus obstiné de tous les dogmatismes : « On ne traite pas les problèmes politiques avec la page 37 du bréviaire ». Ce pragmatisme à toute épreuve ne devrait pas lui être inutile dans l'équipe qui prépare la campagne présidentielle de Michel Rocard.

Un pied à la MNEF (Mouvement national des étudiants de France) et l'autre au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche). Il est le premier militant socialiste à siéger, fin 1982, au bureau national de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), alors entièrement tenu par les trotskistes du PCI.

Pendant le mouvement étudiant de l'automne dernier, il est chargé par l'UNEF-ID de ses contacts discrets. Et sourit encore au souvenir des rencontres entre chahut et loup, dans quelque église parisienne, avec tel émissaire gouvernemental. Responsable de la coordination du service d'ordre en tête des manifestations de décembre, certains, à cette époque, ont pu confondre son éternelle cravate sombre avec celle du commissaire de service. Ministre de l'intérieur et responsable des services secrets, en somme. Une perspective qu'il n'écartera pas pour l'avenir...

G. C.

## INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (ILERI)

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR LIBRE FONDÉ EN 1948.  
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS  
Tél. : 42-96-51-48

donne aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

un enseignement de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique, ainsi qu'une formation aux applications de l'informatique. Les cours sont assurés par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les études se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études de 3<sup>e</sup> cycle des universités (DEA et DESS) et aux MBA des universités américaines.

Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossier après entretien. Statut étudiant

SECRÉTARIAT OUVERT DU LUNDI AU VENDREDI DE 9 H A 12 H ET DE 14 H A 18 H

هكذا من الأهل



## Communication

Malgré l'opposition du ministère du budget

## Les éditeurs vidéo à l'assaut de la TVA

Les éditeurs vidéo souhaitent emboliser le pas à ceux du disque. Et réclament une baisse de la TVA qui les frappe de 33 % à 7 %. Une mesure qu'ils estiment nécessaire non seulement pour relancer un marché stagnant, mais aussi dans la perspective du grand marché européen de 1992.

« La TVA doit baisser. » Des pages de publicité le clament dans la presse. Une forte délégation d'auteurs, de réalisateurs et de comédiens français le répète lundi 26 octobre, au ministère de l'économie, M. Edouard Balladur. Début novembre, enfin, le vice-président du Sénat, M. Pierre-Christian Taittinger (UREI), déposera — malgré le récent échec de son collègue Hubert Gantier à l'Assemblée — un amendement en ce sens lors de l'examen du prochain budget.

Les éditeurs de cassettes vidéo, qui n'avaient pas réussi pareille mobilisation depuis longtemps, demandent réparation de l'« injustice flagrante » que constituent à leurs yeux la baisse de la TVA sur le disque et son maintien au taux le plus élevé — 33 % — sur les cassettes enregistrées. Une mesure qui, selon eux, pourrait seule les sortir d'un marasme persistant depuis plusieurs films en cassettes vidéo.

Un manque à gagner ? « Ce sont au contraire des recettes fiscales supplémentaires qu'entraînerait une baisse de la TVA », rétorque M. Taittinger. Avec une TVA à 7 %, la profession pourrait proposer au public d'acheter des cassettes à un prix abordable. Or une seule vente équivalant fiscalement à plusieurs dizaines de locations. Ensuite, cette même baisse du prix des cassettes rendrait la piraterie — un quart du marché — moins attrayante. « Au total », affirme M. Taittinger, ce sont au minimum 55 millions de recettes que le Trésor pourrait récupérer. »

Mais au-delà de cette querelle de chiffres, les éditeurs vidéo estiment inévitable une baisse de la TVA dans la perspective du grand marché européen de 1992. « On doit cesser de défavoriser les professionnels français dès aujourd'hui », estime ainsi M. Pasgrimaud, et l'on veut qu'ils puissent affronter dans de bonnes conditions la concurrence qui s'annonce. »

## Manque à gagner

Aujourd'hui, le blocus est levé, les importations décontingentées, la redevance supprimée. Mais la TVA est restée, qui bloque le marché. « La suppression de la taxe sur les magnétoscopes a profité aux fabricants de matériel, pas aux éditeurs de cassettes enregistrées », note ainsi M. Hervé Pasgrimaud, secrétaire général de la Chambre syndicale de l'édition audiovisuelle (CSEA). Le parc français de magnétoscopes a augmenté l'an dernier de 26 %, alors que le chiffre d'affaires global des éditeurs a chuté, lui, de 15 %. « Il n'y a donc pas de corrélation directe entre les deux. »

Les éditeurs vidéo, qui estiment « être une branche du cinéma » — leur profession contribue en France pour 10 % au financement des films, pour 40 % aux États-Unis — demandent à bénéficier du même taux de TVA : 7 %. En compensation et pour, selon l'expression de l'un d'eux, « demeurer cohérents », ils se disent prêts à cotiser

au compte de soutien à l'industrie du cinéma. La proposition laisse de marbre le ministère du budget, qui juge « impossible » de satisfaire une telle exigence. Ses services chiffrent en effet à 270 millions de francs le manque à gagner pour le budget de l'Etat.

P.-A. G.

Le marché international des programmes

## Après la tempête, l'accalmie

CANNES de notre envoyé spécial

Ce ne sont pas les chiffres, fournis à la fin de chaque MIPCOM, qui manquent. On apprend que les professionnels étaient 4 000, cette année, au lieu de 3 000 en 1986, représentant 1 250 sociétés, venues de 76 pays. Une grande discrétion, en revanche, sur le chiffre d'affaires des transactions effectuées.

Lorsqu'une entreprise réussit un gros coup, toutefois, elle ne se prive pas de le faire savoir. C'est ainsi que Lorimar International, un des plus gros producteurs américains, qui a vendu au MIPCOM pour 14 millions de dollars en télévision et en vidéo, a annoncé « la plus grosse vente jamais conclue avec une chaîne française ». Il s'agit d'un package deal — un ensemble de programmes : séries, mini-séries, téléfilms — signé par TF 1 pour un montant de 12 millions de dollars.

Pour Joël Nuffer, président de la compagnie Euréka, qui représente Lorimar, entre autres producteurs américains, pour la France : « Après la tempête déclenchée au MIP-TV du printemps dernier par la Cinq et sa politique de surenchères, cette flambée des prix a été suivie d'une période d'accalmie. »

Les nouvelles tendances perceptibles à Cannes cette année touchent deux domaines en particulier : la vidéo et les coproductions. Le marché de la vidéocassette, avec plus de 50 000 titres disponibles à l'échelle mondiale, connaît une progression

de 50 % par an. Avec son parc de près de 5 millions de magnétoscopes (dont 1 million vendus cette année, soit une pénétration de 24 %), la France se trouve en cinquième position, derrière les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni et la RFA. Un retard en voie d'être comblé. L'explosion de la vidéo au MIPCOM — environ un tiers des acheteurs — en est une preuve.

## Le PAF se calme

Les coproductions sont plus que jamais la solution offerte aux chaînes pour réduire leurs coûts de production et opposer un front européen uni à la suprématie américaine. Aujourd'hui encore, sur les exportations de programmes audiovisuels (qui représentent un chiffre d'affaires mondial de plus de 3 milliards de dollars), 79 % sont d'origine nord-américaine et 50 % sont achetés par l'Europe. C'est pourquoi on n'a jamais autant parlé de coproduction à Cannes, où cent quarante nouveaux projets ont été déposés. Principale innovation : les Américains semblent enfin tentés de réaliser des coproductions avec les entreprises ou les chaînes européennes, et cela sur un véritable pied d'égalité. Les producteurs américains sont victimes, eux aussi, de l'augmentation constante des coûts, et ils se rendent compte, en outre, de tout ce que le Vieux Continent recèle d'idées et de créateurs, et pas seulement de figurants et de sites folkloriques.

C'est ainsi que la nouvelle filiale de Canal Plus, Ellipse, créée en mai

dernier, a pu se vanter d'avoir déjà deux coproductions à son crédit : un remake du célèbre feuilleton *Zorro*, en collaboration avec la société américaine New World Entertainment (un budget de 30 millions de dollars), et l'adaptation pour la télévision des nouvelles fantastiques de Ray Bradbury, en collaboration avec Atlantis et Granada, pour un montant de 10 millions de dollars. Ce mouvement pourrait s'amplifier, puisque trois géants américains, Fox, MGM et Viacom, ont déjà contacté Canal Plus pour des « discussions exploratoires ».

Après le séisme du printemps, le paysage audiovisuel français cherche une nouvelle stabilité. Les six chaînes de télévision, présentes à Cannes, se sont surtout fait remarquer par leur discrétion ! TF 1, cependant, forte de ses 42 % de parts de marché (contre 35 % il y a un an), s'est permis, par la voix de Christine Ockrent, de faire la morale à la Cinq. Elle impute l'échec de celle-ci aux « promesses un peu inconsidérées qui ont été faites sur le score, sur la couverture et sur le produit. Il est toujours dangereux de se vendre trop, et la loi bien connue s'est vérifiée une fois de plus : la télévision fabrique des vedettes et non le contraire ! »

Pour Jacques Zbinden, responsable des achats de programmes pour la Une, « après la surenchère pratiquée par la Cinq, il fallait veiller, cette année, à limiter les prix. Nous voudrions acheter davantage de programmes européens, mais ils coûtent plus cher. Il faut payer des droits d'auteur et assurer le coût du doublage... Nous avons cependant acquis la belle série britannique « *Jewels in the Crown* ».

Antenne 2, en la personne de son directeur général adjoint chargé de la production et des programmes, Jean Rouilly, se déclare « serrete ». La « chaîne de référence » n'est pas venue à Cannes pour remplir sa grille à tout prix : elle a un an et demi de programmes en stock. « Nous insistons plus sur la création que sur l'achat », dit Jean Rouilly. Notre vocation est d'être à la fois populaire et de qualité. Avec 200 heures de création française, A 2 produit et diffuse à elle seule plus que toutes les autres chaînes ensemble. Je vous citerai la série populaire « *Qui est ce garçon ?* », ou encore le film sur Camille Claudel que nous coproduisons avec la RAI. Notre gamme ? de Phébus à « *Maguy* » !

Si FR 3 est descendue à Cannes, c'est surtout « pour nous des raisons de contenu », explique Yves Jaigu, le directeur des programmes. « Nous cherchons des séries pour le 19 heures du samedi et du dimanche. »

che et aussi du classique pour le vendredi soir. » En jouant la carte « culturelle », avec le magazine « Océaniques », Yves Jaigu se compare au « gulf stream qui va à contre-courant ». « Nous avons amorcé un tournant vers une programmation plus attentive au mouvement des idées », ajoute-t-il pour défendre sa politique de programmer le théâtre, la danse, les séries de qualité à des heures de grande écoute. « Il faudra sans doute attendre plusieurs mois pour transformer le succès d'opinion actuel en une réelle victoire », reconnaît-il.

Si la Cinq a pratiqué la politique du black-out total au MIPCOM, Canal Plus et M 6 ont affiché une certaine autosatisfaction bien compréhensible. Canal Plus continue de voler de ses propres ailes, et d'être citée en exemple par des télévisions étrangères qui rêvent de suivre ses traces. Alain de Groot, directeur des programmes, a annoncé que la chaîne payante cherche actuellement des partenaires en Espagne et en Allemagne pour créer des chaînes cryptées dans ces pays, par voie hertzienne, en attendant la décision du gouvernement français concernant le satellite TDF 1.

Lors d'une conférence de presse pour présenter le premier programme de fiction française produit par la chaîne avec RTL, « Les passions de Céline », Jean Sée, directeur des programmes, a défini M 6 comme « une chaîne complémen-taire pour tous les publics ». Ayant atteint leur objectif d'une pénétration de 10 %, les responsables de la chaîne espèrent atteindre 15 % au début de 1988. Avec ses nouveaux magazines, des informations originales en « contre-programmation », 30 % de musique et... Michel Polac pour pimenter le tout, M 6 est persuadée d'avoir concocté un cocktail poissant.

ALAIN WOODROW.

« Deux membres de la CNCL entendus par le juge Grellier. — M. Gabriel de Broglie, président de la Commission nationale de la communication et des libertés, et M. Yves Roca, membre de la commission, chargé du dossier des radios, ont été entendus le mardi 20 octobre, à titre de témoins, par le juge d'instruction M. Claude Grellier. Le juge d'instruction, qui enquête sur la plainte pour « corruption active » déposée par Radio-Larsen, s'est rendu au siège de la CNCL pour vérifier les conditions d'attribution des fréquences aux radios de la région parisienne. »

## Échecs

Après sa première défaite

Karpov fait reporter la 5<sup>e</sup> partie

est patient et qu'il n'attaque que s'il n'y a pas trop de risques. Il faudra bien qu'il en prenne. Rejoint au score (2-2), c'est à lui de marquer, un résultat final nul (12-12) laissant à Karpov son titre mondial.

On n'en est pas là, et Karpov, superstitieux comme tout joueur d'échecs, doit attendre avec confiance la cinquième partie qui devrait se jouer le mercredi 21 octobre à Moscou, en 1988, comme à Londres, en 1986, il les avait gagnées toutes les deux. Est-ce peut-être certain de ne pas rater la passe de trois que Karpov a pris mercredi son premier time-out (temps de repos), faisant ainsi reporter la cinquième partie au vendredi 23 octobre ?

B. de C.

(1) Nom d'un second de Karpov, que ce dernier a accusé de trahison en faveur de Karpov lors du match de 1986.

(2) Le Monde du jeudi 15 octobre.

(Publicité)

Mercredi 21 octobre

N° 1

« Revue de Presse »

Le Consommateur de Médias

Dans tous les kiosques

Ouille !

**LA TÉLÉVISION cherche des artistes\***

*8 représentations exceptionnelles*

**80 artistes ont cherché la télévision**

au 1<sup>er</sup> festival de la chanson française en Val de Marne du 3 au 5 octobre 87

Aubret - Bahri - Barouh  
Croisille - Didier - Dona - Ferrat - Guichard  
Lafaille - Lai - Langoureaux - Laviole  
Lemarque - Lemesle  
Leprest - Mayereau - Meige  
Perret - Prunel  
et les autres...

*Revenez-vous en octobre 1988*

Gérard MEYS  
tél. : 42.60.85.05

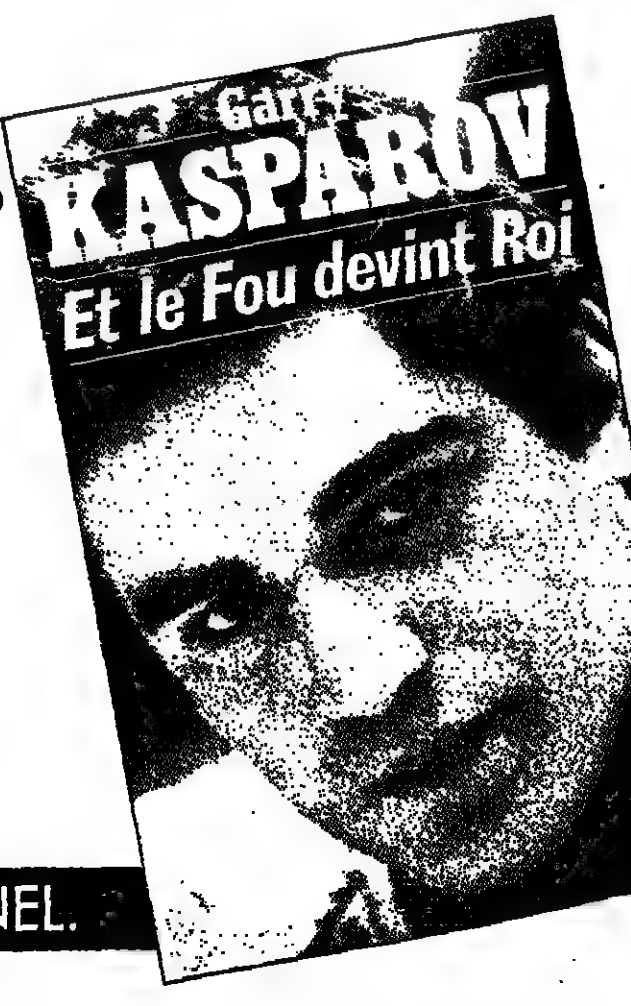
\*France Soir du 8 10 87

## Les révélations exclusives de Kasparov.

Les vrais enjeux de la revanche contre Karpov.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL.

ALBIN MICHEL



A 12 h 25, le mardi 20 octobre, le personnel de la salle de presse du théâtre Lope de Vega faisait savoir qu'Anatoli Karpov abandonnait sans reprendre le jeu, la quatrième partie ajournée la veille dans une position quasi désespérée pour lui. Quelques minutes après, M. Gijssen, l'arbitre du match, démentait la nouvelle. Deux heures plus tard, le même M. Gijssen annonçait que Karpov venait de lui téléphoner pour lui dire qu'il reconnaissait sa défaite. Qui avait donc vendu la mèche avant ? Y a-t-il un Vladimir (1) chez Karpov ?

Hors cet incident curieux, la victoire de Kasparov appelle quelques remarques. Elle a été obtenue sans que son adversaire ait eu à souffrir d'un manque de temps de réflexion ou ait commis une gaffe quelconque. Plus significatif : c'est en reprenant l'anglais que Kasparov a gagné, tout en sachant que son adversaire est particulièrement affûté contre cette ouverture. En effet, on a appris de la bouche même de Karpov, à Séville, que le désormais célèbre 9...e3 qu'il joua dans la deuxième partie (la première anglaise) avait été préparé il y a sept ans pour son match de championnat du monde contre Kortchnoi à Merano, en 1981 ! Ce coup a tué Kasparov une fois (2) mais, lundi, une autre innovation de Karpov (11...Cf5), tout aussi prometteuse certainement, n'a pas troublé le champion du monde. Dures perspectives pour Karpov avec les Noirs.

Et avec les Blancs ? Ses deux parties (première et troisième) n'ont pas convaincu. Deux nullités précédées sans combattre. Il est vrai qu'il

Matthieu





# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### « Full Metal Jacket » de Stanley Kubrick

#### Une folie chemisée de métal

Stanley Kubrick présente son film sur le Vietnam. Il ne se pose pas en artiste engagé, ne propose pas de message. Parle-t-il du Vietnam ou de la folie ? Il refuse l'explication. On dit qu'il est tyrannique. Pas du tout, disent les acteurs, qui ont dû se raser le crâne et grossir de 20 kilogrammes.

L'airait que Samuel Fuller est sorti furieux de la projection de *Full Metal Jacket*, le dernier film de Stanley Kubrick. Il a mauvais caractère, Sam, c'est vrai, mais sa réaction est intéressante. Lui n'aurait pas filmé les choses ainsi, ne nous aurait pas laissés dans cet état d'incertitude, à la fois agacés et fascinés. Il nous aurait dit quel penser. Kubrick non. Il n'a pas de « message » clair, à croire par moments qu'il s'en fout, ce « penser » n'est pas son affaire. Au fond, ce qui le mobilise avant tout c'est de continuer à figurer ses fantasmes, à peindre ses cauchemars et les lancer au public ébahi avec une secrète délectation : « Et ça, vous l'avez compris ? »

Pas facilement, à vrai dire. Les quarante-cinq premières minutes du film démarrent, très fort, sur la formation d'un groupe de « marines » à Parris Island en Virginie, sous la houlette d'un abrutissant sergent instructeur (Lee Erney), imparable et borné, véritable robot vociférant des injures avec une énergie et une invention linguistique rarement égalées. Il y en a pour tous et tout le monde, à revendre. Le pauvre Pyle (Vincent d'Onofrio), un doux otte bouillonné et essoufflé, en aura très vite conscience. Kubrick et son instructeur survolté nous font tout faire, le parcours du combattant, le lit au carré, la corvée de chiottes. Pyle trouve un peu de réconfort auprès de Joker (Matthew Modine) mais ce n'est que provisoire. Le sergent fait rapidement de son groupe de dadas un corps de ballet meurtrier, une meute d'assassins bien ordonnée, pour la plus grande joie de Kubrick qui filme les évolutions de ces jeunes crânes rasés, comme autruches des astronautes dans 2001, en chorégraphie.

A la quarante-quatrième minute, le gros Pyle est plus mince, maté et complètement déglutiné. Il rôde dans les tinettes, fusil-mitrailleur au poing, le chargeur garni de balles chemisées de métal (« full metal jacket ») très efficaces. L'une éparille en débris déformés le sergent hat, une autre met fin, par voie buccale, aux pensées et à la carrière du soldat Pyle, assis pour la circonstance sur le trône blanc de son ultime défoulement.



Vincent d'Onofrio, Matthew Modine et Lee Erney.

De là, nous nous retrouvons sans transition au Vietnam, à Hue. Les petits gens sont sur le terrain, pour de vrai. Ils s'ennuient même de ne pas avoir immédiatement du Viet à casser. Patience, crénaux, leur disent ceux qui viennent d'y goûter. Le jour de l'offensive du Têt, la poignée de « marines » dont nous suivons le trajet affectif, moral, militaire, avance dans les ruines, peu à peu décimée par un tireur embusqué et bon viseur. Heureusement ces messieurs de l'épopée (c'est le slogan du film) en ont raison. Il s'agit d'une adolescente, une fanatique vietnamite que l'on voit longuement agoniser en gros plan avant que, ragaillardis, nos braves traquent différemment lorsque vous arrivez avec le crâne tordu. Vous faites peur.

Matthew Modine, vingt-sept ans, 1,90 m, tout en angles. Sept films en moins de quatre ans, mais sept auras différentes, parfois opposées. Amoureux bincard et transi de Rosanna Arquette dans *Baby, it's you*, de John Sayles (son premier film, en 1983), adolescent à problèmes dans le *Steamers*, de Robert Altman, évadé du bégne et frère d'un Mel Gibson amoureux de Diane Keaton dans *Mrs. Soffel*, de Gillian Armstrong, inédit en France, homme-ciseau aspirant à un envol vers la liberté (*Birdy*, d'Alan Parker). « marine » tourmenté dans *Full Metal Jacket*.

Joker, son personnage, n'est pas le héros-type d'une narration conventionnelle. « Au début, on se dit : voici le personnage que je vais suivre, auquel je vais m'identifier. Et puis, tout d'un coup, voilà qu'il se joint à la meute et trappe sauvagement le gros Leo-

propos, sa façon de se dérober à toute réponse, de ne pas toujours aborder les questions que l'on attend.

Il ne se pose pas en artiste engagé, ne prétend pas soutenir une thèse quelconque, reconnaît-on lui cette franchise. Son Vietnam, entièrement tourné en Angleterre, n'est qu'une province nouvelle de son paysage mental personnel. Une pièce de plus ajoutée au puzzle de sa brillante inquiétude. D'un film à l'autre, Kubrick, à travers divers reflets, diverses « histoires » (la conquête de l'espace, le roman d'un ambassadeur, la guerre au Vietnam), n'en finit pas de développer, répéter, varier ses fantasmes, ses obsessions dont le point aveugle est évidemment l'angoisse de la folie : suis-je fou de me prendre pour un ordinateur déréglé, un petit garçon dans un labyrinthe ennéigé, un soldat qui perd les pédales à l'entraînement en les retrouvant au combat ? Sans doute un peu sur les bords, mais c'est cette insaisissable, souvent géniale, recherche schizophrénique qui sauve l'homme, fait l'artiste et qui nous intéresse.

MICHEL BRAUDEAU

#### Vincent d'Onofrio : « J'ai pensé à un animal coincé »

AVANT d'être engagé par Stanley Kubrick dans *Full Metal Jacket*, Vincent d'Onofrio était ce qu'il est convenu d'appeler un bien beau gars. Un mètre quatre-vingt-onze, des cheveux jusqu'ici, des épaules jusqu'à là. Un athlète, catégorie armoirs à glace. Vingt-huit ans, né à Brooklyn, élève à Miami. Educé dans le Colorado, émigré à New-York pour devenir acteur. Chômeur intermittent, il

vidéo. Nous sommes allés nous percher sur le perron d'une maison au coin de la 21<sup>e</sup> Rue et de la 5<sup>e</sup> Avenue. Un perron vert, qui ressemblait à celui d'une caserne. Je portais une sorte d'uniforme d'entraînement, vert, et un béret vert. Son morceau de bravoure : un monologue dont le protagoniste est un fils, orphelin, racontant ses rapports avec les gens qu'il côtoyait à l'orphelinat. La cassette part pour Londres. Par retour de courrier, Kubrick en demande une autre : une interview en robe libre. « Il voulait simplement me voir parler », Kubrick ne prenant jamais l'avion, l'interview se déroule... sans intervieweur. « Je me suis remis sur le même perron, la caméra a démarré et, sans texte écrit, sans interlocuteur, je me suis retrouvé comme une andouille. » En retour, Kubrick lui fait parvenir quelques pages du scénario sous forme de diapositives. Avec des indications minimales : « Leonard est un lent, un faible. » Point. A Vincent d'inventer un contexte.

Grâce à l'indiscrétion (contrôlée) d'un assistant, Onofrio apprend qu'il doit prendre un peu de poids. Un peu ? J'ai fini par manger triple. J'ai repris la caméra, me suis réinstallé sur le même perron et tourné la troisième cassette, torse nu, pour que Stanley voie bien que je grossissais, qu'il pouvait me faire confiance. C'est au vu de cette troisième cassette que Kubrick lui confie le rôle. « En fait, il me l'a dit plus tard, il s'était décidé dès la première. »

20 kilogrammes plus tard, Onofrio découvre le martyre de l'obèse. « J'avais des cuisses énormes. J'avais du mal à monter les escaliers, à m'habiller le matin, à lever mes souliers, à me concentrer, à respirer. Même sous surveillance médicale, j'ai fichu mon système cardiovasculaire en l'air. Les gens me fuyaient, on me parlait lentement, on me disait les choses deux fois, comme si j'étais un dément. »

La légende du Kubrick, jamais satisfait à moins de soixante-dix prises, est ténace. Onofrio pro-

teste. C'est faux. « Presque tout ce qui concerne le camp a nécessité peu de prises. En général, quand Stanley est amené à faire soixante-cinq ou soixante-dix prises, c'est que l'acteur ne sait pas bien son texte ou n'a pas trouvé le bon rythme. »

Sa mère a-t-elle vu *Full Metal Jacket* ? « Oui. Elle en a eu des cauchemars pendant une semaine. Elle est maintenant très fière de moi, mais je la soupçonne d'être plus heureuse de me voir interviewer à la télé que de m'avoir vu me faire sauter la cervelle dans les chiottes d'une caserne. »

Onofrio se rappelle le tournage de cette scène terrible : « Ça vous surprendra peut-être, j'ai eu le sentiment que Stanley me laissait faire ce que je voulais. Là réside aussi son génie. Il m'a simplement dit : Vince, il faut que ce soit large, très large, très ample, mais pas truqué. Il faut que ce soit réel. Vrai. Que comptes-tu faire ? J'ai pensé à un animal coincé, le dos au mur. Je me suis fait projeter des documentaires sur les animaux, j'ai vu et revu une séquence particulière, cherchant à décaler à quel moment précis cet animal choisissait entre la fuite et l'affrontement. C'est ce que je cherchais à transposer sur un plan humain. Stanley m'a donné pour cela tout le temps du monde. » C'est-à-dire ? Il sourit : « Une heure. »

Parallèlement à *Full Metal Jacket*, on peut, sur les écrans américains, enlever un Vincent d'Onofrio radicalement différent dans *Adventures in Baby Sitting*, de Chris Columbus (il y est une sorte de dieu viking, cheveux blonds et longs, tout en muscles), et dans deux épisodes d'une série télévisée (respectivement, un tueur de 120 kilos et un jeune atterré mental injustement accusé de meurtre). En attendant une probable nomination aux Oscars, il est question qu'Onofrio incarne... Elvis dans une mini-série télé, tirée des mémoires de Priscilla ex-

HENRI BÉHAR.

#### Matthew Modine : « Jouer, c'est comme déménager »



« C'EST que j'ai trouvé de plus humiliant dans *Full Metal Jacket* ? De me faire passer le crâne à ras. » Matthew Modine, le Birdy d'Alan Parker, le Joker de Stanley Kubrick, se passe une main nerveuse dans les cheveux, qu'il porte longs à nouveau.

Il a le regard droit, clair, amène. La voix soft. L'homme est un doux. « Pourtant les gens vous traitent différemment lorsque vous arrivez avec le crâne tordu. Vous faites peur. »

Matthew Modine, vingt-sept ans, 1,90 m, tout en angles. Sept films en moins de quatre ans, mais sept auras différentes, parfois opposées. Amoureux bincard et transi de Rosanna Arquette dans *Baby, it's you*, de John Sayles (son premier film, en 1983), adolescent à problèmes dans le *Steamers*, de Robert Altman, évadé du bégne et frère d'un Mel Gibson amoureux de Diane Keaton dans *Mrs. Soffel*, de Gillian Armstrong, inédit en France, homme-ciseau aspirant à un envol vers la liberté (*Birdy*, d'Alan Parker). « marine » tourmenté dans *Full Metal Jacket*.

Joker, son personnage, n'est pas le héros-type d'une narration conventionnelle. « Au début, on se dit : voici le personnage que je vais suivre, auquel je vais m'identifier. Et puis, tout d'un coup, voilà qu'il se joint à la meute et trappe sauvagement le gros Leo-

nard (Vincent d'Onofrio). Comment dès lors continuer de s'identifier à lui ? »

Dans les trois films les plus déterminants de sa carrière — *Steamers*, *Birdy*, *Jacket* — Modine s'est retrouvé plongé dans la guerre du Vietnam. « Oui, j'ai grandi avec cette guerre, reconnaît-il, trois de mes frères et une de mes sœurs l'ont faite. C'est incroyable, pour nous, elle relevait du jeu télévisé. On paraît le nombre de morts de part et d'autre : on en a perdu dix, ils en ont perdu cent : on a gagné... »

Retour d'un voyage à Berlin-Est où il découvre, à la suite de Sting, que les Russes ont eux aussi des enfants, que des millions sont morts dans la lutte contre Hitler (ce qu'on s'était bien gardé de lui apprendre à l'école), Matthew Modine rejette le rôle principal de *Top Gun* qui joue sur le vieux fantôme de la guerre froide.

Marié et père d'un garçon de deux ans, Modine a toujours voulu être un acteur. Il est le plus jeune d'une famille de cinq enfants. Son père administrait des drive-in, dans l'Utah et ailleurs. (Il dirige maintenant un marché aux puces au sud de la Californie.)

Il déménageait souvent au hasard des drive-in à gérer. « Faire un film, dit-il, c'est comme déménager périodiquement. »

Lorsqu'il quitte le giron familial, il devient ouvrier-électricien dans l'Oklaoma, chauffeur de taxi dans le Connecticut, et attentif à Manhattan, brûlant de devenir acteur. Son premier employeur : un restaurant français à l'enseigne « Au naturel ». « Je travaillais dans les cuisines, j'étais le champion de la salade mixte. »

Il y a plus de deux ans, Stanley Kubrick lui fait parvenir par le poste le scénario de *Full Metal Jacket*. Surprise. Alan Parker confirme : « Pendant le montage de Birdy, j'ai mis bout à bout quelques scènes-clés de Modine et les ai envoyées à Londres. » Assemblage suffisamment convaincant pour que Stanley Kubrick renonce au comédien prévu pour le rôle et engage Modine.

Lequel, dans le même temps, avait en accéléré le manuel illustré du Kubrick intégral. « On m'a fait parvenir toute une série de livres sur lui juste pour que « tu » saches bien à quoi tu t'engages, mon pauvre. » J'ai tout entendu : qu'il avait loué un petit avion et fait espérer sa maison d'insecticide ; qu'il conduisait sa voiture avec un coupe de football sur la tête ; et bien d'autres choses encore, ce qui l'a bien fait rire. C'est un simple vieux gamin du Bronx. Il a beau avoir vécu en Angleterre depuis vingt-cinq ans, il a encore l'accent du Bronx. »

H. B.

MARIONNETTES ITALIENNES

DERNIERES

**NINO CUTTICCHIO**

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

GRAND FOYER

21 OCTOBRE - 1<sup>er</sup> NOVEMBRE

RUGGERO DELL'AQUILA BIANCA

PUPPI SICILIANI

**CARLO COLLA E FIGLI**

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

SALLE GEMIER

20 OCTOBRE-25 OCTOBRE

LE CHAT BOTTE

Festival d'automne à Paris 1987

MUSIQUE

**DIDO LIKODIS**

CENTRE GEORGES POMPIDOU

21 OCTOBRE - 31 OCTOBRE

TRIPTYQUE

MUSIQUE

**IANNIS XENAKIS**

TEXTES DE ECHYLE SOPHOCLE

EUROPIDE BREYENBACH

PRODUCTION « LE PERIPLE DE DIDON »

COPRODUCTION THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT AVEC L'AIDE DES MINISTRES ITALIENS DES AFFAIRES ETRANGERES DU TOURISME ET DU SPECTACLE. LE CONCOURS D'AIR FRANCE ET DE LA MIDLAND BANK.

**IANNIS XENAKIS**

SALLE PLEYEL

28/29 OCTOBRE

MESSIAEN

XENAKIS-MAHLER

ROGER WOODWARD PIANO

ORCHESTRE DE PARIS

DIRECTION ZUBIN MEHTA

EN ASSOCIATION AVEC L'ORCHESTRE DE PARIS

LOCATION DANS LES THEATRES ET PAR TELEPHONE AU FESTIVAL D'AUTOMNE 42 96 96 94

حکذا من الامم



CINÉMA

« Les Incorruptibles », version De Palma

# Légende à Chicago

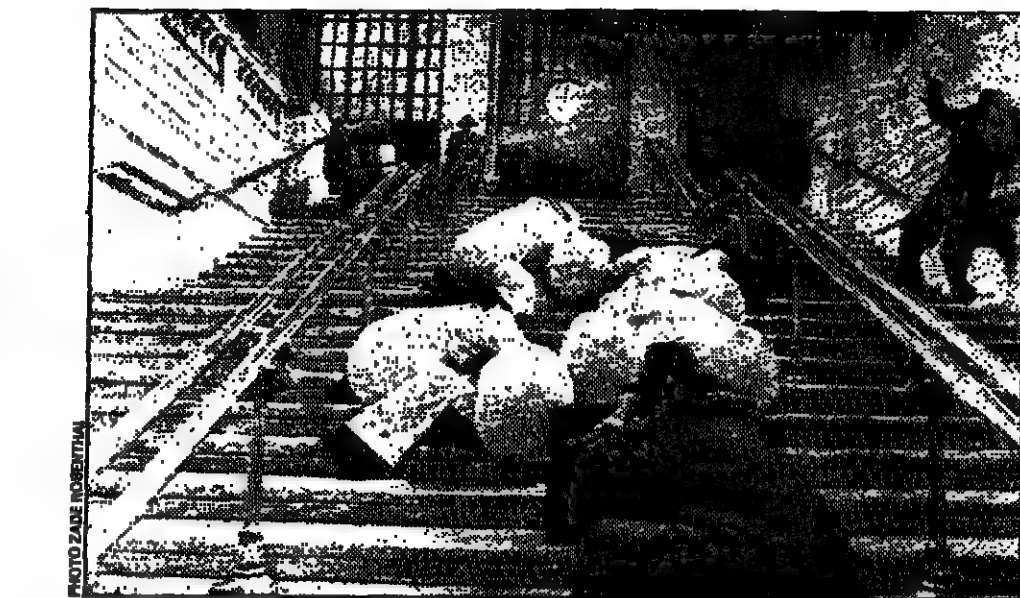
Après Scarface, Al Capone — Brian De Palma poursuit la saga des grandes figures du crime. Mais ce sont les flics qui tiennent la vedette : Sean Connery et Kevin Costner. Et la star, c'est la ville, un Chicago mythique.

DANS la gare de Chicago, Eliot Ness attend l'arrivée par le train de minuit du comptable qui lui permettra de coincer Al Capone. Il sait que « les autres » sont là, et qu'ils veulent intercepter avant lui le ténor. L'abattre sans doute. Chaque personne qui passe est suspecte. Bientôt c'est minuit, le grand hall se vide. Une femme arrive, portant une lourde valise, poussant un landau dans lequel un bébé crie. Elle doit prendre le train et, pour ce faire, monter avec valise et landau le très haut escalier. Chaque marche demande un effort considérable. Le bébé ne cesse pas de hurler. Eliot Ness voudrait aider la femme, mais il ose à peine la regarder, car il risquerait de manquer son témoin.

Une seconde d'inattention, et c'est l'échec de son plan. La femme se débat, l'enfant crie. Eliot Ness n'entend plus que ces cris, ne voit plus que la valise qui brinqueballe, les roues du landau... La femme est à mi-chemin, et c'est insupportable. Il va l'aider, il l'aide. Quand ils parviennent enfin en haut de l'escalier, le train attendu arrive, les voyageurs traversent le hall. Coups de feu, affolement, poursuites, panique. Eliot Ness a lâché le landau... Qui redescend, rebondissant à chaque marche...

C'est une scène clou de *Incorruptibles*, version Brian De Palma (*Carrie*, *Body Double*, *Sœurs de sang*, *Dressed to Kill* entre autres, spécialiste du fantastique et grand admirateur de Hitchcock). Quand on lui demande pourquoi ce flamboyant hommage au *Cuirassé Potemkine*, il grogne : « Vous voulez frapper fort tout de suite, hein ? » Puis il hausse les épaules : « Et où j'aurais dû la placer cette séquence ? » Ensuite il persifle : « C'est une bonne idée visuelle d'Eisenstein, pourquoi ne pas s'en servir ? » Enfin il explique : « Si on se contente de montrer Eliot Ness qui attend, ça ne suffit pas, le suspense ne tient pas la durée. Il faut ajouter quelque chose à voir... »

Le film a été présenté au Festival de Venise, puis à celui de Deauville (le Monde du 12 septembre) où Brian De Palma est venu ainsi que sa vedette Robert De Niro, qui, avant la projection fut applaudie. Il compose un Al Capone poupin et rose, œil plissé, accent à couper au couteau, élégance de parvenu, grimé à l'excès : tout ce qu'une star peut



faire quand elle accorde sa présence et tient à en donner pour le prix qu'on la paie.

## Flics de charme

« Il est tellement star qu'il n'a pas besoin de donner d'interviews », grince Brian De Palma, qui, lui, a dû fournir et raconter à toutes les télévisions le pourquoi et le comment de ces *Incorruptibles*. Hargneux, il se cache derrière sa barbe et une caméra vidéo vissée à l'œil. Il reconnaît : « Sans aucun doute, Robert De Niro a une aura. Quand on sait qu'il est là, les médias s'excitent. Pourtant depuis Taxi Driver, il n'a pas fait un seul succès commercial. Dans le Parrain II, la star était Al Pacino, avec qui j'ai tourné Scarface, que De Niro et Scorsese avaient refusé. Dans les *Incorruptibles*, il y a beaucoup de vedettes qui n'ont pas fait d'argent depuis des années. Sean Connery a eu de bons films, mais pas de grands succès populaires depuis James Bond... »

Sean Connery est Malone, ripou désabusé, qui abandonne les subsides d'Al Capone pour rejoindre Eliot Ness. Moins par honnêteté que par intérêt pour le jeune homme intègre, dont il devient une sorte de mentor, bienveillant et cynique. Il lui sacrifiera sa vie dans un lent délabrement de sang. Par avance, Brian De Palma récusé toute accusation de violence et de misogynie. La violence, c'est vrai, en dépit du sang versé, des coups, des meurtres et des massacres, s'élève vers un lyrisme hautain, d'un plus pur style Brian De Palma, très aidé par la manière dont les comédiens entrent dans le jeu.

Naturellement, Sean Connery est magnifique. Il a juste ce qu'il faut de malice attendrie, de force, d'inquiétante intelligence. Et du charme, il en a à revendre. Mais

dans ce domaine, il a un concurrent sévère : Kevin Costner, Eliot Ness athlétique et vulnérable, sensible. Rien à voir avec la figure abstraite, emblématique, présentée par Robert Stack dans le feuilleton le plus culte dans l'histoire de la télévision. Kevin Costner est beau, avec quelque chose d'encore adolescent dans sa dégaîne de timide poussé en graine, dans la douceur un peu molle de ses traits, dans son sourire hésitant, irrésistible. Et dans sa sauveté, il compte sur sa seule intrinsèque pour coincer Al Capone. Mais il est rapide. Il comprend tout de suite ce que Malone lui apporte, et il lui fait confiance.

## Le décor de la ville

« Malone, dit Brian De Palma, a existé. Il gravitait autour d'Al Capone, et n'était pas flic. C'est un arrangement de David Mames (scénariste et dialoguiste) qui a construit un caractère adapté aux péripéties. Comme Shakespeare a pu écrire Richard III à partir du personnage historique... »

David Mamet a fait d'Eliot Ness un bon mari, bon père. Si on peut parler ici de misogynie, c'est que Mrs Ness (Patricia Clarkson) est bien faite, et que les femmes d'une manière générale n'ont rien à faire. Les *Incorruptibles* est un film d'hommes, un film épique à la Sergio Leone. Brian De Palma met en place de somptueux tableaux dans une ville traitée comme un décor. La lumière traverse des verrières teintées, surchargées de dessins en volutes. Elle éclaire en oblique des murs de briques sculptés. Elle se diffuse, à partir de lampes globes opalescentes et adoucit le rouge bordé des salons où se tient Al Capone.

L'histoire est crnelle, c'est vrai. Mais elle obéit si délibérément, si scrupuleusement aux codes du genre, que le film devient un hommage au polar urbain — comme le feuilleton est un hommage aux séries B des années 40. Brian De Palma se contente ici d'un clin d'œil à son grand maître Hitchcock.

Son film le plus personnel est peut-être bien *Phantom of the Paradise*, la légende de Faust déplacée dans le monde du rock, un film culte encore, et qui se maintient depuis près de vingt ans... Quand on en parle à l'auteur, enfin il s'aime. Il a l'impression d'avoir blousé les producteurs en réussissant un film fascinant qui montre comment peut s'exercer la fascination.

Comment les gosses sont exploités par la police, les gosses dans la salle et ceux qui chantent, qui croient à leur éternelle jeunesse et pensent que la gloire leur appartient. J'en ai rencontré de ces managers. J'ai toujours été frappé par la violence avec laquelle ils « dealent » avec le talent des autres. J'en connais un qui a signé les partitions de son poulain et a touché 75 % des droits. Et puis l'autre est mort. Brusquement son inspiration a disparu. Mais il s'en fichait, il avait eu le temps de ramasser des millions. Le monde du cinéma n'est pas tendre non plus, mais quand même, plus intelligent.

Il n'empêche, on a du mal à imaginer un sujet. Le fantastique est un bon alibi, mais j'ai trop fait. Je cherche des sujets contemporains. La tout est d'en trouver un qui ne provoque pas les protestations des comités des femmes, des boîtes, des animaux... Plus rien n'est permis, si ce n'est les E.T., qui n'ont pas encore leurs associations de défense... »

COLETTE GODARD.

## L'ANNÉE DE LA DANSE

M. Léotard, ministre de la culture et de la communication, avait promis que l'année 1988 serait celle de la danse. Il augmente les subventions — au point où elles en étaient, il ne pouvait pas les diminuer. Il a organisé des missions, préconisé la multiplication des écoles et inauguré celle de Nanterre, destinée à l'Opéra de Paris. Bâtiments et enseignements modernes. Mais on ne verra plus les vieux beaux rôder du côté des petits rats.

## Aide à la création

FRANÇOIS LÉOTARD a exposé, le mercredi 21 octobre en fin de matinée, les grandes lignes de sa politique de la danse, un domaine qu'il place au nombre des priorités de son ministère. Son projet ne s'agrémente pas de mesures spectaculaires, il s'efforce plutôt de mettre en place un plan de développement à long terme, qui prend en compte les besoins de la création contemporaine.

C'est dans cette optique qu'il a décidé de créer, au sein de la Direction de la musique et de la danse, une « délégation à la danse » dont il a confié la responsabilité à Brigitte Lefèvre, ancienne responsable du Théâtre du Silence. Ce n'est pas encore la direction autonome souhaitée par la profession. Mais déjà cet organisme voit ses effectifs renforcés (quinze personnes en 1988) et doit bénéficier de moyens financiers et administratifs individualisés. Dans le même ordre d'idées, le ministre a décidé la création d'un Conseil supérieur de la danse dont il a confié la présidence à M. Maurice Elser.

L'essor de la danse suppose des moyens financiers accrus. En 1988, son budget augmentera de 27 millions (+40 %), non compris la dotation du Ballet de l'Opéra. Cette somme sera répartie à parts égales entre les trois secteurs où le ministre entend agir : l'enseignement, la création, la diffusion.

La loi sur le développement des enseignements artistiques fait enfin entrer la danse à l'école. L'éducation nationale, jusqu'ici rétive, accepte le principe d'interventions et d'ateliers dans les lycées et collèges.

## Projets relancés

Pour l'enseignement privé, le ministre reprend le serpent de mer d'un projet de diplôme d'Etat et va en soumettre le texte à Matignon. L'enseignement de la danse (notamment de la danse moderne) est renforcé dans les écoles de musique contrôlées par l'Etat (dotation de 3 millions de francs). La danse entre aussi en force dans les conservatoires nationaux avec la création d'un département à Lyon (11 millions pour la construction de locaux). A Paris, Jacques Garnier est chargé d'une mission d'études sur l'organisation d'un enseignement fort (classique et moderne) à La Villette.

Le projet d'une école de danse à Marseille est relancé (on peut regretter qu'elle soit consacrée exclusivement au classique). Pour ce faire, l'Etat propose à la ville une participation de 12 millions de francs. Enfin, l'école-pilote de Nanterre est mise à la disposition de l'Opéra de Paris.

L'aide à la création est diversifiée : aide aux projets (actions ponctuelles), aide aux compagnies indépendantes avec un budget majoré de 15 % (ce qui est encore faible par rapport aux besoins), aide à la création musicale et chorégraphique. Quatre millions supplémentaires sont affectés aux compagnies implantées, ce qui permet de renforcer les moyens de Maguy Marin, Dominique Bagouet et Jean-Claude Gallota. Projet d'installation de Karine Saporta, à Douai, de Jean-Christophe Maillot, à Tours. Enfin, un centre de production créé à Orléans accueillera des chorégraphes en résidence.

## Rapprochement avec l'audiovisuel

Pas de création sans diffusion. Un gros effort est entrepris dans ce sens avec un inventaire des lieux dans toute la France, des projets d'équipements de salles, une aide à la Maison de la danse à Lyon (450 000 F), une réflexion sur un projet de Maison de la danse à Paris (lieu d'accueil, de travail, de rencontres, d'archivage...), relance de l'action de l'ONDA (1) (+1 million), soutien accru au concours de Bagnolet...

Enfin, l'attribution de crédits déconcentrés aux directeurs régionaux du ministère devrait favoriser des opérations menées avec la participation de partenaires municipaux ou privés. Il est prévu aussi la création d'une fondation de la danse en faveur du mécénat, un rapprochement de la danse et de l'audiovisuel (productions d'émissions sur la Sept, introduction de la danse au Festival de Cannes, organisation du Centre de la danse et de l'image de Châteaufort).

En décrétant 1988 année de la danse, M. Léotard espère sensibiliser les collectivités, les élus, les médias et les inciter à soutenir un art particulièrement représentatif de notre temps.

M. M.

(1) Office national de diffusion artistique.

**GALERIE CAILLEUX**  
136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris — Tél. : 43-59-25-24  
**ASPECTS DE FRAGONARD**  
Peintures — Dessins — Estampes  
Jusqu'au 7 novembre

**ARCHIVES NATIONALES - Musée de l'Histoire de France**  
**LE SACRE**  
A propos d'un millénaire 987-1987  
Hôtel de Soubise  
60, rue des Francs-Bourgeois de 14 h à 17 h (DERNIERS JOURS)  
**ESPACE FRANÇAIS**  
Vision et aménagement  
TRÉSORS DE CARTES  
ET PLANS DES ARCHIVES  
Hôtel de Rohan  
87, rue Vieille-du-Temple de 12 h à 18 h

**GALERIE LACOURIÈRE-FRÉLAUT**  
23, rue Sainte-Croix-de-la Bretonnerie, 75004 Paris — Tél. : (1) 42-74-02-30  
**DADO**  
Œuvres sur papier  
Jusqu'au 21 novembre

DU 22 OCTOBRE AU 23 NOVEMBRE 1987 A LA  
**GALERIE HÉLÈNE PRINCE**  
GALERIE D'ART DE LA MAISON DE LA LITHOGRAPHIE  
  
**MICHEL JOUENNE**  
ŒUVRES RÉCENTES  
GALERIE HÉLÈNE PRINCE : 110, BOULEVARD DE COURCELLES  
75017 PARIS - TEL. 42-27-20-16  
METRO : TERRES DE COURCELLES - BUS : 30-31-42-83 et 84  
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI INCLUS DE 11 H A 19 H SANS INTERRUPTION

**am** GALERIE ANNE MINET  
**Une nouvelle galerie hors tradition**  
Antiquités — Tableaux, Extrême-Orient, Asie du Sud-Est dans un espace contemporain — (société-restauration).  
4, rue Maître-Albert 75005 Paris.  
Tél. : 43-54-10-61.  
Parking, bd Saint-Germain (place Maubert, angle rue Lagrange).  
Tous les jours sauf dimanche de 14 h à 20 h.  
Nocturne chaque jeudi jusqu'à 22 heures

**GALERIE FRAMOND**  
**40 ANS - 40 ŒUVRES**  
A l'occasion de son quarantième anniversaire  
Octobre - Décembre  
3, rue des Saint-Pères 75006 Paris - Tél. : 42-60-74-76

**GALERIE CLAUDE BERNARD**  
7-9, rue des Beaux-Arts, 75006 Paris  
Tél. : 43-26-97-07  
**CREMONINI**  
Peintures récentes  
22 octobre - 28 novembre

**PROSCENIUM**  
35, rue de Seine, 75006 Paris  
43-54-92-01  
**Christian BERARD**

**Galerie Jacques BAILLY**  
34, avenue Matignon, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 43 59 09 18  
**ACHÈTE**  
toutes œuvres de **ANDRÉ MASSON**



## L'ANNÉE DE LA DANSE

## Trois bâtiments pour une école

C'est Christian de Portzamparc qui a imaginé l'architecture de l'école, isolée dans les nouveaux quartiers de Nanterre, comme une riche abbaye à l'abri du monde.

À quarante-trois ans, Christian de Portzamparc est désormais l'un des chefs de file de la nouvelle architecture française. Par « nouvelle », il faut entendre un genre multiforme, épuré, moderne, post-moderne ou tout ce qu'on voudra, mais qui rompt définitivement avec les stéréotypes mal bâtonnés, vitrés ou fumés auxquels il avait fallu s'habituer jusqu'aux années 70. Portzamparc a beaucoup contribué à modifier ce mauvais paysage par un premier et élégant pied de nez, un château d'eau à Marne-la-Vallée, et surtout par des logements sociaux de la rue des Hauts-Formes, à Paris (1975-1979). Moins aboutie que la légende ne l'a depuis voulu, cette réalisation marquait cependant un tournant dans le traitement de la rue, dans les relations diplomatiques plus ou moins courtoises qu'entretenait l'architecture et l'urbanisme.

Le logement est resté une de ses deux spécialités. L'autre, sur-

venue un peu par hasard, est la musique et tout ce qui l'entoure. Il a ainsi construit le conservatoire du septième arrondissement; il a fait construire l'Opéra de la Bastille, concours finalement remporté par le Canadien Carlos Ott; il commence à présent les travaux de la Cité de la musique, à La Villette. Et il vient d'achever l'école de danse de l'Opéra de Paris.

## Etude et détentes

L'école de danse devait s'inscrire sur un des sites sans âme, sans continuité, sans repères mais encombrés de masses disparates, que nous ont concoctés les urbanistes des banlieues et des villes nouvelles. Un bâtiment en L, abandonné depuis, devait venir caler l'école adossée aux collines verdoyantes du parc de Nanterre.

Dans l'école, un internat, en fait, devaient être réunis: 1) les logements des élèves; 2) des salles de danse; 3) des salles de classe. L'ensemble n'étant pas destiné, comme la pension Old Nick, à de bons ou mauvais petits diables, mais bien à d'exquises enfants et à de charmants jeunes gens brutalement plongés dans les exigences monacales de la danse, il fallait imaginer une sorte de Thélème à la fois radieuse et fermée, propice à l'animation

comme au calme, à l'étude comme à la détente.

Le logement, la danse, les cours. Trois fonctions? Réponse: trois bâtiments pratiquement autonomes, trois solutions radicalement différentes, poussées de manières distinctes et tout cela pour le prix d'un CES ordinaire.

Les trois volumes, articulés autour d'un patio, sont eux-mêmes ponctués de zones de récréation, de repos, et l'ensemble forme ainsi un réseau extraordinairement urbain plein de surprises et de lumière. D'ores et déjà, les rapports de la « ville » alentour et de l'école se sont inversés. La ville, déchiquetée et dont les couleurs excessives tirent à hue et à dia, trouve finalement là comme un point de convergence, un centre blanc, évident et mystérieux, comme un palais marocain qui laisserait deviner son jardin. Ce n'est pas seulement une image: le patio central, haute cour vitrée sur toute la hauteur de l'école, paraît donner accès au parc de la ville, Eden rendu inaccessible à nos chers jeunes gens par un grillage.

Toute leur attention se portera donc, bon gré mal gré, sur l'élément majeur du triptyque, le bâtiment de la danse. Celui-ci reprend, en plus géométrique, le principe de l'ensemble. Soit quatre blocs distincts autour d'un axe central, ici un escalier, à la fois

simple et magistral. Un de ces blocs est cylindrique, l'occasion, pour Portzamparc, de donner au profil général de l'école un de ces signaux que l'architecte affectionne, une sorte de tour de garde à la fois pittoresque et protectrice. Une grande salle de spectacle, dotée d'un plateau aux dimensions de l'Opéra, et qui ne nécessitait pas d'ouverture, a été enterrée, permettant autant de liberté et de lumière à cet ensemble voué aux joies et labeurs du danseur.

## Une chaîne de signes

L'école de danse de l'Opéra de Paris a une complexité qui ne se laisse pas cerner par la description. Chaque fragment évoque l'évocation d'un autre fragment, l'architecture formant à la fois un tout et une chaîne de signes. A quoi se surajoutent d'autres signes purement visuels, qui sont une des marques de Portzamparc, sourires ou grimaces, selon qu'on aime ou non ce maniérisme taillé dans la masse. Hostiles à cette expressivité, d'autres courants de notre « nouvelle » architecture française font quelquefois bon marché du travail de Portzamparc, négligeant ce que cache de réflexion sur l'espace et la circulation ces sourires et grimaces.

FREDERIC EDELMANN.



## Loïc Touzé :

## « Je ne danserai pas Giselle »

Il a fait ses classes à l'école de danse de l'Opéra sept ans durant. Il danse aujourd'hui dans la compagnie Monnier/Durore.

Je garde de ces années quelques souvenirs magnifiques. Les spectacles de dernière année sur scène, les galas, une tournée de l'école au Japon, où j'ai dansé *Arade*, d'Arturo Labis, et les *Deux Pigeons*, avec Sylvie Guillem. Il y a aussi la magie des lieux, les couloirs sombres, l'odeur du bois, le fantôme. A quinze ans, on s'échappait les cours pour explorer les sous-sols. Nous étions les chevaliers de la Table ronde. Dans les couloirs, on croisait les étoiles. J'ai peur que cela ne se perde à Nanterre. La nouvelle école risque de ressembler à un super-centre de sport, sans mystère.

Passer de l'école au corps de ballet, c'est comme entrer dans un lycée après la communale. Lorsque j'étais quatorze, j'ai eu mon premier rôle — un joueur de mandoline dans *Roméo et Juliette*, — et j'ai senti un malaise. Je n'étais pas à ma place. A partir du moment où l'on refuse la voie normale, on est seul. Passer au GRCOP (1) n'est pas tellement bien vu. Mais là, en travaillant avec David Gordon, j'ai senti qu'on me demandait quelque chose qui n'appartenait qu'à moi, pas seulement des gestes reproduits.

Après 7 Le congé sans solde, un spectacle avec Carolyn Carlson au Théâtre de la Ville, trois semaines à New-York chez Nickolas. C'est dur, on perd ses amis, on déçoit sa famille, on abandonne la sécurité. Et puis il ne faut pas croire qu'en sortant de l'Opéra on peut tout danser: j'ai arrêté de faire du jol. Je ne serai jamais la princesse dans *Giselle*. Ce n'est pas une frustration.

Propos recueillis par MARCELLE MICHEL.

(1) Groupe de recherches de l'Opéra.

## Une création de Louis XIV

En s'installant dans des bâtiments pilotes, pensés, conçus, par un architecte moderne, l'école de danse de l'Opéra de Paris rattrape son siècle.

UN des avantages de Nanterre sur lequel revient souvent Claude Bessy, directrice de l'école de danse de l'Opéra de Paris, est la possibilité

pour son film *La Mort du cygne*. Tourné en 1938, sous le règne de Serge Lifar, il constitue un excellent reportage.

A côté d'Yvette Chauviré et de Mia Slavenska, engagées dans une rivalité d'étoiles, James Chatrat incarnait Rose Souris, petite fille fière et exaltée, prototype du petit rat.

Depuis la prise en main de l'école par Claude Bessy, en 1972,



Photos extraites du livre de Claude Bessy, *La Danse et l'Edifice*.

qu'auront les élèves de s'aérer, de profiter d'un grand parc, de mener une vie saine, équilibrée. Avec son côté fonctionnel, très « clean », la nouvelle école de Nanterre est adaptée à la formation de jeunes danseurs professionnels, soumis à un travail rigoureux qui élargit leurs performances physiques.

La métaphore du petit rat, créature fragile et bavarde, sous-alimentée, glissant furtivement dans les couloirs du labyrinthe du Palais Garnier, appartient au passé.

C'est à Louis XIV que l'Opéra est redevable de son école. Après que Beauchamp, maître à danser du roi, en eut fixé les règles et codifié les pas, il devint nécessaire de former des artistes professionnels. Les cours ont lieu trois fois par semaine dans le maspand de l'Opéra, rue Saint-Nicolas. Les enfants sont très tôt intégrés aux spectacles de ballets et soumis à une forte discipline.

## Un univers sombre et exaltant

En 1860, l'école compte vingt-trois élèves répartis en sept classes. Ils apprennent la danse exclusivement.

D'où leur vient ce nom de petits rats? Peut-être de leur première école, qui était un ancien grenier à grains, ou de leurs trottements dans les combles où se tenaient les classes. Leur vie dans un univers à la fois sombre et exaltant, coupé de réel, a inspiré Benoît Levy

les conditions ont changé, mais l'esprit maison demeure; quelque chose de conventuel, une formation sélective, vécue pendant sept ou huit ans par une petite communauté, le passage de l'enfance à l'adolescence avec, pour chacun, comme objectif d'être un jour sur scène celui qui capte tous les regards et tous les cœurs.

M. M.



Photos extraites du livre de Claude Bessy, *La Danse et l'Edifice*.

Théâtre de la Bastille  
SUZUKI COMPANY OF TOGA  
APRÈS "LES TROUVENES"



L'immense Kayoko Shirashi dans  
CLYTEMNESTRE  
D'après Eschyle et Euripide  
Adaptation et mise en scène de Tadashi Suzuki  
Dans le cadre de  
PLEINS FEUX SUR LE JAPON  
PARIS 1987  
COUVERTURE DE LA REVUE "LES ARTS DE LA DANSE"  
DERNIERE LE 25 OCTOBRE

AMANDIERS DE PARIS  
114, RUE DES AMANDIERS, 75002 PARIS  
TEL. (1) 43 46 42 17

Derniers chagrins  
d'après F. KAFKA  
Du 13 octobre au 14 novembre  
20630  
Relâche dimanche et lundi  
Billetterie: Esc  
Théâtre en Ciel - Logistique: Théâtre

THEATRE 71  
MALAKOFF  
46.55.43.45

14 OCTOBRE - 15 NOVEMBRE

ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR  
d'ALFRED DE MUSSET

Mise en scène: VIVIANE THEOPHILIDES  
Musique: GIOVANNA MARINI

20 OCTOBRE  
5 DECEMBRE  
ATHENEE

ELVIRE  
JOUYET 40  
MISE EN SCENE BRIGITTE JACQUES  
AVEC PHILIPPE CLEVEYROT  
MOULIERE 87 DU MEILLEUR COMEDIEN  
1982  
LOC. AGENCES • FNAC • THEATRE

6 octobre 15 novembre  
AUBERVILLIERS  
GROUPE TSE

LA LOCANDIERA  
Carlo Goldoni  
Adaptation: Jean-Louis CURTIS  
Mise en scène: Alfredo ARIAS

Adriana Asti, Jean-Marc Bory, Christine Citti,  
Michel Duchaussoy, Michel Gudrin, Didier Guedj,  
Liliane Rovère, Bernard Waver  
THEATRE DE LA COMMUNE  
Loc. 48 34 67 67 et FNAC

FUEGOS  
Un film français réalisé par Alfredo Arias  
au Cinéma L'EPÉE DE BOIS - 43 37 57 47

هكذا من الاجل



## EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

**L'AVENTURE LE CORBUSIER, 1897-1965.** Grande galerie. Du 7 octobre au 3 janvier.

**HOMMAGE A KASSAK.** Les avant-gardes hongroises. Petit foyer. Jusqu'au 26 octobre.

**VINCENT CORPET, MARC DES-GRANDCHAMPS, PIERRE MOIGNARD, FRANÇOIS PERRODIN, MAIRIE-FRANÇOISE POUTAY, MICHEL VERDUX.** Galerie contemporaine (salle de la Médiathèque). Jusqu'au 26 octobre.

**DEUX ANS D'ACQUISITIONS DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE AU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE.** Galerie de la Forêt (salle de la Forêt). Jusqu'au 26 octobre.

**LIBERTÉ ET LIMITES: PORSCHE DESIGN.** Galerie des Étoiles du CCL. Jusqu'au 26 octobre.

**LUCIO FONTANA.** Cinq œuvres des années 60 à 80. Musée. Jusqu'au 11 janvier.

**GESTE D'ENFER.** Salle d'actualité de la BPI. Jusqu'au 2 novembre.

**REBUS-ORNET** ou quand les choses se passent pour des unités, de M. de Lamoignon. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 décembre.

**CENSURES.** De la Bible aux journaux d'Enfer. Le livre et la censure en France. Galerie de la BPI (2<sup>e</sup> étage). Jusqu'au 11 janvier.

**JOVANNI MICHELLOCCI.** Dessins d'architecture. CCL jusqu'au 4 janvier.

**FAIRE LA VILLE EN SUÈDE.** Centre d'information du CCL. Du 21 octobre au 30 novembre.

**MÉMOIRES DU FUTUR.** Mémoires et technologies. Galerie du CCL. Du 21 octobre au 18 janvier.

## Musées

**FRAGONARD.** Jusqu'au 4 janvier. Entrée: 20 F. le samedi; 20 F. TRÉSORS DES PRINCES CELTES. Du 22 octobre au 15 février. Entrée: 22 F. le samedi; 15 F. Galeries nationales du Grand Palais, avenue de la Grande-Armée. (42-56-79-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

**A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST AMÉRICAIN.** Grand Palais. Tous les jours, de 10 h à 18 h 30; le samedi jusqu'à 23 h. Du 24 octobre au 8 novembre.

**41<sup>e</sup> SALON DES RÉALITÉS NOUVELLES.** Grand Palais. Avenue Winston Churchill (42-56-45-11). Tous les jours de 10 h à 18 h 30. Du 25 octobre au 8 novembre.

**CHICAGO. NAISSANCE D'UNE MÉTROPOLIS.** Jusqu'au 3 janvier. Expositions-dossiers (1913). Le théâtre des Champs-Élysées. Espace Boudin. Du 27 octobre au 27 janvier.

**MUSÉE D'ORSEY.** 1, rue de Beuchamps (45-49-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 18 h; le jeudi jusqu'à 21 h 15. Entrée: 21 F; le dimanche 11 F.

**DE GRECO A PICASSO.** Jusqu'au 3 janvier. Solaire et Ombres. L'art pictural du XIX<sup>e</sup> siècle. Du 20 octobre au 5 janvier. Musée du Petit Palais. Avenue Winston-Churchill (42-65-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée: 30 F; demi-tarif: 20 F.

**LE SIÈCLE DE PICASSO.** Du 10 octobre au 3 janvier. L'IMAGINATION NOUVELLE: LES ANNÉES 70-80. Jusqu'au 22 novembre. Musée d'Art moderne de la ville de Paris. 11, avenue du Président Wilson (42-56-41-77). Sauf lundi, de 10 h à 19 h, le mercredi jusqu'à 20 h 30.

**ESPAGNE 1987. DYNAMIQUES ET INTERROGATIONS.** Musée d'Art moderne, ARC (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 novembre.

**LES REGALIAS.** Instruments du sacre suédois à la Révolution. Les « Histoires de Charlemagne ». Le Louvre (42-60-39-26). Département des objets d'art. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée: 20 F (gratuit le dimanche). Jusqu'au 11 janvier.

**L'ESTAMPE EN FRANCE DU XIX<sup>e</sup> AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE.** Bibliothèque nationale, galerie Mazarin et salle Montreuil. 38, rue de Richelieu. Jusqu'au 2 novembre.

**IAN HAMILTON FINLAY.** Galerie de l'Estampe contemporaine. Bibliothèque nationale. Rotonde Colbert. 4, rue Vivienne. 6, rue des Petits-Champs (42-03-81-13). Sauf le dimanche, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 octobre.

**LES MONDES A L'ENVERS DANS LE TRÉSOR DES CONDES D'HENRI POURBAT.** Bibliothèque de l'Assemblée nationale, galerie Mazarin et salle Montreuil. 38, rue de Richelieu. Jusqu'au 2 novembre.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 20 F. le samedi; 15 F. le dimanche. De 10 h à 20 h, mer. Jusqu'au 22 h.

**LE TRÉSOR D'OR DE LAQUELLES.** Musée de la Ville de Paris. Du 22 octobre au 30 novembre. Entrée: 2



# "UN CHEF-D'ŒUVRE."

PREMIÈRE

**"UN PRODIGE DE  
MISE EN SCÈNE.  
BOULEVERSANT, VERTIGINEUX...  
UN DIRECT AU CŒUR."**

LE POINT

**"SUPERBE !"**

LE FIGARO MAGAZINE

**"GÉNIAL KUBRICK !"**

L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI

**"LA GUERRE COMME  
ON NE L'A JAMAIS VUE,  
'FULL METAL JACKET'  
EST UN FILM INOUBLIABLE."**

STARFIX

**"LES MOTS SONT  
IMPUISSANTS A DÉCRIRE  
UN TEL FILM"**

7 A PARIS



Un film de Stanley Kubrick

## FULL METAL JACKET

WARNER BROS. PRÉSENTE UN FILM DE STANLEY KUBRICK FULL METAL JACKET

AVEC MATTHEW MODINE ADAM BALDWIN VINCENT D'ONOFRIO LEE ERMEY DORIAN HAREWOOD ARLISS HOWARD KEVYN MAJOR HOWARD ED O'ROSS  
SCÉNARIO DE STANLEY KUBRICK MICHAEL HERR GUSTAV HASFORD D'APRÈS LE ROMAN "LE MERDIER" DE GUSTAV HASFORD CO-PRODUCTEUR PHILIP HOBBS PRODUCTEUR JAN HARLAN

DISTRIBUÉ PAR WARNER-COLUMBIA FILM

PRODUIT ET RÉALISÉ PAR STANLEY KUBRICK

FROM WARNER BROS. A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

45 TOURS  
"I WANNA BE  
YOUR DRILL  
INSTRUCTOR"

VO: GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PUBLICIS ST-GERMAIN - 14 JUILLET ODÉON - LA PAGODE -  
GAUMONT PARNASSE - GAUMONT LES HALLES - 14 JUILLET BASTILLE - ESCURIAL - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - MAILLOT -  
GAUMONT ALÉSIA - VF: GAUMONT OPÉRA - MIRAMAR - NATION - FAUVETTE - UGC CONVENTION - WEPLER - REX - UGC LYON BASTILLE -  
VF: GAUMONT ÉVRY - GAUMONT OUEST BOULOGNE - 3 VINCENNES - TRICYCLE ASNIÈRES - LE FRANÇAIS ENGHEN - CYRANO VERSAILLES -  
BELLE ÉPINE THIAIS - 4 TEMPS LA DÉFENSE - VÉLIZY - PATHÉ CHAMPIGNY - C2L ST-GERMAIN - ALPHA ARGENTEUIL - PARLY II - LES ULIS ORSAY -  
REX POISSY - ARTEL ROSNY - ARTEL CRÉTEIL - CARREFOUR PANTIN - ARTEL MARNE-LA-VALLÉE - LA PLÉIADE CACHAN - LES FLANADES SARCELLES -  
ARTEL NOGENT - BUXY VAL D'YERRES - 4 CHAMPS PALAISEAU - CONTI L'ISLE-ADAM - DALTON SEVRAN.

DECARIS

هكذا من الراحل





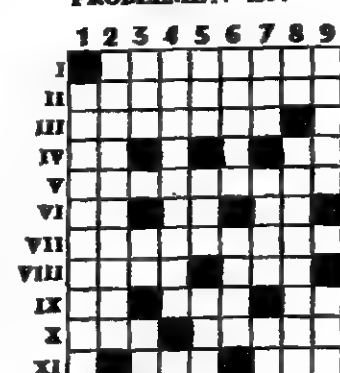






# Le Carnet du Monde

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 4597**

## HORIZONTALLEMENT

- M<sup>me</sup> Jean BÉREAU,  
son épouse,  
Alexis BÉREAU,  
son fils,  
Evelyne d'Aspremont,  
Henry et Isabelle Bouquillard,  
ses enfants,  
André et Sophie,  
ses petites-filles,  
M<sup>me</sup> Louis BÉREAU,  
sa mère,  
Les familles Lagarrigue et BÉREAU,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean BÉREAU.**

Le 19 octobre 1987, à 10 heures, a eu lieu, à la chapelle de la paroisse de Notre-Dame-des-Vertus, la messe de réquiem pour le défunt. Les obsèques ont été célébrées par le père Jean-Pierre Gauthier, curé de la paroisse. Les obsèques ont été célébrées à 10 heures, à la chapelle de la paroisse de Notre-Dame-des-Vertus, la messe de réquiem pour le défunt. Les obsèques ont été célébrées par le père Jean-Pierre Gauthier, curé de la paroisse. Les obsèques ont été célébrées à 10 heures, à la chapelle de la paroisse de Notre-Dame-des-Vertus, la messe de réquiem pour le défunt. Les obsèques ont été célébrées par le père Jean-Pierre Gauthier, curé de la paroisse.

président honoraire de l'Union  
des commerçants de Saint-Etienne,  
président honoraire  
du Syndicat de l'ameublement  
de la Loire,  
administrateur honoraire  
de la Fédération nationale  
de l'ameublement,  
président honoraire  
des Anciens combattants  
de Saint-Etienne  
Marcel Lévy et TOE de 1923 à 1939),  
survenu le 16 octobre 1987, à Saint-  
Etienne, dans sa quatre-vingt-neuvième  
année.

1. The President of the United States  
 2. The Vice President of the United States  
 3. The Speaker of the House of Representatives  
 4. The President of the Senate  
 5. The Chief Justice of the United States  
 6. The Secretary of State  
 7. The Secretary of the Treasury  
 8. The Secretary of War  
 9. The Secretary of the Navy  
 10. The Secretary of the Interior  
 11. The Secretary of the Agriculture  
 12. The Secretary of the Commerce  
 13. The Secretary of the Education  
 14. The Secretary of the Health  
 15. The Secretary of the Labor  
 16. The Secretary of the Housing  
 17. The Secretary of the Veterans Affairs  
 18. The Secretary of the Social Security  
 19. The Secretary of the Postal Service  
 20. The Secretary of the Federal Reserve

**VERTICALEMENT**

1. Le commencement de la fin. —
2. Des chutes retentissantes. — 3. Une bonne pomme. Lat. Pour lier. — 4. Peut assombrir autant que le jour. — 5. Collera. Pronom. Beau sujet de méditation. — 6. La langue qu'on parie à Lapon. Les uns et les autres. — 7. Enzyme. Fit circuler. — 8. En Russie. Sono vraiment très meurtriers. — 9. Coule en Espagne. Mangeait entre les repas.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 22 octobre, à 13 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, où l'on se réunira.

La famille ne recevra pas de condoléances, au registre sera tenu à disposition.

L'inhumation aura lieu dans l'insémité familiale, le vendredi 23 octobre, au cimetière de Joux (Vancluse).

Cet avis tient lieu de faire part.

62 boulevard Victor Hugo

Yves et Marie Labarthe,  
ses enfants et beaux-enfants,  
Véronique, Sandrine, Frédéric, Je-  
sica, Odile, Jean,  
ses petits-enfants,  
Soumaya, Numa,  
ses arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès  
dans sa quatre-vingt-huitième année de

**ELISE LABARTHE,**  
née Le Bast,  
professeur honoraire  
de l'enseignement technique ENSET,  
1926-1928.

COFIME : Terrasse Boiffal,  
1, avenue du Général-de-Gaulle,  
92806 Puteaux.

---

- Mougner (64). Bayonne.

M<sup>me</sup> - Elisabeth Verges-Legue,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Verges,  
Le docteur Roger d'Hausy et M<sup>me</sup>,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Les familles Verges, Fuslier-  
Lasserre, Lescozères,  
Parents et alliés  
ont le plaisir de faire part du décès de

1. The first of these is the fact that the  
 2. the first of these is the fact that the  
 3. the first of these is the fact that the  
 4. the first of these is the fact that the  
 5. the first of these is the fact that the  
 6. the first of these is the fact that the  
 7. the first of these is the fact that the  
 8. the first of these is the fact that the  
 9. the first of these is the fact that the  
 10. the first of these is the fact that the

I. Astic. — II. Vaufr. —  
 III. ENA. Dent. — IV. Narica. —  
 V. Trés. Mous. — VI. Obéris. —  
 VII. Régie. II. — VIII. Il. Télé. —  
 IX. Saliver. — X. Mueras. Dé. —  
 XI. Stars.

*Verticalement*

1. Aventurisme. — 2. Sonar. Au. —  
 3. Tiare. Gilet. — 4. Il. Isoloir. —  
 5. Ci. Be. Vas. — 6. (Edme. Test. —  
 7. Trésorier. — 8. Tell. Dr. —  
 9. Pitissières.

**GUY BROUTY.**

**M. Jean BÉREAU**,  
survécu le 20 octobre 1987, des suites  
d'une longue et douloureuse maladie.

[Né le 5 avril 1927 à Nacbonville (Nord),  
ancien élève de l'école nationale d'administra-  
tion (promotion Jean Durand), il a été élu dé-  
puté des cantons des Pyrénées de l'Est, de  
canton des Pyrénées de l'Est, de l'Est, de l'Est,  
directeur de cabinet au Ministère, secrétaire  
général du Tarn-et-Garonne, sous-préfet de Dax  
et de Forbach avant de devenir, en avril 1987,  
président du tribunal administratif de Pau. Il a été  
général de la préfecture de Paris, Jean BÉREAU  
avait été admis sur un concours du baccalauréat  
congé spécial en octobre 1986.]

Le Mes Kousk Heol, Chamon-Carson,  
26600 Tsin-PHermitage.  
30, rue Gay-Lussac,  
75005 Paris.  
13, rue de la Faltz,  
62300 Lens.

---

~ M= Jean Morand,  
nése Bernadette de Foucourt  
a la douleur de faire part du décès de

---

M. Jean MORAND,  
fonctionnaire (e.r.) de la Commission  
des Communautés européennes,

**Erratum**

— Dans l'avis de décès, daté du 20 octobre 1987, de

**L**etters to the Editor, and  
Letters to the Editor, are  
accepted for publication in  
this section. Letters should be  
sent to the Editor, and should  
be no longer than 100 words.  
Letters should be sent to the  
Editor, and should be no longer  
than 100 words.

**JEUDI 22 OCTOBRE**

- Eglises et nœuds du quartier de Montmartre, 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt.
- Historiques demeures anciennes du Vieux Beaumont, 15 h 15, 69, rue des Gravilliers.
- Deux heures dans le Marais, voirie Royale, de la place des Voges au quartier Saint-Paul, 13 h 45, métro Saint-Paul.
- Symptômes hôtel de Lauzun, 14 h 45, arrêt métro Hôtel-de-Ville.

Le docteur André BOÛLIE,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre ROBIA,  
Le docteur Lucien BOÛLIE et M<sup>me</sup>,  
ses frères et sœurs,  
Ses neveux, nièces, petits-neveux,  
petites-nièces.  
La famille et les amis  
ont la douleur de faire part de la perte  
cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la  
personne du

**docteur René BOÛLIE,**  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président de la Société d'entraide  
de la Légion d'honneur,  
résident honoraire.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

29, boulevard du Régent,  
Boite 5 B 1000 Bruxelles.

---

— Nous avons appris la mort de

**Jean-Pierre PÉROLACCI**

le 17 octobre 1987.

Jean-Pierre Pérolacci est l'un des auteurs

1 bis, rue de Nanterre,  
92150 Suresnes.  
au lieu de  
1 bis, rue de Nanterre,  
92150 Nanterre.

---

**Remerciements**

— Très touchés par tous les témoignages de sympathie manifestés lors du décès de :

**M. NISSIM STRUGO**

et dans l'attente de la venue de son corps à Paris.

de l'effort, tandis que  
nous obtenons pour la pro-  
duction des modes passifs. Des  
mois d'attente, mais  
nous avons le Nord et  
l'acceptation de l'Alaska qui  
nous donne de l'Ala-  
ba. L'effort dans le défilé  
est un effort augmenté  
difficile.

- Hôtels du Marais (nord) place des Voages », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.
- Le mystère du cimetière Sainte-Marguerite, l'énigme de Louis XVII », 15 h, 36, rue Saint-Bernard.
- Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 20, place de l'Hôtel-de-Ville, près de la poste (métro Hôtel-de-Ville), risque d'annulation. Tél. : 42-60-71-62).
- La Mosquée : histoire de l'Islam », 15 h, entrée place du Puits-de-Fermesse.
- De Cécile Sorel à Clara Malraux : les femmes les plus célèbres du cime-

président d'honneur  
de la Société mutualiste  
des médecins de la Manche,  
ex-président  
de la commission médicale consultative  
de l'Hôpital mémorial de Saint-Lô,  
président honoraire  
du syndicat des médecins de la Manche,  
président honoraire  
de la Croix-Rouge française.

décédé muni des sacrements de l'Eglise,  
le 20 octobre 1987, à l'âge de quatre-  
vingt-un ans.

— Michel de Seauve  
Et ses enfants,  
ont la douleur de faire part de la mort  
de leur épouse et mère,  
**Anne de SEAUVE,**  
née Desmonlan,  
pieusement décédée à Chalignac, le  
19 octobre 1987.

**Anniversaires**

- Pour le dix-septième anniversaire de la disparition de

**SAMSON FRANÇOIS,**

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, admiré ou aimé

sition. Plus de 100.000  
 grands. Franche-Comté et  
 (parce) La Haute est agri-  
 que dans celle-ci se font aussi  
 les forêts de sapins et de  
 les établissements (Paye de  
 M. Lemoine, Provence  
 les Côtes d'Azur, Puisse-  
 (France) et même pour  
 l'Alsace et la Basse-Normandie  
 la progression de l'éclosoie est  
 pour les deux départements

**200 TABLEAUX**

Principalement par : BERT  
CAVAILLES, CERIA, CHAP  
COSSON, COTTA VOZ, DIGN  
EDZARD, EISENDECK, FAV  
GÉNIN, HAMBOURG, HAV  
LAUVRAY, LA VILLÉON, LE  
MACLEY, MADELINE, I

**VTX MODERNES**  
 RAM, BOUYSSOU, CAILLARD,  
 PELAIN-MIDY, CHARCHOINE,  
 MIMONT, DOMERGUE, J. DUFY,  
 DRY, FLANDRIN, FRANK-WILL,  
 VKINS, HUMBLLOT, KIKOINE,  
 LOURG, LÉGER, LHÔTE, LUCE,  
 MENTOR, NEUQUELMAN,

Chalignac par Saint-Vincent,  
43800 Vorey.

— On nous prie d'annoncer le décès  
de

**M. Adrien SÈCHES,**  
chevalier de la Légion d'honneur,

De la part de  
M<sup>me</sup> Adrien Sèches,  
Ses enfants et petits-enfants.


4, rue Dormoy,  
42000 Saint-Etienne.

— Une messe à la mémoire de

**Paul VIGNAUX**

sera célébrée le lundi 9 novembre, à  
19 heures, en l'église Saint-Jacques-  
du-Haut-Pas, 254, rue Saint-Jacques,  
Paris-9.

---



A small, dark silhouette of a dog, possibly a bulldog, standing on a small platform or base.

Quinze jours d'emp

TREIZE ŒUVRES  
 ILLUSTRANT LE  
 TRENTA DESSINS  
**DIMANCHE 25**  
**à 14h**  
 M<sup>r</sup> Georges Blache, commissaire  
 Versailles. Tél. : (1) 39-50

ES par DE BELAY  
PROCÈS STAVISKY  
par LAMBERT-RUCKI  
**6 OCTOBRE 1987**  
**heures**  
re-priEUR, 5, rue Rameau, 78000  
-55-06 + (Expos. vend. 23,

**ORFÈVREURIE - BIJOUX**  
**M. MICHEL POLES, expert.**  
**GALERIE DES CHEVAU-LÉGERS**  
**LUNDI 26 OCTOBRE A 21 H**  
**IMPORTANTES**  
**TABLEAUX MODERNES**  
**MM. J. MARTIN et O. DESHENOTT**  
3, impasse des Chevaux-Légers.

**SOLDES**

MERCREDI 21 OCTOBRE  
JEUDI 22 OCTOBRE  
VENDREDI 23 OCTOBRE

9 h à 12 h / 14 h à 18 h

Prêt-à-porter • Maroquinerie  
Coutils • Gravures • Objets d'art

[illegible]

Un salaire sur cinq, ne  
un emploi - permanent.



# Le Monde EMPLOI

## Gestionnaire des changements technologiques

### Des cadres au chômage aident à la définition d'un nouveau métier

**YVES LASFARGUE** aime manier les paradoxes. Directeur d'IFG-Technologies (Institut français de gestion), il rend grâce au chômage de faciliter la découverte de nouveaux métiers et d'en favoriser la formation.

Provocateur, le propos s'applique à une expérience qu'il vient de mener avec succès. Pendant cinq mois, jusqu'en juillet dernier, IFG-Technologies a pu organiser un stage préparant à la fonction de « gestionnaire des changements technologiques ». Dans la foulée, un autre commencera en janvier prochain.

Au point de départ, une intuition. Les innovations techniques ne se limitent pas à la famille des «iques» (informatique, électronique, informatique, biomécanique, productique et robotique, par exemple). Leur arrivée entraîne des modifications qui balayent les anciens cloisonnements. Il ne sera bientôt plus possible de gérer chacune de ces technologies séparément. Il faudra permettre les rapprochements et avoir recours à des hommes qui sauront mettre en

relation les apports de tous les secteurs.

Mais ce métier, que l'on sent poindre confusément, personne n'est en mesure de l'exercer vraiment. Aucun cadre n'y est préparé, et les entreprises elles-mêmes n'étaient pas, à l'origine, capables d'y consacrer des efforts.

« L'innovation collective ne passe plus par l'entreprise mais par le chômage », écrit donc Yves Lasfargue. Avec l'appui de divers organismes, dont le FNE (Fonds national de l'emploi), l'AFPEC (Association pour l'emploi des cadres), l'ANPE, il réalise le montage financier de l'opération et s'adresse au seul public disponible : les cadres au chômage.

Hormis une personne en congé individuel de formation, dix-sept chômeurs participent à l'expérience en connaissance de cause. Tous avaient le désir d'ajouter une qualification à leur formation d'ingénieurs, pour les trois quarts, dans les relations humaines ou le marketing pour les autres.

« C'était un pari, et il y avait un peu de risques », admet Yves Las-

fargue, qui a été vite rassuré par les séquences de stages en entreprises. Les stagiaires y ont mené des audits technologiques qui ont confirmé l'existence d'un besoin. Leur recherche d'emploi, toujours délicate, devrait s'en trouver améliorée.

On en arrive ainsi à une série de constatations curieuses ou préoccupantes. Les organismes prennent le relais des entreprises pour imaginer les professions du futur. « La formation crée le métier » et, rappelle Yves Lasfargue, « le chômage permet la formation longue adaptée. C'est le côté positif de l'affaire... »

Pour la suite, les choses devraient mieux se présenter. De grandes sociétés sont en négociation pour adapter la formule à leur cas et elles envisagent d'avoir un poste de ce genre par usine. Des conventions pourraient être signées. Les « cobayes », les chômeurs, auront été utiles pour rendre crédible un nouveau métier.

A. L.

\* Institut français de gestion, 37, quai de Grenelle, 75738 Paris, cedex 15. Tél. : (1) 45-78-61-58.

## De l'usine à la vente

### IBM « redéploie » ses cadres

Transformer, en un peu plus d'un an, mille cadres techniciens en ingénieurs commerciaux, tel est le pari que vient de lancer IBM France avec son plan « redéploiement ». Mille cadres âgés de trente à cinquante ans sont ainsi repartis pendant six mois sur les bancs de l'école, avec examens à la clé. Un plan qui, pour la seule filiale française, a dû coûter à IBM près de 250 millions de francs. Et aux personnes concernées bien des nuits blanches !

les cinquante stagiaires de la promotion de M. Loïs Tourret, un a été refusé, et deux autres « différés » : ces derniers devront suivre un stage complémentaire d'école de vente avant d'être jugés aptes à leur nouvelle fonction. Une sélection pourtant insuffisante pour les représentants CFDT, qui redoutent « des échecs à terme pour certains candidats qui n'auront alors plus la possibilité de retourner vers la production, c'est-à-dire leur affectation d'origine ».

**H**IER architecte, M. Loïs Tourret est depuis quelques semaines ingénieur commercial chez IBM. Quatre mois de stage d'informatique et de vente, et un bon nombre de nuits blanches, l'ont ainsi, à trente-deux ans, propulsé vers une autre carrière. Adieu crayons et table à dessin : il vend, aujourd'hui, des ordinateurs à des sociétés spécialisées du secteur de la chimie.

De la section CFDT d'IBM. Des dirigeants d'usine auraient, en effet, tenté de s'opposer au départ de certains de leurs cadres. Mais ce fut peine perdue. Basé sur le volontariat, ce plan de redéploiement a attiré en priorité des cadres motivés, souvent très appréciés dans leurs unités de départ. Pour qui veut faire carrière chez IBM, le « commercial » est, en effet, la voie royale. Les cadres les plus dynamiques ont donc profité de cette opportunité pour quitter les usines et arriver plus vite vers le devant de la scène.

#### Un plan de communication

D'autant plus que le plan de communication élaboré pour promouvoir cette opération a été particulièrement soigné. Dès septembre 1986, des réunions étaient organisées dans les usines, pour informer les personnes concernées, par groupes de cinquante ; la présence à ces réunions, animées par des commerciaux, était quasiment obligatoire. Les personnes intéressées pouvaient alors déposer un dossier de candidature à leur chef hiérarchique ou à la direction du personnel.

Les candidats sélectionnés suivent ainsi depuis le début de l'année quatre et six mois de stage : cours théorique, formation à la vente et stages en agence. Ces cours sont assurés par des enseignants salariés d'IBM. Des examens filtrent les candidats en fin de stage. A titre d'exemple, sur

Outre le changement de métier et de lieu de travail, les « redéploies » doivent également s'habituer à leur nouveau mode de rémunération. De fixe, leur salaire devient, en effet, variable. M. Loïs Tourret ne gagne ainsi actuellement que 90 % de son salaire antérieur. Mais sa rémunération globale augmentera de 15 %, s'il atteint son quota. Un bon moyen pour maintenir la pression, accroître les ventes, faire redémarrer la production... Encore faudra-t-il alors qu'il reste encore quelques cadres dans les usines !

A. K.

● Foire aux Informations. Deuxième round. — Le deuxième Salon du recrutement ou « JobFair » aura lieu les 23 et 24 octobre à l'hôtel Nikko de Paris. Plusieurs dizaines d'entreprises, constructeurs d'ordinateurs, sociétés de services et grandes entreprises utilisatrices de l'informatique y seront représentées. L'entrée au Salon est libre. Heures d'ouvertures : de 10 heures à 18 h 30 le vendredi 23 octobre et de 10 heures à 17 heures le samedi 24.

## Effectifs en hausse dans l'Ouest et dans le Sud

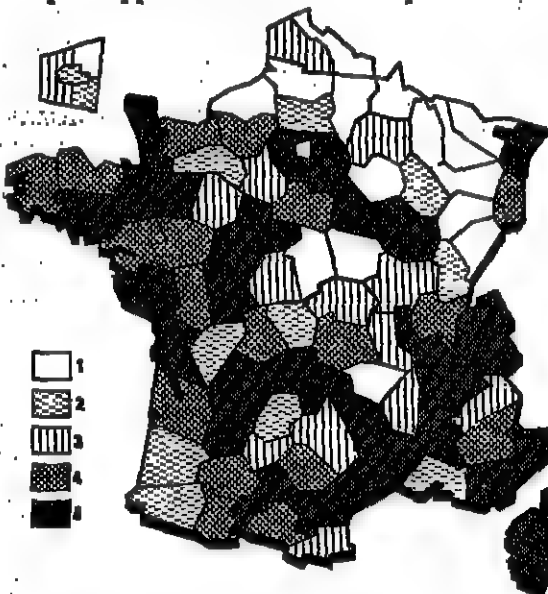
**L**ES effectifs salariés, calculés par l'INEDIC, ont très peu diminué en 1986. Sur un total de 12,7 millions de personnes, le recul a été de 0,1 % en un an, bien plus faible qu'en 1985 (- 0,7 %) et surtout qu'en 1984 (- 1,8 %).

Mais ce résultat national dissimule des disparités régionales et même départementales. Face à l'emploi, les bassins locaux résistent différemment selon leur structure, leur vocation économique et industrielle. Certains continuent de s'effondrer tandis que d'autres confirment leur bonne santé ou obtiennent pour la première fois des soldes positifs. Des emplois disparaissent mais d'autres se créent. Le Nord et l'Est, à l'exception de l'Alsace qui bénéficie du voisinage de l'Allemagne, s'enfoncent dans le déclin. Le Sud et l'Ouest augmentent leurs effectifs.

Les baisses sont fortes dans les zones d'industrialisation traditionnelle (Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie, Franche-Comté et Champagne). La hausse est significative dans celles où l'on assiste à un fort développement des petits établissements (Pays-de-la-Loire, Limousin, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Poitou-Charentes) et même pour l'Alsace et la Basse-Normandie où la progression des effectifs est également due aux établissements de plus de dix salariés. L'augmentation est plus importante encore (+ 0,8 % en un an) dans des régions qui allient la croissance ou l'apparition de petites entreprises et les créations nettes d'emplois dans les établissements plus importants. C'est le cas de Rhône-Alpes, de la Bretagne, de Midi-Pyrénées, du Languedoc-Roussillon et de la Corse.

### LES EMPLOIS QUITTENT LE NORD ET L'EST

Evolution du nombre de salariés en 1986 par rapport à 1985 selon le département



■ 1 : moins de 99 ; ■ 2 : de 99 à moins de 99,5 ; ■ 3 : de 99,5 à moins de 100 ; ■ 4 : de 100 à moins de 100,5 ; ■ 5 : 100,5 et plus.

Par département, les mouvements sont accentués. Les Vosges, la Meuse, la Meurthe-et-Moselle ont perdu plus de 2 % de leurs effectifs salariés, autant que le Nord, la Seine-Maritime et la Nièvre. La région parisienne occupe une place à part. Tandis que Paris se vide de ses emplois, relativement, tout comme les départements de la petite couronne, la progression dans les autres départements de la grande couronne permet de revenir à une quasi-stabilité d'ensemble. Les Yvelines et la Seine-et-Marne augmentent leurs effectifs mais, surtout, le Val-d'Oise et l'Eure-et-Loire enregistrent une hausse supérieure à 2 %.

La Bretagne gagne de l'emploi dans tous ses départements, et même 2 % en Ille-et-Vilaine.

Ce sont toutefois les départements du Sud qui font preuve de la meilleure évolution. En Midi-Pyrénées, les pertes des départements ruraux (Aveyron, Lot et Tarn) sont largement compensées par des créations nettes ailleurs, notamment en Haute-Garonne (+ 2,2 %), grâce à Toulouse. En Rhône-Alpes, seules l'Ardèche et la Loire reculent. Dans le Languedoc-Roussillon, l'unique perte d'emplois provient de la Lozère. En Provence, les Hautes-Alpes et les Bouches-du-Rhône régressent légèrement, alors que les autres améliorent une position déjà bien établie.

Disposant d'une main-d'œuvre souvent bien formée qui s'exporte vers le Nord avant la crise, les départements du Sud-Est et du Sud-Ouest connaissent deux mouvements contradictoires. Le nombre de chômeurs augmente, faute d'un débouché à l'emploi dans les autres régions. Les effectifs salariés progressent avec la création locale d'entreprises et l'implantation de sociétés qui opèrent dans les nouvelles technologies. Incidemment, ce phénomène entraîne à son tour du chômage. A Montpellier, en Savoie et ailleurs, on assiste à l'arrivée de gens attirés par le dynamisme local, la perspective des Jeux olympiques ou le soleil. Ceux-là viennent gonfler les listes de demandeurs d'emploi.

ALAIN LEBEAUC.

Le Monde publie deux fois par mois une page consacrée aux problèmes de l'emploi.

Coordination ANNE KAHN.

### Quinze jours d'emploi dans « le Monde »

● Querelles de chiffres. — M. Michel Delabarre et M. Philippe Séguin ont polémiqué sur les effets de la politique de lutte contre le chômage. Le Monde daté 11-12 octobre et du 18-19 octobre. Au-delà de la querelle, le débat porte sur l'importance et le rôle du traitement social — 1,4 million de personnes en jeu — et bien entendu sur son incidence électorale. Ensuite ? Toute la question est de savoir si le budget 1988 permet, ou non, de maintenir le même effort au-delà des présidentielles.

● Un salarié sur cinq n'a pas un emploi « normal ». — Selon les estimations, de 10 % à 20 % de la population active n'ont pas un emploi stable, défini

rituel et à temps plein. Ce sont surtout les femmes et les jeunes qui travaillent dans ces nouvelles formes d'emploi. Mais le phénomène se développe, signe évident d'une précarité accrue (Le Monde du 13 octobre).

● Des emplois sans diplôme. — L'opération « nouvelles qualifications » touche à sa fin, après deux années d'expérimentation. Lancée sur une idée de Bertrand Schwartz, elle a permis de prouver que, même sans formation, en difficulté, des jeunes pouvaient pratiquer de nouveaux métiers. Par exemple, à la station d'épuration expérimentale de Mâze, où ils élevaient des poissons exotiques (Le Monde Affaires du 17 octobre).

# Tous LES VOLS NE SONT PAS FRAUDULEUX.

**NOUVELLES FRONTIÈRES**  
50 RUE RAMBUTEAU  
75003 PARIS 42 73 10 64

LE VOL PARIS MARSEILLE ALLER RETOUR 450 F

سكنا من الاميل



## Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES  
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE  
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT  
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-  
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

**OBI**  
CHAÎNE DISTRIBUTION BRICOLAGE  
60 MAGASINS  
**FILIALE GROUPE CASINO**  
créé poste de  
**directeur  
ventes - exploitation**

Il participera, au sein d'une petite équipe de Direction, à l'élaboration de la STRATÉGIE de l'entreprise et à la POLITIQUE d'ASSORTIMENTS MARCHANDISÉS, et en assurera la mise en œuvre et le contrôle sur le terrain. Responsable de l'exploitation des magasins et de leurs résultats, il aura un triple rôle d'ANIMATION, de DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL et de GESTION, et sera assisté auprès des Directeurs de magasins par une équipe de 5 Directeurs Régionaux.

Basé dans la région stéphanoise, ce poste - qui implique de grandes qualités de communication, de leadership, de rigueur et de disponibilité - conviendrait à un DIPLOMÉ type ESC, âgé de 35 ans minimum. Il posséderait soit une expérience EXPLOITATION dans la DISTRIBUTION, soit de DIRECTION VENTES-MARKETING dans une Société de Produits de Consommation à vocation nationale. Il aura une très grande pratique des techniques d'animation sur le terrain. Anglais fortement souhaité. Rémunération motivante.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3396 MD à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DÉVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

### L'Acquisition d'Entreprises

Avec un C.A. de 5 milliards de francs dont 40 % à l'étranger et une excellente rentabilité, c'est l'un des premiers investisseurs français. Ce groupe industriel recherche aujourd'hui un homme au potentiel de

#### FUTUR DIRIGEANT

L'objectif du groupe: développer sa place de leader dans un marché international en expansion. Pour participer à ce prestigieux challenge, nous offrons ce poste évolutif, placé d'emblée auprès de l'équipe de Direction Générale et basé à Paris, à un jeune HEC, ESSEC, IEP... de 30-35 ans. Bilingue français-anglais, il a de plus une formation ou des compétences en droit des affaires. Il a passé cinq ans environ dans une multinationale ou une banque d'affaires, à des fonctions opérationnelles d'analyse et d'évaluation des entreprises. Nous confierons progressivement à ce grand technicien de la finance des missions particulières concernant la préparation pure la négociation des acquisitions, des études juridiques et fiscales pointues, des questions boursières... Par ailleurs, sa personnalité affirmée et ses qualités relationnelles permettront à cet homme public de représenter l'entreprise auprès des institutionnels (banques, administrations, CDB...).



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, 75008 Paris, sous la référence 2716/MD.

GROUPE VOCATION

### POUR RECRUTER UN CADRE DIRIGEANT

**Le Monde**

VOUS FIXE RENDEZ-VOUS

CHACQUE MERCREDI

DATÉ JEUDI

## Le Monde INTERNATIONAL

### FILIALE INTERNATIONALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS (C.A. 36 MILLIARDS, 63 000 PERSONNES)

LEADER MONDIAL EN SYSTÈMES D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE.  
NOUS SOMMES PRESTATAIRES DE TRAVAUX D'INSTALLATION,  
MAINTENANCE, ASSISTANCE TECHNIQUE LONGUE DURÉE,  
ASSISTANCE À L'EXPLOITATION, FORMATION, SUPERVISION.)

recherchons

#### POUR CELLULE PARISIENNE :

#### ● Un directeur international du personnel

- Expérience de la gestion du personnel international expatrié.
- Connaissances en droit du travail, fiscalité et conventions sociales dans l'optique internationale.
- Grande rigueur d'organisation et souci d'information du personnel expatrié.

#### ● Des commerçants internationaux

- Leurs clients : l'ensemble des unités du groupe, le client final, d'autres grandes sociétés internationales.
- Expérience commerciale export en électronique professionnelle et ses services.
- Prospectent et étudient des moyens de développer et de diversifier l'activité.

Ces personnes sont disponibles et autonomes, parfaitement bilingues (français-anglais), possèdent une grande capacité de travail, d'un esprit d'équipe et d'entreprise ouvert à l'international. Rémunération attractive et intéressante.

#### POUR CHANTIERS D'ENVERGURE À L'EXPORT :

#### ● Des ingénieurs et des techniciens (BTS, DUT)

- En électronique ou expérience équivalente, connaissance des procédures de test, de réglage, de réparation, de maintenance et d'échange des ensembles et sous-ensembles.
- Radar, des équipements radio et hyperfréquence.
- Cartes digitales, traitement de l'information et servomécanisme, caractéristiques des antennes.

#### ● Des ingénieurs et des techniciens (BTS, DUT)

- En électromécanique ou expérience équivalente. Connaissance approfondie de la maintenance des ensembles et sous-ensembles en hydraulique, pneumatique, électromécanique et mécanique.
- Des tourelles.
- Des groupes électrogènes.
- Des conditionnements d'air.
- Des asservissements.

#### ● Des ingénieurs et des techniciens (BTS, DUT)

- En mécanique ou expérience équivalente. Connaissance des procédures de test, de réglage, de réparation, de maintenance et d'échange des parties mécaniques d'engins, de remorques, de porteurs et véhicules divers.

#### ● Des gestionnaires en pièces de rechange

Connaissance et expérience des problèmes liés au transport, au conditionnement, au stockage des matériels, aux procédures de gestion avec des moyens informatiques.

#### ● Des chefs de chantier

#### ● Des monteurs-câbleurs

Vous avez 2 à 10 ans d'expérience en maintenance et installation, vous avez fait la preuve de vos compétences et de votre disponibilité, critères déterminants pour intervenir sur des équipements très sophistiqués.

Contrat d'un an avec possibilité de renouvellement.

Avantages usuels liés à l'expatriation.

La connaissance de l'anglais constitue un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (c.v., lettre manuscrite, photo, adresse, numéro de téléphone et copie de diplômes) à

TFSI - 147, rue Yves-Le Coz, 78000 Versailles, France.

### EXPERTS EN ORGANISATION ET EN INFORMATIQUE

#### RESIDENCE : PAYS FRANCOPHONES EN DÉVELOPPEMENT

- Nous sommes un cabinet de management de renommée internationale, qui assiste les administrations et les entreprises des pays en développement.
- Nous recherchons, pour des missions de une à plusieurs années, des organisateurs et organisateurs informatiques : intégrés à nos équipes pluridisciplinaires, ils devront concevoir et mettre en place systèmes d'organisation et procédures, spécifier et récapituler les applications informatiques correspondantes, définir et assurer la formation des cadres et agents.
- Nous souhaitons que les candidats, tous diplômés d'enseignement supérieur, justifient, au-delà de leur savoir-faire en organisation générale et en informatique (moyens et petits systèmes, micro), d'une expérience réussie dans l'un des domaines ci-après :
  - Fonctions Publiques : systèmes de préparation et exécution du budget de l'Etat.
  - Gestion hospitalière.
  - Fonction Publique : gestion juridique et administrative des agents de l'Etat, systèmes de rémunération, analyse des effectifs, organisation des services correspondants.
  - Entreprises : conception et mise en place des systèmes d'informations de gestion. Définition de plans directeurs et applications de gestion.
- Rémunération et avantages liés à l'expatriation.

Adresser lettre man., C.V. et prétentions à PUBLIVAL - 27, Route des Gardes, 92190 MEUDON, sous référence 7143.

Des Institut für Übersetzen und Dolmetschen  
(l'Institut des traducteurs et interprètes)  
de l'université de Heidelberg  
met en concours un demi-poste de

#### Lecteur/lectrice de langue française

Entrée en fonctions : 1<sup>er</sup> octobre 1987  
ou date à convenir.

Diplôme exigé : interprète de conférence,  
français langue maternelle.

Les dossiers de candidature avec photocopie des diplômes et indication détaillée de l'expérience professionnelle doivent être adressés dans les quinze jours suivant la parution au directeur  
Au département de français,  
Pöck 57A, D - 6900 Heidelberg (Allemagne).



Nous sommes une société multinationale, spécialisée dans la fabrication de technopolymères de haute performance (polysulfone UDEL et polyamide-imide TORLON entre autres).

Nous désirons engager un

### INGÉNIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA VENTE

responsable des marchés en France et dans d'autres pays d'Europe.

La personne que nous cherchons doit avoir :

- Un diplôme en mécanique ou en chimie ;
- D'excellentes qualifications professionnelles dans le domaine des polymères ;
- Une solide expérience de la vente ;
- Anglais et français courants (d'autres langues seraient un atout supplémentaire).

Il/elle devra faire preuve d'initiative, être libre de voyager et aura la possibilité de développer ses aptitudes dans un environnement de marketing international.

Si vous pensez satisfaire aux exigences de ce poste, nous vous invitons à soumettre votre dossier complet à  
Amoco Chemicals (Europe) S.A.  
15, rue Rothschild  
CH-1211 Genève 21

à l'attention de Madame Nicole Groffley, chef du personnel.

### SALES MANAGER AEROSPACE FASTENERS

California based manufacturer is seeking a qualified french citizen possessing strong engineering background and commercial ability to sell structural fasteners to the aircraft industry and its subcontractors in France and Belgium. The individual will speak and write english fluently, provide technical support to customers and have capability to demonstrate and discuss new fastener developments with engineers and buyers.

Cherry textron offers a compensation package that includes base salary, bonus, auto and expenses, and benefits.

Please submit your resume, in confidence, to: n° 6982,  
LE MONDE PUBLICITÉ,  
5, rue de Montessuy, PARIS-7<sup>e</sup>.

### HEAD OF MEMBERSHIP UNIT

Amnesty International is looking for someone to head a new unit responsible for developing Amnesty International's membership worldwide. The unit consists of some 15 people responsible for finding new members through Europe, the Americas, Asia, Africa and the Middle East. The unit head will work with these teams on developing strategies for membership recruitment and servicing and for more effective outreach to new areas and new members within different societies.

Candidates should have sound political knowledge, an understanding of different cultures and experience of working with an activist membership organization. They must have proven managerial ability and be able to work under pressure. Fluency in English is essential, knowledge of other languages, especially French, Spanish or Arabic, highly desirable.

Salary starting at £14 105 pa rising to £17 025 pa (under review) annual increments, index-linked.

CLOSING DATE FOR RECEIPT OF COMPLETED APPLICATION FORMS 18 DECEMBER 1987  
INTERVIEWS SCHEDULED FOR WEEK COMMENCING 25 JANUARY 1988.

For further information and an application form, please contact:  
Personnel Office, Amnesty International  
International Secretariat  
1 Euston Street, London WC1X 8DT, United Kingdom.  
Tel: (01) 837 3805 (24 hr answering machine).

**amnesty international**

**Le Monde**  
CADRE  
TRESORIER  
contrôle de gestion  
Adjoint de direction  
SALES MANAGER  
AEROSPACE FASTENERS  
HEAD OF MEMBERSHIP UNIT  
amnesty international







# Economie

## L'apaisement sur les places financières

### SOMMAIRE

■ Après l'affolement du « lundi noir », Wall Street a conclu sa séance du mardi 20 octobre sur un redressement. La Bourse de Tokyo a connu, le 21 octobre, une forte progression.

■ A l'ouverture, mercredi, le marché parisien s'orientait à la hausse et les cours londoniens progressaient. ■ La baisse des taux d'intérêt se confirme aux Etats-Unis comme en RFA. Dans ce climat d'accalmie, on note un léger redressement du billet vert. L'or enregistre un mouvement de repli (lire page 30).

■ Pour éviter de s'attirer les foudres de la Commission européenne et pour répondre à certaines objections du groupe Peugeot, l'Etat abandonne ses créances sur Renault plutôt que de procéder à une augmentation du capital (lire page 33).

■ Dans leur rapport sur le financement de la Sécurité sociale, les « Sages » préconisent une contribution proportionnelle sur tous les revenus (lire page 32).

### M. Mitterrand plaide en faveur d'une monnaie européenne

Le président de la République, qui se trouvait, le mardi 20 octobre, en visite officielle à Aix-la-Chapelle, a évoqué la crise qui secoue les places financières. Il a implicitement critiqué les Etats-Unis pour leur politique trop personnelle, qui peut « faire que nos sociétés soient emportées par le moindre vent qui passe ».

« Cette boursasque, qui s'abat sur toutes les places financières, a-t-il poursuivi, montre bien la nécessité d'une monnaie commune aux Européens (...) ». « Parler de l'Europe sans monnaie, sans maîtrise de nos échanges et de notre

commerce extérieur, signifie qu'il restera la trace d'un rêve inachevé ».

M. Mitterrand a ajouté : « Ce que nous vivons depuis quarante-huit heures montre bien qu'il est urgent pour des pays qui se réclament des mêmes valeurs de civilisation, qui parlent beaucoup des droits de l'homme, de songer davantage, de jour en jour, au contenu de ces mots-là... ». Il ne faut pas, a-t-il conclu, laisser des millions d'êtres humains au hasard des ambitions, des spéculations, des volontés de puissance et des rapports de forces ».

### Les réactions syndicales

« Je ne suis pas de ceux qui sèment ou sèment la panique », a déclaré M. André Bergeron, le mardi 20 octobre, à Rambouillet. Cela n'arrangerait rien et accentuerait les difficultés des petits porteurs. « Pour le secrétaire général de FO, la responsabilité du séisme dépasse le cadre national et réside à la fois du désordre monétaire et de la politique économique des Etats-Unis. Puisse en tout cas l'événement aider les dirigeants des Etats à se mettre d'accord en vue de stabiliser le système monétaire », a M. Bergeron jugé « éminemment souhaitable de ne pas précipiter le rythme des privatisations. Le gouvernement devrait un peu attendre et voir venir ».

La CFTC estime qu'il est « anormal et dangereux que l'argent disponible aille d'abord vers la spéculation boursière plutôt que vers les investissements productifs dans les entreprises. Il est grand temps que les autorités monétaires et politiques s'attachent à résorber les déséquilibres inévitables à long terme. Sur le plan intérieur aussi, il est urgent qu'on en finisse avec les deux purements financiers ». A l'issue d'un entretien avec le CNPF, le 20 octobre, M. Jean Bismard, président de la CFTC, a souligné : « Cette crise illustre la nécessité d'attacher les gigantesques masses monétaires flottantes à un programme international de développement. Les Etats doivent coordonner leurs efforts pour éviter la récession ».

### Le reflux des taux d'intérêt a contribué à enrayer la chute

Une folle journée après une autre folle journée, mais en sens inverse. Celle de lundi avait été marquée par la pire débâcle qu'ait jamais connue la Bourse de New-York (-22,4 %), entraînant avec elle l'ensemble des Bourses mondiales. Mardi, au contraire, un coup d'arrêt spectaculaire était donné à la chute des cours, à New-York d'abord, puis en Europe. A l'origine de ce coup d'arrêt, on trouvait un reflux spectaculaire des taux d'intérêt américains, dont la hausse brutale avait grandement contribué au désastre de Wall Street.

Mardi, le marché des obligations de New-York connaissait, également, la plus folle journée de son histoire, les rendements chutaient d'un point complet, record absolu : celui de l'emprunt du Trésor à trente ans, qui avait bondi à plus de 10,30 % lundi, revenait brutalement à 9,30 %, et les deux grandes banques américaines annulaient l'augmentation toute fraîche de leur taux de base. Ce retournement brutal avait été provoqué par une série de déclarations rassurantes, intervenant après les propos explosifs tenus, pendant le week-end précédent, par M. James Baker, secrétaire au Trésor des Etats-Unis. Ce dernier, on le sait, menaçait de représailles les Allemands, coupables d'avoir relevé leurs taux d'intérêt, et laissait entendre que les accords du Louvre sur la stabilisation des parités monétaires pourraient être remis en cause, c'est-à-dire que le dollar était susceptible de glisser à nouveau.

Lundi soir, le même James Baker s'associait à Gerhard Stolteberg, ministre allemand des Finances, pour réaffirmer la validité des accords du Louvre. Un premier soulagement pour les milieux financiers internationaux. Ensuite, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, diffusait, en hâte, un communiqué pour faire savoir que ladite Réserve « considère ses responsabilités à l'égard des banques centrales, était prête à injecter les liquidités éventuellement nécessaires pour soutenir le système économique et financier ». Cette déclaration rassurait les milieux financiers américains dans la mesure où elle indiquait clairement que les autorités

monétaires voulaient, avant tout, éviter toute défaillance de banques ou d'institutions financières, et donnaient la priorité aux besoins de liquidités, la lutte contre l'inflation et le soutien du dollar passant au second plan.

#### Réflexe

Enfin, facteur peut-être le plus important, dès le début de la chute des cours à Wall Street le lundi, les investisseurs se portaient en masse sur les valeurs à revenu fixe, bons du Trésor et obligations, considérées comme plus sûres. Cette ruée avait pour effet de faire baisser leurs rendements et monter les cours, et, aussi, de rassurer un peu les milieux financiers dans la mesure où les bénéfices des sociétés ne couraient plus le risque d'être sapés par l'augmentation de leurs frais financiers. Ce phénomène contribuait à éclaircir un peu l'atmosphère à l'ouverture de la Bourse de New-York, mardi, au début d'après-midi (heures européennes), anxiété attendue dans le monde entier. D'emblée, l'indice Dow Jones affichait une remontée de 200 points, ce qui, immédiatement, renversait la tendance à Paris, où la chute des cours était stoppée et faisait place à un timide raffermissement (voir ci-dessus). Dans le reste de l'Europe, la chute des cours se ralentissait, notamment en Allemagne, mais pas à Londres, où les valeurs enregistraient une perte de plus de 12 %, supérieure à celle de 10 % subie la veille. La réaction la plus spectaculaire fut celle de la Bourse de Tokyo, qui ouvrait après la clôture de Wall Street, où l'indice Dow Jones, après bien des émotions, et même un nouveau recul, avait fini par regagner 102 points sur les 508 perdus la veille. Les valeurs japonaises ne regagnaient pas moins de 9 % sur les 15 % perdues lundi.

A Paris, un renversement spectaculaire s'était produit sur le front des taux d'intérêt à long terme dès le mardi matin, sur les indications en provenance de New-York. Sur le marché des instruments financiers (MATIF), qui était tombé lundi à son plus bas niveau historique, avec une chute des cours de 4,5 %, la remontée fut si brutale

que les cotations durent être suspendues à deux reprises, le pourcentage de hausse ayant dépassé les variations autorisées de 2 % (procédure du *limitup*).

En fin de journée, le cours de l'échéance décembre sur le MATIF était remonté de 6 points, soit 7 % de hausse, un record absolu ! La nuit, un tel phénomène contribuait à stopper la chute de la Bourse, qui, en fin de séance, après avoir perdu près de 9 %, affichait un gain de près de 1 %, modeste mais salutaire.

#### Légère diminution des taux d'intérêt en RFA

Ajoutons qu'une autre bonne nouvelle était venue d'Allemagne, où la Banque fédérale avait annoncé une légère diminution de son taux d'intervention, ramené de 3,85 % à 3,80 %, indication très claire sur son intention de « calmer le jeu » après la hausse des taux d'intérêt constatée en Allemagne la semaine précédente, qui avait provoqué la réaction de M. Baker. Son président, M. Karl Otto Poehl, a, en outre, déclaré, mardi, que la Banque n'avait aucunement l'intention de faire monter les taux d'intérêt outre-Rhin. En somme, tout le monde cessait d'entretenir l'incendie allumé par les propos incendiaires du secrétaire américain au Trésor, sévèrement critiqué par M. Nigel Lawson, ministre britannique du Trésor.

Mais les milieux financiers internationaux, soulagés sans doute d'avoir échappé à un effondrement général, ne dissimulent pas leurs inquiétudes à moyen terme. Si tout paraît s'être calmé pour l'instant, les causes profondes de la crise demeurent, notamment celles qui ont provoqué l'envoie des taux d'intérêt américains, amorcée au printemps 1987, et qui ont, en fait, provoqué la chute de Wall Street. La semaine dernière, ces mêmes milieux financiers adjuraient M. Greenspan de montrer sa détermination de lutter contre l'inflation en relevant fortement le taux d'escompte de la Réserve fédérale. Aujourd'hui, le problème reste entier, de même que celui du déficit budgétaire des Etats-Unis, sans oublier le déficit commercial.

FRANÇOIS RENARD.

### L'argent moins facile pour les entreprises

Le krach boursier ne sera pas sans conséquences pour les entreprises du pays. Certes, la gestion courante ne sera guère immédiatement perturbée : le rythme industriel est long et, à l'exception de M. René Sautier, président de Senofi (pharmacie), les patrons interrogés se déclarent « sereins ».

Toutefois, l'effondrement des marchés se fera sentir à plusieurs niveaux. D'abord sur les profits. Les entreprises, qui disposent de trésoreries rebondies, le plaçant à 3 à 4 ans des calendriers, ne pourront pas facilement d'augmenter son capital ou d'entrer au second marché. Le risque est ici important : les entreprises pourraient devoir ralentir leurs investissements, les marges

solides surtout. A coup sûr, l'argent deviendra plus rare.

Les entreprises cotées valent désormais moins cher : troisième conséquence. Et la plupart des PDG des grands groupes y voient une opportunité de rachat. « Notre stratégie est d'acquiescer des sommes, explique-t-on chez Chargeton SA, en particulier dans le domaine de la laine. On va pouvoir le faire pour moins cher. » M. Pierre Suard, PDG de la CGE, confirme : « Il se peut que cela ait une influence sur nos opportunités d'investissements ».

La dernière conséquence est plus économique : la crise n'a pas éclairci l'horizon des firmes. Les monnaies et les marchés sont entrés en turbulence, un climat qui n'est guère favorable aux affaires. Les chefs d'entreprise vont observer ce qui va se passer dans l'« œil du cyclone », selon l'expression de M. Jacques-Henri David, directeur financier de Saint-Gobain, c'est-à-dire aux Etats-Unis, dénotés par beaucoup comme les responsables de ce qui s'est passé. Sans se réjouir aucunement d'une éventuelle récession outre-Atlantique.

E.J.S.

### L'ordinateur au banc des accusés

L'introduction de l'informatique dans le fonctionnement des marchés financiers a fortement contribué à la brutalité des variations de cours enregistrées ces derniers jours à Wall Street. Dès les années 70, tous les grands courtiers américains se sont dotés de logiciels qui déclenchent automatiquement des ordres d'achat ou de vente dès qu'une action a atteint un certain cours. Plus récemment, des programmes plus sophistiqués ont été mis au point : ils réalisent des arbitrages automatiques entre le marché des actions et celui des contrats à terme sur indice boursier. Ils doivent normalement fonctionner comme systèmes d'assurance contre toute perte.

Le problème, aujourd'hui, c'est que tous les grands investisseurs américains, ou presque, travaillent avec les mêmes logiciels. En conséquence, lorsqu'un certain seuil est atteint sur un titre, toutes les « machines »

viennent, contribuant ainsi à accélérer la chute.

Les deux tiers des 508 points de chute du Dow Jones, le lundi 19 octobre, seraient dus à « des personnes inexpérimentées » (les fameux jeunes « golden boys ») et à des « machines inhumaines », estime ainsi M. Maurice Mann, le président de la Bourse du Pacifique à San Francisco (Californie). Le mardi 20 octobre, M. John Phelan, le président du New York Stock Exchange a demandé à ses membres de ne plus utiliser leurs systèmes électroniques de transactions préprogrammées jusqu'à ce que le volume des opérations soit revenu à un niveau normal. Cette recommandation ne semble pas avoir été suivie : la volatilité des cours est restée forte au cours de la séance de mardi à Wall Street. Le Dow Jones a encore fluctué dans une fourchette de 300 points.

### Deux ans de rencontres internationales

### La concertation sans l'incantation

La grande déroute des marchés financiers constitue une cuisante leçon pour les gouvernements des pays industrialisés. Leur concertation, magnifiée en dépit d'une mise en œuvre laborieuse, ne paraît plus crédible, au moment même où elle semblait porter quelques fruits. Au-delà du mouvement brownien des marchés, l'évolution des dernières années plaide pourtant en faveur d'un sursaut qualitatif de la coopération.

La rennaissance, en 1985, d'un dialogue à cinq - Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France - avait déjà été imposée par une sur-réaction des marchés monétaires, qui malménageaient le dollar à des sommets. L'année, en septembre de cette même année, le groupe des Cinq signe à New-York l'accord du Plaza afin d'assurer une baisse ordonnée du billet vert, une page nouvelle s'ouvre. Fini le temps où les instances internationales retentissent des appels des Américains pour que leurs partenaires prennent exemple sur Washington et « mettent de l'ordre chez eux ».

Les ravages d'un dollar trop longtemps surévalué sur l'industrie et la compétitivité américaines, couplés à l'alourdissement persistant des déficits budgétaires, amènent l'administration Reagan à rechercher l'entente plus que le leadership triomphant.

Le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis, de 9 milliards de dollars en 1982, passait à 118 milliards en 1985. Profitant de l'autorité monétaire dont ils disposaient, les pays marchands les plus dynamiques voyaient leurs excédents passer dans le même temps de 7 milliards à 49 milliards de dollars pour les Japonais, de 4 milliards à 15 milliards pour les Allemands. Les grands déséquilibres étaient solidement installés.

#### Volonté et capacité

Entre la volonté commune de corriger des aberrations et la capacité d'assurer des politiques économiques convergentes, le chemin se révélait vite plus ardu qu'on ne le pensait. L'atténuation en douceur du dollar créait vite autant de frustrations que de soulagements. D'autant que, bénéficiant de l'attrait de taux d'intérêt élevés et de la taille même de leur place financière pour les investisseurs étrangers - surtout japonais - les Etats-Unis laissent s'accumuler leurs déficits « jumeaux » sans procéder à une nécessaire cure d'assainissement interne.

Le beau consensus du temps du Plaza s'effritait au fil des déclarations intempératives ou des petites phrases assassines des signataires autour d'un même thème : au lieu de prendre en charge une plus grande part du fardeau du réajustement économique. Le jeu à trois auquel se sont livrés Américains, Japonais et Allemands en 1986 aura contribué à affaiblir l'idée de concertation auprès des opinions publiques, des investisseurs et des opérateurs. Certes, au bord de la tourmente monétaire, les différends s'apaisaient. Le Japon et la RFA se sont ainsi réengagés à baisser leurs taux d'intérêt pour éviter aux Etats-Unis de remonter les leurs au détriment de leur croissance. Mais les conflits d'intérêts nationaux se faisaient de plus en plus aigus entre les enfants terribles d'outre-Atlantique, opposés à l'idée de réduire leur train de vie, et les « bons élèves », allemands ou japonais, peu soucieux de mettre à mal des années de rigueur budgétaire et de succès anti-inflationnistes.

Les préoccupations électorales des uns ou des autres aidant, l'ambition de mettre en place des indicateurs permettant de mieux surveiller les économies a perdu de sa crédibilité. Dans un tel contexte, les accords du Louvre, signés à sept (les Cinq, plus le Canada et l'Italie) en février dernier, n'ont guère convaincu les marchés que les gouvernements voulaient réellement réajuster leurs politiques monétaires, budgétaires et de taux d'intérêt.

Ce doute croissant était alimenté par des statistiques décevantes. En dépit d'une dépréciation de 36 % du dollar depuis l'accord du Plaza, le déficit de la balance des comptes courants américains tournait encore cette année autour de 140 milliards de dollars. Parallèlement, l'excédent allemand se stabilisait à quelque 37 milliards de dollars, celui du Japon continuait d'augmenter pour représenter quelque 95 milliards contre 86 milliards l'an dernier.

Devenus débiteurs nets, les Etats-Unis sont confrontés à une dette qui se nourrit d'elle-même, alors que les Japonais, sacrés premiers créanciers au monde, disposent d'un volant de liquidités impressionnant.

Cet entêtement des chiffres a conforté le Congrès américain dans sa rhétorique protectionniste. Les Allemands se cantonnent eux aussi à leur obsession anti-inflationniste et refusent d'envisager un véritable coup de frein fiscal et un net assouplissement de leur déficit budgétaire. Le bilan de deux ans de concertation serait-il totalement négatif ? Répondre par l'affirmative serait aller vite en besogne.

#### Des signes encourageants

Profonde, les déséquilibres seront encore longs à s'atténuer. Mais déjà les organisations multilatérales, moins portées que les gouvernements ou les marchés à scruter à la loupe la conjoncture au jour le jour, décryptent des signes encourageants. Pour la première fois depuis 1983, la demande interne américaine devrait croître moins vite que le produit national brut. Durant le deuxième trimestre 1987, les exportations ont progressé en volume - c'est-à-dire sans tenir compte de l'effet monnaie et prix - de 13 % en rythme annuel, soit trois fois plus vite que le commerce mondial. Dans le même temps, les importations n'augmentent que de 5 %. Une évolution encore masquée par un double phénomène : 1) le dollar dont la dépréciation n'a été stoppée qu'avec les accords du Louvre de février dernier, et qui, dans un premier temps, renchérit en valeur des achats et amoindrit les recettes à l'exportation ; 2) les structures mêmes du commerce extérieur américain trop longtemps déséquilibré en faveur des importations pour que le retard puisse être rapidement comblé.

Le phénomène inverse apparaît dans les pays excédentaires : la demande intérieure tire encore l'expansion allemande cette année ; les efforts réalisés par les Japonais grâce à un budget supplémentaire de 6 000 milliards de yens et une réduction d'impôts équivalente à 1 500 milliard, pourraient aboutir à une croissance plus soutenue par la consommation intérieure.

Plus de souplesse budgétaire à Tokyo et à Bonn, un peu plus de rigueur à Washington, où le déficit devrait être réduit de quelques 50 milliards de dollars cette année, ce double mouvement va, timidement, dans le bon sens. Comme semblent s'affaiblir les tendances de fond du commerce extérieur des Trois Grands. Ces mouvements interviennent sur une toile de fond assainie par une inflation encore bien contrôlée : 3,5 % en moyenne dans les pays de l'OCDE actuellement contre 8 % en 1982. Les rudes leçons des dernières années ont contraint les entreprises à jouer la compétitivité et les gouvernements à maintenir une rigueur de bon aloi. La croissance s'apprête à entrer, sans accident majeur de parcours, dans sa sixième année consécutive. Au rythme lent des courants de fond, les pays industriels poursuivent un cycle d'expansion d'une longueur exceptionnelle.

Peut-on attribuer à la multiplication des rencontres, contacts et sommets internationaux ces éléments positifs ? En partie, oui. La concertation est devenue aussi irrévocable que l'interdépendance des économies. Mais il ne servirait à rien de lui donner un caractère incantatoire. Sans compter la confiance durablement ébranlée dans les placements financiers, trois sources d'incertitudes majeures demeurent : la volatilité des changes, la dette du tiers-monde, la faiblesse des échanges mondiaux. Ils pèsent sur les investissements productifs des pays industriels comme sur l'attitude des marchés. A moins d'un consensus clair, toujours possible en période de danger, répéter à l'envi que l'impatience est mauvaise conseillère et que l'aveugle s'annonce plus sûr serait à l'aveugle qu'une conséquence : accroître la nervosité générale.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

● PRÉCISION. - Le graphique publié dans le Monde daté du mercredi 21 octobre en page 37 sur « le repli du dollar » était basé sur des valeurs moyennes annuelles en yens, francs et Deutschmarks. Les courbes ne pouvaient donc retracer les points extrêmes de variation du dollar, et notamment les 10,614 francs atteints le 26 février 1985.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**CLASSES PREPARATOIRES Sciences-Po**  
(Cours annuels, Sessions du soir de Février à Juin, Sessions d'été)  
MEILLEURS RESULTATS NATIONAUX H.E.C. : 44 % D'ADMIS.  
INTEGRALE 17, rue St-Sauveurs 75015 PARIS  
(1) 45 77 35 80  
Institut d'enseignement supérieur privé

DEPUIS 13 DÉFENSE

PAGE A ETE FINANCE



Financières

La concertation sans fin

Le grand débat sur la maîtrise de l'énergie a été lancé il y a plus de dix ans. Depuis, les discussions se poursuivent sans interruption. Les ministères, les collectivités locales, les entreprises, les associations, les citoyens ont tous eu leur mot à dire. Mais, à l'heure où l'énergie devient un enjeu mondial, il est temps de passer de la concertation à l'action. L'AFME, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie, est née de cette concertation. Elle a pour mission de défendre les intérêts des Français et de promouvoir une politique énergétique durable. Elle agit à tous les niveaux, du local au national, en travaillant avec les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyens. Elle a déjà obtenu de nombreux succès, comme la mise en place de la loi sur l'énergie ou la création de la Commission de l'Énergie. Aujourd'hui, elle se bat pour la suppression d'un tiers des effectifs, la réduction continue du budget et la remise en question de la décentralisation. Elle appelle tous les Français à se mobiliser et à défendre l'AFME.

Le débat

Le débat sur la maîtrise de l'énergie est un débat d'avenir. Il concerne tous les Français, car l'énergie est au cœur de notre vie quotidienne. Elle nous permet de nous déplacer, de nous chauffer, de nous éclairer, de travailler. Mais, elle a aussi un coût. Le coût financier, mais aussi le coût environnemental. Les énergies fossiles, comme le pétrole ou le charbon, sont épuisables et elles polluent l'environnement. Les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire ou éolienne, sont inépuisables et elles ne polluent pas. Mais, elles sont aussi plus coûteuses. C'est pourquoi, il est important de trouver un équilibre entre les différents types d'énergie. C'est la mission de l'AFME. Elle doit défendre les intérêts des Français et promouvoir une politique énergétique durable. Elle doit agir à tous les niveaux, du local au national, en travaillant avec les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyens. Elle a déjà obtenu de nombreux succès, comme la mise en place de la loi sur l'énergie ou la création de la Commission de l'Énergie. Aujourd'hui, elle se bat pour la suppression d'un tiers des effectifs, la réduction continue du budget et la remise en question de la décentralisation. Elle appelle tous les Français à se mobiliser et à défendre l'AFME.

Le débat sur la maîtrise de l'énergie est un débat d'avenir. Il concerne tous les Français, car l'énergie est au cœur de notre vie quotidienne. Elle nous permet de nous déplacer, de nous chauffer, de nous éclairer, de travailler. Mais, elle a aussi un coût. Le coût financier, mais aussi le coût environnemental. Les énergies fossiles, comme le pétrole ou le charbon, sont épuisables et elles polluent l'environnement. Les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire ou éolienne, sont inépuisables et elles ne polluent pas. Mais, elles sont aussi plus coûteuses. C'est pourquoi, il est important de trouver un équilibre entre les différents types d'énergie. C'est la mission de l'AFME. Elle doit défendre les intérêts des Français et promouvoir une politique énergétique durable. Elle doit agir à tous les niveaux, du local au national, en travaillant avec les pouvoirs publics, les entreprises et les citoyens. Elle a déjà obtenu de nombreux succès, comme la mise en place de la loi sur l'énergie ou la création de la Commission de l'Énergie. Aujourd'hui, elle se bat pour la suppression d'un tiers des effectifs, la réduction continue du budget et la remise en question de la décentralisation. Elle appelle tous les Français à se mobiliser et à défendre l'AFME.

Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames et Messieurs les élus,  
Mesdames et Messieurs,  
vous êtes les promoteurs et les supporteurs de la politique de Maîtrise de l'Énergie,

**BRAVO !**

Les Régions et les Collectivités locales mettent en œuvre d'importants programmes d'économie d'énergie,

**ENCORE BRAVO !**

80 % des Français sont pour le renforcement d'une politique de Maîtrise de l'Énergie et des énergies nouvelles et renouvelables,

**CONSENSUS RARE !**

La Communauté européenne et l'Agence internationale de l'Énergie citent en exemple les actions menées par l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie,

**CONSÉCRATION INTERNATIONALE !**

**A**ujourd'hui les résultats de cette politique sont bien connus :

- logements mieux conçus, mieux isolés, plus agréables à vivre,
- voitures performantes, économes en carburant,
- écoles, hôpitaux, équipements collectifs rénovés et moins coûteux,
- entreprises plus compétitives, progrès technologiques, recherches actives dans tous les secteurs.

Une économie annuelle évaluée à 35 milliards de francs pour un budget de l'AFME de 597 millions de francs en 1987.

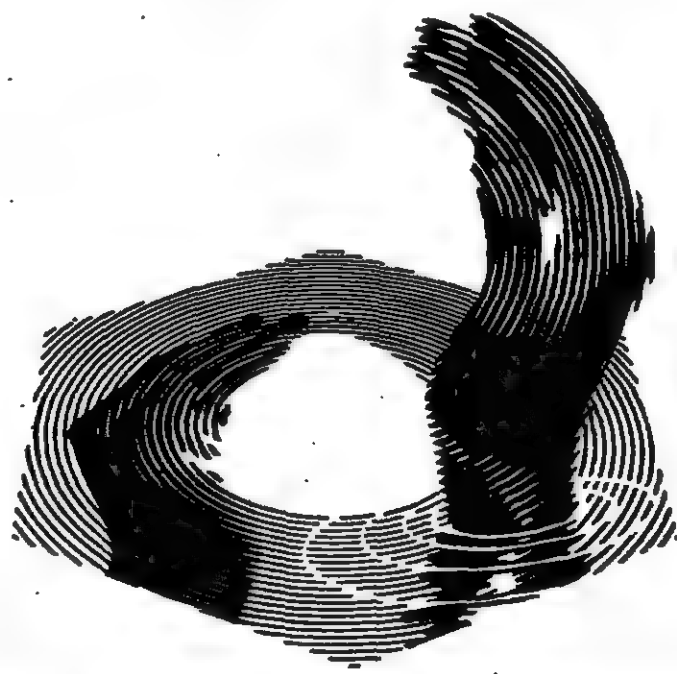
**C'EST BON POUR LA FRANCE !**

**E**t pourtant...

Dans un contexte énergétique mondial inquiétant, à l'heure où de nombreux pays intensifient leur politique de Maîtrise de l'Énergie,

**L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE EST MENACÉE :**

- Suppression d'un tiers des effectifs,
- Réduction continue du budget,
- Remise en question de la décentralisation.



**DEPUIS 13 ANS, L'AFME EST A VOTRE SERVICE,  
DÉFENDEZ-LA TOUS AUJOURD'HUI  
RÉAGISSEZ**

**LE PERSONNEL DE L'AFME**

Je soutiens la Maîtrise de l'Énergie et son outil l'AFME

Nom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Bulletin à retourner au secrétaire du comité d'entreprise de l'AFME 27, rue Louis Vicat, 75015 PARIS

CETTE PAGE A ÉTÉ FINANCÉE PAR LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU PERSONNEL DE L'AFME : PARIS, VALBONNE ET TOUTES LES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES.

هذا من الامم



## Economie

## L'apaisement sur les places financières

## Wall Street : les « locomotives » assurent la reprise

NEW-YORK  
de notre correspondant

Tout est bien qui finit bien ? Rien n'est moins sûr. Fatigués et stressés, les cambistes avaient repris, le mardi 20 octobre, le chemin de la corbeille, prêts au pire. Après quelques minutes d'un silence inhabituel, l'atmosphère s'est soudain détendue, et un brouhaha heureux parit en vagues douces à travers la salle : l'afflux des ordres en hausse était déjà très fort, alors que la séance ne durait que depuis un quart d'heure.

Une heure et demie après l'ouverture, l'indice Dow Jones avait « pris » 179 points. N'ayant pas encore crié bravo, les cambistes ont eu raison de retenir leur joie, car, vingt minutes plus tard, ce fut la chute : l'indice perdait près de 200 points pour plonger plus bas que la veille.

Après un jeu de yoyo exaspérant, la vague des achats finit tout de même par submerger la corbeille et, à la clôture, ce fut la victoire, en tout cas pour le fameux indice des trente valeurs industrielles, adulé et haï à la fois : 103 points d'une hausse assurée de durer désormais jusqu'au lendemain matin. Le président du Stock Exchange, M. John Phelan, aussi impossible que la veille, a pu souligner, une fois de plus, que « le système a parfaitement fonctionné ».

En effet, le volume des échanges a dépassé le record de la veille, avec plus de 608 millions de transactions. En deux séances consécutives, les ordinateurs de la Bourse ont donc traité le triple du volume maximum prévu par le système. Admettant que personne ne saurait prévoir l'avenir, M. Phelan s'est néanmoins dit « persuadé que le pire est derrière nous ».

Comme d'habitude, M. Phelan a critiqué ce qu'il a pu qualifier d'appât « la tendance à la volatilité » du marché, autrement dit la faiblesse de ceux qui avaient si vite cédé à la panique. Son homologue de l'American Stock Exchange, M. Arthur Levitt, va plus loin : « Ce marché volatile est inadmissible, il est urgent de prendre des mesures de stabilisation réglementaires ».

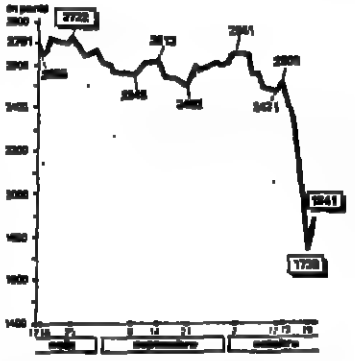
Information  
et déraison

Aidé par un coup de pouce instantané sous forme d'une baisse des intérêts bancaires (la Chemical Bank et la Midland Bank, qui avaient affiché le même bonjour en augmentant le semaine dernière, leurs taux d'un demi-point pour le porter à 9,75 % venaient de céder à l'amical pression « de la Réserve fédérale, effaçant simplement cette dernière hausse », les investisseurs institutionnels, surtout les Mutual Funds et les College Funds, mais aussi certaines entreprises, intéressées par leurs propres actions, sont donc revenus à la corbeille avec des ordres d'achat importants, concernant surtout les « locomotives ».

Aussi les valeurs-phares ont-elles regagné une partie du terrain perdu la veille. Hausées le jour précédent : Electric (+ 3,50 % à 45,40), IBM (+ 11,75 % à 115), Exxon (+ 6 % à 39,50) et General Motors (+ 9,75 % à 59,75). En revanche, sur le marché secondaire, l'humeur restait maussade : MCI perdait 0,90 dollar à 7,90,

et Apple Computers chutait de 2 dollars à 34,50.

Tout compte fait, le bilan de la journée ne fut pas aussi joyeux que le champagne que certains cambistes faisaient déboucher dans les pubs alentours. Le rapport entre les baisses et les hausses a été de 5 à 2, alors que l'indice du marché secondaire perdait près de 10 % de même que celui de l'American Stock Exchange. Selon la firme Wilshe Associates, le marché n'a regagné, en valeur globale affichée,



Les variations de l'indice Dow Jones des trente principales valeurs industrielles de Wall Street

que 60 milliards de dollars sur les 300 milliards perdus la veille.

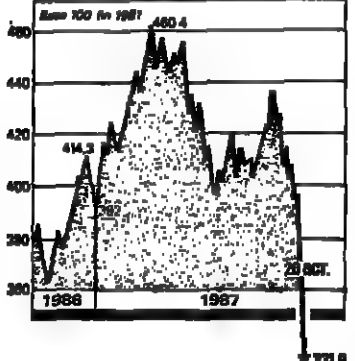
Des rumeurs persistantes continuent de circuler sur la santé de certaines firmes de courtage et de plusieurs banques d'investissement.

Il semble de plus en plus certain que de nouvelles restrictions seront apportées à la liberté d'action des arbitragistes, auxquels on vient d'interdire l'utilisation d'un certain type de terminaux informatiques. De manière plus générale, la direction de la Bourse de New-York incrimine l'information de la vie financière, accusée de faciliter, au-delà du raisonnable, la divulgation d'informations sur la vie des sociétés.

CHARLES LESCAUT.

## Paris : le revirement de la mi-journée

« Nous n'avions pas prévu une baisse d'une telle ampleur ; cette fois-ci, ne nous laissons pas surprendre par le mouvement de hausse », confiait, mardi 20 octobre, en début de séance un gérant de portefeuille à un de ses collègues. « Tu crois que c'est pour bientôt ? », lui demandait alors, perplexo, son interlocuteur. A cet instant, se substituant au tableau lumineux, ponctuellement en panne, un coteur inscrivait à la craie le dernier score : - 8,4 %. Il était 13 heures. Les



Les variations de l'indice CAC (Compagnie des agents de change de la Bourse de Paris)

boursiers s'apprêtaient à vivre, après le lundi noir et le recul de 508 points du Dow Jones de New-York, une nouvelle journée terrible.

Comme la veille, le début de séance avait été retardé d'un quart d'heure en raison de l'abondance d'ordres de vente. Comme la veille, la foule se pressait à l'intérieur, composée de curieux, de photographes et d'analystes de profession, qui tentaient tant bien que mal de se frayer un passage. Pour la première fois, à l'extérieur, devant les grilles s'accumulaient une petite centaine d'épargnants et de badauds attendant dans le calme l'issue de la séance.

Sous les lambris, les ordres de vente affluaient, provenant en grande partie d'investisseurs anglo-

saxons. On ne comptait plus les valeurs en plus bas de l'année. Certaines étaient même incotables, tant les offres dépassaient la demande. Ce fut le cas de la Compagnie du Midi après une chute de 15 %, de Peugeot (- 12 %) et de Lafarge (- 9,6 %), pour ne citer qu'elles. Paribas, le symbole des privatisées, n'en finissait pas de coter en dessous de son prix d'offre publique de vente, dans cette ambiance de « krach ». L'or était très recherché et notamment le napoléon réservé à la hausse, puis coté 598 F (+ 54 F).

Puis, subitement, peu avant 14 heures, à la stupéfaction générale, la tendance s'inversait. L'indicateur remontait à - 6,75 % et se transformait en compte à rebours. « A ce rythme nous serons à zéro dans trente minutes », soufflait, médusé, un professionnel, nous décollerons peut-être ensuite. La décision de deux grandes banques américaines de baisser leur taux de base et le démarrage fulgurant de Wall Street qui a suivi, sont les moteurs de ce revirement brutal. Un retournement qui suivait de plusieurs heures celui du MATIF (marché à terme des instruments financiers). La reprise était alors spectaculaire : atteignant + 2,8 % avant de se stabiliser en clôture à + 0,8 %. Des nouvelles valeurs devaient incotables, étant cette fois-ci réservées à la hausse, la demande excédant nettement les offres.

A la satisfaction de la reprise s'ajoutait chez de nombreux opérateurs une certaine appréhension. « Cette journée folle n'est pas faite pour nous rassurer sur l'avenir », commentait l'un d'entre eux. Le jeu de yoyo pourrait se poursuivre mais espérons que ses variations vont en s'atténuant... Le redressement de mardi, néanmoins, n'a pas tellement diminué les pertes enregistrées depuis le début du mois boursier. A la veille de la liquidation, le repli est d'environ 18 %, ce qui s'est rarement vu à Paris.

DOMINIQUE GALLOIS.

## Londres : la chute des privatisées

LONDRES  
de notre correspondant

C'est le moment d'acheter une Jaguar ou une Porsche d'occasion. Les commis d'agents de change, qui se sont follement enrichis ces dernières années et affectionnaient ces signes un peu voyants d'ascension sociale, ont désespérément besoin d'argent frais... Cette réflexion cynique d'un vieux routier de la City illustre le climat qui régnait à la Bourse de Londres, mardi 20 octobre en fin d'après-midi, après une seconde journée de chute des cours.

Au « lundi noir » a en effet succédé, contrairement à ce qui s'est passé à New-York et à Paris, un « mardi noir » londonien.

La plongée a même été mardi un peu plus forte encore que lundi. L'indice du Financial Times avait chuté de 10,8 % lundi, il est tombé mardi de 12,2 % ; le total de la capitalisation boursière s'est un peu moins contracté : 43,7 milliards de livres (437 milliards de francs) mardi contre 50,6 milliards de livres (506 milliards de francs) lundi. Le

total est cependant faramineux. Plus de 94 milliards de livres (940 milliards de francs) se sont volatilisés en deux jours...

La journée de mardi a été chaotique avec une chute initiale, brutale et immédiate due à celle de Tokyo et des autres Bourses asiatiques quelques heures auparavant.

L'indice du Financial Times perdait d'emblée presque 300 points. Après une reprise partielle et éphémère en cours de séance, l'indice s'effritait de nouveau et clôturait à 180, accusant une nouvelle baisse record de 250 points.

Tout ou presque a baissé. L'action BP « privatisée » que l'Etat britannique s'obstine à proposer au public à 330 pence (33 francs) ne valait plus, mardi, que 285 pence (28,50 francs) sur le marché. Le gouvernement a décidé d'arrêter non pas la vente mais... la campagne de publicité. Les sports à la télévision ont été refaits à la hâte. Il n'était plus guère raisonnable d'inciter les Britanniques à acheter les 31,5 % d'actions BP encore détenues par le Trésor avant la date « inexorable »

du 28 octobre. Vu la situation, cette échéance va probablement être repoussée.

Les « privatisées » continuent de chuter. British Telecom a encore perdu 18 pence à 222 pence, ce qui porte la baisse à 43 pence en deux jours. British Gas est moins touchée mais terminée à 140 pence, soit une perte de 33 pence en deux jours. Jaguar a perdu en quarante-huit heures près de la moitié de sa valeur. Elle a terminé mardi à 404 pence après avoir chuté de 180 pence en deux jours.

Faudra-t-il bientôt rebaptiser « pappies » (« pour urban professionnels ») les célèbres « yuppies » (« young urban professionals ») ces jeunes gens britanniques qui, devant les consoles ordinaires dans les banques ou les grandes charges d'agents de change, étaient devenus les symboles de la réussite professionnelle de la Grande-Bretagne Thatcherienne ?

DOMINIQUE DHOMERES.  
(Lire en dernière page la situation à la Bourse de Tokyo.)

## Tokyo : la revanche des traditionalistes

TOKYO  
correspondance

« Nous nous l'avions bien dit », c'est en gros la réaction affichée par les dirigeants économiques japonais devant la débâcle qui a emporté les places boursières. La crise peut passer, mais la leçon doit en être tirée, laissent entendre aussi bien les « barons » de l'industrie que les responsables du ministère des finances.

M. Noboru Gocho, le président de la chambre de commerce et d'industrie du Japon, pointait mardi soir un doigt accusateur vers les « jeux d'argent excessifs » auxquels ont succombé ces dernières années un nombre croissant d'entreprises et de particuliers japonais.

Dans la hiérarchie des valeurs nipponnes, l'industrie, considérée comme le véritable socle de l'économie du pays, a toujours en une prééminence sur la finance. Les grandes banques japonaises, Sumitomo, Fuji, Mitsubishi et consort, sont des émanations de puissants conglomérats bâtis sur la production industrielle. Les maisons de titres, qui règnent encore sans partage sur la Bourse des valeurs, ont toujours dû se contenter d'un strapontin dans les instances patronales.

Au grand dam des « traditionalistes », le « zaibatsu » a ébranlé l'ordre ancien. Ce néologisme, qui mêle le japonais à l'anglais — pratique fréquente dans la langue nipponne moderne — désigne l'art de faire de l'argent avec de l'argent.

Depuis plusieurs années, les entreprises japonaises se sont trouvées à la tête d'énormes réserves financières, gagnées à l'exportation, et sans possibilités d'emploi équivalentes dans l'investissement productif, en raison du freinage économique brutal imposé par la hausse du yen.

L'argent de l'industrie, qui réduisait parallèlement sa dette bancaire, s'est engouffré massivement dans des fonds d'investissement spéciaux, tournés vers les actions et les obligations. Au 31 juillet, les ressources de ces « tokkin » atteignaient 29 000 milliards de yens (près de 122 milliards de francs), soit 22 000 milliards de plus qu'au 30 septembre 1985.

Résultat de ce flux massif d'argent : avant la correction brutale de mardi, les cours de la Bourse de Tokyo avaient progressé de plus de 70 % en un an et demi, avec des rapports cours-bénéfices dépassant en moyenne 80 contre un peu plus de 15 à Wall Street.

Les maisons de titres ont été les grands bénéficiaires du boom boursier. Cette année, Nomura Shoken, la plus importante, a détourné Toyota à la première place du palmarès des profits.

Mais le jeu n'est pas sans risque. En juin dernier, un retournement du marché obligataire de Tokyo a provoqué de lourdes pertes dans des entreprises engagées dans la « tech » au-delà de toute raison. Une petite société, Taicho Chemical Industries, a perdu 20 milliards de yens, alors que son chiffre d'affaires était de 6 milliards seulement. Pour éviter une faillite pure et simple, le ministère des finances a appelé les banques à la rescousse.

Une question circule actuellement à Tokyo : que vont faire les autorités de tutelle si les appels au secours se multiplient ?

La panique boursière de ces derniers jours va accentuer le mouvement en faveur d'un contrôle plus strict, même s'il reste largement officieux, des activités financières et bancaires par le ministère des finances. Les banques de dépôt ont déjà été invitées récemment, « à la japonaise », à limiter leurs crédits pour les opérations immobilières.

La crise aura une autre conséquence, estime-t-on à Tokyo. Elle va

conforter les responsables japonais dans leur conviction que leur approche de la déréglementation financière est la bonne. « Pas à pas », sans abandonner quiconque sur le bord de la route. Tant pis si les étrangers s'impacientent !

BERNARD HAMP.

## « Société des cadres du Monde »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » ont convoqué en assemblée générale la Société, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08, dans la salle du restaurant d'entreprise, à 15 h 30, le mardi 22 octobre 1987.

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

- Ordre du jour :
- Enregistrement des nouveaux membres ;
  - Rapport médical ;
  - Rapport financier ;
  - Point sur l'entreprise et ses filiales ;
  - Stratégie et modernisation déléguée à Bernard Hampe ;
  - Nouvelle organisation de la rédaction en chef et des chroniqueurs de la rédaction : Daniel Varner ;
  - Audio-vidéo : Manuel Lebaron ;
  - Vidéo Monde Publiée : François Hugues ;
  - Questions diverses.

## A l'Assemblée nationale

## Ces chers petits porteurs...

La défense du « petit » contre le « gros » : sous la III<sup>e</sup> République, le Parti radical-socialiste en avait fait sa spécialité. Sur ce thème, les socialistes de 1987 se montrent les dignes héritiers du parti d'Edouard Herriot. Depuis lundi, ils voient au secours des petits porteurs d'actions pris dans le brouhaha financier, après avoir été « leurrés » par les privatisations. « Nous tenons compte des petits épargnants, et nous ne nous réjouissons pas que les faits nous donnent raison », a prévenu l'ancien ministre socialiste de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, en rendant compte, le mardi 20 octobre, de la réunion de son groupe. « Le gouvernement a joué avec le feu et s'est brûlé les doigts, s'il accuse. On a trop idéalisé le gain de l'épargne folle (...) et aujourd'hui c'est léger de la part du gouvernement de dire : ce n'est pas notre faute, c'est l'environnement international. (...) Ce n'était pas le moment de privilégier à marches forcées, M. Balladur a précédé le mouvement pour consolider le quadrilatère de l'économie au profit du RPR ».

M. Bérégovoy a donné un avertissement de ce qui sera, le semaine prochaine, le débat sur les privatisations. Les fissures de la corbeille étaient, mardi, au centre de tous les commentaires. Le président du groupe socialiste, M. Pierre Joxe, expliquait dans les couloirs qu'il avait constaté dans son département que les Français prenaient mieux en compte les privatisations lancées par les socialistes ces dernières semaines. Et il n'aurait pas fallu beaucoup pousser M. Jean La. Gennec (PS, Nord) pour qu'il porte plainte contre M. Balladur pour non-assistance à petits porteurs en danger.

« Les petits porteurs n'ont pas été prévenus du danger », renchérit M. Christian Goux (PS, Var) qui conseillait le gel instantané des privatisations. Pour M. Jacques Roger-Maschard (PS, Haute-Garonne) qui n'oubliait pas qu'il était en pleine discussion budgétaire, le gouvernement va surtout devoir réviser ses comptes à la baisse et dire où il va trouver ailleurs les dizaines de milliards qu'il escomptait des prochaines privatisations.

D'autres élus socialistes, un peu plus cyniques, avouaient « rigoler » devant la « déconvenue » du gouvernement, à quelques jours du débat sur les privatisations à l'Assemblée, les événements de ces derniers jours sont « pain béni ». « De 1981 à 1986, la Bourse s'est toujours bien portée », soulignait pour sa part, le sourire aux lèvres, M. Gérard Welzer (apparenté PS, Vosges), tandis que M. Jack Lang (PS, Loire-Char) avait à peine imaginé ce que l'on dirait si la gauche était aujourd'hui au pouvoir. Mais, pour l'ancien ministre de la culture, l'enseignement essentiel à tirer est celui de la « parenté étroite » entre ce qui se passe aux Etats-Unis et en France. « Les mêmes idées perrichonnes de spéculer et de déréglementation y règnent : je constate leur faiblesse ».

« Un jackpot, pas la Caisse d'épargne ! »

« L'économie mondiale occidentale a été bâtie sur du sable », s'indigne, à deux pas, le député communiste, M. François Asenisi (Seine-Saint-Denis) qui n'entend pas laisser aux socialistes le monopole de la défense des petits porteurs « dupés et trompés ». Sous le feu des caméras M. André Lalouine ajoute : « Les petits porteurs, par définition, ce sont des gens que l'on veut tromper ».

Au milieu de ce concert M. Gérard Fuchs (PS, Paris) n'est pas dans le ton. « Il n'y en a plus que pour les petits porteurs ! », s'écrie le député rocardien : « Je m'inquiète surtout des risques de dérèglement du système monétaire européen et des difficultés accrues pour les exportations françaises. » « C'est vrai, ajoute-t-il, que nous avons une bonne occasion de marquer des points, mais il faut savoir voir plus loin que les quatre jours que nous venons de vivre ».

Au cours de la réunion des députés socialistes, M. Pierre Mauroy a appelé ses amis à faire un brin d'autocritique. L'ancien premier ministre a expliqué, en substance, que le Parti socialiste avait lui-même subi une certaine contagion libérale et qu'il fallait réapprécier cette évolution en fonction de ce qui se passait aujourd'hui sur le plan des idées.

Pour M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines), le comble, c'est de voir la majorité appeler au secours

M. Antoine Pinay : « On sort l'arrière-grand-père pour tenter de stopper le processus. C'est un signe de faiblesse ! »

Signe de faiblesse ? Mardi, tous les députés de la majorité s'affirmaient « pinayistes », à l'image de M. Dominique Bussereau (UDF, Charente-Maritime), ravi de voir « la tradition indépendante » ainsi ravivée. « Plus ça baisse, moins il faut vendre », conseillait dans les couloirs le président Chirac. Delmas, faisant écho à « l'homme au chapeau », a pas vu, pas perdu, a lancé M. Jacques Toubon (RPR, Paris), reconvenu en conseiller en placements boursiers. « Il ne faut pas vendre », confirmait M. de Bénouville (apparenté RPR, Paris), qui expliquait que la Bourse « est un jackpot et non un carnet de Caisse d'épargne ».

Tous les députés de la majorité étaient unanimes : les privatisations ne sont pas en cause. L'impulsion néfaste donnée au balancier boursier vient de Wall Street. « Toute accusation politique me heurte », a été une réaction de l'opinion publique, met en garde M. Michel Bernier (RPR, Savoie). « Il faut vraiment séparer la politique de la corbeille et ne pas faire de M. Balladur un ministre de la Bourse », estime M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). Il faut que les petits épargnants se fassent au système.

M. Gilbert Gendry (UDF, Paris) reconnaît que, dans l'histoire des privatisations, on n'a peut-être pas assez dit aux Français que la Bourse ne se joue pas à quinze jours. « L'affaire restera excellente à six ou douze mois », présume M. Gendry. Quant à M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), il estime que le bon sens commande d'attendre pour de nouvelles privatisations que les actions des entreprises déjà privatisées aient retrouvé leurs cours d'émission. « Quand on veut s'introduire en Bourse, on ne le fait pas quand il y a des turbulences », explique M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), tandis que M. Etienne Pinte (RPR, Yvelines) remarque que les choses semblent se stabiliser et que l'on assiste même à un début de retournement de tendance ».

## M. Chirac : « Matérialité »

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a donné lui aussi de sa personne pour présenter une défense et illustration des privatisations. Il est venu mardi après-midi devant le groupe RPR pour donner son avis. Il s'est tout d'abord félicité du débat qui s'est instauré entre les médias, estimant qu'en interrogeant des spécialistes plutôt que des politiques les journalistes avaient « présenté des données objectives » du problème. « C'était très sain », a-t-il dit.

Pour M. Chirac, l'origine du « traumatisme » est à chercher du côté des Etats-Unis, où les mauvais effets de la politique économique américaine se sont traduits aux incertitudes qui pèsent sur la politique qui sera menée l'année prochaine par le nouveau président américain.

En outre, le premier ministre n'a pas caché que les déclarations de dimanche du secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Baker, avaient accéléré le processus de désabusement.

« Y a-t-il lieu d'être inquiet ? » s'est-il interrogé, en répondant immédiatement : « Objection ! Il n'y a aucune raison de l'être, car la situation économique des entreprises est très saine. » « Subjectivement, le coup de ciseau sur les Etats-Unis a eu une influence sur le marché français impossible à mesurer », a-t-il ajouté, avant d'aborder le troisième thème de sa démonstration. « Concrètement, le bilan est des meilleurs en France qu'ailleurs. Cela prouve la maturité des porteurs français ». M. Chirac s'est montré relativement optimiste en notant l'appétition de « certaines éclaircies » (baisse de l'or, augmentation du dollar).

Quant à l'effet privatisation, il n'a pu être négatif, a affirmé le premier ministre en réponse aux attaques des élus socialistes. La portion de 50 milliards de francs était pour le marché français ; une « ponction raisonnable ». La contestation est « un argument dépourvu de toute valeur », a-t-il déclaré. Pour l'avenir, le principe des privatisations reste intangible, bien sûr, a-t-il dit, elles se feront en fonction de la conjoncture, « comme nous l'avons toujours dit auparavant », a conclu M. Chirac, très applaudi.

PIERRE SERVENT.



Préfecture du Var Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence

# AVIS AU PUBLIC - REGROUPEMENT D'ENQUÊTES

(loi n° 83-630 du 12 juillet 1983)

## Ligne à deux circuits 400 kV Cadarache-Boutre et Boutre-Paravis avec étude d'impact. Plan d'occupation des sols de Ginasservis.

Deux enquêtes publiques regroupées sont ouvertes pendant quarante-cinq jours consécutifs, du 17 octobre 1987 au 30 novembre 1987 inclus, relatives à la réalisation, par le Centre d'équipement du réseau de transport d'EDF, des travaux d'établissement des lignes à deux circuits 400 kV (Cadarache-Boutre et Boutre-Paravis, tronçons de Tavel-Carros) et d'aménagement des lignes à 225 et 150 kV aux abords du poste de Boutre, sur le territoire des communes de Valensole, Riez, Gréoux-les-Bains, Saint-Martin-de-Bromes, Espéron-de-Verdon, dans le département des Alpes-de-Haute-Provence, Rians, Saint-Julien, Vinon-sur-Verdon et Ginasservis dans le département du Var :

- la première préalable à la DUP des travaux vaudra enquête publique au sens de la loi du 12 juillet 1983, avec étude d'impact ;
- la seconde portera sur la modification du POS de Ginasservis, en vue de l'inscription d'un emplacement réservé pour cette opération.

Le siège des enquêtes est fixé en préfecture du Var à Toulon (1<sup>re</sup> direction, 1<sup>er</sup> bureau) où toute correspondance relative aux enquêtes pourra être adressée.

Un exemplaire du dossier relatif à la demande de déclaration d'utilité publique sera déposé :

- à la préfecture du Var à Toulon ;
- à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence à Digne ;
- à la sous-préfecture de Brignoles ;
- en mairies de Valensole, Riez et Rians (chefs-lieux de canton) ;
- en mairies de Gréoux-les-Bains, Saint-Martin-de-Bromes, Saint-Julien, Espéron-de-Verdon, Vinon-sur-Verdon et Ginasservis.

Un exemplaire du dossier relatif à la modification du POS de Ginasservis sera déposé à la préfecture du Var à Toulon, à la sous-préfecture de Brignoles et en mairie de Ginasservis.

Les observations adressées par correspondance à la préfecture du Var ainsi que celles qui seraient présentées par la chambre d'agriculture, la chambre de commerce et d'industrie et la chambre des métiers seront tenues à la disposition du public.

Le commissaire-enquêteur nommé pour conduire les enquêtes est M. Dubost Claude, général (e.r.). Il se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations, aux lieux et heures suivants :

- Mairie de Valensole et mairie d'Espéron-de-Verdon : le mardi 17 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Saint-Martin-de-Bromes et mairie de Riez : le mercredi 18 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Gréoux-les-Bains et mairie de Vinon-sur-Verdon : le jeudi 19 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Rians et mairie de Saint-Julien : le vendredi 20 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h ;
- Mairie de Ginasservis : les lundi 23, mardi 24 et mercredi 25 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

Par ailleurs, M. le Commissaire-Enquêteur se tiendra à la disposition du public en préfecture du Var, bureau des expropriations, avenue du 112<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie à Toulon, les jeudi 26, vendredi 27 et lundi 30 novembre 1987, de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

A chacun des dossiers d'enquête sera annexé un registre à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur, destiné à recevoir les observations du public.

Copie du rapport et des conclusions sera adressée aux mairies de Valensole, Riez, Gréoux-les-Bains, Saint-Martin-de-Bromes, Espéron-de-Verdon, Rians, Saint-Julien, Vinon-sur-Verdon, Ginasservis ainsi qu'à la sous-préfecture de Brignoles et conservée en préfecture du Var et des Alpes-de-Haute-Provence pour y être, sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant aux commissaires de la République, dans les conditions prévues par la loi du 17 juillet 1978.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SICAV SEPTEMBRE 87

Sociétés d'investissement à Capital Variable Date de création	ORIENTATION	ACTIF NET (MF)	VALEUR LIQUIDATIVE (F par action)	PERFORMANCE en % (coupon inclus) :	
				depuis l'origine	depuis le 1.01.87
HAUSSMANN EUROPE 6.03.84	Valeurs mobilières diversifiées françaises et européennes	779,39	2327,81	+ 145,36%	+ 26,58%
HAUSSMANN FRANCE 25.06.86	Valeurs mobilières françaises	229,42	1016,11	+ 2,91%	+ 3,32%
HAUSSMANN OBLIGATIONS 19.12.82	Obligations françaises et étrangères	653,59	1417,83	+ 89,87%	+ 2,47%
HAUSSMANN EPARGNE 23.07.84	Obligations françaises	359,77	1951,03	+ 38,54%	+ 3,03%
HAUSSMANN COURT TERME 17.10.83	Obligations françaises rémises	2315,89	1202,25	+ 47,17%	+ 6,61%
HAUSSMANN ASSOCIATIONS 5.12.83	Obligations françaises	287,36	1189,89	+ 44,58%	+ 0,24%
HAUSSMANN OBLICROISSANCE 22.10.84	Obligations françaises	131,50	1287,07	+ 29,23%	+ 1,78%



## BANQUE WORMS

Pour en savoir plus sur ces SICAV, écr. ou tél. à la Banque Worms 45, bd Haussmann, 75009, PARIS. Tél. : 42.66.80.10

# Le champignon-émetteur.



Les ingénieurs de l'industrie automobile fournissent d'idées pour substituer l'électronique moderne à la mécanique traditionnelle. Mais ces idées sont parfois trop en avance sur les possibilités pratiques de mise en oeuvre : ce fut le cas pour le câble d'accélérateur.

Depuis longtemps, on pensait à installer, sous la pédale d'accélérateur, un minuscule émetteur qui enverrait des impulsions à un récepteur de haute précision, connecté au carburateur ou à la pompe d'injection. Ce système électronique contrôlerait ainsi le débit de carburant que le conducteur commande par l'accélérateur.

Un seul problème : des composants électroniques aussi sophistiqués sont extrêmement fragiles. Aussi fallait-il leur trouver une protection contre les agressions du sel, de l'humidité, de l'huile et des produits chimiques divers : une matière protectrice qui supporte aussi tous les climats, du plus torride au plus glacial, et résiste aux vibrations et aux chocs violents.

En fait, la solution n'était pas loin : très exactement dans les laboratoires de DSM, l'un des plus importants groupes chimiques européens. Là, 1.500 personnes se consacrent à la recherche, là sont mises au point en permanence de nouvelles matières de synthèse : celle qui a permis au "champignon-émetteur" de germer et de devenir réalité, et bien d'autres qui contribueront aux progrès de l'industrie automobile dans les techniques d'assemblage, l'électronique avancée ou l'optimisation des matériaux anticorrosion, par exemple.

DSM

Nous avons déjà la solution, ou bien nous la trouvons.

هكذا من الاصل



## Economie

## L'apaisement sur les places financières

## Un avertissement majeur

(Suite de la première page.)

La RFA et le Japon maintiendraient ainsi une différence suffisamment intéressante des taux sans contraindre les Américains à un relèvement excessif du loyer de l'argent aux Etats-Unis, qui conduirait à la récession. A un an de l'élection présidentielle, cette perspective est évidemment inacceptable pour les républicains.

La deuxième solution consiste à faire baisser le dollar pour rendre plus compétitifs les produits américains et permettre un rétablissement de la balance commerciale par augmentation des exportations. C'est la menace brutale qu'a proférée, à la fin de la semaine dernière, le secrétaire au Trésor, M. James Baker, quand il a vu précisément que les Allemands, loin de baisser leurs taux, commencent à les relever. Les partenaires occidentaux des Etats-Unis sont évidemment opposés à cette solution, qui affaiblit leur compétitivité sur les marchés extérieurs. C'était notamment le sens des accords du Louvre du 22 février dernier, dont le but essentiel était de stabiliser le dollar.

Ces deux solutions n'apportent de répit qu'à court terme, et comportent des dangers que l'on vient justement d'apprécier.

Reste la solution de la sagesse, qui consisterait à attaquer de front les causes des déficits américains, en relevant impôts et taxes pour ramener la demande des ménages à des niveaux compatibles avec l'épargne nationale.

Une telle décision suppose de la part des hommes politiques plus que de la sagesse, de l'abnégation, car elle va non seulement à l'encontre de la politique Reaganienne, elle compromet largement tout espoir de succès républicain à l'élection de 1988. Le recours au bon vieux protectionnisme paraît à cet égard plus populaire et plus profitable électoralement outre-Atlantique.

Le problème reste donc entier. Nous sommes réduits à assister au spectacle d'une économie — celle des Etats-Unis — semblable à un camion lancé à grande vitesse vers un mur, sans que le conducteur donne le sentiment de vouloir appuyer le frein. Les places financières s'affolent, à

l'étonnement de ceux qui examinent les données de l'économie « réelle », qui sont loin, bien loin d'être catastrophiques.

La situation est en effet sans rapport avec ce que laisse supposer le krach de Wall Street. Certes, les perspectives de croissance sont peu brillantes, mais la plupart des pays occidentaux ont assez bien mené leurs politiques d'assainissement. Aux Etats-Unis, la productivité industrielle croît depuis 1984 à un rythme comparable à celui des pays européens, ce qui n'était pas le cas auparavant. Presque partout, les entreprises ont retrouvé une prospérité que leur avait fait perdre la crise pétrolière de 1973. C'est notamment le cas de la France, où le taux de marge des sociétés a rejoint le niveau atteint avant cette crise.

Les entreprises, contraintes de rétablir leur bilan, ont-elles trop recherché le profit financier au détriment de l'investissement ? On retrouve là les inconvénients des taux d'intérêt très élevés : la rentabilité des investissements matériels était devenue inférieure au taux réel des obligations. En 1986, les plus-values boursières réalisées autant par les banques que les assurances ont été quelque peu gonflées, créant ainsi pas mal d'illusions.

Les tribulations de la Bourse compromettent les résultats pour 1987 et soulignent le divorce qui existe entre économie réelle (dans laquelle les investissements jouent un rôle majeur) et économie financière qui se nourrit de spéculation. La bulle qui se gonfle de Wall Street à Londres en passant par Paris ent-elle le gage d'un assainissement et d'un retour à plus de réalisme ou le début d'une grave crise de conscience chez les investisseurs ?

Une crise comme celle-là va diminuer le nombre de joueurs », reconnaît un banquier, qui parle sur la baisse inéluctable du dollar. Les plus optimistes veulent croire que l'alerte sera bien perçue par les décideurs économiques et que les chefs d'entreprise y verront un encouragement à préférer les investissements aux jeux boursiers. Mais n'est-ce pas trop parier sur la vertu ?

FRANÇOIS SIMON.

## Le financement de la Sécurité sociale

## Les « sages » proposent que le Parlement vote chaque année un prélèvement sur tous les revenus

Les « sages » ont choisi la recette pour la Sécurité sociale : une contribution proportionnelle sur tous les revenus, sanctionnée par un vote annuel du Parlement, pour faire face aux besoins de financement entraînés par la montée des coûts, le ralen-

tissement de la croissance et l'augmentation du chômage.

Un système gagé par un freinage très progressif des dépenses, pour la retraite, et une surveillance attentive pour la maladie. Tel est le sens du rapport remis au premier

ministre mardi 20 octobre en fin d'après-midi par les sept experts nommés au printemps dernier : une ultime tentative de stabiliser le système, nourrie par la conviction que celui-ci recèle des ressources encore inexploitées.

La famille est aussi la seule branche où le rapport ne propose pas de modulation des dépenses. Pour les deux autres, les « sages » paraissent compter sur la pression exercée par le vote annuel de la contribution par le Parlement pour pousser à l'économie.

Pour la retraite, le rapport reprend les orientations des études réalisées depuis 1985 (rapport Ruellan, rapport Schoplin). D'abord « coller » plus à l'ensemble de la carrière des assurés en modifiant le mode de validation des cotisations et en calculant le montant de la pension non plus sur les « dix meilleures années » mais progressivement sur vingt ou vingt-cinq ans. Ensuite relever, tout aussi progressivement, l'âge de départ à la retraite, en allongeant la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une pension à taux plein ou en accordant un supplément à ceux qui partent plus tard (le Monde du 20 octobre).

## Autonomie de gestion

Cette transformation trait de pair avec une certaine autonomie de gestion. Attachés à l'unité du système de Sécurité sociale — on reconnaît là l'influence de M. Pierre Laroque, le « père fondateur » — les « sages » ne vont pas jusqu'à préconiser une séparation des trois branches du régime général (vieillesse, famille, maladie). Mais ils souhaitent que chacune soit autant que possible gérée en équilibre : l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) gèrerait la trésorerie des trois branches.

Pour le reste, le rapport ne suggère guère de modifications au système actuel des prestations familiales. Il se contente de souhaiter une certaine simplification avec, notamment, la suppression des plafonds de ressources pour le « complément familial » et de plaider pour une « neutralité » à l'égard du travail féminin : pas question de ramener les femmes à la maison, mais permettre le choix entre le travail et le « foyer ». Il conforte ainsi la priorité accordée au troisième enfant depuis la création de l'« allocation parentale d'éducation ».

Les établissements inutilisés, en réduisant les effectifs, notamment administratifs, en appliquant le système du « budget global » aux cliniques privées. Pour la médecine de ville, les « sages » misent sur l'information des assurés et surtout des praticiens — qu'il faudrait rendre davantage conscients du coût des prescriptions — et sur le développement de la prévention. Dans cette prévention, ils voient l'accent sur la lutte contre l'alcool et le tabac en demandant l'interdiction immédiate de la publicité sous toutes ses formes.

Trois innovations cependant : le rapport préconise de simplifier la réglementation en unifiant les taux de remboursement et en instaurant un forfait quotidien pour les hospitalisations ; de réduire l'écart de rémunération entre les médecins spécialistes et les généralistes en cessant de favoriser les « actes techniques » fondés sur l'usage d'appareils sophistiqués ; enfin d'aller vers une liberté des prix des médicaments mais en permettant aux caisses d'informar les médecins sur les différences de prix.

Ces propositions reposent sur un acte de foi : sur la nécessité de la solidarité en période de crise et sur les possibilités de régulation du système. Le rapport s'achève en effet sur un avertissement : la « rémission » n'est possible qu'à condition d'obtenir un ralentissement des dépenses. Si celles-ci continuent à croître trop vite, il faudra en venir à des choix plus drastiques : amputer le revenu disponible des ménages, ou abandonner le système de santé actuel en faveur soit d'une organisation centralisée à la britannique ou d'un système plus libéral rattachant la Sécurité sociale sur le « noyau dur » des dépenses. Entre les deux, les « sages », comme les Français, ne choisissent pas... Ou pas encore.

## Peser sur les dépenses hospitalières

C'est sur la maladie que le rapport apparaît le plus modeste, tablant plus sur la gestion et sur l'information (aux des assurés que des professionnels). Pour les hôpitaux, il faudra continuer à « réduire les capacités excédentaires » en fermant les services ou

GUY HERZLICH.

600 PRIX  
2.000.000 F A GAGNER

## GRAND CONCOURS

## LE MONDE DU VIN



## QUESTION N° 9

Existe-t-il une différence entre un vin doux naturel et un vin naturellement doux ?

- oui,
- non.

## QUESTION N° 10

« Garhiolatum ». S'agit-il :

- du fillet qui protégeait, au Moyen Age, les raisins des nuées d'étourmeaux ?
- d'une maladie bactérienne de la vigne ?
- d'un vin parfumé et épicé ?
- d'un ancien instrument viticole en forme de clou de girofle ?

POUR VOUS AIDER :  
L'INDICE RTL

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

## POUR PARTICIPER

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

TOUS LES JOURS DANS

Le Monde

VIGNETTE  
N° 5

avec le patronage de l'INA  
et de la SOPEXA

CHATEAU RAYMOND-LAFON  
SAUTERNES

Francine et Pierre Mesliér, propriétaires  
33210 Sauternes

Sauternes traditionnel, vendangé par tris successifs, rendements très faibles de 8 à 9 hectolitres par hectare soit 1 verre de vin par pied de vigne ! La production de vin du château Raymond-Lafon, qui est réservée deux ans à l'avance, est expédiée dans le monde entier après trois ans de vieillissement en barriques neuves.

## Quelques extraits de la presse internationale (par ordre alphabétique) :

- 1) REVUE DU VIN DE FRANCE - SEPTEMBRE 1986, MICHEL BETTANE  
« Un vin luscieux complet qui rivalise en qualité (et en prix) avec les plus célèbres crus classés du secteur... Naturellement, à un si haut niveau, le terroir sera responsable du plus ou moins grand raffinement de bouquet après un long vieillissement. Sur ce plan, Raymond-Lafon n'a rien à envier à ses voisins. »
- 2) GAULT MILLAU BENELUX - FÉVRIER 1987, JO GRYN  
« Le retour au Sauternes, la qualité de Raymond-Lafon reconnue par les grands amateurs, le développement de l'export sur le plan commercial grâce à l'un des deux fils, Jean-Pierre (le deuxième s'occupe plus particulièrement du vignoble), tout cela, qui va de pair avec une augmentation de la part de futures neuvées, provoque un engouement tel qu'on ne parvient plus à satisfaire la clientèle. »
- 3) HUGH JOHNSON'S POCKET ENCYCLOPEDIA OF WINE 1987  
« Splendid wines for long ageing. Among the top sauternes today. »
- 4) VOLUME 2 - LES DISCUSSIONS DU GRAND JURY  
LES SAUTERNES 1975, PAR JACQUES LUXEY  
« ... A la race des meilleurs premiers 1<sup>er</sup> crus. Une belle étiquette avait lui donné une présentation originale. »
- 5) LIVRE : BORDEAUX - BY ROBERT M. PARKER, JR. 1985  
A CONSUMER'S CLASSIFICATION OF THE CHATEAUX  
Raymond-Lafon, excellent. « Evaluation of present classification : should be upgraded to a premier cru classé. »
- 6) PARKER'S WINE BUYER'S GUIDE 1987-1988  
« ... (outstanding producers). »  
« ... Raymond-Lafon... the up and coming superstar of the Sauternes region. »
- 7) LIVRE : LE SAUVAGE-BOIRE - JEAN-LUC POUTHAN  
MEILLEUR SOMMELIER DU MONDE 1983  
« Raymond-Lafon, la dernière marche avant Yquem. »
- 8) DECANTER MAGAZINE, JUIN 1986 - « DUCKLING INTO SWAN » BY SERENA SUTCLIFFE  
« The wines of Château Raymond-Lafon are beautifully fresh, clean and fruity, turning on elegance rather than on massive weight, and balance rather than blowy seduction... Certainly Raymond-Lafon is making wines on a par with many of the top classified properties... there are no short cuts to perfection in a Sauternes. »

Dégustation à l'Académie des vins de Paris  
« Le prestige par la qualité. »

Visitez sur rendez-vous. S'adresser à la propriété  
pour tous renseignements complémentaires. - Tél. : 56-63-21-02.

PA  
AIR FF  
AU CC



## Economie

### AFFAIRES

Le changement de statut de la Régie

#### L'Etat n'accordera pas de subvention à Renault mais abandonnera ses créances

L'état des marchés financiers a relégué dans l'ombre le projet de changement de statut de Renault. Le dossier est pourtant désormais bouclé et attend plus que le retour à un climat plus serein pour être inscrit à l'ordre du jour d'un conseil des ministres.

Si le projet n'a jamais présenté de difficultés sur le plan juridique — une loi transformera la Régie en société anonyme — il n'en a pas été de même sur le plan financier. Avec une situation nette négative de 16 milliards de francs à fin 1986, Renault ne pouvait pas être une société anonyme viable sans que l'Etat, son actionnaire, reconstruise ses fonds propres. D'où l'idée de faire une dotation en capital « pour solde de tout compte » à Renault en profitant des recettes de privatisation. Cela aurait rétabli la situation nette de la Régie et lui aurait permis de réduire son endettement par remboursement de prêts publics.

Cette hypothèse s'est heurtée aux soupçons des autorités de Bruxelles, allergiques à tout ce qui peut apparaître comme des subventions faussant le jeu de la concurrence, mais surtout à la colère de M. Jacques Calvet. Le patron du groupe concurrent privé, Peugeot SA, est convaincu que Renault, restant nationalisée, profiterait de sa dotation pour faire du forcing commercial. M. Calvet, qui a quelques années dans les milieux économiques et politiques, a même mis son mandat dans la balance. M. Alain Madelin, le ministre de l'Industrie, qui s'était engagé auprès de Georges Besse, puis auprès de M. Lévy, son successeur à la tête de la Régie, à régler le problème du statut de

Renault si celle-ci confirmait son redressement, ne s'en est pas moins montré fort soucieux de ne pas dévaloriser PSA.

Après des atermoiements (le Monde du 14 octobre), les pouvoirs publics ont finalement trouvé une cote mal taillée qui devrait être acceptable pour Bruxelles et pour le patron de PSA. Au lieu d'accorder en dotation les 10 à 12 milliards de francs qui auraient permis à Renault de rembourser ses emprunts publics, essentiellement des prêts « CFDI » (Caisse française de développement industriel), l'Etat va procéder à un abandon de créances du même montant.

#### Reports fiscaux

En pratique, la CFDI (fiducie à 100 % du Crédit national), qui a accordé à Renault, avec la garantie du Trésor, et sur ressources issues des emprunts du Crédit national, des prêts à bas taux pour une dizaine de milliards de francs, va renoncer à ses créances. Sur simple garantie du Trésor, qui s'engage à lui verser la somme correspondante.

Cette solution a le mérite de la simplicité, sinon de la transparence. Elle permettra à Renault de diminuer sensiblement son endettement (55 milliards de francs à la fin 1986) sans toutefois réduire considérablement ses frais financiers en raison des taux avantageux pratiqués sur les prêts qui seront remboursés. Elle permettra également à la future société anonyme Renault de démarrer avec une situation, correcte. D'autant qu'il ne faut pas

oublier les bénéfices escomptés pour 1987 (2, voire 3 milliards de francs), et divers éléments positifs (réévaluation d'actifs, amortissement...).

En revanche, l'abandon de créances au détriment de la dotation en capital a un gros inconvénient pour Renault : il fait fondre ses reports fiscaux déficitaires (38 milliards de francs) qui le mettaient à l'abri de l'impôt pour de nombreuses années. Ces reports devraient se situer désormais au alentours de 17 milliards de francs. Mais c'est précisément cet inconvénient qui devrait aider à mieux faire passer la pilule auprès de Jacques Calvet. Quant aux autorités bruxelloises, il y a de fortes chances pour qu'elles acceptent plus facilement le montage.

Il subsiste cependant une interrogation de taille : qui peut garantir que cette opération sera réalisée pour solde de tout compte ? Selon le ministre de l'Industrie le garde-fou sera Bruxelles, auprès duquel il prend des engagements. Cette caution européenne satisfait-elle M. Calvet ? Jouera-t-elle également en faveur de l'état-major de Renault pour l'aider à convaincre ses troupes, et notamment celles de la CGT, que le mouvement est irréversible ? Obligera-t-elle enfin l'Etat français à rompre avec quarante-deux ans de rapports ambigus avec Renault, qui le conduisent encore aujourd'hui à faire pression sur son président pour l'empêcher d'augmenter — indice oblige — le prix de ses voitures avant les élections ?

CLAIRE BLANDIN.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Groupe SODINFORG, 2ème société française dans le domaine de la monétique, cotée au Second Marché de la Bourse de Paris, participe à hauteur de 10 millions de Francs à l'augmentation de capital en cours au sein de la Banque JP ELKANN ; ce qui établit sa participation à environ 3,5 % du capital de cette dernière.

Bernard Bosmorin, Président Directeur Général de SODINFORG, devrait y exercer les fonctions de censeur.

Par ailleurs, le Groupe SODINFORG participe à hauteur de 10 millions de Francs au capital de TERTIAIRE DEVELOPPEMENT, société d'investissement créée par la Banque JP ELKANN et des industriels pour prendre des participations dans le secteur des services et des technologies avancées.



SODINFORG

Cette société sera présidée par Hervé Debache, directeur et membre du comité exécutif de la Banque JP ELKANN.

Le rapprochement souhaité par les actionnaires de la Banque manifeste la volonté des partenaires de mener ensemble des actions communes qui offriront aux filiales opérationnelles du Groupe SODINFORG, un observatoire privilégié des nouvelles techniques bancaires et monétiques vues à partir d'un établissement financier récent et dynamique. Il les aidera à développer des applications nouvelles qui seront ensuite mises à la disposition de l'ensemble de la clientèle.

Cet investissement est donc porteur de retombées potentielles multiples pour le Groupe SODINFORG.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### NOUVELLE PROGRESSION DES RÉSULTATS

Comptes consolidés du Groupe CRÉDIT LYONNAIS pour le 1<sup>er</sup> semestre 1987

(en millions de Francs)

RÉSULTATS	1986 * 2	1 <sup>er</sup> semestre 1987	Evolution en %
Produit d'exploitation	13.219	14.123	+ 6,8
- dont commissions nettes	2.615	3.152	+ 20,5
Résultat brut d'exploitation	4.520	5.197	+ 15
Dotation nette aux provisions d'exploitation	3.105	3.362	+ 8,3
Bénéfice net part du groupe	910	1.191	+ 30,7**
* Les comptes du premier semestre 1987 ayant été arrêtés selon les mêmes procédures comptables que celles utilisées pour les comptes annuels, la comparaison par rapport à la moitié des résultats de 1986 a été jugée plus significative.			
** + 16,5% hors éléments exceptionnels.			
Situation financière	30.06.1986	30.06.1987	
Crédits bruts à la clientèle	347.978	368.906	+ 6
Fonds propres (résultat 1 <sup>er</sup> semestre inclus)	15.803	19.264	+ 21,9
et assimilés (titres participatifs et TSDI)	3.500	5.500	+ 57,1
Provisions d'exploitation	24.804	29.677	+ 19,6
- dont provisions risques pays	10.580	13.435	+ 27
- taux de couverture des engagements sur pays fortement endettés	30,2%	38,4%	-
Total Fonds propres et assimilés + provisions	12,68%	14,76%	-
Crédits bruts à la clientèle			

Au cours du premier semestre 1987, le Groupe CRÉDIT LYONNAIS a continué de progresser dans ses différents domaines d'activité.

Par rapport au 30 juin 1986, le CRÉDIT LYONNAIS FRANCE a accru ses concours en francs à la clientèle de particuliers (+ 27 %) comme à celle des entreprises (+ 41 %). Il a enregistré une augmentation très satisfaisante des dépôts en francs de la clientèle\* (+ 27 %), et connu un nouveau développement de ses activités sur les marchés financiers. Les commissions nettes enregistrées ont augmenté de 18,3 %.

Simultanément, la contribution des implantations étrangères au résultat brut d'exploitation consolidé est en forte hausse, avec une évolution contrastée entre les agences dont les résultats sont globalement en baisse et les grandes filiales, qui ont en général enregistré des résultats en forte progression.

Le premier semestre 1987 a enfin été marqué pour le Groupe CRÉDIT LYONNAIS par de nombreuses initiatives destinées à accroître très fortement sa présence et ses activités sur les places financières de Londres, New York, Tokyo et Francfort.

\* Hors certificats de dépôts.



CRÉDIT LYONNAIS

La brochure des résultats semestriels du CRÉDIT LYONNAIS peut être obtenue sur simple demande adressée à CRÉDIT LYONNAIS - Communication, 19 bd des Italiens - 75002 Paris

### LE POUVOIR DE DIRE OUI

Le Monde  
sur minitel

IMMOBILIER

30 000 affaires Paris-province. Garantie

36.15 TAPEZ LEMONDE

Valeo

Valeo a cédé, le 9 octobre 1987, la Société anonyme belge des usines Chausson (SABUC) à Hebbelynck, fabricant belge d'échangeurs thermiques.

Sabuc, qui avait été récemment reprise par Valeo avec l'ensemble des activités thermiques du groupe Chausson, bénéficiera de la synergie résultant de son regroupement avec Hebbelynck.

# PARIS - LA CITY

## AIR FRANCE OUVRE UN 4<sup>e</sup> AEROPORT AU COEUR DE LONDRES: STOLPORT

A partir du 26 octobre Air France propose aux passagers de la Classe Affaires d'atterrir plus près de la City à l'aéroport de Stolport : London City Airport.

Six vols quotidiens en semaine ; un le samedi plus un le dimanche.



AIR FRANCE  
INNOVE

هكذا من الاصل



## Marchés financiers

## Le gouvernement reporte la privatisation de Matra

Devant la boursique qui agite les marchés boursiers, le gouvernement a décidé de retarder de quelques jours la date de la privatisation de Matra, prévue pour le 26 octobre, à annoncer le mercredi 21 octobre M. Balladur. Il est vrai que le retour de Matra au privé ne pouvait tomber plus mal, même si l'opération constitue une privatisation peu importante d'environ 750 millions de francs seulement (le Monde du 21 septembre). Pour sa part, le président du groupe, M. Jean-Luc Lagardère, avait précisé la veille qu'il n'était pas favorable à un retard.

Tout était prêt. S'exprimant le mardi 20 octobre, devant les analystes financiers pour présenter l'opération de privatisation, M. Jean-Luc Lagardère et ses adjoints avaient exprimé leur confiance dans l'avenir du groupe dont le chiffre d'affaires devrait atteindre, en 1987, 17 milliards de francs et les bénéfices 200 millions de francs. Il a précisé que la société Multi Média Beaulieu (MMB, détenue à 38,4 % par le holding Arjel et à 10,5 % par le groupe Floirat), candidate pour participer au nouveau dur de Matra, demanderait l'autorisation au ministre de l'économie de porter sa participation au-dessus de 10 %.

Tout en rappelant que le choix des groupes membres du nouveau dur relevait de M. Balladur, M. Lagardère a mis en avant les synergies industrielles

existant avec certains d'entre eux, comme l'allemand Daimler-Benz, le britannique CEC et le suédois Wallenberg (qui contrôle Ericsson). D'autres entreprises européennes se sont portées candidates, rappelle-t-on, notamment l'italienne Fiat et la suédoise Volvo, plus récemment.

Matra, dont 49,03 % du capital sont entre les mains d'intérêts privés (1), compte actuellement vingt-cinq mille actionnaires. « Si l'on multiplie le chiffre par dix, c'est déjà un beau résultat », a estimé son président.

La décision de M. Balladur était prévisible. La chute de la Bourse a chahuté sans doute nombre de petits actionnaires susceptibles d'acheter des titres Matra. En outre, vendre aujourd'hui n'aurait pu se faire qu'à un prix dégradé qui aurait relancé les attaques socialistes sur le thème du « bradage ». Reste à savoir si c'est tout le programme gouvernemental qui sera remis en cause. Quel qu'il en soit, la Bourse oblige M. Balladur à reculer sur un point qu'il considère comme fondamental de sa politique économique.

F.V.

## Quatre nouvelles solutions de reprise à la Chapelle-Darblay

La direction de la Chapelle-Darblay a indiqué, le 20 octobre, que quatre nouvelles solutions de reprise du groupe papeter français avaient été présentées, outre celle proposée par l'actuel PDG, M. Kila, avec le néerlandais KNP, qui étudie le dossier.

Une alliance entre la Cellulose du Pin, filiale de Saint-Gobain, et le groupe suédois SCA a ainsi été annoncée, de même qu'une association entre Beghin-Say et l'allemand de l'Ouest. Fédumme. Ces deux groupes ont signé au début du mois une lettre d'intention marquant leur volonté de coopérer dans le domaine du papier et du carton couché. Aitcel, société normande de pâte à papier, est aussi sur les rangs, allié au suédois Mando. Enfin, le groupe Pinault est candidat à la reprise de la Chapelle-Darblay, en tandem avec le canadien Cascades.

## Visée, numéro un de la location télévision-vidéo

La société Visée, dont le siège est à Lyon, a annoncé, mardi, qu'elle a racheté la société Granada-France et devient ainsi leader national en matière de location télévision-vidéo.

Le marché français de la location était jusqu'à présent partagé entre trois concurrents principaux. Locatel (155 000 appareils grand public et collectifs), Granada (116 000) et Visée (60 000). Granada, filiale du groupe britannique du même nom, occupait la position de leader sur le marché des collectivités (hôtels, hôpitaux, cliniques...) grâce à sa filiale Telebank rachetée à ITT. Pour sa part, Visée possède trente-trois magasins dans dix-sept villes et un parc de plus de 50 000 chez les particuliers. Le chiffre d'affaires prévisionnel de Visée, avec Granada, pour 1988 est de 350 millions de francs.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CIR : PREMIER SEMESTRE 1987 CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ : + 32,9 %

Le Conseil d'Administration de CIR SpA, réuni à Milan, a examiné le rapport d'activité du groupe CIR pour le premier semestre 1987. Le Chiffre d'Affaires du groupe, qui intègre les sociétés acquises durant les six premiers mois de l'année, a atteint 1.237,3 milliards de francs, en augmentation de 32,9 % par rapport au premier semestre 1986. Le résultat net avant impôt et avant intérêts minoritaires s'élève à 128 milliards de francs (contre 246 milliards pour l'ensemble de l'exercice 1986).

Le groupe CIR a poursuivi sa politique d'expansion et de développement à travers l'acquisition de nombreuses sociétés, notamment Sasso, Vismara et Bouquet d'Or à travers le Groupe Butroni dans le secteur agro-alimentaire.

Les perspectives du groupe demeurent bonnes et laissent prévoir pour l'ensemble de l'exercice 1987 un résultat supérieur à celui enregistré en 1986.

CIR sur Minitel, composez le 36.15 LE MONDE/CERUS.

CIR

## ABONNEMENT SPÉCIAL LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde du Vin daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

## ABONNEMENT LE MONDE DU VIN

DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :

Le Monde, service des abonnements, BP 50709, 75422 Paris cedex 09

ou par MINITEL 36.15 LE MONDE puis ABO.

Le Monde

L'abonnement sera servi avec effet rétroactif.



## NEW-YORK, 20 oct. ↑

## Le rebond

Après la tornade qui s'était abattue, en début de semaine, sur Wall Street, le soleil a fait sa réapparition le mardi 20 octobre. Mais le beau temps, lui, n'est pas revenu d'un coup. De gros nuages noirs ont continué de rouler dans le ciel. D'abord en forte hausse, puis en vil repli, l'indice Dow Jones est remonté en flèche pour s'établir à 1 841,01, avec un gain assez impressionnant de 102,27 points. Au plus bas de la journée, il était tombé à 1 707,06. Au plus haut, il avait culminé à 1 941,64. L'intérêt des investisseurs ne s'est ravivé que pour les grandes actions de la cote. Le bilan, toujours très mauvais, de la journée en témoigne. Sur 2 066 valeurs traitées, 1 398 ont encore baissé, 537 seulement ont monté et 131 n'ont pas varié.

Le marché américain est encore en état de choc. Son rebond, technique en grande partie, est largement imputable au raffermissement du marché obligataire en liaison avec la réaffirmation des accords du Louvre faite par MM. J. Baker et G. Stollenberg, avec aussi l'intention du président de la Réserve fédérale d'injecter les liquidités nécessaires pour éviter un assèchement des marchés financiers. La décision de deux grandes banques américaines d'abaisser leurs taux de base a fait le reste.

L'activité a encore été freinée par une baisse de 50,5 millions de titres échangés, contre 604,3 millions la veille.

VALEURS	Cours du 19 oct.	Cours du 20 oct.
Alcoa	42 1/2	37
Alcan (ex-UAL)	75	70 1/4
A.T.T.	25 3/4	25 3/4
Boeing	38 1/2	38 1/8
Chase Manhattan Bank	28	30
Du Pont de Nemours	80 1/2	80
General Electric	38	40 1/2
IBM	77 3/8	77 1/2
Intel	48 1/2	48 3/4
Johnson & Johnson	50	50 3/4
McDonald	108 1/4	111 3/4
Merck	46 1/2	46 3/4
Modell	32	31 1/2
Pfizer	30 1/4	30 1/2
Schering	30 1/4	30 1/2
Union Carbide	30 1/8	30 1/2
U.S.S.	21	20 3/4
Weyerhaeuser	40	40 7/8
Worthington	55	55

## LONDRES, 21 oct. ↑

## Reprise

La Bourse de Londres a débuté, mercredi matin, à la hausse après deux jours de replis considérables. Le Stock Exchange, qui a ouvert une heure plus tôt que d'habitude, enregistrait, en début de matinée, une hausse de 6 p.

Après avoir perdu 10,1 % lundi, l'indice FT des valeurs industrielles a chuté de 11,6 % mardi. Cette baisse record s'est accompagnée d'un volume d'échanges très important : 1,189 milliard de titres, contre 837 millions lundi, dépassant le record de 1,154 milliard établi le 12 juin. Cette forte baisse a affecté l'ensemble des valeurs de la City. L'action BP s'est même traitée à 10 pence au-dessous de son prix d'offre de vente de la dernière tranche de titres. Certains analystes estimaient alors que cette opération de privatisation risquait d'être reportée, bien que le gouvernement britannique ait indiqué qu'il n'était pas question de reporter le processus.

Ces deux jours de fortes baisses ont été mis à profit par un certain nombre de raiders australiens et néo-zélandais pour augmenter leur participation dans des firmes qu'ils convoitaient.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Dumez : 17 milliards de chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires de Dumez (BTP), en 1987, devrait, d'après la direction de l'entreprise, être de l'ordre de 17 milliards de francs, soit une augmentation de 80 % par rapport à 1986. Le bénéfice net consolidé global sera du même ordre que le précédent, soit 425 millions de francs. Le chiffre d'affaires du groupe, toutes activités confondues, s'élève, pour le premier semestre 1987, à 8,28 milliards de francs, en hausse de 78 % par rapport à 1986. Cette croissance tient à la prise en compte du développement du groupe et de la diversification, en particulier de l'activité de distribution avec Westminster au Canada, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1987.

● Maisons Phénix : toujours des pertes. — Maisons Phénix (constructeur de maisons individuelles) a enregistré une perte de 147 millions de francs au cours du premier semestre de 1987, annonce un communiqué de la Compagnie générale des eaux, le principal actionnaire de la société.

Pour l'ensemble de l'année 1987, la perte devrait être « du même ordre de grandeur », en raison du « meilleur niveau d'activité au deuxième semestre et l'impact des mesures financières prises ».

## PARIS, 21 octobre ↑

## Le suspense continue

Après le surprenant et tout à fait imprévisible retournement de tendance observé mardi dans l'après-midi, ce 21 octobre la Bourse de Paris a de nouveau été prise de malaise. Pour tout dire, la hausse du matin (+ 3,3 %) n'a pas tenu pendant la grande séance. En liaison avec la fin imminente du mois boursier, un dégoût d'ordres de ventes s'est abattu sur le marché. CSF a même été réservé à la baisse. Pour ajouter à la confusion, l'ordonnateur du marché continu s'est refusé un long moment à fournir la moindre indication, et les employés de la Charge Du Bouzet (BNP) se sont mis en grève. Pour ces différentes raisons, la Bourse ne put officiellement ouvrir ses portes qu'à 13 heures. Au fil des cotations, l'avance matinale était grignotée. A la clôture, l'indice officiellement avait reculé sur son avance à 1,5 %.

« Le SAMU est intervenu. Le malade est dans le coma. On ne peut pas se prononcer avant plusieurs semaines. » Ce commentaire d'un gérant de portefeuilles est tombé comme un couperet. A dire vrai, le marché parisien joua de malchance. La liquidation générale du mois d'octobre aura lieu demain jeudi. En prévision des « ardoises » astronomiques à payer en fin de mois, les acheteurs se découragèrent de vendre des titres pour se procurer les liquidités nécessaires à ces règlements. Des intermédiaires ont alors été débauchés et des particuliers se sont manifestés, les « gendarmes » (Caisse des Dépôts et autres) sont encore intervenus. Mais leurs munitions ne sont pas impénétrables. Surtout avec le torrent des affaires — avec 3,8 milliards de francs, un nouveau record d'activité est tombé mardi — les interventions perdent de leur efficacité. Nouvelle hausse du MATIF de 1,5 % à 4,8 % selon les échéances.

Sur tous les fronts, le suspense continue.

## TOKYO, 21 oct. ↑

## Le ludion : + 9,3 %

A peine lui avait-on appuyé sur le ténar en début de semaine, que le Kabuto-Cho, tel un ludion, est remonté mardi en flèche. Rasurée par le rebond de Wall Street, le reflux des taux d'intérêt et les déclarations monétaires américano-allemandes, les investisseurs ont été repris par une véritable bouillie d'achats. A la clôture, l'indice Nikkei avait déjà regagné plus de 770 points. Son gain à la clôture atteignait 2 037 (+ 9,3 %). Le marché a ainsi regagné les deux tiers des pertes subies la veille.

La reprise de mardi a été, en partie, égayée par la décision des autorités boursières de garantir la liquidité du marché. Le seuil minimum de couverture en liquide a été abaissé de 70 % à 50 %, avec un relèvement correspondant de la couverture en titres collatéraux (de 60 % à 70 %). Enfin, la Banque du Japon a procédé à des achats obligatoires, ce qui revient à injecter de l'argent frais.

VALEURS	Cours du 20 oct.	Cours du 21 oct.
Alu	405	405
Brookings	1 120	1 220
Cazen	510	1 070
Fujitsu	2 750	3 150
Honda Motor	1 280	1 450
Mitsubishi Electric	2 070	2 300
Nissan	800	850
Sany Corp.	4 450	4 730
Toyota Motor	1 700	2 000

## PARIS:

## Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.P.S.A.	1186		Alcatel	301 20	
Alcan	361	346 80	Alcatel	301	300
Alcan & Associés	480		Alcatel	128	
Alcan	400		Alcatel	346	341
Alcan	404		Alcatel	173	
B. Demachy & Assoc.	681	652	Alcatel	307	276 30
B.C.M.	800	780	Alcatel	680	680
B.F.P.	900	498	Alcatel	388	387
Bouffon Technologies	650		Alcatel	418	208 40
Bouffon	840		Alcatel	306	
Chiffes de Lyon	1013		Alcatel	1198	1116
Colson	708	744	Alcatel	1400	1309
Conif	1630	1650	Alcatel	108	108
COBEX	894	832	Alcatel	225	220
C. S. B. B.	301	289	Alcatel	680	680
CEGEL	3016	274	Alcatel	1363	1400
CELEP	182	194	Alcatel	1400	1278
CEP-Communication	1006		Alcatel	1100	
CEI International	603		Alcatel	306	287
CEI International	331		Alcatel	831	
CEI	380		Alcatel	371	
CEI	210		Alcatel	780	705
Comptex	606		Alcatel	180	
Comptex	228		Alcatel	858	817
Comptex	3220	3248	Alcatel	330	327
Comptex	1800				
Comptex	916	638			
Comptex	187 70	187 70			
Comptex	500	480			
Comptex	22 50				
Comptex	770	608			
Comptex	480				
Comptex	800	780			
Comptex	902				
Comptex	236	240			
Comptex	172				
Comptex	128 80	127			
Comptex	20	167			
Comptex	175 10	168			
Comptex	418				
Comptex	300				
Comptex	284 30	283			
Comptex	218				

## MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

## MARCHÉ DES OPTIONS NEGOCIABLES le 20-10-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Lafarge Cap.	1700	10	39	65	—	195	154	205	—
Paribas	440	4	7,5	18	—	78	—	—	—
Pengot	1550	27,5	60	106	—	170	190	202	—
Thomson-CSF	1200	17	50	—	—	210	—	—	—
EX-Aequino	320	9,5	18	30	—	42	—	—	—
M&L	1200	45	—	130	—	180	—	—	—

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 20 oct. 1987. Nombre de contrats : 102 000

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	92,20	91,60	89,95	89,70
Précédent	86,85	86,45	85,75	85,60

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 6,02 F ↑

Bien qu'ayant un peu rendu la main par rapport à ses positions atteintes le 20 octobre au fin d'après-midi, le dollar s'est généralement bien tenu pour coter 6,0250 F (contre 6,0140 F mardi à 13 h 30) et 1,8090 DM (contre 1,7945 DM). Plus calmes, les marchés ont divergé leur hausse, disent les cambistes.

FRANCOF. 20 oct. 21 oct.

Dollar (en DM) 1,7945 1,8090

Dollar (en yen) 142,80

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets nets)

Paris (21 oct.) 79/16-75/8

New-York (20 oct.) 77/1/8

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

Valeurs françaises : 84

Valeurs étrangères : 118,6

C' des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général : 352,48

Indice général : 351,9

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 1 738,41

Industrielles : 1 738,41

LONDRES (Index Financial Times)

Industrielles : 1 629,2

Mines d'or : 444,2

Fonds d'Etat : 83,73

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 21 918,8

Indice général : 1 753,98

1987, 1982, 1

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,0360	6,0390	—	—	—	—
S. can.	4,5901	4,5959	—	—	—	—
Yen (100)	149,46	149,96	+ 132	+ 155	+ 249	+ 289
DM	3,3370	3,3405	+ 96	+ 130	+ 221	+ 244
Fluor	2,9667	2,9696	+ 57	+ 72	+ 127	+ 150
F.R. (100)	16,0776	16,0441	+ 96	+ 263	+ 269	+ 404
F.S.	4,0295	4,0239	+ 140	+ 167	+ 301	+ 343
L.I. (100)	4,0295	4,0239	+ 141	+ 82	+ 271	+ 192
E.	9,9510	9,9515	+ 211	+ 154	+ 399	+ 300

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	6 3/4	7	7 7/16	7 9/16	7 11/16	7 13/16	8 1/8	8 3/4
DM	3 1/2	3 3/4	3 5/8	3 3/4	3 3/4	3 15/16	4 1/16	4 13/16
Fluor	5	5 1/4	5 3/4	5 3/8	5 5/16	5 7/16	5 3/4	5 7/8
F.R. (100)	6 1/4	6 1/2	6 9/16	6 15/16	6 5/8	7	7 1/8	7 3/



## BOURSE DU 21 OCTOBRE

Règlement mensuel																							
VALEURS						VALEURS						VALEURS						VALEURS					
Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%
1882	AL 9% 1872	1870	1825	1825	- 2.41	1882	AL 9% 1872	1870	1825	1825	- 2.41	1882	AL 9% 1872	1870	1825	1825	- 2.41	1882	AL 9% 1872	1870	1825	1825	- 2.41
4218	C.R.E. 2%	1870	1825	1825	+ 0.13	4218	C.R.E. 2%	1870	1825	1825	+ 0.13	4218	C.R.E. 2%	1870	1825	1825	+ 0.13	4218	C.R.E. 2%	1870	1825	1825	+ 0.13
1198	B.N.P. T.P.	1718	1718	1718	...	1198	B.N.P. T.P.	1718	1718	1718	...	1198	B.N.P. T.P.	1718	1718	1718	...	1198	B.N.P. T.P.	1718	1718	1718	...
1271	C.C.F. T.P.	1113	1111	1111	- 0.17	1271	C.C.F. T.P.	1113	1111	1111	- 0.17	1271	C.C.F. T.P.	1113	1111	1111	- 0.17	1271	C.C.F. T.P.	1113	1111	1111	- 0.17
1228	Ed. Ligne T.P.	1780	...	...	...	1228	Ed. Ligne T.P.	1780	...	...	...	1228	Ed. Ligne T.P.	1780	...	...	...	1228	Ed. Ligne T.P.	1780	...	...	...
1214	C.R.E. T.P.	1870	1825	1825	...	1214	C.R.E. T.P.	1870	1825	1825	...	1214	C.R.E. T.P.	1870	1825	1825	...	1214	C.R.E. T.P.	1870	1825	1825	...
1829	Renault T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68	1829	Renault T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68	1829	Renault T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68	1829	Renault T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68
1830	Alcan. P.T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68	1830	Alcan. P.T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68	1830	Alcan. P.T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68	1830	Alcan. P.T.P.	1725	1800	1800	+ 2.68
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03
1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240	St-Gabriel T.P.	1125	1180	1180	+ 3.03	1240</					

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

20/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime Inc.	Rachet	VALEURS	Emission	Prime Inc.	Rachet	VALEURS	Emission	Prime Inc.	Rachet	
<b>Obligations</b>																					
Emp. 7.75 1973	8118		Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 77	121 10	3.855	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 77/83	98 80	3.855	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 78/84	98 40	1.438	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 79/80	100 80	1.005	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 81/82	100 80	1.005	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 82/80	111	12.818	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 82/80	112 80	5.902	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 83/83	111 01	6.720	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 84/83	117 25	11.187	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 84/83	106 80	0.487	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	103	7.323	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	8.279	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	1787		Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	83 30	4.844	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	100 06	1.006	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	84 20	7.115	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 75	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	102 25	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	102 25	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 80	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	100 80	0.141	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 15	3.887	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	4.352	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	7.855	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	98	8.815	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
<b>Étrangères</b>																					
Emp. 8.00 85/85	101 75	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	102 25	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 80	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	100 80	0.141	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 15	3.887	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	4.352	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	7.855	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	98	8.815	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
<b>Actions</b>																					
Emp. 8.00 85/85	101 75	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	102 25	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 80	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	100 80	0.141	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 15	3.887	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	4.352	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	7.855	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	98	8.815	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
<b>Marché libre de l'or</b>																					
Emp. 8.00 85/85	101 75	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	102 25	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 80	2.689	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	100 80	0.141	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	101 15	3.887	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	4.352	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	95 80	7.855	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000
Emp. 8.00 85/85	98	8.815	Compt. (N.Y.)	180		Loans Gen	1320	1308	Sum. Fin. de CP	1520			A.A.A.	727			Parc. Région	1000	1000	1000	1000

e : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - \* : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاصل



hésitations  
nales  
Europe

[illegible][illegible]

A B C D E F G

---

**LES AMATEURS D'  PEUVENT COMPTER  
SUR LE SERVICE APRÈS VENTE  
D'INTERNATIONAL COMPUTER  
LES AUTRES RESTENT EN **

**Un Macintosh Plus  
et un disque dur  
20 M.o. compatible  
17990 F HT**

**INTERNATIONAL  
COMPUTER **

La micro sans frontières

Offre valable jusqu'au 24/10

■ 26, rue du Renard Paris 4\* ■ 42.72.26.26  
■ 64, av. du Prado Marseille 6\* ■ 91.37.25.03